La République khmère (1970-1975)

Par Sangha OP

Tableau

Introduction 1

Première Partie 5

Deuxième Partie 26

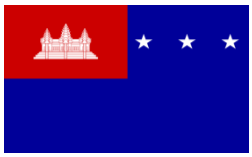
Troisième Partie 102

Quatrième Partie 244

Conclusion 356

Points de repère sur la vie de la République khmère 358

Photo (de gauche à droite): Général In Tam, Général Sirik Matak, Général Lon Nol, Yem Sambo,Op kim Ang (mon père).



Introduction

À la mémoire des miens et des milliers de républicains qui ont péri dans les bas-fonds du communisme, j'ai décidé de republier cet essai, lequel a été déjà publié, durant des années 1995 à 2000, par la revue Moulkhmer sous forme de feuilleton. Cette republication s'inscrit aussi dans le cadre de droit de mémoire. Cette mémoire sert à éclairer le chemin de l'avenir. Tronquer une partie de l'histoire d'un peuple risque de le couper avec son passé. De ce droit au mémoire, Soljenitsyne, écrivain russe, écrit dans son livre (L'archipel du Goulag) ceci : « Non ! Il ne faut pas remuer le passé ! Quiconque fera mention des temps révolus, qu'on lui arrache un œil ! Et quiconque l'oubliera, qu'on lui arrache les deux ! ». Je prends le risque d'être arraché un œil par quelques personnes qui ont aujourd'hui le pouvoir de faire du mal à ma personne. Depuis plus de deux décennies, je cesse toutes mes activités politiques pour me laisser convaincre par les hommes politiques de talent d'œuvrer ensemble à bâtir un espace de bonheur pour le peuple khmer. J'ai toujours pensé qu'il faut laisser le temps au temps, parce qu'après tant d'années de destruction, le Cambodge aurait besoin de temps pour se relever. J'ai aussi pensé après plusieurs années de guerre, d'auto génocide et d'occupation vietnamienne, les leaders politiques khmers de toutes les chapelles auraient dit « ça suffit ». Aujourd'hui, mon espoir de voir la réconciliation nationale dans le cadre de démocratie libérale est brisé. Les réflexes du passé reviennent : Gouvernement par la loi tyrannique ou par la loi divine. Le droit au meurtre semble être le leitmotiv des dirigeants khmers de tout temps. Ô ! Combien du temps encore que les Maîtres du pays comprennent que la dictature ou la pensée unique n'est pas une bonne voie pour le salut du peuple khmer de la pauvreté et de l'ignorance. Sauf qu'ils aient une volonté de maintenir les Khmers dans ces états. Si c'était le cas, ils sont inconscients qu'ils soient plus pauvres et plus ignorants que leur peuple, non pas en matériels, mais en esprit. On ne peut pas être riche tout seul dans un pays des pauvres.

Par Sangha OP
17 novembre 2011

Introduction

Depuis 2008, je décide d'être l'observateur de la vie politique de mon pays. Cette décision, m'amène à créer un Blog, dans lequel je republie mes articles du passé, donne mes opinions sur les évènements actuels et consacre une grande partie à étudier de l'histoire de mon pays. J'ai romancé mon essai sur la République khmère pour rendre vivant les déroulements des évènements historiques de cette République. Ces faits majeurs dans l'histoire du Cambodge sont toujours un sujet de débat entre les Cambodgiens qui soient, victimes, observateurs, acteurs de la République khmère. La suite tragique de cette république éphémère est connue de tout le monde : Les vainqueurs, connus sous le nom des « Khmers rouges », ont massacré plus de 2 millions des Khmers innocents au nom de l'Angkar (Parti communiste khmer).

Cet essai n'est pas pour faire une apologie de la République khmère, mais pour raconter tout simplement sur ce que je sais sur son trépas injuste. « Être sage : savoir qu'on ne sait rien (citation de Platon, philosophe) », c'est ma ligne de conduite dans tous mes écrits. Je demande aux lecteurs de me pardonner dans certains de mes propos qui ne sont que des propos passionnés pendant mes années de lutte idéologique et de militant politique. Je ne voudrais pas les modifier pour les adapter à la situation actuelle, parce que je ne suis pas un opportuniste. Je suis républicain convaincu, mais je ne suis pas antimonarchique primaire. Si la monarchie représente comme un symbole de l'union nationale et incarne une valeur de démocratie, je n'ai aucune raison de ne pas le respecter. Mais si elle incarne une force d'oppression et une tyrannie, je ne prive non plus ma liberté de la combattre avec mes propres moyens : le pouvoir des verbes.

Pour comprendre la mort de la République khmère, à peine cinq ans après sa naissance, il fallait écrire pour analyser les causes de son échec.

Par Sangha OP
17 novembre 2011

On savait que durant la période de 1970 à 1975, tous les ennemis de la République khmère qui étaient rétribués par Mao et l'oncle Hô, s'unirent pour la culbuter, et, après avoir conquis le pouvoir révolutionnaire, ils se divisèrent, pour enfin restaurer ensemble une royauté inutile pour leur survie. Cette renaissance n'est-elle pas le réveil de l'ignorance absolue ? Aujourd'hui, les Républicains khmers se sont décomplexés totalement vis-à-vis des soi-disant révolutionnaires, quand on constate que leur Kampuchéa social est dans un état lamentable. Leur dépravation réveille sans doute ma fierté d'être Républicain et je jure de mourir entant que tel. À part le bouddhisme, l'esprit républicain est ma seconde foi, ma seule fortune qui promet le bonheur aux hommes et j'aime bien la partager avec mon peuple qui se meurt dans le nouveau Cambodge suffoqué par la coalition royalo-communiste. Ce régime fait aujourd'hui la preuve de son impuissance. Il donne l'apparence d'une force salutaire combattant les Khmers rouges. En réalité, ils sont de même bord et possèdent la même philosophie meurtrière.

Si aujourd'hui, les jeunes Khmers de la nouvelle génération n'entendent point parler de la République khmère, je dirais que c'est normal car elle n'a pas sa place dans le Cambodge royal. Son existence physique se transforme en une philosophie de la vie. Elle a toujours sa célébrité qui attire les hommes épris de liberté. Il y avait beaucoup de gens qui ont versé leur sang non pas pour défendre leurs dirigeants dont certains avaient commis sans doute beaucoup d'erreurs, mais ses idées qui sont des rayons de la vérité nouvelle. La république khmère n'existe plus aujourd'hui, parce qu'il n'y a plus les citoyens dans le Cambodge d'aujourd'hui. Je veux donc la présenter ici, voici sa fiche d'état civil : née le 9 octobre 1970. Décédée le 17 avril 1975 pour des raisons que je vais essayer de retracer un peu plus tard. Son corps est inhumé dans l'esprit de l'humanité avec des millions de ses compatriotes innocents qui ont été tués sans autre forme de procès par les Khmers rouges, l'appendice du Parti Communiste Vietnamien.

Pendant les cinq ans de sa courte existence, la République khmère voulait montrer la voie de la liberté au peuple khmer qui vit et meurt dans l'esclavage. Ce chemin était une combinaison heureuse de la voie du progrès avec celle de la tradition khmère. La guerre imposée par les Communistes vietnamiens, soutenus par Pol Pot et Sihanouk, empêchait la marche vers son but. Pour comprendre sa chute, il faut la suivre dans son atelier de création ou dans son berceau.

Parlons tout d'abord des hommes. J'entreprends de raconter ici l'histoire d'un petit groupe d'hommes qui jouaient sans doute le rôle déterminant dans la naissance de cette République, tels que Lon Nol, Sirik Matak, In Tam, Chéng Héng, Son Ngoc Thanh, OP Kim Ang (mon père), Long Boret, Hang Thun Hak. La liste des personnes que je devrais citer serait très longue et si vous voulez en savoir davantage, lisez « La République khmère » de M. Ros Chantrabot (Edition Harmattan) et la thèse (1975) pour le doctorat en Science Politique de Philippe AYRIVIE. Cette histoire pleine de sang et de larme est pleine aussi de leçon pour le peuple khmer.

Première Partie

Les pionniers

Quatre noms, Lon Nol Sirik Matak, In Tam et OP Kim Ang se trouvaient-ils fortuitement au carrefour de l'histoire ? Étaient-ils devenus des ennemis de la monarchie par conviction ? Jouaient-ils vraiment le rôle d'entraîneur de la force de progrès du Kampuchéa ? L'histoire seule jugera plus tard, car la progression de l'esprit républicain khmer n'est pas encore terminée. Ces hommes étaient ennemis du Communisme, mais amis du Bouddhisme. Savez-vous quelle sorte d'homme étaient-ils ? Ils étaient issus de milieux divers, de l'aristocratie) celui du paysan. Ils n'étaient pas des intellectuels de métier, mais des hommes d'action. Ils ne savaient rien en science politique, ils n'avaient que leur bon sens. Ils se rencontraient dans l'exercice de leurs fonctions pour servir leur Nation. Leurs idées, leurs passions, dont la vie et la politique formaient pour ainsi dire la base commune des vertus de leur époque.

Ils devinrent amis et à l'aube du 18 mars 1970, décidèrent ensemble de monter à bord d'une barque à voile, appelé le « renouveau ». Avaient-ils un bon vent pour voguer ? À l'époque, en Indochine, il avait de l'ouragan (la guerre du Vietnam). Le vent était trop fort, étaient-il prudents de louvoyer dans cette circonstance périlleuse ? Les gens se complairont à poser la question, est-ce que Lon Nol avait reçu l'instruction de Sihanouk pour déclencher la manifestation contre la présence des forces Viêt-Cong et Nord-vietnamiennes au Cambodge ? Ce dont, n'était-ce pas encore une fois la haute trahison de Monseigneur (Sihanouk) ? Sihanouk appliquait à l'époque vis-à-vis de Lon Nol la règle des trois L : « On lèche, puis on lâche, enfin on lynche ». Par crainte des représailles de Sihanouk après sa déclaration à Paris à la veille de son départ pour Moscou, Lon Nol fut-il obligé de décider la rupture avec le Chef de l'État ? La chute de Sihanouk était-elle plutôt la panacée de la « sauve qui

peut » de Lon Nol, Sirik Matak, In Tam et OP Kim Ang ? Il y a myriade de questions qu'on se pose aujourd'hui. Il y autant de réponse et aussi d'exagérations. Il y les pour et les contre de la république khmère, mais quelle est la part de vérité ? La sincérité est sans doute dans le songe de ces pionniers. J'en sais bien raison et je vais essayer donc de la dévoiler objectivement. Mes propos sont sans doute dictés par le hasard, tels qu'ils me viendront à l'esprit. Je parle de ces hommes de la république khmère dans mon propre langage et à ma façon parce que je ne suis ni journaliste, ni historien, mais un rêveur solitaire. Lecteur, votre conscience est le seul juge et je vous demande une faveur : Votre compréhension pour mes propos.

La nuit la plus longue

Nous sommes dans la nuit du 16 mars 1970. La distribution des tracts aux étudiants devant la chambre des députés le matin du 16 mars par les amis de Chhan Sokhum (ministre de l'Éducation nationale) pour dénoncer l'incartade de Sihanouk a été vouée à l'échec faute d'un contexte favorable, et deux d'entre eux (un professeur et un instituteur) furent presque lynchés par la foule. Un coup foireux pour les agitateurs. Lon Nol convoqua pour 22h les ministres responsables de cette manœuvre avortée. Sirik Matak, OP Kim Ang, Chhan Sokhum, Un Trâmuch était présents à cette invitation. Tremblant et tout d'émotion à la résidence du Président du Conseil des ministres à Toum Noup Teuk. Autour de la table, la réunion du cabinet restreint débuta dans une ambiance de surexcitation. Trois ministres, Sirik Matak, Chhan Sokhum et OP Kim Ang, devaient défendre leur projet devant leur Président indécis. Ils eurent besoin donc d'une argutie pour réveiller la peur cauchemardesque et l'entêtement de Lon Nol. Pour eux, cette réunion n'était que la prolongation de leur conciliabule à Tamnak (Résidence princière) de Sirik Matak pour analyser la situation de la matinée. Ils se posaient sans détour entre eux une seule question : Que faire maintenance ? Céder à Sihanouk avec les menottes aux

mains et être fusillés après de son retour au pays par une escouade de la garde provinciale du Colonel Oum Manorine, beau-frère de Sihanouk : Douze balles dans la peau, plus une dans la tête à Tapeang kraleoug ? (Lieu d'exécution des opposants de droite de Sihanouk). Ou utiliser tous les moyens gouvernementaux pour enlever le pouvoir au prince ? Quels types de solutions ? Par la légalité ? ou bien par la force ? Lon Nol est-il d'accord pour ce choix ? Le peuple est-il prêt pour ce genre d'aventure ? Bien sûr, il y avait beaucoup de facteurs inconnus : Le premier est Lon Nol, le second est l'Assemblée nationale, la troisième est l'armée. De quel côté sont-ils ?

Revenons un peu en arrière pour pouvoir bien suivre les évènements du 18 mars 1970 et surtout pendant la semaine du 11 mars au 16 mars, la plus agitée dans l'histoire khmère contemporaine. On peut se poser la question : Qu'est ce qui pique la jeunesse khmère si obéissante et si douce pour que son courroux entraîne les mises à sac des deux ambassades des amis chers de Sihanouk ? On savait que, dès le 11 mars, Lon Nol avait une seule idée en tête, déloger les troupes vietnamiennes communistes hors du pays par la voie diplomatique. Il ne voulait faire que ça et rien d'autre. Quant à Sirik Matak, son ambition fut autre. Il désirait plus. Il faut en finir avec Sihanouk, son irréconciliable ennemi dynastique. Il se morfondait, en attendant, la décision de Lon Nol. Il faut agir vite, parce que le temps travaille pour Sihanouk. Pour Sirik Matak, Sihanouk est un feu-follet, son attitude est cassante, il n'accepte jamais de reconnaître son échec. On ne peut pas contester sa politique en le gardant aux commandes du pouvoir, car sa vengeance sera terrifiante pour tout le monde. Lon Nol ne doit plus jouer la bonhomie avec le diable. Le refus par Sihanouk, en voyage à Paris, de recevoir les émissaires du gouvernement et de la reine Kossamak, Yèm Sambaur, Vice-Président du Conseil des ministres et le prince Norodom Kantol, représentant de la reine, pour l'informer de la situation exacte du pays, fut une aubaine pour Sirik Matak. L'histoire de l'enregistrement de la liste noire de Sihanouk à l'ambassade du Cambodge à Paris

par une personnalité importante de la chancellerie n'était qu'une rumeur politique.

Revenons, à la réunion de la nuit du 16 mars, à la résidence de Lon Nol. La séance était ouverte. Lon Nol parlait le premier :

- Je ne comprends pas qui a eu l'idée de ces malheureux tracts de ce matin ?
Les quatre ministres présents se regardaient furtivement. Dans la salle climatisée se fit un silence funèbre. Lon Nol regarda le prince Sirik Matak et reprit :

- Nous sommes vraiment dans une situation compliquée pour ne pas dire suicidaire. Comment voulez-vous que je puisse négocier avec Samdech (Sihanouk) dans cette confusion. Il a refusé de nous entendre déjà. Franchement, Messieurs, vous ne me laissez pas la chance de ramener Samdech à la raison. J'ai promis, en effet, à la reine-mère de faire tout mon possible pour éteindre la colère terrible de Samdech.

Il soupira, regarda la nappe de la table avec un regard vague et hésitant. Il regardait de biais mon père (3e Vice-Président du Conseil des ministres, chargé des Finances et de l'Économie Nationale) sans pouvoir détourner la tête et se mit à parler d'une voix lointaine et pensive :

- Que faire maintenant ? Avez-vous des idées à me proposer ? En ce qui me concerne, j'en ai une ?
- Laquelle, Excellence ? dit brusquement Chhan Sokhum (Ministre de l'Éducation Nationale). Cette interrogation du tac au tac mit Lon Nol dans l'embarras car il n'avait pas l'habitude de ce genre de réaction. Gêné, il prit son paquet de cigarettes de sa main gauche sur la table, l'ouvrit et tira une cigarette, puis reposa lentement le paquet au même endroit. De nouveau, le silence régna dans la salle

et on n'entendait que le gros bruit des climatiseurs. Lon Nol baissa les jeux, regarda sa feuille de note et dit :

- La majorité d'entre vous sont députés. Je vous demande de retourner dans vos circonscriptions, de convaincre vos collègues à l'assemblée nationale d'en faire autant pour demander à vos lecteurs de signer la pétition à Samdech dans laquelle vous demandez aux Viêt-Cong de se retirer de notre pays. Si tous les députés réussissaient à obtenir le plus grand nombre de signatures, Messieurs, avec ces signatures, je pourrais renégocier au nom du peuple avec Samdech et je suis convaincu que je peux le ramener à la raison. Vous savez que la règle souveraine pour Samdech est de plaire à Son Altesse Royale.

Chhan Sokhum ne pouvait plus rester tranquille sur son siège à cause de ce genre de propos chimérique, Lon Nol pour lui dans cette circonstance précise n'était qu'un loustic. À ce moment, la porte de la salle s'ouvrit, deux soldats en uniforme apparurent pour servir du thé et du café aux hôtes du général. Le prince Sirik Matak profita de cet intermède pour demander un verre d'eau fraîche. Le général alluma sa cigarette avec un air mélancolique. La séance fut interrompue quelques instants, juste pour ce service.

- Alors, reprit Lon Nol, il est temps maintenant de chercher les moyens de plaire à Samdech.
- Pardi ! répondit Sirik Matak, parfaitement, mais quoi donc ? Nous avons essayé en vain, notre délégation pour informer Samdech de la réalité du pays a été rejetée sans raison valable et il n'écoute plus la Reine mère. En plus, il nous traite comme ses ennemis. Je pense que le temps des réflexions est dépassé, nous devons parler plutôt de celui de la réaction.
- De quelle réaction ? demanda Lon Nol.
- De quelle réaction ! s'exclama Sirik Matak, oh ! Bouddha, la réaction contre la réaction négative de Sihanouk à notre égard, m-o-n gé-né-ral.

Le mot fut lâché par le prince. Il était comme le son de la foudre avant l'orage. Il était terrifiant pour les saints bouddhiques qui protègent la maison de Lon Nol. Soudain, il y eut un brusque silence. Dans cette ambiance étouffée, les cinq hommes n'osaient plus se regarder.

- Bien, répondit Lon Nol avec assurance inhabituelle, je peux vous poser une question Altesse ?
- Bien sûr que oui, mon général.
- Si vous n'aviez pas le peuple avec vous, sur qui comptez-vous vous appuyer contre Samdech ?

Chhan Sokhum n'avait plus la patience d'entendre les paroles hésitantes de son chef. Il fut rageur et oubliait même la règle de politesse. Il exhala sa colère en coupant net la parole au général qui demeurait placide.

- Excellence, sauf le respect que je vous dois, je ne vous comprends plus. Vous avez parlé de pétition populaire, de la règle souveraine pour Samdech, mais vous oubliez le principal ; lequel est le gouvernement. Nous sommes le Gouvernement, excellence, utilisons donc ses moyens pour contrecarrer la décision aberrante de Samdech cela me semble la décision la plus appropriée. À cette heure-ci, nous n'avons plus le temps de jouer le jeu de hasard. Nous sommes dans le pays, Sihanouk est à l'étranger, il nous menace de représailles dès son retour au pays, vous le savez très bien, qu'attendez-vous de plus de lui ? Notre propre mort pour sa victoire inespérée ? C'est donc une entreprise qui périclite. Excellence, refuser de se défendre n'a rien d'habitude chez l'Homme !

- Mais voyons ! reprit Lon Nol, nous sommes bouddhistes, nous voulons le bien de tous et je vous demande d'éviter absolument d'enfreindre la loi de notre maître (Bouddha) : « celui qui joue avec le feu périra par le feu ». Par notre foi et notre patience, nous arriverons ensemble à ramener Samdech à la raison. La Reine mère m'a déjà donné l'assurance que son fils lui obéira le moment venu.

Samdech est très populaire, vous le savez très bien, toute entreprise contre lui entraînera sans doute un soulèvement populaire. Nous risquons d'être taxés de pourceaux par le peuple. Quand nous osons enfreindre notre tradition millénaire, nous plongeons directement dans l'enfer. Quand nous portions nos désirs contre Samdech, notre vitupération montre déjà le déclin de notre Nation. Le désir n'est pas légitime, Messieurs, que quand il est partagé par le peuple. Évaluez-vous déjà ces risques ? Il n'y a de choix qu'entre deux solutions pour nous : La démission ou l'obéissance à Samdech, notre père de tous. Votre réaction contre lui n'est qu'une illusion indignée.

Cette fois Lon Nol était au seuil de la folie pour les trois ministres. Sa morne décence leur semblait déplacée. Il les avait déçus. Il les avait habitués à plus d'objectivité dans ses décisions. Aujourd'hui le même Lon Nol pensait en chef, se conduisait en lâche. La cécité d'un tel chef pouvait conduire le navire à la dérive. Il les menaçait en plus par ses balivernes. Il demandait la vie de ses ministres pour la paix d'un ennemi déclaré. C'était le moment de la désespérance pour les trois séditieux que Lon Nol voulait sacrifier au nom du Bouddhisme. Ils étaient en train d'assister à la ruine de la volonté de se battre d'un chef militaire. S'il continuait de raisonner ainsi, il devenait une loque, capable des pires vilenies.

- À moins, reprit timidement Lon Nol avec un visage fermé, que la chute de Samdech soit une volonté du Bouddha.
- Qu'entendez-vous par la volonté du Bouddha ? demanda Sirik Matak.
- Par la volonté du peuple, Votre Altesse, répondit Lon Nol.
- Qu'en pensez-vous de l'Assemblée nationale ? dit mon père (OP Kim Ang).
- Pardi ! répondit Lon Nol, l'Assemblée nationale, c'est le PEUPLE bien sûr, cher Kim Ang.
- Enfin, reprit Chhan Sokhum avec transport, voilà une pensée utile, Votre Excellence.

Tout le monde éclata de rire. Cette diversion passagère donna tout à coup un nouvel espoir inattendu aux ministres présents. Cette ouverture était importante et méritait examen.

- Notre peuple a reçu une éducation monarchique, dit mon père, dans un système totalitaire, appelé le Sangkum, et pour le déjanter de la jante sangkumienne, il faut recourir à une méthode draconienne, parce que Samdech, sans aucun doute, refusera de nous céder pour des raisons d'entêtement obtus. Samdech est l'ex-roi et Chef d'État à vie. Dans son esprit, ces deux qualités sont une : Roi par défaut. Pour le peuple, il est toujours Roi des Khmers. Par conséquent, si nous transgressions sa loi, cela entraînerait sans doute des effusions de sang et le désordre dans le pays. De ce fait, la méthode draconienne consiste à dénigrer la personne politique de Sihanouk sans porter atteinte à sa personne royale sacrée. N'oublions pas que nous sommes maintenant en présence d'un conflit majeur de l'histoire, où un gouvernement royal s'oppose au maître absolu du Royaume.

- Cela est trop compliqué pour moi, dit Ung Tramuch, l'ex-ministre de la Sécurité Nationale du premier gouvernement de Lon Nol en 1966. Dans ce gouvernement, mon père était ministre de la Défense Nationale. Un Tramuch faisait partie, comme mon père, du cercle restreint des hommes de confiance de Lon Nol.
- Cher Nol, dit Sirik Matak, pour ne rien vous cacher, Kim Ang a eu un entretien avec Son Excellence In Tam (Président de l'Assemblée Nationale par intérim) à ce sujet. Nous lui avons posé la question : Comment faire pour destituer Samdech, conformément à la constitution.
- Et alors ? demanda Lon Nol.
- Sa réponse est très simple, reprit Sirik Matak, par la voie où il est monté. Samdech

Sihanouk a été désigné comme Chef d'État à vie par le Parlement (l'Assemblée nationale et le Conseil du Royaume). Il est

constitutionnellement possible de lui retirer ce titre par le même Parlement. La question, comme Kim Ang l'a bien soulevée, c'est de faire en sorte que sa personne politique attaquée soit bien séparée de sa personne royale. Question de prudence pour éviter la réaction en faveur de Sihanouk-Roi.

Le tournant du 16 mars 1970

Il était constitutionnellement possible de retirer le titre de Chef de l'État à Sihanouk par le Parlement.

Note : L'institution du Chef de l'État avait été créée en 1960 par le Kram n° 390 du 14 juin 1960, qui adjoignit à la Constitution un article 122 : Dans le cas où les circonstances ne permettraient pas de désigner ni le nouveau souverain, ni le Conseil de Régence, conformément aux dispositions des articles 30 et 30 bis de la présente constitution, les deux chambres réunies sur la convocation du Président de l'Assemblée Nationale et sous sa présidence, conformément à la volonté exprimée par le peuple, pourront confier les pouvoirs et prérogatives de Chef de l'État à une personnalité incontesté expressément désignée par les suffrages de la Nation.

Cette assurance venant de la bouche d'In Tam ne rassurait pas beaucoup Lon Nol. Il se crispa et parut d'affoler. À 57 ans, son visage le front proéminent, le nez large, les lèvres froides et les yeux mi-clos, assez semblable aux têtes des ancêtres des Khmers sculptées sur les murs du temple d'Angkor, faisait apparaître déjà sa décrépitude prématurée. Son corps emmitouflé dans sa tenue de général à trois étoiles commençait à transpirer.

Note : Lon Nol était né le 13 novembre 1913 à Kamchay Meas dans la province de Prey Veng, décédé le 17 novembre 1985 à Fullerton dans l'État de Californie aux États-Unis d'Amérique.

Lon Nol restait médusé devant ses amis rebelles qui exigeaient de lui un dénouement rapide. Ébahi et penaud, il ne savait plus de quoi dire. Il était presque prostré sur sa chaise. Comme tous les autres « Montrey » du Royaume, il avait deux instincts : l'instinct de bonheur (la convivialité existait réellement entre lui et Sihanouk) et l'instinct social (troupeau : la soumission inconditionnelle à l'ordre ancien). Sihanouk était, pour lui, le point de repère de son existence. Et pourtant le matin du 16 mars, avant cette rencontre fatidique, il avait consulté son moine astrologue favori qui était assisté de deux « hora », experts en géomancie (astrologue que l'on consulte pour connaître les instances fastes ou néfastes avant toute entreprise), pour connaître son avenir, c'est-à-dire son heur et malheur, sa chance et malchance dans ces évènements imprévus.

Mais, malgré les signes astrologiques favorables à son sort, il avait encore l'esprit confus, la pensée obstruée par l'angoisse et la pitié pour Sihanouk. L'idée de mon père hantait toujours son esprit : On peut vilipender Sihanouk sans toucher à sa personne royale. Quelle idée bizarre ? Pour lui, abjurer Sihanouk équivalait à renier la religion, et la révolution était une zone de non-droit pour le petit peuple khmer. Le modèle de société d'aujourd'hui fonctionnait à merveille aux quatre points cardinaux du pays, il n'était pas donc question de troubler l'ancien peuple d'Angkor par le nouvel esprit réformateur. La race khmère pourrait-elle survivre en transformant historiquement son mode d'organisation sociale ? Il fit ainsi des efforts pour ruminer l'écrit de Michelet (1798-1874), historien français et professeur d'histoire et morale au Collège de France (1838-1844) :

« On doit harmoniser la méthode moderne avec celle de l'ancienne en conservant et créant, par un progrès vers l'assimilation volontaire, assimilation qu'on ne doit désirer toujours incomplète et qui ne doit jamais détruire les originalités spéciales où chaque existence a sa raison d'être ».

Les originalités spéciales, pour Lon Nol, ce sont les institutions de la monarchie khmère, le Bouddhisme et la façon de vivre de tous les jours des Cambodgiens depuis deux mille ans. Dans l'effarement de son esprit chancelant, il fut réveillé soudain par la voix de mon père. Il s'évertua sortir de cet état de funambule en faisant la grimace, laquelle ressemblait à un sourire factice. Il respira comme un coupable condamné par un tribunal des Brahmanes ayant eu Jayavarman VII comme président et divagua comme un homme très troublé : « Pourquoi voulez-vous destituer sans cérémonie Samdech Norodom Sihanouk Varman ? Et pourquoi vous ne le laissez pas tranquille dans son songe de sagesse angkorienne ?

Le prince Sirik Matak, Premier Vice-Président du conseil des Ministres, chargé de l'Intérieur, lui répondit :

- Personne ne veut destituer Samdech, et personne ne veut faire du mal à personne, mais dites-nous franchement, Cher Lon Nol, est-il possible avec Sihanouk de faire une autre politique dont vous, moi et des milliers de Cambodgiens pensent qu'elle est juste pour notre Nation ?

Il s'arrêta, regarda Lon Nol d'un air goguenard et continua :

- Vous savez très bien que c'est moi le donneur l'ordre de distribuer les tracts de ce matin. Je l'ai fait, parce que c'était le geste nécessaire pour, d'une part, montrer aux milliers des Khmers qui nous soutiennent, notre capacité à intervenir en un point auquel autrui n'a pas accès et, d'autre part, tester la réaction de la foule des manifestants concernant la force du Sihanoukisme d'aujourd'hui. D'après le rapport de nos agents de sécurité, le lynchage de nos amis a été fait par un groupe isolé et sans but politique précis. Je suis certain que les assaillants n'ont pas reçu l'onction du colonel Sosthène FERNANDEZ (Secrétaire d'État à la sécurité nationale) pour lyncher les instigateurs ; comme en 1960 Khieu Samphan, qui avait été mis à nu et torturé par les sbires de M. Kou Roun (Ministre

de la sécurité de Sihanouk) le 13 avril 1960, alors que Khieu Samphan circulait en motocyclette devant la maison de M. Lim Kry, ancien ministre, non loin de la station de Police Preah Sihanouk. Il fut molesté par une bande d'assaillants qui n'étaient autres que des agents de polices). Je pense que le Sihanoukisme est fini cette fois-ci. L'autodestruction du Sangkum passe avant les ambitions politiques de Sihanouk. Il faut bien pourtant, Cher Lon Nol, en venir à cette décision-là car le système totalitaire du Sangkum, nonobstant ses faiblesses ne nous permet pas d'agir par la voie de la sagesse.

- Mais la méthode est malsaine, Votre Altesse, dit Lon Nol.

- Certes, répondit Sirik Matak, mais que pouvons-nous faire d'autre ? Sihanouk n'est pas le général de Gaulle (1800-1970) (Ancien Président de la république française, qui accepta de quitter le pouvoir le 28 avril 1969 après son échec à un référendum sur la régionalisation et la réforme du sénat).

- La concertation et toujours la concertation entre Samdech et nous. Le conflit entre nous, Khmers, n'est pas une bonne solution pour la stabilité politique de notre pays. Nos voisins vont profiter d'emblée de notre déchirement, comme notre histoire nous l'a déjà montré. En outre, le conflit entre Samdech et vous serait interprété sans doute par le peuple comme une nouvelle querelle dynastique. Souvenons-nous bien qu'en 1177, notre pays avait subi invasions, pillages et destructions de la part du Champa, notre voisin de l'Est. Notre défaite était la conséquence des querelles entre les factions rivales khmères, dit Lon Nol. À la suite de tant de guerres civiles, notre pays entier se trouva plongé dans une terrible misère. Il était à genoux quelques siècles plus tard. Le Siam et le Vietnam s'apprêtaient à le dépecer et à le partager. Maintenant c'est en la jeunesse khmère que reposent nos espoirs pour la gloire à notre mère-patrie et c'est à nous que revient aujourd'hui la responsabilité du futur Kampuchéa. Ne cherchons pas à nous chamailler. Nous devons donner toujours l'exemple aux jeunes.

Note : Les Chams remontèrent le Mékong sur des pirogues de guerre et atteignirent le Grand-Lac, d'où ils s'emparèrent par surprise d'Angkor et ils incendièrent la capitale khmère.

- Je le sais et je vous remercie de me rappeler de l'époque tragique qu'a connue notre pays et de cette objurgation utile. Mais enfin, Cher Nol, avec qui voulez-vous concerter aujourd'hui ? On concerte avec celui qui veut concerter. Samdech ne veut plus concerter ni avec nous, ni avec sa mère, ni avec le peuple.

- Avec les Viêt-Cong et le Nord Vietnam. Vous le savez, avec Samdech, nous avons pu leur imposer de reconnaître nos frontières. Samdech tient compte beaucoup, avec discrétion, des rapports de Sosthène sur les implantations des Viêt-Cong sur notre territoire. Il m'en a beaucoup parlé ces temps-ci. Il est conscient de ce danger. Il a lancé l'année dernière une campagne de sensibilisation de l'opinion publique en laissant l'Agence Khmère de Presse et la revue hebdomadaire « Réalité cambodgiennes » publié (les 16 juillets et 25 juillet 1969) deux articles concernant les infiltrations des communistes vietnamiens dans la province de Kampong Cham. Le processus de normalisation des relations Khméro américaines a été fait dans le souci de redresser notre neutralité (M. Liyod M. Rives, chargé d'affaire des États-Unis, prenait son poste à Phnom-Penh le 15 août 1969). Nous avons les atouts aujourd'hui pour forcer les Viêt-Cong à revoir leur copie concernant l'utilisation de notre territoire pour leurs entrepôts et hôpitaux de campagne. C'est fini la période d'idylle entre Samdech et Huynh Tan Phat (Président du GRP). Je crois que cette fois-ci, avec la présence des États-Unis à notre côté, les Communistes vietnamiens devront nous mieux respecter. Cela permet sans aucun doute de rééquilibrer nos relations entre le monde communiste et le monde libre. Il est temps d'aujourd'hui de faire la politique de neutralité, conformément à notre doctrine politique nationale et internationale, comme la Suisse.

Note : Le 19 mars 1967, Sihanouk avait demandé à tous les pays la reconnaissance des frontières actuelles du Cambodge.

Lon Nol prit une feuille devant lui et dit :

Je vais vous lire les grandes lignes de notre politique de neutralité :

- Une indépendance totale vis-à-vis des nations étrangères, quelles qu'elles soient ;

- Une volonté inébranlable de ne plus permettre à des voisins expansionnistes, qui ont réduit au cours de ces cinq derniers siècles le Cambodge à sa plus simple expression territoriale, de s'emparer de la moindre parcelle de notre domaine national : Garder à tout prix le Cambodge aux Cambodgiens, dans toute son intégrité morale (c'est-à-dire politique), et physique (c'est-à-dire territoriale) ; Maintenir la paix et l'union – pour la sauvegarder de notre unité nationale, mais aussi pour le développement et le progrès continu de notre pays. (Extrait d'une conférence de Sihanouk à la faculté de Droit de l'Université de Paris le 29 juin 1964). J'ai donné des instructions, continua Lon Nol, à notre délégation de peaufiner, d'une part, notre neutralité et de sceller d'autre part notre amitié avec les délégations Viêt-Cong et Nord vietnamien. Ayez un peu de patience, Messieurs ; je contrôle bien la situation. Le deuxième bureau militaire m'a informé que Mannorine et Bou Hol (Chef de bataillon, Commissaire de la Police municipale de Phnom-Penh) tentaient un coup d'État contre notre gouvernement. Je suis en train de vérifier. Mannorine m'a fait connaître il y a quelques heures son désir de démissionner du gouvernement. J'ai lui ai donné mon accord.

Lon Nol se tourna vers mon père et dit :

- À ce propos, demain, j'aimerais que vous demandiez à TEP Sunthao, votre beau-frère, de venir vous voir pour vous informer sur ces rumeurs de coup d'État.

(TEP était capitaine de la garde provinciale, commandant de la brigade centrale avec un effectif de 200 gardes, équipés d'armes chinoises, en particulier des fusils AK47, un corps d'élite, placé sous le commandement direct du Colonel OUM Mannorine, Secrétaire d'État à la Défense en Surface, pour assurer la sécurité de Sihanouk. Cette brigade était basée à Toul Kork, banlieue proche de Phnom-Penh ; TEP Sunthao était le deuxième petit frère de ma mère).

Sirik Matak écoutait Lon Nol, qui lui faisait un cours sur la politique de neutralité de Sihanouk ; mais il finit tout de même pat l'interrompre.

- Non, mon ami ; tout ça n'est pas sérieux ; vous ne voyez que la surface des choses. Les Viêt-Cong ne respectent déjà pas notre ultimatum. (Le 12 mars 1970, le gouvernement de sauvetage présenta aux ambassades vietnamiennes des excuses pour les manifestations d'hostilité du 11 mars, mais avec un ultimatum qui exigeait le retrait de toutes leurs troupes du Cambodge avant le 15 mars). Et ils ne resteront jamais notre neutralité. Voulez-vous je vous dise ma pensée sur les Vietnamiens communistes ?

- Bien sûr que oui, Votre Altesse, répondit Lon Nol. Dans son regard se lisait la détresse d'un homme en plein désarroi.

En simplifiant l'histoire croisée entre le Cambodge et le Vietnam, on peut dire que leurs relations étaient toujours conflictuelles. Dès début du XVIIe siècle, en Indochine, il avait deux civilisations qui s'entrechoquaient : la civilisation indienne au Kampuchéa (Cambodge) et celle des Chinois au Vietnam. Leurs différends occupaient une place déterminante à partir du XIXe siècle. La plupart des problèmes fondamentaux qui aggravent leurs relations sont les

séquelles de la colonisation concernant le rattachement d'une région immense khmère (Cochinchine) au Vietnam.

Durant le règne de l'empereur vietnamien Minh Mang (1820-1841), le Cambodge était divisé en deux parties : toutes les provinces de l'Ouest du Mékong étaient annexées par le Siam et 2/3 du reste était annexé par le Vietnam, connu sous le nom vietnamien Trân Tay Than. Ce territoire était placé sous le commandement d'un général vietnamien, nommé Trung Minh Giang. Son quartier général était basé à Phnom-Penh. Pour **Noun Khieun**, cet évènement était le commencement du péril vietnamien au Cambodge. La révolte khmère contre l'occupation annamite en 1841 avec l'aide siamoise et l'arrivée des Français au Vietnam en 1858 freinèrent la marche des Vietnamiens vers le Sud de la Cochinchine. Le siècle suivant, la France, maître absolu de la région se posait la question : À qui la Cochinchine ? Cette interrogation a été faite à partir d'un constat : Les Khmers, devenant une minorité devant la massive immigration des Vietnamiens, ont-il encore droit de dire le Kampuchéa Krom (la Cochinchine) appartient au Cambodge ?

C'était dans le sillage de cette histoire ancienne ancrée dans la mémoire collective khmère que Sirik Matak tentait de faire comprend avec un ton doucereux et une franchise émouvante, à son vieil ami Lon Nol : « Samdech (Sihanouk) a oublié toute vieille querelle d'armes entre notre Nation et les Vietminh durant la période de 1946 à 1954. Il a tout cédé à Zhou Enlai pendant la visite de ce dernier au Cambodge le 25 novembre 1956. Au cours de cette visite, le Premier ministre chinois lui a demandé d'aider le camp communiste contre celui du monde libre, en particulier en Indochine. La neutralité sihanoukiste n'est donc qu'un parapluie chinois pour cacher les bases militaires du général Vô Nguyen Giap chez nous. Cher Nol, vous êtes la seule personne qui est bien placée pour connaître toutes les activités Viêt-Cong au Cambodge, car durant la période d'opération Rolling Thunder de l'armée américaine contre des objectifs ponctuels au Nord-Viêtnam, Hanoï avait vraiment besoin un

coup de main de Sihanouk, c'est-à-dire notre port de Kompong Som pour acheminer tous les matériels de guerre et les victuailles venant de la chine, de l'URSS et de tous les pays de l'Est, destinés jusqu'aux treize bases vietnamiennes implantées dans notre pays et, de-là, parvient au Front de libération du Sud-Viêtnam. Vous savez comment on raconte sur votre compte dans les milieux des hommes d'affaires chinois que les transports de ces matériels sont assurés par la compagnie de votre épouse et sont payés par les Chinois et au cours de votre visite en Chine en 1969, vous avez réclamé davantage d'argent et vos exigences ont été insensées. (Zhang Wenjing, ambassadeur chinois au Pakistan, au Canada puis aux États-Unis, avait raconté ceci à Han Suyin. Cette dernière a écrit ceci dans son livre : le siècle de Zhou Enlai). Pendant d'une décennie, la Chine transforme complètement notre Kampuchéa en un pays de glacis des aides du monde communiste à ses frères Viêt-Cong. Que je sache, c'était à notre armée que Sihanouk avait confié cette mission. Aujourd'hui Samdech veut changer le fusil d'épaule, pensez-vous qu'il soit sincère dans ce virement à 180° ? En ce qui me concerne, je dirais NON. Samdech est toujours lâche, quand il constate que sa politique tourne en désastre, il cherche quelqu'un pour assumer la responsabilité à sa place et un bouc émissaire pour lyncher devant le peuple au prochain Congrès national. Cette fois-ci, l'occasion est belle pour Hanoï de nous entraîner dans sa guerre afin d'élargir son espace vitale pour son armée et ses alliées Viêt-Cong. Ses pourparlers avec nous n'ont abouti à rien, car son but n'est pas de parvenir à quoi que ce soit. Les Vietnamiens communistes sont maîtres dans l'art du tata tantan, parlant et combattant en même temps. Ils n'ont jamais respecté notre neutralité et celle du Laos. Pour eux, le destin du peuple vietnamien est non seulement de s'emparer du Sud-Viêtnam, mais également de dominer l'ensemble de l'Indochine ».

Lon Nol sourit et conserva toujours son apparence stoïque. Il regarda mon père et l'interrogea avec sa calme figure : « Qu'en pensez-

vous ? ». Mon père mit sa cigarette sur le cendrier, laquelle, il venait d'allumer. Il tentait d'analyser la situation dans ses aspects ambigus :

« Notre faux pas pourrait avoir une conséquence désastreuse pour nous, car nous ne sommes pas encore prêts pour faire face à cette situation. Je constate tout simplement que Hanoï cherche aujourd'hui à négocier plutôt avec Samdech qu'avec nous et pourquoi ? Je dirais que cette manœuvre a pour objectif de mettre le feu entre Samdech et nous, c'est-à-dire de faire en sorte que notre différend soit irréparable. Hanoï est en train de transformer notre contradiction avec Samdech en antagonisme. Je m'interroge donc comment pouvions-nous éviter de tomber dans ces rets ? Le Président Nixon est très influencé par le discours du général de Gaulle. Il vient confirmer sa politique de désengagement du Vietnam. Aujourd'hui les États-Unis semblaient manifester une volonté de changement dans leurs sentiments à l'égard de la République Populaire de Chine. Ils vont sans doute dialoguer avec Pékin et sont disposés même à reconnaître et à permettre son entrée aux Nations unies. Tout ça veut dire que tôt ou tard la guerre du Vietnam sera mise fin volontairement par la voie de négociation entre les États-Unis, la Chine et Hanoï. Ce dont a été prophétisé déjà par le général de gaulle dans son discours prononcé le 1er septembre 1969 dans notre capitale. Vous le savez que les Chinois et les Nord-vietnamiens se méfiaient tant. Leur idylle dure ce que durent les roses. Pourquoi n'essayons-nous pas de jouer la carte chinoise contre les Nord-Vietnamiens ? Vous aviez bien compté sur les États-Unis pour négocier avec Hanoï. En effet, Washington va devenir bientôt l'ami numéro Un de Pékin contre Moscou. Et l'URSS aurait double intérêt pour aider Hanoï : Montrer d'une part, aux pays socialistes sa solidarité avec la lutte du peuple socialiste vietnamien contre l'impérialiste américain ; la doctrine de Brejnev : cette doctrine permettant à l'URSS de s'arroger le droit d'intervenir dans tous les pays communistes lorsque le socialisme y est jugé en danger, chercher d'autre part, à s'opposer, de toutes ses forces et par tous les moyens, à la puissante emprise chinoise, son ennemi doctrinal,

sur le Nord-Viêtnam. Dans l'écheveau de cette intrigue, la Chine a besoin un allié sûr en Indochine pour faire réfléchir le Nord-Viêtnam contre toute sa tentative de rallier à la cause russe. Depuis longtemps, Zhou Enlai a choisi le Cambodge, sur la base des cinq principes de Pancha Sila (1. Respect mutuel de l'intégrité et de la souveraineté territoriale ; 2. Déclaration mutuelle de non-agression ; 3. Non-ingérence dans les affaires intérieures ; 4. Égalité des avantages mutuels ; 5. Coexistence pacifique), qui puisse d'une part, aider aussi comme l'URSS, le peuple vietnamien à débarrasser la junte militaire saïgonnaise, allié de Washington et d'autre part, constituer une présence active chinoise au Cambodge pour surveiller les généraux Nord-Vietnamiens. Notre pays est donc la pièce maîtresse de la politique étrangère de Zhou Enlai en Indochine. Notre question est de savoir : Est-ce que Pékin veut rester toujours l'ami du Cambodge sans Norodom Sihanouk ? ».

Serait-il possible, d'après vous ? demanda Lon Nol.

Mon père regarda le Prince Sirik Matak, parce qu'il en déjà discuté ensemble et sans hésitation, il a jeté son dévolu :

« La Chine. Il faut essayer d'entamer un véritable dialogue avec Pékin non pas avec Hanoï, pour faire comprendre aux Chinois que nous sommes toujours intéressés à eux. En tout cas, il faut mettre, cette fois-ci, Zhou Enlai devant les principes de Pacha Sila. Pour moi, aujourd'hui, il est encore possible de négocier ».

Il y a eu soudain silence. Lon Nol griffonnait sur son bloc-notes. Et puis sa tête est tombée au-dessus de la photocopie, en format réduit, de la carte d'implantation des bases Viêt-Cong au Cambodge. Il ne regardait plus personne dans la salle. Il était sombre et absent. Soudain, il se reprit et déclara, avec autant de solennité calme que possible :

« Parfaitement, mais dis-moi encore ceci, Cher Kim Ang, pensez-vous vraiment que la Chine et le Nord-Viêtnam ont leurs intérêts opposés au Cambodge ? En tout cas, je pense que vos idées méritent examen ».

C'est de toute nécessité, répondit le Prince Sirik Matak : « Nous voilà tombé sur un point important : savoir bien choisir un ami qui nous aide à débroussailler le chemin de l'avenir. Notre solution consiste à chercher un accord négocié, un accord évidemment avec Pékin, ami de Sihanouk. Il ne faut pas croire que tout est possible en même temps. Hors la solution Nord-vietnamienne, il n'y en qu'une autre : la négociation avec la Chine. Malgré ses méfaits, je crois qu'il faut tenter de négocier avec elle ».

Alors Chan Sakhum intervint : « Vous savez, le temps travaille maintenant contre nous ; Excellence, il faut nous escrimer pour sortir de ce piège mortel. Comme disait le Général de Gaulle : La gloire se donne seulement à ceux qui l'ont rêvée ».

Répondit Lon Nol : « Non, j'ai besoin de réfléchir. Je ne peux pas prendre la décision de cette nature sur le champ comme ça ».

Sirik Matak ne pouvant résister à la démangeaison d'en finir avec son cousin, un animal politique surdoué, répondit à Lon Nol : « Si vous hésitiez, nous pouvons entreprendre la destitution de Sihanouk sans vous et rassurez-vous que nous fassions tout pour que votre nom soit au-dessus de la mêlée. Je sais qui toucher. Vous n'avez qu'à vous décider, cher Nol, vous savez que les intellectuels et les fonctionnaires, dans leur ensemble très hostile aujourd'hui à Sihanouk, pourraient accueillir votre décision en libérateur ».

Répondit Lon Nol : « Non ! Non ! ». D'un geste immédiat, mécanique, il leva le bras gauche comme il voulait esquiver à cette parole maléfique. Je suis sensible à votre immense franchise, Altesse, mais s'il vous plaît, vous ne faites rien sans mon

consentement. J'ai besoin hélas ! Un peu de temps pour réfléchir sur la situation. Messieurs, je pense que vous me compreniez très bien. Nous avons la responsabilité devant l'histoire et je ne veux pas que nos noms soient inscrits comme usurpateurs ».

Sirik Matak conclut : « Je n'ai rien à ajouter ».

Tel est la conclusion aussi de Lon Nol. Son souci manifestait du bien du peuple, au-delà de toute ambition personnelle. Il remercia les assistants et leva la séance. Sur le chemin de retour, le Prince Sirik Matak et mon père ont pris ensemble la même voiture. Pendant leur trajet, ils pensaient la même chose sans doute, sans un mot : dans cette épreuve, il n'y a pas de miracle. Il n'y a que l'intelligence claire et la fermeté d'un homme d'État qui a l'audace d'agir sans attendre. Ils se sentaient vider de leurs soucis et satisfaits de pouvoir dire tout ce qu'il fallait dire à Lon Nol, « ami de leur ami ».

Deuxième Partie

Les épreuves du destin

Si, heure après heure jusqu'à l'aube avec un bloc-notes à la main, dans lequel il y avait une écriture barbouillée, un vrai méli-mélo, Lon Nol ne savait encore rien de sa décision. Il était en piteux état et s'interrogeait pour la millième fois depuis le départ de ses amis. Il se sentait abattu devant ces épreuves du destin dont le fardeau l'avait cloué sans doute dans son cabinet de travail. Il se posait toujours la même question : Que faire maintenant ?

Lon Nol était la seule personne qui savait que Sihanouk avait l'intention depuis un certain temps d'exhorter la jeunesse à manifester contre la présence de la force Viêt-Cong au Kampuchéa. Mais, pour Sihanouk, cette manifestation aurait dû être organisée dans un cadre bien déterminé : appuyer ses démarches diplomatiques en vue de revoir sa politique d'aide khmère au Nord-Viêtnam. Cela voulait dire quoi au juste ? Cela consistait à ramener tout le monde, gouvernement et population khmère, à reconsidérer sa personne comme la seule clé possible aux problèmes du pays. En fait, cela servait dans l'esprit de Sihanouk à revenir au bon vieux temps : revenir à la direction du pouvoir par sollicitation populaire.

Chez Sihanouk, cette tactique devenait son caprice. Il utilisait donc toujours la rue comme moyen politique pour assouvir ses désirs. Les exemples ne manquent pas. Je veux relater ici un exemple parmi d'autres : Après la crise de succession au trône le 3 avril 1960 à la suite de la mort du roi Suramarit, quatre gouverneurs de province, In

Tam[1] (alors gouverneur de Takeo et Chef d'État-Major de la Défense en surface), OP Kim Ang[2] (Kampong Cham), Toun Lang (Kampong Chhnang) et Sao Diep (Kampot) avaient organisé des manifestations populaires dans leur province respective afin de solliciter Sihanouk d'accepter de devenir le Chef d'État (Cette solution avait été imaginé par In Tam et soutenue par ces trois gouverneurs pour sortir Sihanouk de l'impasse « de jure » de ne plus monter sur le trône[3](3) après son abdication en faveur de son père). Ces manifestations étaient à l'origine sans doute de la forme constitutionnelle du 13 juin 1960 : Création de l'institution du Chef de l'État à vie.

Aujourd'hui, on peut se poser la question : Pourquoi l'intention de Sihanouk était-elle obscure pour Lon Nol : Est-ce qu'il ne connaissait pas assez Sihanouk après tant d'années, ou bien, sur recommandations de son ami Sirik Matak, profitait-il de cette crise pour accaparer tous les pouvoirs du Royaume ?

Mais revenons à la manifestation du 11 mars 1970 devant l'ambassade du Front National de Libération du Sud-Viêtnam. Elle était supposée pacifique au départ par tout le monde afin de soutenir

---

[1] In Tam, né le 22 septembre 1916 à Kompong Cham, ancien élève du Lycée Sisowath (1937-1940), ancien élève de l'Ecole d'Administration Cambodgienne (1940-1942, ancien élève officier de réserve de la 4e promotion (1954). Il avait assumé diverses hautes fonctions dans l'Administration et de l'armée depuis le 1er juillet 1943. Il est décédé aux Etats-Unis,

[2] OP Kim Ang, né le 28 février 1922 à Kra Thiès, province de Takeo, ancien élève du Lycée Sisowath, ancien élève de l'Ecole d'Administration Cambodgienne.

[3] Au cours d'un échange de correspondance, S.E. In Tam m'a faxé une lettre de 9 pages des Etats-Unis du 22 juillet 1993, dans laquelle, il a écrit sur ses relations de travail amicales avec mon père. À la page 7, il a expliqué comment Sihanouk a pu devenir Chef de l'Etat à vie.

la nouvelle orientation politique étrangère de Sihanouk, mais elle se transforme, à la surprise générale, en émeute. Pourquoi ? Le coup de la CIA comme l'affirment certains Khmers ou l'intrigue de Sirik Matak comme le pensent certains autres ? Non, ce dérapage, en fait, venait de deux choses simples : le manque de compétence des services d'ordre de la police nationale (elle n'a pas reçu une formation adéquate pour faire face à ce genre de rassemblement de jeune en état de transe) et la confusion dans les ordres donnés par les sommités de la police à leur subordonné. In tam a eu peut-être raison de dire, il y a quelques années, que s'il avait été Chef de la police, il aurait pu empêcher la naissance de l'évènement du 18 mars 1970. Mais malheureusement, cette incidence se transforma en une crise politique ouverte entre Sihanouk et le gouvernement du sauvetage. Pourquoi ?

C'était peut-être aussi la goutte d'eau qui faisait déborder le vase du Sangkum. Mais nous savons que Norodom Sihanouk paniqua depuis Paris par manque d'information nécessaire et tourna sa veste en accusant son gouvernement d'avoir comploté avec la CIA en vue de le destituer. Sur ce point précis, Sihanouk semblait vouloir ignorer la mise à sac, le 11 mars 1964, sur ses ordres, des deux ambassades de la Grande-Bretagne et des États-Unis par la jeunesse pour soutenir sa politique anti-USA. Nous savons aussi qu'en 1970, la tension sociale était forte car l'orientation politique générale de Sihanouk vers le socialisme avait une conséquence désastreuse sur l'économie du pays. Dès 1967, le peuple khmer commençait à subir les erreurs commises par la politique économique du Sangkum qui, selon Y. Benoit[4], se limite généralement à une exaltation émotionnelle des valeurs traditionnelles et qu'elle aboutit à favoriser le maintien au pouvoir des éléments sociaux dominant. Le socialisme

[4] Y. Benoit : Idéologie des indépendances africaines. Paris 1969.

bouddhiste de Sihanouk n'avait guère de consistance scientifique. À partir de 1968, un phénomène notable s'expliquait bien le commencement de la fin de Sihanouk : Les fonctionnaires civils et militaires ont été payés par l'argent venant des deux casinos, un à Phnom-Penh et un autre à Sihanoukville, lesquels avaient été ouverts sur l'ordre de Sihanouk.
Nous pouvons composer la politique de Sihanouk durant ses années de pouvoir en deux phases :

De 1954 à 1963 : Était une période d'incertitude : Cette période était dominée par les survivances coloniales et les aides étrangères et, en particulier, l'aide américaine. Elle oscillait pendant neuf ans entre le monde libre et celui du socialisme pour reconquérir l'indépendance économique après quatre-vingt-dix ans d'existence comme un État assisté par la France coloniale. Durant ce temps, le nouveau Cambodge s'est toujours interrogé sur ce qu'il voulait être. Son leader charismatique, Norodom Sihanouk, n'était pas davantage à l'aise avec sa création : le Sangkum. Il continuait de chercher à l'extérieur un modèle pour édifier son petit royaume qui vivait dans une région où une guerre de libération fanatique se confondait avec celle d'une idéologie cruelle au Viêt-Nam. Au pied de ce volcan en éruption, Sihanouk jouait son jeu. Sa personnalité était née dans cette querelle, laquelle était soutenue par les deux blocs antagonistes : le communisme contre le monde libre dans l'ambiance d'une guerre froide, qui était devenue à partir de 1952 pour l'essentiel un duel Truman-Staline. Après l'indépendance, Sihanouk incarnait aux yeux des Khmers le Preah Bath Thammeûk (Homme dieu, comme la véritable incarnation de libérateur d'un peuple en détresse). La nation khmère se forgerait autour d'un projet, dont Sihanouk qui la gouvernait en maître était porteur. Ce projet était de faire sortir le Cambodge de ses siècles miséreux.

En tant que père de la Nation, il avait pu bénéficier d'une période de grâce quasi permanente. Cette situation fit naître une alchimie nouvelle entre le peuple et lui. De là son jeu politique machiavélique

qui semble marqué par la tradition avec le socialisme sangkumien transformé en théorie, devenu le substrat de sa doctrine politique sociale et économique. Elle semblait donner quelques résultats, car le Cambodge retrouvait, en effet, plus au moins un certain réconfort, en particulier dans le domaine de la cohésion sociale et morale, qui entraînait un développement correct de l'économie du pays.

En 1963, c'était la mue de la politique de Sihanouk. Il convient de s'arrêter un instant sur ce point pour se poser la question, pourquoi ? De prime abord, il semble que sur la recommandation de Khieu Samphan, alors ministre dans le gouvernement royal, Sihanouk se cabra contre l'aide américaine. Le 19 novembre de la même année, il finit par rejeter complètement. Motif de rejet : L'aide USA était donné sous forme de « fonds de contrepartie », appelée par Sihanouk en Khmer « Chumnouy Mean Chamnang ». Le Cambodge devait l'utiliser, en effet, à des achats aux États-Unis et, sous certaines conditions, dans d'autres pays ».

Après cette répudiation, Sihanouk tentait donc de réaliser l'harmonie entre sa politique intérieure et sa politique étrangère. Une nouvelle phase de sa politique venait donc de commencer. Elle ouvrit sans doute un avenir mort pour son Royaume, car elle était sur la pente glissante vers la toile d'araignée des communistes, qui avaient besoin de l'espace libre du royaume khmer pour leur guerre sans nom. Royaume dont le nom se confond déjà avec le mauvais sort d'un peuple (Kam = mauvais sort ; puchéa = race khmère ; Kampuchéa = mauvais sort pour la race khmère). L'économie du pays finit par périr de consomption. L'aide américaine était remplacée par celle de la République Populaire de Chine et des pays du bloc socialiste. Quelques années plus tard, le Kampuchéa avait plongé dans une sorte de coma léthargique. L'État khmer était en faillite. Il n'avait plus d'argent pour payer les fonctionnaires civils et militaires. Le gouvernement de la dernière chance de Pen Nouth démissionna en 1969 pour laisser la place au gouvernement de

sauvetage qui avait pour mission principale, laquelle avait reçu sans doute l'aval de Sihanouk :

1. Redresser l'économie du pays ;
2. Chercher une nouvelle voie vers l'avenir ;
3. Revoir la politique étrangère du royaume.

La mise en place de ce plan de sauvetage était un signe avant-coureur d'une crise politique plus grave qui allait éclatait quelques mois plus tard entre le Chef d'État et le gouvernement. Une anecdote à raconter ici :

« Le gouvernement de sauvetage avait un projet d'assainir la finance publique. Ce projet l'obligeait dans un premier temps de maîtriser le budget national. Or il s'avérait qu'une grande partie des taxes venant du secteur de transport échappait complètement au contrôle du Ministère des Finances, car elles étaient versées directement à la caisse spéciale du Chef de l'État et en outre, chaque ministère devait prélever une partie de son budget pour verser à ladite caisse. Le gouvernement a voulu supprimer cette pratique en écrivant au cabinet de Sihanouk pour l'informer de son intention. Quelques jours plus tard, mon père, alors troisième vice-Président du Conseil des Ministres, chargé des finances et de l'économie nationale, avait reçu un papier entête avec le blason du Chef de l'État sur lequel, il y avait des poils de pubis collés. Ceci signifie au Cambodge : Tu manges ma verge ».

Quelle outrecuidance ! Je laisse au lecteur le soin de deviner qui était l'auteur de cette plaisanterie d'un goût douteux.

Il fallait noter que Sihanouk, au fond de lui-même, n'a pas voulu reconnaître l'échec du Sangkum, sa création. Rappelons-nous bien qu'au mois de novembre 1968, il venait de fêter le 15e anniversaire de l'indépendance du Cambodge, dont treize années sous le régime du Sangkum avec le maximum d'éclat. Il tenait à établir à cette

occasion un bilan glorieux des réalisations accomplies depuis par son mouvement unique – le « Sangkum », écrit Bernard Hamel[5]. Il était évident que pour lui la politique menée par le gouvernement de sauvetage ne devait pas être en antithèse à sa politique.
Arrivé à ce point de constat, Lon Nol avait conclu sans doute par une question : Était-il encore possible de redresser le Cambodge avec Sihanouk ?

Après avoir passé une nuit blanche à ruminer la politique erronée menée depuis treize années par Norodom Sihanouk, Lon Nol semblait décider enfin à passer à l'action. Prudent de nature, et féru des sciences occultes, il devait choisir son chemin le plus sûrement possible pour destituer son héros national. Ce chemin, j'en parlerai dans le prochain numéro.

Le 17 mars 1970, mon père a été convoqué par Lon Nol. À 8 h. 45, il arriva à la résidence du général. Il était conduit tout de suite par son officier aide de camp à son cabinet de travail où il l'attendait debout au seuil de la porte. Souriant, Lon Nol invita mon père à s'asseoir. Une fois qu'ils se trouvaient tous deux dans son cabinet, Lon Nol dit à mon père :

- Vous savez, Samdech nous a trahis. Quand il m'a demandé de former le gouvernement de sauvetage, il m'a fait beaucoup de promesse de me laisser la main libre de redresser l'économie et de revoir la position de notre pays dans le conflit des États-Unis contre le bloc communiste en Indochine. Dès le début, nous avons essayé de faire tant bien que mal. Et, je ne comprends plus aujourd'hui, pourquoi il a une réaction négative contre nos actions, et pourtant,

[5] Bernard Hamel : Sihanouk et le drame cambodgien (Edition l'Harmattan, 1993).

elles répondent bien à ses souhaits. Quand je l'ai rencontré le mois dernier à Paris[6], il m'a confirmé sa confiance. Il m'a recommandé même de résoudre le plus vite possible les dossiers « Viêt-Cong », car pour lui le temps presse. Aujourd'hui, il nous a accusés de haute trahison, ça, cher Kim Ang, je ne peux pas l'accepter et je ne supporte plus cette injustice. Trop c'est trop, mon ami !

- Ce n'est pas en vous que Samdech n'a pas confiance, dit mon père, Il se méfie plutôt du prince Sirik Matak, car c'est la tradition royale : Deux princes qui se trouvent dans la même case de pouvoir est encore une chose inimaginable pour Samdech et cela le rend malade. Mais aujourd'hui, que nous le voulions ou non, le conflit entre Samdech et notre gouvernement est sur le point de non-retour, car les tracts du prince Sirik Matak sont les preuves de cette rupture consommée. En ce qui me concerne, je pense que le prince Sirik Matak avait l'audace et le courage de provoquer cette crise pour mettre fin au régime qui handicape gravement le développement du pays, bien sûr, après toute tentative vaine de dialoguer avec son cousin. Après trois lustres d'expérience du Sangkum, ne pensez-vous pas que c'est déjà assez devant l'état d'abaissement de notre patrie ? Je pense qu'avec Sihanouk, il vaut mieux aller au-devant de la mort que de l'attendre à domicile et dans cette situation d'aujourd'hui, il faut avoir quelqu'un qui a le courage d'aller le premier exposer sa poitrine contre la balle de Sihanouk.

- Ne pensez-vous pas que nous aussi, dit Lon Nol, nous avons notre part de responsabilité, car nous participions avec âme et conscience avec Samdech.

---

[6] Au mois de février 1970, au cours de son passage à Paris, Lon Nol avait rencontré Sihanouk.

- C'est là le problème, Votre Excellence, dit mon père, mais oui, nous avons aidé Samdech avec exaltation à édifier notre nouvelle société, fondée sur la confiance, après plusieurs siècles de déchirement et, quand ça marche mieux, Samdech la transformait en sa propriété privée et revendiquait tous les titres honorifiques. Personne d'autre que lui n'a accès au podium, même au 2e, 3e, 4e, 5e rang après lui. En outre, il y a aujourd'hui beaucoup de courtisans qui traînent à sa cour et ce sont eux qui pillent le pays et qui se partagent les dépouilles. Le Cambodge, c'est Sihanouk. Prosternations et courbettes, rien ne nous est épargné. En effet, il a découragé tout le monde. Cette déception porte en elle des éruptions sociales et ne profite qu'aux communistes, tel que le cas de la révolte de Samlaut[7] par exemple. Fier de sa conduite de père de la Nation, il gouvernait le pays de piètre façon. Sa démagogie s'incarne aujourd'hui par un populisme-autoritaire. À l'extérieur, notre politique de neutralité perd déjà sa crédibilité. À l'intérieur, le peuple est réduit à la misère. Vous savez que notre pays a beaucoup grandi, alors que Samdech reste immature et vit dans la fange des jours. Cette situation pose un grave problème au pays.

Lon Nol levait les deux mains jointes ay niveau de sa bouche comme s'il voulait saluer le Bouddha et regardait le plafond, perdu dans ses pensées. Après quoi, il regarda mon père et lui dit :

- J'ai pris la décision de soumettre au Parlement au nom du gouvernement de démettre Samdech de la fonction de Chef de l'État. Qu'en pensez-vous ?

---

[7] La mise en cause par le premier gouvernement de Lon Nol de la politique économique du Sangkum et l'effort de quadrillage des campagnes entrepris dans le cadre du développement rural conduisit la gauche à exploiter les colères nées soi-disant des abus de l'Administration provinciale.

Lon Nol était un homme de prudence. Non point qu'il ait manqué de courage, mais parce qu'il avait besoin de se référer à certaines catégories de principes tranchés : l'honnêteté et la sagesse. En une nuit de réflexion, il était devenu un autre homme.

- Excellence, répondit mon père, destituer Samdech par voie parlementaire ne pose aucun problème, car l'Assemblée Nationale d'aujourd'hui ne porte plus la couleur de Sihanouk, mais la question qui nous reste à résoudre, c'est le choix de la méthode.
Lon Nol coupa net la parole à mon père et dit :

- Il faut vous aboucher avec Son Excellence In Tam et j'en parlerai tout à l'heure au prince Sirik Matak pour qu'il cherche à contacter les personnalités clés du Conseil du royaume[8]. Je pense que nous devons profiter de la date d'interpellation de Sosthène (alors Secrétaire à la Sécurité Nationale) concernant les affaires de contrebande de Mannorine pour proclamer la « partie en danger » et demander aux parlementaires de voter la destitution de Samdech et les pleins pouvoirs afin de faire face à la situation créée par Samdech, car à cette date les députés sont au complet (83 membres), parce qu'ils aiment tant interpeller les ministres. J'ai décidé d'arrêter Mannorine et Hol pour leur tentative de Coup d'État. Vous savez, Mannorine a établi une liste noire, dans laquelle, il y a tous les noms de nos amis. Heureusement, il n'a pas eu la force nécessaire pour les arrêter. Mais, pour la sécurité du gouvernement, des parlementaires et de l'Administration, j'ai ordonné à un bataillon

[8] Le Conseil du Royaume était une assemblée peu nombreuse (24 membres) où sont représentées les différentes catégories socio-professionnelles du royaume. Ses membres sont désignés selon un système électoral relativement complexe.

de parachutistes, commandé par le Commandant Srey Ya, de faire mouvement sur Phnom-Penh, afin de protéger tous les bâtiments administratifs clés et les ministères. Je veux que vous supervisiez donc cette opération. Srey Ya vient vous voir cet après-midi pour faire un rapport de ses activités et n'oubliez pas de convoquer votre beau-frère, le Capitaine Tep Sunthao pour lui demander de rester en dehors du coup de Mannorine et Hol. En outre, je vous prie de me présenter soir un projet de destitution de Samdech, afin que je puisse faire quelques suggestions. Je dois voir le prince Sirik Matak et S.E. Cheng Heng[9] tout à l'heure à la Présidence du Conseil et si vous aviez besoin de nous, n'hésitez pas de nous déranger.

En quittant Lon Nol, mon père savait parfaitement que la volonté du général de forger son destin était sur sa lancée. La question était de savoir : Est-il l'homme idoine pour le pays ? De toute façon, il savait que l'avenir du Cambodge à partir de cet instant était dans les mains de Lon Nol et du prince Sirik Matak, deux personnages dont les caractères étaient différents. Les gens de leur entourage donnaient leur surnom : Ta Khmao (le vieux sage noir) à Lon Nol et Ta Sar (le vieux sage blanc) à Sirik Matak. Ces deux pseudonymes opposés portaient aussi deux attitudes divergentes et complémentaires. Depuis le mois d'août 1969, à la tête du gouvernement de sauvetage comme 1er vice-Président du conseil des Ministres, le prince Sirik Matak se retrouvait en première ligne du front de réforme de l'État khmer, il allumait la flamme de l'espoir pour ceux qui veulent participer au renouvellement de la vie politique du pays. Sa mission

---

[9] Cheng Heng, alors Président de l'assemblée nationale et Chef d'État par intérim puis Chef d'Etat du Cambodge (1970-1972). Il est né le 10 janvier 1920à salong – Srok Trang, province de Takeo. Ancien élève de l'Ecole d'Administration Cambodgienne (promotion 1940). Il est décédé en 1996 à Phnom-Penh.

principale consistait à faire passer un simple message à la jeunesse khmère, lequel était : une autre politique serait possible pour faire sortir le Kampuchéa du chaos. Pour lui, le moteur du développement, c'est l'esprit humain, c'est-à-dire un état mental favorable à un développement attentif et responsable. L'économie du Cambodge doit être basée sur les relations économiques fondées sur l'échange commercial avec les autres pays de la région et le reste du monde. Il est donc nécessaire d'ouvrir la porte du Cambodge afin qu'il puisse respirer l'air du progrès. En un mot, il incarnait à l'époque le « libéralisme », lequel est fondé sur le goût de la responsabilité individuelle et l'acceptation de risques calculés. Quant à Lon Nol, il incarnait le « conservatisme ». La réforme de l'État et la modernisation du pays doivent être fondés sur un fond culturel khmer : la tradition millénaire et la religion du peuple. Avec cet état esprit, il donnait une assurance au clergé bouddhiste et à ses fidèles. Mais en fait, ces deux personnages avaient un point commun qui constituait leur lien d'amitié inébranlable : « Être nationaliste », ce qui voulait dire à l'époque « Amour de la patrie ». Sur leur route de réforme de la société khmère, ils croissaient beaucoup d'obstacles et d'adversaires.

Posons-nous maintenant la question : Si Lon Nol n'avait pas décidé de mettre un terme à la dictature de Sihanouk, qui aurait pu le faire à sa place ? Le 16 mars, pendant le conciliabule chez Siril Matak, cette question avait été soulevée par certains assistants. La réponse n'était pas difficile à imaginer : il aurait fallu passer outre Lon Nol. Avec qui et avec quoi ? Nous le savons que Lon Nol avait une seule idée en tête : Demander aux troupes Viêt-Cong de se retirer du Cambodge. La question de la destitution de Norodom Sihanouk n'était pas un seul instant dans sa pensée pour les simples raisons suivantes : Lon Nol appartenait corps et âme comme majorité des dignitaires du pays au Sangkum et, en outre, il était la personnalité la plus respectée par Sihanouk et ses idées étaient toujours entendues par le premier prince du royaume. Par conséquent, la politique du dernier était vue par Lon Nol comme la sienne. Contester

donc le Sihanoukisme était considéré par lui comme sa propre condamnation.

Il fallait rappeler aussi que pendant le Congrès spécial du Sangkum au Palais Chataumouk (4 août 1969), après la démission de Pen Nouth, 1er Ministre du gouvernement de la dernière change (1er août 1969), des centaines de cadres avaient été convoqués par Sihanouk pour faire le point sur la situation économique et politique du pays, d'une part et, désigner le nouveau Président du Conseil, d'autre part. Dix personnalités avaient été choisies par les participants par un vote à main levée : Lon Nol en tête suivi par les princes Sirik Matak, Norodom Kantol etc. Mon père se retrouvait en 9e position. Deux jours plus tard, Sihanouk avait chargé en catimini le prince Norodom Kantol de former le gouvernement de sauvetage. Kantol avait accepté et commençait à consulter les personnalités du pays. Il demanda à mon père d'être son Ministre d'État chargé de la défense nationale. Mon père arguait d'un temps de réflexion pour aller demander l'avis de Lon Nol. Au lieu de lui donner sa réponse, Lon Nol parla de son contact avec Sihanouk. Pour Lon Nol, il n'avait jamais refusé de former le gouvernement. Il attendait donc tout simplement la réponse de Samdech, parce qu'il l'avait posé certaines conditions. Je pourrais savoir vos conditions, demanda mon père. Elles sont simples, répondit Lon Nol :

- Renforcer nos relations avec les États-Unis d'Amérique ;
- Réorienter l'économie du pays vers le libéralisme ;
- Mettre un terme à notre aide aux Viêt-Cong.

Le lendemain de cette entrevue, on annonça à la radio que le général Lon Nol acceptait de former le Gouvernement de Sauvetage à la demande du chef de l'État. On peut se poser la question : Qui avait fait pression sur Sihanouk pour qu'il ait pu accepter une telle humiliation ? La reine-mère, parce que le prince Kantol était venu s'entretenir avec elle sur sa peine de former un tel cabinet dans cette période de crise, parce qu'il y avait beaucoup des hommes d'État qui

refusaient d'entrer dans son Ministère. À la fin d'entretien, Kantol avait fait une confidence à sa tante, laquelle était : Le général Lon Nol est seul l'homme de la situation, Samdech Pen Nouth est d'accord avec moi.

Tout le monde savait que le prince Sirik Matak n'aimait guère Sihanouk. Non pas parce qu'il était jaloux, mais parce qu'il ne pouvait supporter plus longtemps la passivité de son cousin à la tête du Royaume. Pour Sirik Matak, depuis un certain temps déjà, le prince Sihanouk ne travaillait plus. Il jouait que le rôle de trouble-fête et en outre, il outrepassait ses droits et se comportait en dictateur. Il empêchait tout le monde de travailler.

Sirik Matak, ce prince pensait comme Jules Ferry[10] que l'opportunité joue un grand rôle dans la politique, qui est un art autant qu'une science. Donc, les évènements du 18 mars donnèrent une bonne occasion pour faire table rase du système Sangkumien, lequel était jugé, condamné depuis un certain temps par l'ensemble des cadres et de la jeunesse, qui avaient une profonde déception à cause du désastre inouï de leur pays.

En effet, Sirik Matak incarnait bien à leurs yeux comme un « Renouveau ». En outre, il était apprécié dans les milieux des hommes d'affaires pour son esprit libéralisme. Pendant le dernier Congrès du Sangkum (28e Congrès national : 27, 28 décembre 1969), le prince avait su tenir aux manœuvres politiques de Sihanouk pour déstabiliser le gouvernement de sauvetage pendant l'absence

[10] Jules Ferry, homme politique français du XIXe siècle qui réalisa en 1881-1882 les principales réformes : Liberté de presse et de réunion, liberté municipale et syndicale, école primaire gratuite, laïque et obligatoire.

de Lon Nol qui était parti se soigner en France depuis le 30 octobre 1969 :

- L'interdiction des députés à participer, parce qu'il était en conflit avec eux. On savait que la Chambre des députés soutenait sans réserve la politique du gouvernement, par exemple, le 15 novembre 1969, elle avait voté favorablement les trois projets de loi sur le désengagement économique et bancaire du gouvernement. Ce vote mettait le feu aux poudres et déclenchait la colère de Sihanouk.

- La tentative pour faire démissionner le Gouvernement en prenant prétexte des divergences politiques qui s'étaient révélées ouvertement au Congrès à propos de la politique économique de libéralisation entre lui et le Gouvernement. Les ministres fidèles à Sihanouk donnèrent leur démission à la veille du Congrès, tels que Ung Hong Sath (Vice-Président du conseil), Choun Saodi (Ministre de l'Agriculture) et Tep Chieu Kheng (Secrétaire d'État à l'information). Sihanouk espérait que ces départs auraient suffi à provoquer l'effondrement du Gouvernement de sauvetage. La résistance ferme de Sirik Matak obligeait Sihanouk à demander aux autres ministres sihanoukistes de renoncer à leur démission, comme le prince Phurissara, ministre des affaires Étrangères, Oum Mannorine et Fernandez Sosthène, afin de pouvoir garder ses pions au sein du gouvernement.

Les manœuvres déloyales de son cousin n'avaient pas découragé le prince Sirik Matak. Le 1er janvier 1970, il ordonna au contraire la fermeture du casino, lequel avait été ouvert par « Samdech » (à Phnom-Penh, on jasait ironiquement depuis son ouverture que le Casino et le Cinéma constituaient les deux piliers du système sihanoukiste). Cet acte symbolique mis Sihanouk dans une irritation inouï. Il quitta le pays en pleine nuit du 6 janvier 1970, à la surprise de tout le monde, pour la France.

Il faut bien noter que depuis le départ de Lon Nol en France jusqu'à son retour le 18 février 1970, Sirik Matak, comme Président du conseil par intérim, avait suffisamment le temps pour bâtir les chantiers des réformes économiques et politiques du pays. Beaucoup des projets de lois ont été votés sans difficultés par l'assemblée nationale, lesquels étaient souvent à l'opposition de la doctrine économique du Sangkum. Doctrine qui aboutit partout à un échec patent dont la formation du gouvernement de sauvetage était la preuve de ce fiasco. Et pour rétablir le pouvoir de l'État, une circulaire de la Présidence du Conseil vint interdire aux administrations de communiquer directement avec le cabinet de Sihanouk. Tous les dossiers devaient passer par le gouvernement exclusivement[11]. Le prince Sirik Matak sortait grandi du 28e Congrès national. Il avait pu faire ses preuves de courage, de détermination et d'endurance spirituelle devant l'offensive politique de Sihanouk contre la politique de réforme du gouvernement. Ce courage donna la confiance aux partisans de la réforme et on savait qu'ils étaient prêts désormais à aller plus loin et que rien ne pourrait les arrêter. La crise ouverte entre le Chef de l'État et le Gouvernement de

[11] Circulaire du gouvernement : J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il a été décidé dans le Cabétat (Cabinet du Chef de l'État) actuel, seul la Présidence du conseil des Ministres est habilitée seule à correspondre directement avec le Cabétat et le Palais-Royal. Dans le cadre de ces instructions présidentielles, je vous prie de transmettre à tous services et organismes étatiques, semi-étatiques et autres de ne plus adresser leur correspondance ou copie de leur correspondance au Cabétat. Toutes les correspondances venant des provinces doivent être dorénavant et seulement adressées aux Ministères responsables avec copie au Ministère de l'Intérieur ? Je vous donc dorénavant de vouloir bien faire appliquer ces instructions qui dont en principes le retour à la réglementation. Vous voudrez également m'accuser réceptrion de la présente circulaire qui doit être largement diffusée. Signé : Sisowath Sirik Matak.

sauvetage était une aubaine pour les partisans du gouvernement et donna l'occasion à Sirik Matak de mettre fin à la dictature de Sihanouk, car la réforme du pays devait passer par là. Si Lon Nol s'opposait à cette entreprise, il aurait fallu le neutraliser. Cette affaire n'aurait pas été difficile à réaliser, car Sirik Matak avait tous les atouts en main, parce que tous les amis épris de la liberté le soutenaient. La solution était très simple à imaginer : Si le 17 mars 1970, Lon Nol ne lui donnait pas une réponse précise concernant la révocation de Sihanouk, Sirik Matak connaissait l'Armée aussi bien que son ami Lon Nol, parce qu'il était six fois ministre de la défense nationale durant la période de 1952 à 1958. Il avait donc toujours une grande influence sur certains chefs militaires. Avec ou sans Lon Nol, le scénario de la déchéance de Sihanouk était toujours identique : La destitution par le Parlement.

Lon Nol ne semblait pas ignorer la volonté de Sirik Matak de placer les intérêts de la Nation au-dessus de tout, surtout au moment où la patrie est en danger. Sa tergiversation dans le tohu-bohu des évènements qui virent de se produire dans le pays risquait sans doute de déclencher un conflit direct entre son ami princier et lui. En outre, il savait parfaitement sur qui Sirik Matak comptait mener à bout son dessein. Parmi ces régicides, il y avait un Chef militaire, le Colonel Seng Sun Thay, Chef de Bureau de Transmission de l'Armée, un téméraire qui était capable de tout faire pour mettre fin à la dictature de Sihanouk, même faire disparaître Lon Nol. Seng Sun Thay était un réformateur convaincu et ne cachait point ses idées républicaines devant ses amis. Pour lui, la fin de Sihanouk entraînerait obligatoirement la naissance de la République. Ce qui l'amenait à faire chorus avec Sirik Matak contre Lon Nol qui menaçait les réformateurs de lendemains imprévisibles. Le Général sait que le Colonel avait un franc-parler et était prêt à lui pardonner son caquetage. Il pensait que ce n'est pas une raison parce que son Colonel voit Sirik Matak en héros pour qu'il voie en lui un ennemi. Le lendemain de la destitution de Sihanouk, il avait convoqué Sun Thay pour lui parler de ses projets pour le pays. Vers 22h30, au moment

où il s'apprêtait à quitter la résidence de Lon Nol, un officier vint lui donner une carte de visite de son meilleur ami, M. Kabo, dans laquelle il y avait un mot court : Viens me rejoindre tout de suite à l'endroit habituel. Le Colonel avait déguerpi et le lendemain, on avait découvert son corps et Kabo sans vie allongés dans un bain de sang côte à côte dans une maison inhabitée. Chacun avait un pistolet à la main. Le Colonel mourut, alors que le Sihanoukisme périssait.

Quel gâchis pour le nouveau Kampuchéa. Selon le rapport de police, c'était sans aucun doute, un règlement de compte entre ces deux amis. L'affaire était, en effet, close sans enquête de vérité. On peut se poser la question : Lon Nol était-il le commanditaire de l'assassinat ? Il était difficile sans doute de le croire, car sa réputation d'être doux, simple, bon, gentil et pieux la prémunissaient tous les soupçons. On racontait que pour ce qui est de la punition des subordonnés dans l'exercice de ses fonctions, Lon Nol avait agité la menace, mais il ne l'a jamais exécutée. On disait qu'un homme comme Lon Nol est incapable même de tuer une mouche. Qui donc alors, si ce n'était pas lui ? Bien sûr que Lon Nol n'était jamais en colère contre Sun Thay, qui osait lui reprocher sa conduite. Par contre, ses proches, en particulier son frère cadet, le Capitaine Lon Non, n'avait pas peut-être la qualité de mansuétude de son frère. Il voyait Sun Thay comme un obstacle sur le chemin du pouvoir de son frère. Il agit donc pour faire disparaître le Colonel. Ce coup mortel lui permettait sans doute de porter l'estocade du prince Sirik Matak et d'intimider les autres officiers supérieurs du Royaume qui hésitaient encore de choisir le camp de son frère. On peut se poser la question :

Est-ce que Lon Nol connaissait-il au moins les noms des auteurs écervelés de ce crime ? Bien sûr que oui, mais c'était déjà trop tard, car le mal était déjà fait. Quelques jours plus tard, pour arrêter ce crime qui risquait de se reproduire encore, Lon Nol avait gracié, à la surprise des membres de son entourage, le Colonel Fernandez Sosthène et lui confiait en plus, un nouveau commandement militaire. La scène se déroula dans la résidence de Lon Nol et en

présence du Colonel Fernandez, qui avait été convoqué pour répondre au mini tribunal militaire, composé de quelques officiers supérieurs et présidé par Lon Nol en personne. Cet acte permettait à Lon Nol de manifester son désaccord sur l'assassinat de Seng Sun Thay par ses proches. Il avait donné ses premières instructions ; elles commençaient à devenir clair pour tous les assistants : « Le pays a besoin de tous ses enfants et il ne faut plus tuer personne ».

Revenons à la mission de mon père, confiée par Lon Nol. Lorsqu'il eut quitté le Général, il constitua un groupe de travail composé d'amis sûrs comme Prom Thos[12], Trinh Hoanh[13] et autres pour projet du siècle : Légiférer la destitution de Sihanouk. Il demandait habituellement conseil à In Tam et cherchait avec lui à contacter un grand nombre de députés qui étaient en désaccord avec le prince Sihanouk depuis un certain déjà. En une matinée, le travail de contact et de sensibilisation des représentants du peuple avait été bouclé. Il ne restait qu'à rédiger les chefs d'accusation du prince Sihanouk. Le rendez-vous avait fixé à 18 h, car à 21 h, mon père devait voir Lon Nol, afin de lui soumettre le projet. La séance était sans doute présidée par In Tam et le lieu de réunion était chez moi. À 15 h 30, le commandant Srey Ya était venu voir mon père avec deux autres officiers. L'ambiance était déjà de guerre, car les parachutistes, accompagnant leur chef étaient en tenue de combat et armés jusqu'aux dents. Vers 16 h, le Capitaine de GP Tep Sunthao, mon oncle, était venu à son tour. Il avait discuté avec mon père pendant presque une demi-heure. Il partait ravi. Cela aurait pu mettre fin aussi à la rumeur de la marche des gardes provinciaux de

---

[12] Prom Thos, député de la province de Kampot et ancien ministre dans divers gouvernements du royaume.
[13] Trinh Hoanh, député de la province de Siemreap. Ecrivain, ancien Secrétaire d'État au Culte et ancien Ministre de l'Information et du tourisme.

toutes les provinces sur Phnom-Penh dont l'effectif n'était pas loin de 5 000 gardes[14], bien entraînés et armés pour arrêter soi-disant les traîtres à la monarchie. Il y avait de quoi à inquiéter Lon Nol. Il aurait fallu une intervention d'In Tam auprès du Haut-commandement de la GP pour que cette tentative ne soit pas transformée en combat rangé contre l'armée, car In Tam était une personnalité très respectée par le corps de la GP. Il connaissait bien les officiers haut gradés de cette formation, d'abord comme camarade de promotion, parce que les cadets de la 4e promotion des élèves-officiers de réserve de l'armée dont il faisait partie partageaient la même classe que les élèves-officiers de la GP, promotion spéciale (Mon oncle Tep faisait partie), au centre de formation de Tmâr Pourk et ensuite comme chef, parce qu'il était un des chefs d'État-Major de ce corps. Il devint en effet à leurs yeux un modèle de sagesse et de loyauté. In Tam était un mythe dans la vie politique khmère. Dès sa sortie de l'École d'Administration Cambodgienne, il se fit rapidement remarquer par ses supérieurs, qui eurent plusieurs fois l'occasion d'apprécier son sang-froid, sa maîtrise des situations, son esprit d'initiative et sa capacité à remplir les missions les plus délicates.

Revenons à la réunion du groupe de travail, chargé de rédiger un projet des chefs d'accusation contre Sihanouk. À 18 h, la séance était ouverte par In Tam dans un petit salon privé de mon père. L'ambiance était calme, parce que le moral était au beau fixe. Ils savaient déjà les grandes lignes du projet. Leur tâche consistait donc uniquement à styliser la rédaction dont le contenu était en gros fondé sur deux idées clefs : La « fausse neutralité » de Sihanouk qui

[14] La Garde Provinciaux (GP) a été créée en 1952 pour faire face à l'insécurité. La GP présente deux caractères : C'est un corps de police à mission rurale ; c'est un organisme paramilitaire. Elle est susceptible de contrebalance en particulier la toute-puissance de l'armée.

conduit le Cambodge à s'engager de plus en plus aux côtés des Vietnamiens communistes, et la corruption des membres de sa petite cour, en particulier sa première dame Monique. Le groupe désignait Trinh Hoanh pour sa qualité d'orateur pour prononcer la harangue devant les parlementaires. À 21 h, Lon Nol et Sirik Matak avaient le projet en main. Ils l'examinaient en détail et avant de donner leur accord, ils recommandaient à mon père de prendre soin d'informer absolument quelques personnalités importantes du pays qui partageaient sans doute à l'époque les mêmes idées politiques. Avant minuit, la machine à casser le pouvoir de Sihanouk était prête à fonctionner pour le lendemain 18 mars 1970, date à laquelle le Cambodge rendez-vous avec l'Histoire. La suite est connue de tout le monde : Norodom Sihanouk a été destitué à 13 h par la totalité des parlementaires présents (92) par un vote à bulletin secret. Le nombre total des parlementaires était de 106 (82 députés et 24 Conseillers du Royaume). Il y avait quand même 14 absents.

Parlons donc de cette journée historique et surtout de ce qui s'était passé à l'assemblée Nationale (AN). L'ambiance était chaude et le temps aussi, car nous étions au mois de mars. La séance d'interpellation du Secrétaire d'État à la Sécurité Nationale, S.E. Sosthène Fernandez, pour les affaires de contrebande du beau-frère de Sihanouk était prévu pour le 9 h. Vers 8 h 30, la salle d'attente et de détente de l'AN était comble déjà des parlementaires. Ils commençaient à chuchoter de bouche à oreille sur l'éventualité de changement d'ordre du jour et celle du coup d'État, car ils voyaient des auto-blindées militaires autour de l'AN. Quelques parlementaires criaient déjà au scandale et d'autres ne croyaient pas à cette éventualité. À cette heure de confusion, mon père arriva à l'AN et se fit conduire tout de suite au bureau de In Tam, Président intérimaire. À 8 h 45, Lon Nol et Sirik Matak arrivèrent à leur tour pour rassurer leurs partisans. Ils allèrent directement au bureau du Président. Ils discutaient entre eux sur certains points de détail de leur démarche pendant à peu près dix minutes et étaient repartis aussi vite. Seul mon père restait et n'assistait pas au débat parlementaire. Il attendait

et écoutait la séance avec quelques membres du gouvernement par un petit haut-parleur branché entre la salle et le bureau du Président.

À l'ouverture de la séance, In Tam ne perdait pas son temps. Habile orateur, il entrait tout de suite dans le vif du sujet. D'abord, il avait annoncé l'annulation de l'ordre du jour prévu pour la journée et le remplaçait par un autre à la demande exprès et urgente du Gouvernement de Sauvetage. Ensuite, il invita les membres du Conseils du Royaume présents à l'AN à se joindre aux députés pour une séance parlementaire exceptionnelle. À ce moment, on constatait qu'il avait un brouhaha dans la salle. Le Président demanda le silence et le calme et informa les parlementaires sur l'intention du gouvernement : Examiner la politique menée depuis 15 ans par Sihanouk avec le vote de confiance sur son maintien ou non à la tête du Royaume en qualité de Chef de l'État. Après cette information, il y eut un silence funèbre. Le choc psychologique était comme un coup de massue pour quelques parlementaires qui ne savaient pas encore à quel saint se vouer. Il demanda le député Trinh Hoanh, un rhéteur connu du pays à la tribune. Trinh se leva et traversa la salle de séance avec une allure de gambade. Sur son visage, on voyait un gros grain de beauté noir au menon, lequel lui donnait un air d'un génie chinois en état de transe. Il bombait le torse devant les 92 parlementaires et déclarait pour la première fois très haute tout ce qu'on disait très bas depuis un certain temps sur l'inconduite du Chef de l'État. Cette harangue s'articulait autour de quatre points, une introduction incendiaire et trois chefs d'accusation, c'est-à-dire :

L'économie :
« …La politique économique de Samdech aboutit partout à un échec patent aujourd'hui. Dans le domaine agricole qui touche directement près de 90 % de la population khmère, les résultats sont catastrophiques : Absence d'investissement de base indispensable au développement de l'agriculture traditionnelle, échec du mouvement coopératif. Dans le domaine industriel, les résultats ne

sont guère plus encourageants. L'échec trouve son origine dans deux causes essentielles : l'absence de rationalité dans la création et l'implantation des usines. Dans le domaine commercial et bancaire : La Société Nationale d'Exportation et d'Importation, le Magasin d'État, chargé de la commercialisation intérieure de certains produits, devient de gigantesques fiefs des membres de sa cour, qui ont le pouvoir de voler leur permettant un très rapide enrichissement et le transfert à l'étranger de leur fortune… ».

La morale :
« …La crise morale est alarmante : les valeurs traditionnelles sont balayées par ses proches pour faire place à l'affairisme et à la corruption. Les exemples : l'affaire de l'adduction d'eau de la brasserie de Sihanoukville, l'affaire du lait condensé de l'équipe dirigeante du Magasin d'État, la vente du riz au Viêt-Cong. La contrebande de tissus. Enfin, sa décision d'ouvrir un casino à Phnom-Penh qui place sa politique en contradiction avec la morale du Bouddhisme… ».

La neutralité :
« …Parlons en maintenant de notre crise de neutralité, parce que celle-ci est en train de glisser vers Hanoï. Cela provoque des réactions violentes de la part des États-Unis contre notre pays, comme les bombardements par avions de nos villages de Chantréa (1964), et Dam Dam (1969), causant beaucoup de victimes parmi les paysans khmers. Les Viêt-Cong s'installent sur notre territoire et font ce qu'ils veulent. Ils sont maîtres chez nous… ».

Le Sangkum :
Son socialisme bouddhique n'est qu'un instrument d'oppression du petit peuple. Enfin Samdech ne gouvernait pas le peuple, il le malaxait, le pressurait et l'opprimait… ».

Après le discours de Trinh Hoanh, le député Ek Yi Oun levait la main pour demander la parole. Il montait à la tribune et se lança dans un discours dithyrambique. Prenant le mors aux dents, il déclara :

« Compagnon Président (Sahachivinh Pratheang), je vous demande en vertu de quel droit, nous, Parlementaires, avons le pouvoir d'examiner la conduite de Samdech (Monseigneur), Maître de la vie, pendant son absence du pays. En outre, il me semble que vous oubliez que Samdech est Chef de l'État à vie. Cette qualité ne nous donne pas le droit de discuter sur sa déchéance. En tout cas, il n'est pas de notre ressort parce que son statut est placé au-dessus de notre Parlement et de qui que ce soit. Par conséquent, ne me dites pas, Cher Président, que le Gouvernement est au-dessus de Samdech. Je pense que notre devoir aujourd'hui est plutôt de l'aider dans ses tâches qui, à mon avis, ne sont pas faciles du tout en ce moment, au lieu de profiter de son voyage à l'étranger pour remettre en cause sa politique éclairée. Je demande donc aux Parlementaires de bien réfléchir à ce sujet et de ne pas plonger dans une licence sans bornes. Attendons au moins son retour, Chers amis, et ne tirez pas à hue et à dia, car vous savez très bien que les colères de Samdech sont célèbres ».

Le député Sim Var demanda la parole, monta à la tribune où il ne faisait pas l'économie dans ses critiques à EK :

« Compagnon Député ; vous avez parlé comme tous les mainates du palais qui répètent tous les mots de leur maître. Cher Sahachivin, épargnez-vous vos fariboles parce que je ne suppose pas que nous sommes en train de vivre au Moyen-Âge. Je sais bien que l'honorable M. Ek Yi Oun aime tant Samdech par dévouement personnel, mais votre fidélité à lui n'est sans doute pas une règle et un ordre que nous devons respecter dans la maison du peuple souverain. Vous nous posez sur notre droit et compétence pour discuter le cas de Monseigneur. Je vous réponds sans hésitation, Cher ami, que nous disposons de tous les pouvoirs pour en débattre,

car nous sommes les Représentants du peuple. Le peuple souverain est au-dessus de tout, car il est le vrai maître de la Nation. Souvenez-vous bien du mot de Mirabeau, Sahachivin, « La nation assemblée ne peut recevoir d'ordre ». Eh voilà ! Cher collègue, notre Nation d'aujourd'hui est une nation assemblée et elle ne peut pas recevoir d'ordre de personne ».

Au moment où les autres députés loyaux au Gouvernement enchaînèrent la fronde contre EK et Samdech, un huissier venait apporter avec discrétion un papier dans lequel il y avait un mot de mon père : Cher Sahachivin, je souhaiterais vous voir tout de suite dans le bureau du Président. Ek quitta la salle en plein débat pour rejoindre mon père. Il était reçu avec courtoisie par mon père : « Cher Sahachivin, dit mon père, ne savez-vous pas que nous sommes en train de destituer Samdech ? ». Mon père était très direct avec Ek, car les instructions de Lon Nol et Sirik Je me pose la question, est-ce que les partis politiques khmers sont-ils des forces organisées ? Matak étaient très claire. En cas de résistance de la part des Parlementaires, la solution était de demander de les voir sur le champ un par un et ensuite de leur dire directement que nous étions en train de faire le Coup d'État. La stratégie de Lon Nol et Sirik Matak était de faire en sorte que la destitution de Sihanouk soit aussi légale que possible. Il fallait, en outre, laisser les Parlementaires exprimer librement leur opinion et leur demander de passer au vote à bulletin secret avec tous les risques qu'il comporte. Le Gouvernement devait éviter à tout prix l'effusion de sang et le mot du coup d'État devait être prononcé en dernier recours dans le calme, c'est-à-dire de proclamer la « Nation en danger ».

Les controverses de formalisme académique restent toujours en vigueur entre les juristes et les législateurs khmers ou étrangers pour trouver les considérants, les raisons précises, juridiques et constitutionnelles sur la destitution de Sihanouk. Pour les partisans de ce dernier, la chute de leur leader était orchestrée par les militaires en violation de la Constitution du Royaume avec sans

doute la bénédiction de la CIA, et pour les hommes du 18 mars, cette fin de règne d'un dictateur n'était que la volonté du peuple ? Elle n'était pas le coup d'État à ciel ouvert, ni un coup d'État d'hypocrite et détourné.

Il faut noter que le Sangkum en 1970 ressemblait à une maison aux boiseries déjà rongées par les termites et prête à s'écrouler au premier coup de vent. Ce qui devait arriver arriva. Dès 1969, les cadres du pays commençaient à chuchoter sur l'état lamentable du pays. Le sujet était discuté en catimini entre les copains ou les amis partout dans le Royaume et se terminait par une interrogation : Devons-nous laisser le pays dans cette crise ou bien chercher les moyens pour mettre fin à cette déroute mortelle ? Ils savaient que leur pays sous Sihanouk n'était pas du tout démocratique. La démocratie du Sangkum procurée par celui qui n'est pas démocrate, cette démocratie-là n'est qu'une illusion. Par conséquent, comment pouvait-on contester la politique d'un dictateur par une démarche l'égale ? Les exemples ne manquent pas pour donner une leçon de terreur aux contestataires car, en général, ils terminent la dernière phrase de leur revendication devant le peloton d'exécution à Trapean Kraleung (lieu d'exécution des prisonniers politiques), ou ils sont jetés vivants par la police du sommet de la montagne de Bokor. Les évènements fortuits de mars 1970 auraient pu ouvrir sans doute une nouvelle perspective d'avenir pour tout le monde, y compris Norodom Sihanouk. Au lieu de chercher une solution concertée avec son gouvernement, Norodom Sihanouk n'a fait que tenir tête devant la volonté populaire et il a menacé de fusilier tout le monde. Cette mise en demeure à caractère meurtrier obligeait Lon Nol à s'interroger : Faut-il laisser Samdech revenir au pays pour faire couler le sang des innocents, ou mettre un terme à son intention criminelle ? Pour l'empêcher, il y avait deux possibilités : Par la force ou par un moyen légal. Il optait, en effet, pour la seconde solution, parce qu'il avait voulu sauver tout ce qui pouvait l'être en termes de respect de la légalité. Ce geste nous montre bien que Lon Nol, nonobstant son titre de Général, avait su maîtriser son émotion dans

les épreuves du destin. Mais Sihanouk dit le contraire et prétendait être victime d'un Coup d'État, lequel n'était que le produit d'une conspiration de l'extrême droite. Ce qui est étonnant, c'est qu'il cherchait tout d'un coup à se mettre sous la protection de la Constitution qui avait été violée constamment par lui-même. Tout le monde sait que la loi démocratique de Sihanouk n'était établie que pour son avantage. Elle avait une fonction de répression. Lecteur, je ne cherche pas ici à ranimer et réveiller d'anciennes querelles entre Sihanoukistes et les hommes du 18 mars, mais vous savez très bien que la destitution de Sihanouk fut toujours un événement problématique, parce qu'on ne peut pas l'évoquer sans la possibilité de réveiller le vieux débat du passé. Ce rappel n'est pas non plus une apologie aux hommes du 18 mars, mais un exposé critique qui souligne leurs échecs inévitables d'une entreprise trop belle pour être réalisable selon les possibilités restreintes du Cambodge face à son destin.

Le chemin

La fin de Sihanouk n'avait pas mis en branle des foules immenses dans les rues de Phnom-Penh et des grandes villes du Royaume pour fêter cet événement historique. On se pose la question : Pourquoi ce manque de liesse populaire au jour où les astres étaient favorables au peuple ? Cette énigme de silence a sans doute sa racine : l'absence de relation depuis toujours entre le peuple et les gens du pouvoir. Les deux ne se parlaient jamais de leur peine. En silence, comme si chacun vivait côte à côte dans deux mondes à part et dans leur rôle bien déterminé. En effet, on ne mélangeait pas les Montrey (les gens du pouvoir) avec les Reastr (les gens du peuple) et on ne partageait pas entre eux la victoire et la joie. Cette distance était coutumière et millénaire. Elle ne représentait point la lumière dans une société où le Bouddhisme était pourtant triomphant. C'était donc bizarre comme dirait l'autre. Il y a deux proverbes cambodgiens qui disent : « On ne peut pas supporter le fardeau du pays tout seul,

et sois prudent, ne fait pas donc de bêtises car, on peut être tué pour rien ». Ces maximes populaires constituent un code de vie pour les gens du peuple depuis la nuit des temps. Il guide donc leur chemin d'amertume de peuple esclave obligé de vivre avec la terreur dans une société où les hommes au pouvoir étaient coléreux. En effet, ce poids de la peur était si lourd qu'incrustait dans leur esprit, et l'empêchait absolument de partager la joie avec les artisans des évènements du 18 mars qui n'étaient à leurs yeux que des gens de même espèce que leur maître royal. Un doute sur l'alternative offerte par les maîtres d'hier ne leur permettait pas de saluer ce changement de régime. En effet, ils craignaient par-dessus tout que cette révolution du palais n'avait pas grand-chose à voir avec leur liberté. En revanche dans les zones où il y avait l'implantation des forces Viêt-Cong qui servaient de bases aux communistes khmers, en particulier dans la province de Kampong Cham, des manifestations ont été organisées ou encadrées par les agents communistes. Lon Nil, frère de Lon Nol, commissaire de police de Mémot et deux autres députés furent assassinés. Le 26 mars, une colonne des centaines de manifestants marcha sur Phnom-Penh. Ils ont été refoulés ou dispersés par l'armée à l'entrée de la capitale et à Angtassom. Il y avait beaucoup de morts dans le rang des manifestants, parce que les soldats ont reçu l'ordre de tirer. Jean-Claude Pomonti et Serge Thion ont écrit dans leur livre[15] : « Les paysans offrent leur poitrine aux balles des soldats. Au cou, ils portent l'effigie du prince ». Parmi des morts, il y avait sans doute des paysans innocents et naïfs, comme dit Ros Chantrabot[16] dans son livre. Celui-ci a rajouté ceci :

---

[15] Des courtisans aux partisans – La crise cambodgienne – Edition Idées actuelles.

[16] L'auteur du livre « La République Khmère » Edition L'Harmattan.

« Le gouvernement Lon Nol venait ainsi de commettre une erreur et un crime, qui entachait l'avenir du régime. Ce fut une plaie ouverte à jamais dans le cœur de milliers paysans Cambodgiens, qui creusait un abîme entre la république et les habitants de ces régions frontalières ».

Qui pourrait dire le contraire à M. Ros sur cet événement tragique. Toutes tentatives d'explication sur cette tuerie de la part du gouvernement de sauvetage ne sont pas entendues au sein même des membres du gouvernement et des partisans du 18 mars. Les gagnants dans ces épreuves étaient sans doute des communistes vietnamiens qui savaient exploiter la situation et poussaient le nouveau régime à commettre un fait impardonnable, c'est-à-dire un crime de sang. Dans les rangs des manifestants, il y avait des agents vietnamiens armés, qui étaient prêts à provoquer le chaos et tuer. Ils ont été déjà tués beaucoup du monde. Un cousin de mon père (chef de chantier d'une plantation d'hévéa dans la province de Kampong Cham), son épouse et son fils de six ans et plusieurs ouvriers furent assassinés atrocement par les agents vietnamiens. Pendant la face à face entre la force de l'ordre et les manifestants, la provocation des agents vietnamiens, étaient envenimés et dans cette confusion totale, la question est de savoir qui ait tiré le premier ? Peu importe la réponse, le gouvernement de sauvetage fût sans doute le responsable de cette tuerie, parce qu'il ne savait pas maîtriser la situation.

Est-ce que la chute de Norodom Sihanouk est-elle évitable ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de suivre l'évolution des évènements politiques durant les années 1966 à 1970. Le point

de départ, c'étaient les élections libres[17] de septembre 1966 qui donna à une naissance une Assemblée Nationale où, dominaient le centre et l'aile droite[18] du Sangkum. Le 8 octobre, Lon Nol devint le Président du Conseil des Ministres. Mon père, réélu confortablement dans la province de Prey Veng, fut partie du gouvernement en tant que Ministre de la Défense Nationale.

Le 22 octobre, Samdech Sihanouk créa un Contre-Gouvernement destiné à contrôler le gouvernement de Lon Nol, dont les membres étaient des Sihanoukistes inconditionnels et ceux de l'aile gauche du Sangkum. Ce Contre-Gouvernement fut présidé le Prince lui-même.

Pourquoi Norodom Sihanouk avait demandé au Général Lon Nol, un militaire, à former le gouvernement ? Il faut noter qu'à partir de 1966, les Américains résolurent alors de quitter le Viêtnam. Selon les conseillers du Président Nixon ; il n'y avait plus aucun espoir d'une victoire militaire au Viêtnam. C'est ainsi qu'est née, un peu de temps après, la politique de désengagement militaire américaine du Sud-Viêtnam. Parallèlement, un effort réel de rapprochement entre le Cambodge et les États-Unis se fit sentir à partir de cette année. Il faut noter aussi qu'en 1966, les Communistes khmers décidèrent de mobiliser et rassembler leurs forces pour leur objectif révolutionnaire : La lutte armée.

Rappelons que, dès le mois de février 1966, Samdech Sihanouk avait déjà fait emprisonner plusieurs membres du « Prachéachon »

---

[17] Pour la première fois, les candidats à la députation n'étaient plus désignés par le Sangkum. Tous les membres de ce Mouvement pouvaient se présentaient librement aux élections.

[18] Le centre et l'aile droite du Sangkum, c'étaient les partisans de l'économie libérale.

(Parti communiste khmer) et l'annonce qu'il ne soutiendrait plus aucun candidat aux élections législatives de septembre 1966. Pour le Prince, Lon Nol était l'homme de la situation, parce qu'il répondait aux critères suivants : Monarchiste inconditionnel, l'homme de confiance, nationaliste, militaire pro-américain et anticommuniste. Il faut noter que l'investiture du gouvernement de Lon Nol fut obstruée par les députés de gauche et des Sihanoukistes.

Les débats parlementaires se prolongeaient tard dans la nuit. Il fallait que le Prince quittât de son lit de l'hôpital[19] de Calmette pour venir à l'Assemblée Nationale pour faire accoucher ce gouvernement. Deux semaines plus tard, il forma un Contre-Gouvernement, parce qu'il trouvait que beaucoup des ministres dans le gouvernement de Lon Nol fussent des personnalités hostiles à sa personne. C'était la première fois depuis 1955, la droite khmère se sentait tonifier par l'avènement de Lon Nol. Et pourtant Lon Nol lui-même ne s'incarnait pas la valeur de droite. L'arrivée au pouvoir de Lon Nol s'ouvrit une opposition politique entre l'aile droite et l'aile gauche du « Sangkum Reastr Niyum ». En avril 1967, ces différends se transformèrent en conflit dans une dimension abyssale. Il est intéressant de savoir que représentait la politique de gauche et celle la droite sur l'échiquier khmer de l'époque.

La Gauche : En France, vers les années 1950, dans le milieu étudiant cambodgien, un groupe d'intellectuels khmers ont décidé de former un groupe d'études politiques, appelé le Cercle Marxiste Khmer (C.M.K). Les membres les plus importants étaient : Keng

[19] Samdech Sihanouk était hospitalisé à l'hôpital de Calmette pour faire un bilan général de sa santé.

Vannsak[20], Ieng Sary, Hou Youn, Thioun Mum, Roth Samoeurn, Saloth Sar (futur Pol Pot). Plus tard il fonda une association en France, connue sous le nom « Association des Étudiants Khmers (A.E.K.), en khmer « Khémarak Nyseth ». Selon le Professeur Keng Vannsak, ce groupe politique de gauche avait fixé dès le départ des objectifs politiques précises : Contre la Royauté et le régime monarchique et pour la démocratie.

Dans son bulletin, numéro 14, Août 1952, il a publié une lettre ouverte[21] des étudiants khmers en France, adressée à S.M. le Roi Sihanouk, dans laquelle il accuse le régime monarchique en deux points : 1. La souffrance du peuple khmer est née de la monarchie absolue. 2. Le Roi est le destructeur de la liberté du peuple khmer.

La Droite : En France, au même moment de la formation du C.M.K., il y avait certains étudiants khmers qui se regroupaient pour créer un groupe politique de tendance qui oscillait entre libéralisme tempéré et social-démocrate. Ces principaux membres étaient : Ea Sy Chau, Douc Rasy, Van Molyvan et Hang Thun Hak. Ils n'étaient pas opposés au régime monarchique. Le communisme, pour eux, est une doctrine incompatible avec la société khmère.

En 1954, ces deux groupes se réunirent à Phnom-Penh, chez Hang Thun Hak, pour arrêter ensemble une stratégie commune de conquête du pouvoir politique. D'après le mensuel « Srok khmer » (Pays khmer), Rath Samoeung, le représentant du C.M.K., déclarait :

---

[20] Selon le Professeur Keng Vannsak, ce C.M.K se réunissait chez lui à Paris. Saloth Sar venait rarement à la réunion.

[21] *La lettre est écrite en langue khmère, datée du 6 août 1952. Cette lettre a été adressé au Roi Sihanouk à suite d'un coup de force, 15 juin 1952, de ce dernier de s'emparer le pouvoir exécutif. Il devint le Président du Conseil. « Le Coup d'État légal à Phnom-Penh », dit Jean Lacouture.*

« Nous ne pouvons pas collaborer avec N. Sihanouk. Le Roi ne changera pas ; il est très volatil et très faible devant son entourage incompétent et corrompu. Le seul moyen qui nous reste pour accéder au pouvoir est la lutte armée. Nous, Marxistes, nous nous engageons dans la lutte armée ». Hang Thun Hak lui répondit :

« Le Roi est très populaire ; il est très aimé des paysans. Ton analyse est correcte concernant le Roi et son entourage, et son indulgence vis-à-vis de cet entourage ; mais nous ne pouvons rien contre le Roi. Malgré nos efforts de persuasion, les paysans ne nous soutiennent pas. Le peuple ne bouge pas. Moi, je propose la cohabitation. De par notre compétence, notre instruction, nos liens de mariage avec les filles de hauts dignitaires, nous pourrons noyauter la haute administration. Le chemin est long et plein d'embûches. Ce qui compte avant tout, c'est de rester nous-mêmes sans se laisser griser du peu de pouvoir que nous aurons conquis, et de demeurer fidèle à notre idéal ».

En 1966, trois personnalités khmères qui représentaient l'aile gauche du Sangkum : Hou Youn, Khieu Samphan et Hu Nim. Quant à l'aile droite, l'absence de leadership étant évidente, parce que sa stratégie était de se fondre dans le Sangkum.

Revenons à notre question. Trois facteurs essentiels avaient contribué à l'affaiblissement du Prince Sihanouk : Sa politique tout court, la corruption, sa politique économique.

La crise politique : Après la rupture des relations avec les États-Unis et les Royaumes unis en mai 1965, la politique de neutralité de Sihanouk allait se pencher vers le monde communiste : L'implantation du Front National de Libération du Sud-Vietnam (FNL) au Cambodge, la région de Mémot (Kampong Cham) qui permettait à ce dernier d'ouvrir une piste de ravitaillements des aides venant des pays du bloc communiste à partir du port de Kampong Som vers les fronts du Sud-Viêtnam. Les conséquences de ce virement

étaient : L'intensification des bombardements américains dans le territoire khmer (Chantreéa en 1966, Dak Dam en 1969). La cassure de la cohabitation entre la Gauche et la Droite au sein du Sangkum, c'est-à-dire la fin de « l'Union Nationale ».

L'investiture du gouvernement de Lon Nol était vue par la Gauche comme une menace à son développement. Elle estimait qu'elle avait tourné à son désavantage. L'effet de quadrillage des campagnes entrepris par le gouvernement de Lon Nol conduisit la Gauche à exploiter les colères nées des abus de l'administration provinciale. Ce fut le début de la révolte de Samlaut. À partir de cette révolte, la Gauche s'orientait vers l'action armée. Beaucoup de ses membres étaient partis dans les maquis, comme les députés Hou Youn, Khieu Samphan et de nombreux professeurs et instituteurs.

Un mot sur le quadrillage des campagnes : En 1966, l'exportation globale de riz s'élevait à 300 000 tonnes. Et 170 000 seulement avaient été déclarées. Et on savait que cette partie manquante était vendue sous forme de contrebande aux Viêt-Cong. La forte crue du Mékong qui compromit la récolte du riz obligeait le gouvernement de Lon Nol de créer en novembre 1966, des Bureaux d'Aide et d'Assistance aux Victimes des Inondations (BAAI). En fait, les objectifs étaient doubles :

1. Aide et Assistance aux victimes des inondations ;
2. Lutte contre de la contrebande. Les bureaux avaient le monopole d'acheter et de collecter du paddy.

Ainsi progressivement, les forces armées prenaient la place des organismes civils, des coopératives incapables d'enrayer le flot montant de la contrebande vers le Sud-Viêtnam et la Thaïlande. Lon Nol donna une importance à cette politique de quadrillage des campagnes en allant s'installer son poste de commandement à Battambang avec son ministre de l'économie nationale, Mao Say. Chaque ministre fut responsable une province. Ainsi M. Douc Rasy

eut-il la responsabilité du ramassage de paddy à Kompong Chhnang et mon père celle de Prey Veng. L'entrepris se révéla si efficace que Lon Nol entreprit qu'il y aurait peut-être là un moyen de doubler l'administration classique très dépendant du Prince Sihanouk. D'occasionnels, les bureaux devinrent permanents. Cependant, de nombreux paysans étaient très mécontents parce que le prix offert par le gouvernement était trois fois inférieur du prix au marché noir. Exploitant ce mécontentement, la Gauche y créa une organisation clandestine de résistance contre la politique du gouvernement. Plusieurs postes de résistances étaient nés :

À Kampong Cham, dans le district de Damber (au nord-est des plantations Chup), le parti « Pracheachon » organisait des réunions dans la forêt. Dans le district de Prey Chhor, circonscription électorale de Hu Nim, des tracts ont été distribués. À Kampong Thom, dans le district de Baray, une manifestation des paysans, encadrée par la Gauche, était organisée. Les termes de propagande de la Gauche étaient : Lon Nol est un « homme de paille » qui a vendu le pays aux Américains ». Les tracts appelaient les habitants à se joindre aux révolutionnaires dans leur lutte avec une promesse de leur distribuer des postes administratifs importants après la victoire finale. Le 30 avril 1967, le Général donnait sa démission pour raison de santé. Cette démission était considérée par la Droite comme une mission inachevée.

La crise morale : La corruption touchait dans tous les secteurs. Elle était dans toutes les conversations. Mais aux yeux de beaucoup, le Prince était lui-même atteint, par exemple sa décision d'ouvrir un Casino à Phnom-Penh. Il faut ajouter enfin les manifestations ridicules de l'engouement du Prince pour le cinéma. À partir de 1966, son activité cinématographique semblera l'emporter sur toutes autres préoccupations publiques. La mort de ses ennemis le réjouissait. Il exprimait sa joie malsonnante sur les antennes de la radio. Il décréta, une fois, trois jours de congé et de fêtes, comme s'il s'était agi d'une victoire nationale. Cela est en contradiction avec le

Cambodge traditionnel : car les Khmers ont l'habitude de brûler des baguettes d'encens et de joindre leurs deux mains devant les cercueils, pour demander pardon aux morts, même s'il n'a aucune faute sur la conscience ! Par simple humilité devant le Destin et pour communiquer avec l'Homme éphémère qui a terminé son séjour ici-bas ! Bien entendu dans la capitale, les valeurs traditionnelles ont très vite été balayées pour faire place à l'affairisme et à la corruption.

La crise économique : Le Cambodge comme beaucoup pays recevait des aides étrangères. De 1956 à 1962, l'aide française se monta à environ 25 millions de dollars ; l'aide chinoise fut à peu près 15 millions de dollars. Quant à celle des États-Unis, elle fut exactement de 252.955.000 dollars, dont 51 % attribués à la défense nationale[22]. Le rejet de l'aide américaine tarit une des sources essentielles de l'économie du pays. La politique de nationalisation des secteurs bancaires, industriels n'avait eu pour effet que de substituer des fonctionnaires incapables et malhonnêtes à l'activité privée qui avait au moins l'avantage d'une certaine compétence. En plus, elle concentra entre quelques mains le pouvoir de voler. Il faut noter que le Cambodge du Sangkum, écrit Jean Decornoy dans le monde du 02/02/68, avait une doctrine économique : Le socialisme bouddhique. Dans son cadre verbal assez inconsistant, la politique de Sihanouk connut continuité ou mutation brusque, selon les secteurs, mais elle aboutit partout à un échec patent qui rendait nécessaire en 1970 une remise en cause ou un sursaut.

La politique économique : De ce point de vue, l'histoire du Cambodge indépendant se décompose en deux phases :

---

[22] André Tong – Livre « Sihanouk, la fin des illusions » page 93 - Edition La table ronde.

De 1954 à 1963 : C'est la phase libérale dominé par les survivances coloniales et les innombrables abus auxquels donnent lieu les aides étrangères et, en particulier, l'aide américaine. Cette politique aboutit à l'impasse que le Ministre Khieu Samphan dénonçait en 1963 dans un rapport retentissant. Le Prince Sihanouk en tira les conséquences : en novembre 1963, poussé par des motivations d'ordre politique et économique étroitement imbriquées, il décidait le rejet de l'aide américaine et prononçait quelques jours après la nationalisation des banques et du commerce d'import-export. Ce fut le point de départ de départ d'une politique d'élargissement du secteur public sur les résultats de laquelle on s'interroge en 1970. Dans la Revue Cambodge Nouveau, dans le n°1, L'ancien ministre Eng Hun publiait son analyse sur l'économie : Un bilan catastrophique. Quant au Prince Sihanouk, il émet des doutes sur la qualité de l'un de ses principaux experts économiques pour formuler la condamnation d'une œuvre à laquelle il a été directement associé. Dans le domaine économique, il n'y avait pas à proprement parler de politique. Tout était subordonné aux lubies du Prince. C'est ainsi qu'aucun plan ne put être mené à terme : C'est ainsi que le développement des secteurs improductifs et les réalisations de prestige (universités, stade olympique de trente millions de dollars, Palais de Chamcar Mon, réceptions fastueuses, festival de cinémas…) passèrent régulièrement avant les projets rentables. Pour le Prince, C'est toujours « démesure et demi-mesure », écrit Jean-Claude Pomonti et Serge Thion.

Nous savons que pendant presque trente ans, le Prince Sihanouk a présidé aux destinées du Cambodge. Pendant cette période, la politique du Prince, n'a jamais visé autre chose que l'instauration d'un pouvoir absolu dans sa forme la plus despotique. Comment faire pour mettre un terme à cette politique ?

Revenons aux évènements du 18 mars 1970. Lon Nol avait convoqué ses amis proches pour discuter l'avenir du régime. Le 21 mars, cette rencontre relatée par ma plume ici a pour objet de mettre

la lumière le contenu de longs débats entre les compagnons du 18 mars. La Guerre et la République étaient leurs sujets majeurs à débattre. L'opposition entre un idéal de tolérance et le fanatisme sous toutes ses forces provoqua à la fin un déchirement dans leur unité de pensée. La méfiance régnait donc leurs rangs et, la cause était connue : l'incertitude quant aux moyens politiques pour instaurer un nouveau Kampuchéa dans la liberté et la dignité.
« Le chargé d'affaires des États-Unis est venu me voir, dit Lon Nol » Il se tourna vers Sirik Matak assis à sa droite, il le regardait avec ses yeux désolés et reprit la parole : « Il craint la réaction internationale contre son pays et nous fait comprendre que Washington souhaite rester en dehors de nos problèmes, car ils sont en contradiction avec la politique de Nixon. Quant à la Chine, sa réaction est humiliante pour notre Nation. Elle nous a demandé une chose incompréhensible, c'est-à-dire de poursuivre la politique internationale de Sihanouk sans Sihanouk. Son représentant m'a assuré que si nous continuions à aider les Viêt-Cong dans leurs efforts de guerre, la Chine fera tout pour effacer Samdech de la scène politique khmère. Dans le cas contraire, elle nous menace d'imposer une guerre abominable et le retour de Sihanouk. J'ai lui répondu « non » à cette provocation, parce qu'elle est contraire à l'intérêt de notre Nation. Naturellement, il s'est fâché. Il ne voit pas, comment nous pourrions chasser les Viêt-Cong de notre pays ».
Les assistants se regardaient sans dire un mot. Ce silence pesait très lourd dans leur esprit. Non parce qu'ils avaient peur de la menace de la Chine, une éventualité du retour de Sihanouk et du non-engagement des Américains à leur côté, mais de la métamorphose de la personnalité de Lon Nol. D'habitude, le Général ne s'expose guère, ne s'exprime que chichement. Cette fois-ci, on a l'impression qu'il ait le tropisme sihanoukiste, il semblait que Lon Nol connaît déjà la réponse et était prêt même à imposer son diktat. Au moment où ses amis étaient perplexes, Lon Nol susurrait :

« Nous devons avancer avec notre temps. Il faut se mettre à l'écoute de la jeunesse qui a soif de la liberté et elle veut tout faire avec nous.

Franchement, j'exulte de cela. Ce que je savoure par-dessus tout, grâce, bien entendu, à votre rectitude, c'est notre victoire sur le malheur de notre peuple. Heureusement, toute peine a toujours son terme. Pour moi, cette fin n'est pas l'aboutissement d'un processus. Bien au contraire, elle devrait être un détonateur. En un mot, un catalyseur de changement radical. Et il nous donnera en outre la nouvelle force pour construire une société nouvelle qui exige immédiatement l'effacement de tous les symboles du temps révolu. C'est pourquoi, je vous demande le retrait des portraits, bustes et effigies de la Reine mère de tous les bureaux et bâtiments administratifs. Ce symbole, à l'heure où nous sommes, risque de représenter aux yeux de la jeunesse une fausse note. J'ai déjà préparé un décret dans ce sens. Bien entendu, cela ne sera pas fait sans vos conseils. Pour moi, il faut trancher le nœud gordien pour dégager la voie de l'espoir, c'est-à-dire celle de la république ».

À ce mot, Lon Nol regarda en surveillant le Prince Sirik Matak et reprit sur un ton catégorique :

« Altesse, si cette décision est injuste et vous blesse, je crois que c'est le moment d'en discuter entre nous ».

Depuis le début des évènements, les compagnons du 18 mars avaient l'habitude de pousser Lon Nol à agir vite. Cette fois, ils n'étaient point d'accord sur l'initiative spontanée de ce dernier. C'était peut-être le prix à payer pour eux qui voulaient mêler de très près à la marche de l'histoire de leur pays. Pourtant, Lon Nol était sans doute dans sa logique d'un chef car, après Sihanouk, il fallait donner désormais une direction et un but à la politique à suivre, c'est-à-dire une ambition. La question pouvait, en effet, se poser à tous les compagnons du 18 mars : La voie de réforme était-elle suffisante pour effacer les saletés d'un passé millénaire ? Il y avait, en effet, deux approches pour eux : La révolution ou la réforme. Pour les réformateurs, leur problème majeur, après la fin de Sihanouk, était la rupture sans violence avec les institutions millénaires. La réformation

nécessaire des hommes était donc leur but recherché. Pour les partisans de la révolution, la proclamation de la République était l'acte essentiel pour l'avenir du pays.

Ayant entendu la question de Lon Nol, le Prince Sirik Matak se tut un moment, puis il lança un regard de biais plein d'assurance à Lon Nol et lui répondit sans ambages :

« Cher ami, pourquoi votre pensée me blesserait-elle car, elle n'exprime que votre franchise amicale vis-à-vis de moi. Nous avons fait un long chemin ensemble, Général, pour un seul but : Servir notre Nation. Si aujourd'hui, cette Nation exigeait de moi un sacrifice quelconque, je le ferais avec plaisir. Je vous demande donc de ne pas faire attention à ma personne devant les intérêts de notre pays qui a vraiment besoin d'un remède radical. Franchement, je me réjouis comme vous et nous tous ici présents de la chute d'un dictateur royal. Vous savez que je n'ai pas choisi d'être né prince, mais dès ma prime jeunesse, je voulais devenir un simple citoyen khmer. Donc le mot république ne me fait pas peur. En effet, je me demande quelle serait sa vraie forme pour que l'ensemble du peuple puisse profiter et je voudrai aussi comprendre le vrai sens de sa naissance. Mais Nol, on se connaît assez pour que je vous l'avoue sans pudeur, ce qui me préoccupe le plus aujourd'hui, c'est le risque de la guerre. C'est pourquoi, je pense qu'il faut que nous puissions en discuter ».

Lon Nol se sentit mal à l'aise. Et un léger frisson gagnait les assistants présents. Présageaient-ils qu'un mauvais vent allait souffler sur le pays ?

« Si la guerre était le seul moyen, répliqua Lon Nol, pour défendre notre patrie contre toute forme d'agression, je m'interroge donc que pourrions-nous faire d'autre ? Et dans cette guerre, si nous avions quelque chose à défendre, je suis certain que nous remporterons la

victoire sur l'ennemi, parce que tous les pays amis nous soutiendront ».

Là-dessus mon père intervint sur un ton d'incrédulité : « S'il n'y avait pas les moyens, notre guerre sera perdue d'avance. Nous n'offrirons tout de même pas notre poitrine nue aux coups des Viêt-Cong. En guerre, notre petit pays deviendra une Nation nerveuse hésitant entre la réforme profonde de la société et l'urgence des besoins militaires. M. le Président, j'ai le sentiment que nous sommes en train de vivre dans une situation de débat raté car, notre fumet de réforme souhaitée sera dévoré à coup sûr par la guerre. Vous savez, le mot « Guerre » nous donne toujours le tournis, parce qu'elle va bouleverser la vie de tout le monde. Le peuple peut donc nous interpeller : Cette guerre sera-t-elle compatible avec la liberté proclamée ? Et il me semble que dans 90 % des cas, la guerre ne peut produire qu'une dictature. Si c'était vraiment le cas, je crois que Cicéron est dans le vrai lorsqu'il dit qu'une paix injuste vaut encore mieux que la plus juste des guerres.

Lon Nol tira une cigarette d'un paquet, l'alluma et répondit, évasif :

« Mais que pourrions-nous faire d'autre, si notre Nation était agressée ? Cette guerre, je n'en veux pas, comme vous. Mais si elle était imposée, je crois que nous n'avons pas besoin de réfléchir longtemps ; il n'y aurait pas deux réponses à une telle agression. Auriez-vous la frousse, mon ami ? lui demanda-t-il ».

Cette question toucha le cœur de mon père, parce que Lon Nol l'avait posée le plus sérieusement du monde, avec une pointe de gouaille populaire. Il répondit une façon véhémente à l'interrogation de son leader :

« La peur ? Bien sûr que non, Excellence. Nous sommes liés à la patrie pour le meilleur comme pour le pire. Vous savez très bien que nous ne ferons pas la guerre sans les moyens adéquats. Il faut donc

nous faire gagner maximum de temps pour nous y préparer, sinon nous courons le risque de la catastrophe. Dans ce moment difficile, il est peut-être bon de ne pas brûler notre propre maison. Et, malgré leur silence, je suis sûr que la majorité des Khmers, au fond d'eux-mêmes, auraient de l'admiration pour l'action menée par notre gouvernement. Nous venons de réveiller le peuple endormi, insuffler de nouveau confiance ; il faut faire tout pour qu'il ne soit pas déçu par la suite. Rappelons-nous bien l'argument qui est cher à Samdech : « Peu importe qu'on me traite de prince rouge, imprévisible et déconcertant, changeant, versatile, dictateur et progressiste, mais on doit me reconnaître tout au moins une qualité ; avoir maintenu mon pays en paix depuis dix ans[23] ». A fortiori, il n'est pas tort. En effet, nous savons tous ici que la guerre est un obstacle à la réforme menée contre la politique erronée de Samdech ».

Lon Nol regarda mon père avec attention, sans répondre. Pendant ce laps de temps silencieux, le Prince Sirik Matak relança le débat :

« Il est certain que nous attendions toutes les conséquences fâcheuses qui risquent de se produire après la chute de Sihanouk. La guerre était dans cette prévision. Mais, il faut faire tout notre possible pour que cette tragédie se dénoue avec mesure. Un faux pas dans notre passion sans borne ouvrirait sans doute la porte de l'enfer. Si la guerre éclatait en ce moment difficile, il est certain que le peuple nous verrait plutôt comme un pyromane au lieu d'être un guérisseur du mal de la patrie. Je pense que la suite de notre action devra donc être liée à un système de valeur simple. La politique, c'est savoir négocier avec les amis aussi bien qu'avec les ennemis pour préserver la paix. »

---

[23] Conférence de Sihanouk à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, le 29 juin 1964.

C'est vous qui m'avez, répondit Lon Nol, qu'une négociation en position de faiblesse n'ai aucune utilité. Mais enfin, Altesse, ne pensez-vous pas que notre réussite ne dépend plus de la poursuite de la politique de Samdech ? Pour moi, c'est hors de question, car c'est une honte pour notre Nation. Et je ne pratique pas une espèce de sorcellerie mensongère. En fait, dès le début, je n'ai fait que suivre vos recommandations, parmi lesquelles, il y a eu même la cessation de négociation avec la délégation Viêt-Cong car, à vos yeux, elle n'est pas utile. Et aujourd'hui, vous me dites le contraire. Allons donc, Altesse, je crois que nous devons avoir le courage d'affronter cette conséquence extrêmement difficile et gardons bien notre sang froid, n'est-ce pas ?

Alors, répondit Sirik Matak, d'un ton mesuré, dénué de passion. Il s'arrêtait souvent pour chercher le mot juste et, quand il le trouvait, l'écorchait : Je pense que notre priorité d'aujourd'hui consiste à faire un toilettage du régime afin de faire la lumière officielle sur les bonnes et mauvaises activités du Sangkum. Notre but est de faire en sorte que la suite de nos actions devra permettre à notre peuple d'accéder à une vie quotidienne plus élevée par rapport au passé et d'avoir confiance en notre mission future. En un mot, notre chemin à suivre dans les jours qui viennent sera celui de l'harmonisation de la vie du peuple avec notre politique ; pas le contraire. Le toilettage consistera, en outre, à bien faire la distinction entre nos problèmes internes et ceux de l'extérieur. Et le risque de guerre, si je ne me trompe pas, vient sans doute de l'extérieur, c'est-à-dire des Viêt-Cong et de la Chine. La cause est connue : Notre exigence au Viêt-Cong de se retirer sans condition ; le retrait de ses troupes de notre territoire. Il me semble que Pékin s'oppose à notre mesure et que les Viêt-Cong sont dans l'impossibilité de respecter notre calendrier pour question de sécurité de leurs soldats et les Américains ne semblent pas s'intéresser à nos affaires. Avec ces données, je propose donc une solution pour nous faire gagner du temps : Rediscuter les conditions chinoises. Nous devrions utiliser la méthode qu'exigent

nos conditions sous l'angle de la tactique. La négociation, dans la situation où nous sommes, ne veut pas dire le compromis. Elle est nécessitée. Je suis sûr que personne ici ne veut la guerre sous aucune forme. Faisons donc qu'elle ne se produire jamais dans notre pays. Tenter de faire partir des Viêt-Cong de notre pays est une chose, rompre leur alliance avec Sihanouk qui protège leurs intérêts vitaux est une autre. En outre, nous ne pouvons pas corriger l'erreur commise par Sihanouk en 24 heures. Laisser le temps au temps car, il va travailler sans doute pour notre pays. Nous savons que le temps de déterrer la hache de guerre est passé à l'heure où Nixon veut quitter le Viêtnam et nous sentons trop le ridicule de changer Sihanouk contre la guerre. Je pense que la souplesse de notre diplomatie pourrait mettre notre pays à l'abri de la guerre. Sihanouk avait agi à sa façon dans le but de sauver sa peau. En ce qui nous, concerne, nous le ferons pour sortir le pays du sous-développement ».

Lon Nol commençait à respirer avec soulagement après avoir entendu les propos de Sirik Matak et dit :

Je suis d'accord avec vous, Altesse, et rassurez-vous que vos idées soient les miennes. Et je continuerai de négocier jusqu'à ce que notre diplomatie se heurte à l'entêtement de Pékin et Hanoï ». Soudain, comme se rappelant un mauvais souvenir, il ajouta d'un ton d'inquiétude :

Mais, je crains fort que ces communistes têtus ne comprennent rien à nos problèmes, avec la démence de Sihanouk, ils sont capables de lui demander de faire n'importe quoi contre son propre pays. Quant au mot toilettage du régime, je pense que ce n'est pas un bon mot car, les jeunes attendent de nous le renouveau. Ils m'ont déjà fait savoir que, volens nolens, le Renouveau pour eux, c'est la république. Voyez-vous, notre vrai problème le plus important est de savoir : Peut-on faire ou non la république dans un pays où la tradition semble démontrer le contraire ?

Sirik Matak acceptait-il cependant la stratégie de rupture, de changement, de mouvement de Lon Nol pour redresser un Cambodge désemparé, fatigué, inquiète après plus de trente ans de règne de son cousin ? Il savait que gouverner c'est rompre avec le passé, mais comment faire pour que la rupture ne soit pas un fardeau de plus pour le peuple. Son cousin, Sihanouk, a inventé une monarchie populaire, c'est-à-dire sans roi, fondée sur une autorité personnelle et légitime ; mais cette invention nouvelle dans l'histoire de la monarchie khmère manquait de consistance. Fallait-il chercher des pièces manquantes pour finir à constituer le puzzle de son cousin, ou revenir aux fondamentaux de la Constitution de 1947, c'est-à-dire à la monarchie constitutionnelle, ou inventer une république comme Lon Nol lui a suggéré ? La précocité et la soudaineté de l'instauration de la république risqueraient de briser la société khmère en parties antagonistes ? Instaurer un régime démocratique authentique, régénérateur du pays, n'importe quel nom, suffirait-il à arrêter les discussions byzantines entre les compagnons des 18 mars ? Mais toutes ces interrogations étaient parfaitement légitimes après une longue période de dictature. Certains Français, ex-collaborateurs, du Prince Sihanouk, posent souvent la question à leurs amis Khmers : Devant la passivité, l'acceptation de la misère et de la décadence nationale du peuple khmer, serait-il plausible de considérer le Prince comme un dictateur ? La fin de Sihanouk semblait régler les problèmes du Cambodge, alors qu'elle venait juste de commencer.

L'esprit républicain

Dois-je entreprendre d'écrire ici l'histoire des Républicains dont la vie politique forme, pour ainsi dire, l'histoire de la démocratie ? Mon observation suivie sur ce courant de pensée, suffit-elle pour faire un simple récit de son histoire ? Plus de six décennies après, c'est-à-dire de 1947 à 2010, on sait qu'il y a beaucoup d'évolution, en effet,

dans la vie politique cambodgienne. L'esprit républicain est-il encore toujours vivant dans le Royaume du Cambodge d'aujourd'hui ? Au Cambodge, l'esprit républicain s'incarne-il la Droite ? Quel est le repère dans ses idées ? Pour comprendre toutes ces questions, un rappel de l'histoire politique khmère s'impose.

En 1946, au sein de cette Droite, il y avait deux courants politiques : Le courant constitutionnel et celui des monarchistes de droit divin. Le premier étant représenté par le Prince Sisowath Youtevong[24], le second représenté par le Roi Norodom Sihanouk lui-même. Le premier était le pilote de l'immersion du Cambodge dans la démocratie et, l'autre désirait la conservation de la tradition de la monarchie khmère. Cette face à face depuis 1947 donna naissance à une saga inépuisable dans la vie politique contemporaine khmère. Une sorte d'histoire inachevée, dans laquelle le peuple khmer seul doit supporter toute sorte de malheur. Ce peuple devrait-il se plaindre auprès de Preah Indre, Prean Promh (divinité de l'Hindouisme) de son sort injuste ? La réponse est non car, selon le Bouddhisme, ce supplice n'est que le fruit de la vie antérieure. En fait, a-t-il- fait quoi au juste pour qu'il subisse son Bâp inhumain (le démérite) ? Je me demande, à l'échelle des millions de morts pendant le règne de Pol Pot, ce supplice n'est plus un Bâp, mais un crime de la haine

[24] Sisowath Youtevon, né en 1913, il fit ses études primaires et secondaires à Phnom-Penh, puis à Saigon. Il continua ses études supérieures en France à la Facultés des sciences de Montpellier jusqu'à 1941, l'année où il avait soutenu sa thèse de doctorat d'État ès-Sciences mathématiques. Un des fondateurs du Parti Démocrate, lequel gagnait les élections législatives en 1946. La première Assemblée nationale se réunissait le 25 septembre. Elle arguait de son élection au suffrage universel pour se déclarer pleinement compétente en matière constitutionnelle. L'Assemblée nationale se transforma donc de facto en Assemblée constituante pour élaborer une Constitution khmère.

organisé peut-être entre les assassins terrestres et les Tévoda (divinité) célestes.

Mais revenons aux Constitutionnels. Ils se regroupent dans le Parti démocrate dont le leader était le Prince Youtevong. Ce Parti était porté par le peuple au pouvoir par la voie démocratique. Fidèle à leur conviction profonde, les Démocrates, dans un grand élan, entreprirent dans le cadre parlementaire d'élaborer une constitution pour le pays, laquelle devint le sujet d'un conflit permanent entre Norodom Sihanouk et eux. Malgré des tentatives de Sihanouk pour troubler la vie démocratique, le débat politique du pays n'avait cessé de croître et son usage démocratique s'était à la fois renforcé et élargi. Après la mort prématurée du Prince Youtevong et l'assassinat d'Iêu Koeus[25], il y avait la discorde au sein du Parti démocrate : Une dispute pour la succession à la tête du parti avait éclaté entre les cadres. L'occasion semblait bonne, d'ailleurs, pour la Gauche cambodgienne d'infiltrer le Parti et manœuvrer pour s'emparer de la direction du mouvement. En 1956, jugeant que le Parti démocrate était tombé dans l'escarcelle communiste, plusieurs partis politiques acceptaient de faire leur autodissolution pour renforcer le Sangkum Reastr Niyum pour faire face aux communistes. Nous le savons que le Sangkum était imaginé par Sam Sary, Sim Var et autres démocrates qui étaient venus en aide à Sihanouk pour créer un grand mouvement politique dont le but était :

L'alliance des forces démocratiques et libérales pour faire face à la menace du Communisme. Entre eux, amitié, confiance et respect qui provoquèrent un enthousiasme national, qui mit en défaite pour la première fois depuis 1946 le Parti démocrate communisé. Ainsi, le

---

[25] Iêu Koeus, Chef du Parti démocrate. Il a été assassiné par un inconnu le 14 janvier 1950.

Sangkum devint la seule force politique populaire grâce aux démocrates non communistes et libéraux, c'est-à-dire les hommes de droite. Leur vocation première était non-communiste, pas anticommuniste. Les noms des chefs de file étaient Sam Sary, Lon Nol, Sim Var, Yem Sambo, le Prince Sirik Matak, etc. Certes, Norodom Sihanouk incarnait bien à leurs yeux l'homme le plus fiable : Non-communiste né de sang royal et un nationaliste authentique par son engagement dans la croisade pour l'indépendance du Royaume. Ainsi la Droite khmère plaçait sa confiance inconditionnelle à Sihanouk et le peuple lui donnait la popularité. Le pays était donc à Sihanouk. Cette situation lui donnait, en effet, la possibilité d'imposer sa dictature. Donc la naissance de la nouvelle classe des courtisans qui intriguaient pour chasser au plus vite du pays les nationalistes doués de courage. Ainsi Norodom Sihanouk gagnait la bataille politique par son jeu favori : Fomenter des conjurations contre ses amis. Avec Sihanouk, selon le Professeur Keng Vannsak[26] : « Tous ses amis Khmers sont considérés par lui comme des adversaires potentiels et rien de plus. En effet, trahir les lois de l'amitié est sans doute sa spécialité ». L'idylle entre Sihanouk et la droite s'était brisé vite sous le poids de cette trahison. La Droite, surprise par cette perfidie en pleine lutte idéologique, resserrait ses rangs au sein du Sangkum pour reconstituer une force d'opposition

En effet, la victoire du Sangkum en 1956 n'était pas l'œuvre de Norodom Sihanouk tout seul, mais plutôt celle de la conjugaison de toutes les forces démocratiques du pays. La victoire à peine calmée, Sihanouk rusé se retourna aussitôt contre son propre camp. Il violait à sa fantaisie le pacte d'alliance des démocrates non communiste et

[26] Keng Vannsak, né le 19 septembre 1925, décédé en 2009 à Paris après plus de trois décennies d'exil.

des libéraux en falsifiant la charge qu'ils lui confiaient. Il transformait la victoire collective en sa victoire personnelle et confisquait tous les pouvoirs. De mal en pis, il entreprit de passer des accords de coopération avec la Chine communiste et le Nord-Viêtnam pour un seul but : Préservation obsessionnelle de son pouvoir et de sa puissance. Il se vantait que ces accords étaient pour préserver la paix. Il nous souvient bien qu'après sa destitution en 1970, Norodom Sihanouk n'hésitait pas à déclarer la guerre pour reconquérir le pouvoir.

Je suis sceptique aujourd'hui que Norodom Sihanouk ait été le seul responsable de tout le mal du peuple khmer. J'essaie ici d'apporter ma motivation sur ce sujet, afin de donner du piment au débat. On dit assez souvent que Sihanouk jouait le rôle de trouble-fête de la vie démocratique du Cambodge, mais pendant son absence prolongée à la commande de la direction du pays, je constate que la démocratie ne gagnait pas non plus un pouce de terrain. Pourquoi ?

Pour comprendre cette interrogation, il est intéressant de rappeler des débats passionnés, amicaux et sincères entre un petit groupe de jeunes avec le Professeur Keng Vannsak. Nous avons rencontré le Professeur en 1990, l'année où on commençait à parler le plan de paix au Cambodge. Nous l'avons vu régulièrement pour discuter sur le passé, le présent et l'avenir de notre patrie. Pourquoi le Professeur Keng Vannsak ? Contrairement ce que l'on dit, il fût un radical, un anti-sihanoukiste primaire, un antimonarchiste, il était en réalité un démocrate, un intellectuel respectueux des Khmers et pétri de simplicité, un connaisseur de bon vin et l'art de table et un nationaliste convaincu et observateur engagé dans la vie politique de son pays. La séance de discussion était toujours terminée par une dégustation délicieuse de ses plats préférés, accompagnée sans doute de bon vin. Un souvenir inoubliable de peu de temps à l'échelle de sa vie que j'ai passé avec lui, mélangé de frustration et de complicité dans des débats interminables. Il y avait des moments durs car, le Professeur n'était pas tendu non plus à propos du Parti

républicain, dirigé par le Prince Sirik Matak et mon père pendant la période de la République khmère. Il était ouvert à toutes sortes de conversations et avait sans doute un rendez-vous avec l'histoire de son pays. À la tête du bulletin « Étudiant khmer », il s'était battu contre la monarchie de droit divin. Dans ses passions de jeunesse, il avait choisi le Marxisme comme lumière pour éclairer la voie de sa lutte contre la royauté et la féodalité. En effet, ce choix n'avait rien exceptionnel dans le milieu des jeunes intellectuels des pays du tiers-monde de l'époque. Petit à petit, il s'était aperçu que cette doctrine ne répondait pas à la nécessité de la société khmère. Une nouvelle voie à sa foi s'était ouverte dans sa recherche pour aider le peuple khmer à sortir de l'obscurantisme et du sous-développement. Elle est simple à comprendre : utiliser les fonds « culturel khmer » comme voie de réforme. Une thèse pour le doctorat a été rédigée ainsi, pour la mémoire des générations khmères présentes et futures. Il a été mis deux fois en prison par Sihanouk pour crime de lèse-majesté. Fatigué de vivre dans le mensonge du Sangkum, il se laissa de la politique et décida de se consacrer à la recherche sur la culture khmère et la littérature. Ce dégoût de la politique l'a transformé en poète dont les mots font vibrer le cœur des Khmers. D'infâme insinuation contre sa pensée sur la religion, on fait de lui l'archétype de l'anti-bouddhisme. Pour moi, je crois qu'il fût plutôt comme le Président Mitterrand qui confiait à Franz-Olivier Gisbert, journaliste et écrivain français, dans sa dernière interview pour la presse écrite : « Je suis plutôt agnostique, ce n'est pas faute de chercher, mais je ne sais pas ce que je crois. L'agnostique, ce n'est pas celui qui n'y croit pas. C'est celui qui ne sait pas s'il y croit ou s'il n'y croit pas ». En tout cas, le professeur Keng Vannsak n'était pas un anti-bouddhisme, Il était un homme qui sait réfléchir tout simplement sur le pour, le contre, l'utilité et la superfétation de cette religion à la vie moderne du pays. Il ne se sentait ni gauche, ni droite. Il était plutôt républicain national avec une « inclination progressiste ». Défenseur résolu de la République khmère, dont il était un des initiateurs principaux de la naissance de cette république dans l'entourage de Lon Nol. Pendant son vivant, il organisait

souvent des débats d'idées sur l'échec de cette république éphémère dans l'histoire du Cambodge. Il le faisait avec la rigueur intellectuelle qu'il mettait en toute chose, bataillant toujours sur le plan des idées. Solitaire, pendant son exil en France, mais déterminé dans son combat contre le totalitarisme dans toutes ses formes. Oui, je dois rendre hommage à un artiste en politique. Le peu de temps que j'ai passé avec lui m'a été vraiment utile, quoique j'aie beaucoup sans doute les points de divergences avec lui.

Nous cherchons à savoir sur quelles attitudes nos dirigeants doivent se comporter pour que nous puissions les qualifier de bons dirigeants. Les problèmes sont posés parce que la triomphe de la démocratie ne suffit pas en elle-même pour déterminer un bon fonctionnement du gouvernement d'un pays. C'est comme l'adoption du bouddhisme par un peuple, dont les principes de tolérance et de sagesse sont les maîtres mots, n'assure pas du tout que les dirigeants de ce peuple seraient tous tolérants et sages. Comme nous le savons tous que la démocratie est simplement une règle formelle et codifiée pour permettre à chaque peuple d'une nation de choisir librement ses représentants : Élections libres. Une fois élus, ces Représentants vont faire toutes sortes de lois pour d'une part fixer les règles de gouvernement, fondées sur les principes de séparations des pouvoirs (législatifs, exécutifs et judiciaires), et d'autre part pour cadrer les droits et les devoirs des citoyens. Toutes ces lois donnent-elles une garantie que le pays ait des bons dirigeants ?

En principe, oui, mais en réalité, tout dépend de chaque cité des citoyens ou une société policée dont la valeur de chaque individu est respectée par autrui. Cette société est fondée par la sagesse, le courage, la justice et la tempérance de ses membres. Et c'est sur cette valeur-là qui fait encore une fois de plus les différences entre les hommes bons et les bêtes. Cicéron, orateur et homme politique romain (106-43 av. J-C), écrivait dans son livre (Plaisir et Vérité) :

« Ces différences sont évidemment multiples, mais la principale, c'est que la nature a doté l'homme de la raison, laquelle a donné aussi à l'homme le désir de ses semblables auxquels l'unit une communauté de nature, de langage et d'usage, en sorte que parti d'un simple amour pour son entourage immédiat et les siens, cet amour se glisse plus avant et lui fait nouer des liens étroits avec ses concitoyens d'abord, avec la société civile de tous les mortels ensuite. Il se souvient désormais d'être né, comme Platon l'écrivait à Archytas, non pas pour lui seul, mais pour sa patrie, pour les siens, si bien qu'il ne garde qu'une part minime de son intérêt pour lui-même ».

Les Cambodgiens se posent toujours la même question depuis la nuit des temps : Quelles attitudes leurs dirigeants devraient se comporter pour qu'ils soient heureux ? Parce qu'ils constatent que le totalitarisme se triomphe facilement dans leur pays. Pourquoi ? Karl Popper, philosophe autrichien, exprime ceci : « Le succès des totalitarismes ne découle pas uniquement de la fluctuation des rapports de forces. Il repose sur une tendance permanente de la nature humaine, et il exprime un courant très ancien de la pensée d'autant plus dangereuse qu'il porte souvent le masque du progressisme. On ne saurait comprendre le totalitarisme, et donc le combattre, si l'on n'en déterre pas tout d'abord les racines intellectuelles ». (Extrait du livre de Jean-François Revel : Fin du siècle des ombres). Je laisse donc aux intellectuels khmers de renom de chercher à comprendre leurs racines intellectuelles.

Nous venons de constater pour qu'il y ait un bon fonctionnement du gouvernement d'un pays, il faut tenir compte sur deux choses : la qualité de la société et celle du dirigeant, c'est-à-dire « l'homme ».

La qualité du dirigeant :
Un dirigeant est d'abord un être humain avant tout. Il a sa personnalité qui fait la différence avec un autre être humain. Qu'est-ce que cette personnalité ? La personnalité est une histoire ; tournée

vers l'avenir et tirant son organisation du passé, elle s'affirme dans le présent comme un style particulier. C'est cette histoire unique qui rend le mieux compte en définitive de la formation des attitudes politique d'un dirigeant. Mettre l'accent sur l'histoire de l'individu, c'est évidemment souligner l'importance de l'apprentissage des rôles politiques.

M. **Boun Chanmol**, politologue khmer, s'étendait sur ce sujet dans son livre « les mœurs khmers », publié en 1973, dans lequel, il décrivait que ces mœurs reflètent assez souvent l'image de la personnalité des dirigeants de son pays. Bien entendu, l'auteur faisait partie des Khmers, qui persuadent que leurs compatriotes devraient réformer leurs mœurs : discerner les bonnes d'avec les mauvaises. Il recommande enfin que les dirigeants khmers devraient éviter d'avoir des attitudes nuisibles, c'est-à-dire : la vanité, l'inspiration des idées des autres, la méprise, de la peur, ou du défaut de courage, l'idée de revanchard, la médisance, la convoitise, l'acuité.

Théophrase à l'âge de cent sept ans, frappé de la maladie dont il mourut, regretta de sortir de la vie dans un temps où il ne faisait que commencer à être sage. Bien sûr, dans la vie de chaque homme, il y a beaucoup de choses inutiles, et qu'il y en a peu qui mènent à une fin solide. Dieu donne aux hommes une vie très courte dans l'espace de temps infini. C'est pourquoi, le Bouddha en quatre-vingts ans d'environ de vie se consacre trois quarts de son temps à méditer, à pratiquer et propager sa philosophie, non pas dans le but de sauver l'humanité, mais d'aider l'Homme à comprendre lui-même la vraie nature de la vie : la souffrance. Pour lui, le seul moyen pour en échapper, c'est de comprendre vite le pourquoi. On plaisante à moitié, que beaucoup de gens avaient attendu pour commencer à réfléchir sur le désir, la vanité, la médisance, la convoitise, l'acuité qui constituent quelques sources de souffrance, après leur mort. Et pourtant on sait qu'un homme n'était honoré sur la terre qu'à cause de sa vertu. Et la vertu, ça se construit pendant son vivant. Jean-

Jacques Rousseau écrit dans son livre « la Confession » : La jeunesse est le temps d'étudier la sagesse, et la vieillesse est le temps de la pratiquer.

Voilà le mot « Vertu », maître mot dans toutes les religions et les doctrines du bien des hommes. De l'antiquité à nos jours, les hommes continuent de parler et de croire à la valeur, à la richesse et à la puissance de la Vertu. Ici nous ne cherchons pas à connaître de la Vertu décrite par Socrate ou grandes philosophes du monde, mais quelques valeurs de base décrites dans la philosophe bouddhique : « Dans la vie des hommes, il y a cinq états d'âme salutaires : La vertu, la fois, l'énergie, la réflexion, le recueillement. La vertu est la base de tous les états d'âme salutaires : Facultés, Forces, Éléments de l'Intuition suprême, Voies, Méditations, Efforts, Conditions du pouvoir magique, Extases, Émancipations, Recueillement, Conquêtes spirituelles ». Jadis, pour expliquer à son Roi, Nâgasena, un moine bouddhiste de l'Inde dit ceci :

C'est en s'appuyant sur la vertu que l'homme sage, cultivant la pensée et la sagesse, que le moine fervent et prudent peut débroussailler cette brousse (de la vie). Voici la base, comme la terre est celle des êtres vivants ; voici la racine de tout progrès dans le bien ; voici le point de départ de tout l'enseignement du Bouddha : c'est le Code des règles de l'excellent Pâtimokkha[27] (Formulaire de la confession des moines).

Selon leur prophétie, les Cambodgiens attendent toujours leur rédempteur, nommé Preah Bat Thomeuk, qui viendra de nulle part pour leur libérer de leur malheur perpétuel. Ce messie devrait posséder les qualités parfaites pour bien réaliser sa mission. Cette

[27]Extrait du livre Milinda-Paňha – Edition Gallimard.

prophétie devient aujourd'hui pour eux un repère d'espérance. Ils savaient que Preah Bat Thomeuk devait être un être humain exceptionnel, menu, de petite stature, de peau blanche. Son aspect physique reflète son originalité sociale suivante : Menu : Il n'est pas riche ; Petite stature : Il émane du peuple, Peau blanche : Il est pur.

« Preah Bat Thomeuk, qui sera un être humain ayant une moralité suprême, une fois salutaire, une popularité retentissante, une intelligence savante et une compétence avérée ».

Ces cinq qualités citées nous offrent de multiple possibilité de raisonnements pour éclairer ou comprendre les attentes des Cambodgiens de la part de leurs dirigeants. Dans ces qualités citées, on trouve les mots soulignés suivants :

1. Une moralité suprême : c'est de la vertu ;
2. Une fois salutaire : c'est de la religion ;
3. Une popularité retentissante : c'est de la démocratie ;
4. Une intelligence savante : ce sont des savoirs ;
5. Une compétence avérée : ce sont des expériences.

En politique, il y a un système de valeur ou un nombre fini de combinaisons de valeurs pour donner une image à la personnalité d'un homme politique : Il y a six valeurs cardinales dans les tempéraments politiques : la vérité (type théorique), l'utilité (type économique), la beauté (type esthétique), l'humanité (type social), l'ambition (type politique) et le sens de l'unité (type religieux). Mais ce choix, souvent inconscient, traduit aussi la part de son appartenance tantôt le groupe familial, tantôt la classe sociale, tantôt

la communauté religieuse, ou même la communauté nationale. Il est un des éléments par lesquels un individu construit sa personnalité[28].

Quand on parle de l'esprit républicain khmer, je préfère tant de rappeler deux époques lointaines dans l'histoire khmère : Ta Trasak Peam (1290- 1340) et Sdach Kân (1512-1525). Ce n'est pas, parce qu'ils avaient monté sur le trône en tuant les rois, mais plutôt leurs esprits de réforme après leur avènement au pouvoir.

1. Ta Trasak Paem : Après son couronnement, plusieurs décisions étaient prises pour remettre le pays sur les rails du progrès. L'éducation nationale faisait partie de ses programmes politiques ambitieux : Il insistait les membres de sa cour, les fonctionnaires et tout le monde à étudier l'histoire du pays : par l'histoire, en interrogeant sa nature, sa naissance, son histoire, en le sachant dans ses origines ; par l'éducation, en développant cette nature, en lui donnant une nouvelle force, un avenir, en le faisant.

Selon lui, l'absence des repères d'ambition était une des causes de la chute de Moha Norkor (Grand pays). L'ambition, nous ne la retrouvons pas dans les guerres de conquêtes de territoire ou de pouvoir comme dans le temps des grands rois khmers, en tout cas, nous n'avons plus les moyens pour les faire, même pour reconquérir nos territoires perdus, mais nous la trouvons dans les connaissances ingénieuses de nos ancêtres : la maîtrise de l'eau, la valeur traditionnelle et la religion. Jadis, on a l'habitude d'expliquer tout par dehors, non par le dedans : « Ceci est venu du Siam ou de l'étranger, de la puissance ; ceci est venu des rois. Comme toujours, le plumage khmer ne vaut pas le ramage étranger ». Pour cela, Ta Trasak Paem

[28]Les attitudes politiques, Alain LANCELOT – Edition : Que sais-je ?

répondit : « Mais voyons donc, auparavant, si rien n'est venu de nous-mêmes, c'est-à-dire du peuple ». Le roi n'est plus un dieu sur terre, mais un dirigeant éclairé qui respecte les lois coutumières, auxquelles il doit se plier pour qu'il soit un Souverain bon. Le fondement du pouvoir monarchique est l'établissement de l'ordre humain, de l'ordre du royaume, à l'ordre cosmique. Le roi, pour mériter son titre, doit veiller à sauvegarder ce fondement. Il doit protéger son peuple, assurer le respect de l'ordre social fondé sur la division de la société en castes et en ordre. En un mot le roi doit se conformer aux règles du dharma, du droit, de la justice : Le roi qui négligerait de punir un coupable, semblable à celui qui condamnerait un innocent, irait en enfer. Cette conformité de l'action du roi au dharma implique tout d'abord des devoirs personnels : le roi doit pratiquer la vertu et notamment le contrôle de soi. Il doit régner avec justice[29]. Le caractère divin du monarque khmer pendant le règne de Ta Trasak Paem n'est plus qu'un fait historique. Il est mort avec l'absolutisme auquel il était lié et auquel il servait de soutien. Bien sûr, la personne royale reste certes sacrée. Mais le terme, pour identique qu'il soit, a changé de contenu avec le temps et l'esprit qui le pense, avec le milieu qui façonne et oriente cet esprit. En effet, le Roi n'était plus le maître du peuple, il est son représentant. Les Khmers ne sont plus sujets de Sa Majesté, mais des citoyens de leur pays. Dans l'avènement de Ta Trasak Paem, il y avait un progrès de la démocratie. Ce progrès n'est que le mouvement commencé marcherait de conséquence en conséquence à la restauration complète de tous les droits en souffrance dans l'humanité, depuis ceux des peuples devant leurs gouvernements, jusqu'à ceux du citoyen devant les castes. A. de Lamartine écrit dans l'histoire des

---

[29]La monarchie khmère, par Yvonne BONGERT – Edition : Société Jean Bodin.

Girondins : « Il y a des époques dans l'histoire du genre humain où les branches desséchées tombent de l'arbre de l'humanité, et où les institutions vieillies et épuisées s'affaissent sur elles-mêmes pour laisser place à une sève et des institutions qui renouvellent les peuples en rajeunissant les idées ». Issu du peuple, Ta Trasak Paem était bien placé pour guider ces réformes de l'esprit pour le progrès de l'humanité.

2. Sdach Kân : J'aimerais aussi parler ici du temps épique de Sdach Kân ou Srey Chétha, son nom de règne, car pour moi, ce temps était le symbole de la révolte populaire. Kân était un enfant du peuple, né d'une mère esclave, qui se rebellait contre le tout-puissant pouvoir monarchique. Il monta sur le trône et mourut à l'âge de 42 ans, après 14 années de règne notable dans l'histoire khmère. Il y avait l'esprit républicain chez Sdach Kân. Kân se proclama roi, parce que le mot république était inconnu dans les vocabulaires khmers de l'époque. Après son couronnement, il ordonna l'émancipation de tous esclaves. Il mena un vaste travail de rénovation du pays en transformant sa capitale en grand centre commercial de la région. Cette cité devenait très riche et, pour répondre au développement économique et aux transactions commerciales, il fit frapper monnaie en feuille d'argent et en or portant l'image d'un dragon. Pour Kân, une Nation puissante et riche n'est pas pour des dieux et une caste en petit nombre, mais pour l'ensemble du peuple. En faisant construire des temples fastueux pour les divins, afin qu'ils donnent leurs protections aux humains, n'est qu'une plaisanterie pour le petit peuple. Ces constructions ruinent les finances de l'État et créent la misère du peuple. En faisant construire des canaux pour irriguer les champs des paysans, ça c'est une réalité des humains. En faisant les deux en même temps, c'est une utopie. Une vraie richesse d'une nation, il s'agit sans doute que le grand nombre, c'est-à-dire le peuple qui puisse en profiter, pas le contraire. L'État crée des conditions aux développements, le peuple crée la richesse. Les deux marchent ensemble, parce qu'ils sont une « Nation ». Il faut donc éviter de placer l'idée de la puissance d'un pays au culte de l'Être

suprême, c'est-à-dire au Roi-Dieu, ce qui conduit bien vite à replacer l'idée du progrès hors du peuple. Il faut comprendre que l'héritier d'une Nation, n'est pas la royauté, mais le peuple. Les rois meurent, mais le peuple reste. Nous savons qu'au début de l'histoire khmère, la royauté avait été peuple, mais devenue féodalité, elle se transformait en dieu terrestre. La rupture avec l'ancien régime, selon Sdach Kân, était une nécessité pour le salut du peuple khmer : « Je ne fais pas la révolution, dit Kân, mais la fondation d'une nouvelle nation dont le peuple est roi ».

Nous constatons que les deux rois-peuple prônaient la rupture avec l'ancien régime monarchique khmer, mais est-ce qu'ils avaient les moyens pour faire bouger la mentalité millénaire d'un peuple qui avait pour l'habitude de vivre dans la servitude. Cette question est excellente, parce que depuis la nuit des temps, le peuple khmer vivait dans la souffrance, peut-être il s'était oublié lui-même. Dans l'histoire du Cambodge, on ne parle que les rois et la gloire du temple d'Angkor. Aujourd'hui encore, on peint le prince Sihanouk comme un réel personnage dans la vie politique khmère : Ö le Grand Roi, vous gouvernez le Kampuchéa et l'ordre règne. Qui donc veut prendre votre place uniquement pour le renom ? Le renom n'est que le valet du réel, personne n'en veut pour le renom. Tchouang-tseu dit[30] : « Le troglodyte qui construit son nid dans la forêt n'occupe qu'une branche ; le tapir qui boit au fleuve ne demande qu'à remplir son ventre. Restez tranquille, Seigneur, à votre place. Je ne saurais que de vos sujets vivants dessous le ciel ». Le réel du prince Sihanouk est sans concurrent, le réel de Pol Pot est détresse et le réel du peuple est souffrance. Dans le pays de démocratie, on ne veut pas de cette vérité-là. Tchouang-tseu dit encore : « L'homme parfait est

[30] Grand maître taoïste, naquit en 360 av. J.C., mourut en 286 av. J.C.

sans moi, l'homme inspiré est sans mérite ; l'homme saint ne laisse pas son nom ».

Les forces du pays

Nous avons dit pour qu'il y ait un bon fonctionnement du gouvernement d'un pays, il faut tenir compte sur deux choses : la qualité de la société et celle du dirigeant. Nous avons déjà parlé de « homme bon » qui devrait être « Preah Bat Thomeuk », le messie attendu des Khmers. Il nous reste à examiner sur la qualité de la société. Avant et après la chute du Prince Sihanouk, comment se composait cette société ?

On répète sans cesse que le monde bouge, mais est-ce que la société khmère change-t-elle ? Nous savons que le monde de changement est un monde de turbulences dans lequel il est souvent difficile de trouver des points fixes auxquels s'accrocher. En ce qui concerne la société khmère, il y a deux analyses qui sont diamétralement opposées ; l'une est faite par la gauche et l'autre est faite par des pragmatistes khmers.

Le premier groupe dit toujours que la société khmère n'est jamais changée depuis la nuit des temps. Son argument est basé sur l'état de pauvreté du peuple khmer depuis toujours. Un constat alarmiste et triste avec un poème à l'appui : « Naître par les larmes, grandir par la faim, avec comme seul bien : la pauvreté, et la maladie comme compagnon – soutien jusqu'à la mort afin d'endurer le même destin : vivre en tant qu'esclave des groupes de parasites – à cause de l'Administration Royale – de ces « Personnalités Ego » égorgeant les Khmers – le Peuple aimant sa Patrie ».

Le deuxième groupe dit le contraire. Depuis 1947, les hommes au pouvoir faisaient bouger la société khmère en fonction de leurs intérêts politiques : De la royauté absolue, à la monarchie

constitutionnelle. Cette évolution pousse évidemment la société khmère à changer pour le meilleur et pour le pire.

Pour savoir un peu plus sur les imbrications de ces deux différentes analyses, il est intéressant pour nous de connaître les différentes composantes de la société khmère avant et après la chute du Prince Sihanouk en 1970.

Les différentes composantes de la société khmère.

- Le Roi ;
- Les partis politiques ;
- La Famille royale ;
- Le clergé bouddhiste ;
- Les intellectuels ;
- Les étrangers ;
- Les petits peuples (Reastr).

Le Roi : Le caractère divin du monarque khmer après la promulgation de la Constitution, le 16 mai 1947, était mis sous silence. La personne du roi reste certes sacrée. Mais le terme, pour identique qu'il soit, a changé la nature dans l'esprit des démocrates khmers. Il signifie tout simplement que la personne du roi est soustraite de par son irresponsabilité aux luttes partisanes et qu'en aucun cas, du fait même de cette irresponsabilité, il ne saurait être l'objet de controverses et des critiques. En définitive, l'inviolabilité et le caractère sacré de la personne royale apparaissent comme la contrepartie de son activité limitée à celle qu'il est convenu d'appeler l'activité d'un monarque parlementaire, et dont la responsabilité, tant qu'est observée cette limite, est endossée par le gouvernement. Pour cette raison, nous ne voyons pas comment le Roi pourrait intervenir dans les conflits politiques entre les partis ou personnalités politiques. La moindre intervention du Roi dans ce terrain, pourrait interpréter par la partie perdante, même elle est dans son tort,

comme une intervention partisane. Elle fait perdre donc le caractère sacré de la personne du Roi, parce qu'elle devienne critiquable.

La fin de l'omnipotence royale constitue un progrès considérable de la démocratie dans l'histoire khmère. Elle est au bénéfice de la loi et indirectement du peuple. Philippe PRESCHEZ, dans son essai[31], ne voyait pas cette évolution comme un progrès de la démocratie khmère : La constitution de 1947 est l'œuvre de la jeune élite khmère désireuse d'accéder au pouvoir, a profité des circonstances pour rédiger une charte en sa faveur. En introduisant d'emblée au Cambodge le système parlementaire, sans tenir compte du degré réel d'évolution du pays et des limites que les représentants cambodgiens à la Commission d'Études Franco-Khmères avaient estimées nécessaires, le Parti Démocrate marquait sans doute son désir très réel de donner au peuple cambodgien une armature permettant d'évoluer. Mais la constitution de 1947 est également « une constitution de parti », « l'œuvre d'une nouvelle caste de privilégiés (Jean Larché). L'auteur rajoute : Passe encore d'instituer un système calqué sur la constitution française de 1946 dans un pays n'ayant jamais connu de vie politique démocratique, si c'était le moyen de confier le pouvoir à un parti dominant. Ce qui est grave, c'est de méconnaître la force du sentiment monarchique au Cambodge où le prestige de la monarchie est plus immense que dans toute autre royauté.

Ici, je voudrais bien débattre avec M. Philippe PRESCHEZ et Jean LARCHE, parce qu'ils représentaient la thèse officielle de l'État français de 1947. Cette thèse devenait une récitation pour la jeunesse khmère durant les années de pouvoir du prince Sihanouk.

---

[31] Philippe PRESCHEZ : Essai sur la démocratie au Cambodge, publié en 1961 dans la revue Fondation nationale des sciences politiques – n° 4.

Il faut noter que le Parti démocrate avait fixé comme objectif dans son programme politique : l'indépendance nationale. Cet objectif était mal vu par le gouvernement français de l'époque.

La monarchie était-elle une force politique ?

Le Prince Sihanouk était la personne mieux placée pour savoir que la monarchie ne fût plus une force politique pour le pays. Les victoires du Parti démocrate aux élections législatives du 1er septembre 1946 et du 9 septembre 1951 lui faisaient réfléchir, parce que ces victoires auront favorisé la progression de l'esprit républicain dans le Royaume. Il faut savoir que le nom en khmer du « Parti démocrate » est menaçant pour la monarchie. Il signifie textuellement en français :

« Le parti du peuple souverain ». Conscient de la progression de la force populaire, le 15 janvier 1953, deux jours seulement après la dissolution l'Assemblée nationale, le Prince profita des imprécisions des articles 9 et 10 de la constitution sur la notion de Nation en danger pour proclamer cette mesure au profit du gouvernement qu'il dirigeait depuis le 15 juin 1952, dont le Prince Sirik Matak était Secrétaire d'État à la Défense nationale et Sim Var était Ministre de l'Économie nationale. Saisi le terme de l'indépendance nationale » du parti démocrate qui était très populaire, le Roi Sihanouk lança, le 28 juin 1953, la force vive du pays pour revendiquer à la France de l'indépendance totale de son Royaume. Le 8 novembre 1953, celle-ci a accordé au Cambodge son indépendance. Cet acte donna une grande popularité au Roi Sihanouk pour avoir obtenu l'indépendance sans verser de sang. Il rentra dans la capitale, après son exil volontaire à Siem Reap, où il était accueilli en héros national. Étant sûr de sa popularité, le Roi Sihanouk abdiqua en faveur de son père, le 3 mars 1955, pour se consacrer à plein temps à la politique. Keng Vannsak disait que Sihanouk a abdiqué afin de disposer de temps pour mener une campagne de terreur. Le 6 avril de la même année, le Prince Sihanouk fonda un mouvement politique, appelé « Sangkum Reastr Niyum » (La Communauté Socialiste Populaire).

Tous les partis politiques de tendance de droite votèrent des résolutions pour rejoindre le Sangkum, sauf ceux de la gauche, le Parti Démocrate, dont Keng Vannsak était le Secrétaire général, et le Parti Pracheachun (Parti du Peuple). Aux élections législatives du 11 septembre 1955, le Sangkum gagna la totalité des sièges à l'Assemblée nationale (91 sièges). Il connaît son acmé entre 1955 et 1965 environ.

Les partis politiques : Les partis politiques aux élections législatives de 1955 étaient : À droite, quatre partis : Parti libéral, parti de la rénovation, le parti le Nord-Est Victorieux et le parti de redressement national. Ces partis menaient la lutte en commune, faisaient front au sein d'un organe unique : le « Khémara Saha Pak » (Coopération des partis khmers). Le chef de file était le Parti libéral, deuxième force politique par le nombre d'influences. À l'extrême-droite, le Parti démocrate-national prenait pour slogan : tout pour et par le trône. Au centre, le Parti démocrate, première force politique, tentait de jeter un pont entre les extrémistes, jouait le jeu constitutionnel à tout prix, refusait des alliances trop précises entre adversaires. À l'extrême-gauche, le Parti Pracheachun avait une réputation de parti révolutionnaire. Ces partis se regroupaient en trois grands groupes d'idéologie : Un groupe de droite réunissant cinq partis nationaux augmentés des « démocrates » sincères. Un groupe central, comprenant le parti démocrate et probablement le mouvement de Son Ngoc Thanh. Ce mouvement était connu sous le nom « Khmer Thmey » (Nouveau khmer), qui reste royaliste et anticommuniste par essence, réclamant l'application intégrale de la Constitution et le libre choix du peuple. Un groupe extrême-gauche, violent et brutal, cachant avec peine ses tendances communisantes, non-conformiste à tous crins.

Parlons du Parti démocrate, première force politique du pays. Le dimanche 30 janvier 1955, deux mille démocrates, membres et délégués, ont élu le nouveau comité directeur, le comité d'élections. On prévoyait l'élection d'une liste hybride, réunissant les noms de

personnalités gouvernementales prudentes et de partisans de Son Ngoc Thanh. Ce fut, au cinéma Lux, un coup de théâtre : à l'exception de S.A. Norodom Phurissara et l'ancien président Svai So, le nouveau comité directeur présente un visage entièrement neuf. Les votes, tous acquis à une forte majorité, ont porté sur l'estrade sept inconnus, pour la plupart « retour de France » et collaborateurs étroits du journal « Sammaki » (Union). Aucun homme de Son Ngoc Thanh ne figure sur la liste de ces douze membres. Dire que sept des membres élus sont communistes serait allé trop loin. Ces sept, dont Keng Vannsak faisait partie, étaient de gauche progressiste de tendance républicaine. À partir de cette date, le parti démocrate se glissa vers la gauche progressiste. Ce glissement provoqua la démission des cadres du parti, des « démocrates » du centre, pour rejoindre les rangs du Prince Sihanouk. Beaucoup de ces transfuges occupaient régulièrement certains postes ministériels. Quant à Son Ngoc Thanh, se voyant distance sur sa gauche, coupa définitivement le pont avec le Parti démocrate. Il faut noter que Son Ngoc Thanh prenait le maquis depuis mars 1952, quelques mois après son retour exilé forcé en France, le 31 octobre 1951, où il fit sa licence en Droit (à Poitiers).

Après la victoire du Sangkum Reastr Niyum aux élections législatives du 11 septembre 1955, le front de gauche se brisa en trois courants : extrême-gauche qui était l'embryon du parti communiste khmer, la gauche progressiste, au sein de laquelle se regroupaient des anciens « démocrates » des progressistes, la gauche des socialistes, au sein de laquelle se regroupaient des jeunes intellectuels. Ces trois courants avaient différentes stratégies dans leurs combats politiques : L'extrême-gauche opta la stratégie de lutte armée pour abolir la monarchie ; la gauche des progressistes choisit la voie du silence pour attendre le jour meilleur, la gauche des socialistes chercha à faire progresser la voie socialiste par la cohabitation avec le Prince Sihanouk. Cette gauche des socialistes, constituant l'aile gauche du Sangkum, qui ripait au fil des temps vers le Maoïsme.

Après la chute du Prince Sihanouk, le 18 mars 1970, ces forces politiques se réveillaient ou saisissaient cette aubaine pour reprendre leurs luttes politiques. Je me pose la question, est-ce que les partis politiques khmers étaient-ils des forces organisées ?

La famille royale : En 1960, il y avait plus de 400 princes juridiquement susceptibles d'accéder au trône. Parmi eux, les hiérarchies juridiques, selon leur degré de filiation par rapport au dernier roi régnant, et les hiérarchies sociales, selon l'origine de leur mère et leur fortune, limitaient certes considérablement le cercle des Princes utiles au regard de la succession[32]. Prenons l'exemple de la vie conjugale du Prince Sihanouk pour comprendre la complexité de la famille royale. Le Prince avait six épouses, huit fils et cinq filles :

- Néak Monéang Kanhol (1920-1968), dont deux enfants : Princesse Buppha Devi (1943), Prince Ranariddh (1944) ;
- Princesse Sisowath Pongsanmoni (alias Maong) (1929-1974), dont six enfants : Princes Yuvanath (1943), Ravivong (1944), Chakrapong (1945), Princesse Kantha Bopha (1948), Prince Khemannourak (1949) et Princesse Botum Bopha (1951) ;
- Princesse Sisowath Minikessan (alias Daung) (1929-1946), dont un enfant : Prince Naradipo ;
- Mâm Manivan Phanivong (origine laotienne) (1934-1975), dont deux enfants : Princesses Sucheat Vatthya (1953), Arun Rasmey (1955) ;
- Princesse Norodom Thaveth Norleak (1927), sans enfant ;

[32] Philippe AYRIVIE, la République khmère, structures constitutionnelles et réalités politiques : Thèse pour le Doctorat en Science Politique, présentée et soutenue en mai 1975 à l'Université des Sciences Sociales de Toulouse.

- La Reine Samdech Preah Reach Cheayea (1936) (Alias Néak Monéang Monique), dont deux enfants : Princes Sihamoni (roi actuel) (1953), Norindrapong (1954).

Aux élections législatives du 1er septembre 1946, il y avait toujours un prince à la tête des principaux partis politiques : le Prince Sisowath Yuthivong (Parti démocrate) ; le Prince Norodom Norindeth (Parti Libéral) ; le Prince Sisowath Sirik Matak (Parti rénovation khmère) ; le Prince Norodom Montana (Parti Progressif).

Nous examinons l'état de la famille royale khmère. Nous pouvons classer les membres de la famille royale en trois groupes : Preah Nheat Vong (Auguste Parentèle) ; Preah Vong (Auguste descendance de filiation patrilinéaire) ; Preah Reach Vongsanouvong (Auguste membres lignages royaux).

Preah Nheat Vong (Auguste Parentèle) : Ce cercle le plus large de la parenté royale effective se constitue sur une simple base naturelle, celle de la filiation bilatérale (par les hommes et par les femmes) des Rois, officielle et officieuse (le concept de « bâtardise » n'ayant ni les mêmes implications exclusives qu'en Occident). Ces descendants forment les Preah Nheat Vong (Auguste Parentèle).

Preah Vong (Auguste descendance de filiation patrilinéaire) : Ses membres, globalement identifiés par ce titre, sont individuellement distingués par un appellatif de courtoisie : « Khun » pour les femmes, et « Kaev » pour les hommes, également utilisé pour désigner les descendants de Princesses avec un roturier.

Preah Reach Vongsanouvong (Auguste membres lignages royaux) : Au sommet généalogique de cette « Auguste Descendance » se détache enfin le groupe des détenteurs de droits à la couronne qui forment les « Augustes Membres des Lignages Royaux », les « Princes » (Ksatra) et « Princesses » (Ksatrev), nommés en groupe par le doublet sexué « Ksatra-Ksatrev » (Princes-Princesses). Le

critère de définition de ce groupe est celui de la proximité généalogique avec le Roi, organisée en une hiérarchie décroissante et limitée de rang, qui est en principe fonction du nombre de générations qui sépare du trône, source des rangs. Le potentiel d'appartenance à la maison royale est ainsi comme un capital partagé à chaque succession. L'échelle ne comporte que trois rangs qui sont, par ordre décroissant :

- Le premier rang, « Preah Ang Machas », approximativement « Auguste Personne » touchant à l'aînesse est l'apanage théorique des Enfants du Roi. Du temps de Protectorat, on avait pris l'habitude de les présenter sous un titre de convention, probablement de modèle anglais, celui de Duc. Après l'indépendance, ces princes ou princesses portent le titre d'Altesse Royale.
- Le deuxième rang, titré « Neak Ang Machas » pourrait se traduire par la « Personne touchant aux Augustes et Personnes touchant l'Aînesse ». Ce sont, au départ, des « petits-enfants » du Roi en ligne masculine. Le Protectorat leur avait attribué le titre de convention de Comte. Après l'indépendance, ces princes ou princesses portent le titre d'Altesse.
- Le troisième rang, titré Neak Ang Rajavong, pourrait se traduire empiriquement par « Ultimes Princes de la Maison Royale ». C'est, au départ celui des « arrière-petits-enfants » du Roi. Le Protectorat leur avait attribué le titre de convention de vicomte. Après l'indépendance, ces princes ou princesses portent le titre d'Altesse.

Au-delà, de ce troisième rang, c'est-à-dire à partir des « arrière-arrières petits-enfants », on n'est plus titré car il est considéré que l'on ne possède plus de capital royal. On est un simple Preah Vong.

Il faut noter qu'au cours de l'élaboration des projets de la Constitution de 1947, l'Assemblée Constituante a refusé d'accorder un statut particulier aux membres de la famille royale. Le Roi Norodom Sihanouk est intervenu à deux reprises pour faire adopter un article 6 en vertu duquel « sauf dérogations prévues par le Roi en faveur des membres de la Famille Royale, tous les Cambodgiens sont

égaux devant la Loi et jouissent également des droits civils et politiques. L'Assemblée constituante a rejeté cet article. Mais ce refus n'a en rien changé l'état de fait existant : les princes et les membres de la famille royale continuent de jouir d'un statut particulier[33](3). D'où la présence des princes à la tête des partis politiques. Ces amphitryons princiers sont pour le parti politique une façon de tenir la dragée haute à ses concurrentes. Les Princes servaient surtout de blason à une légitimité traditionnelle, de figure de prestige, qui agitait en tant que force d'appoint et non pas en tant que composante essentielle du Parti.

Nous savons que le refus des Constituants à la proposition du Roi Norodom Sihanouk était motivé par les arguments suivants : En politique, les Princes et les membres de la famille royale, ne devraient ni défendre, ni profiter de leur statut particulier : « On ne pouvait pas être à la fois demandeur des voix du peuple et maître du peuple, et quand un prince descend dans l'arène politique, il devait accepter tous les coups de son adversaire, et vice-versa. Ceci s'appelle la démocratie. Si les membres de la famille royale voulaient avoir un statut particulier, il faut qu'ils renoncent à la vie politique ». Le Roi Norodom Sihanouk n'a pas répondu à cette offre.

Le clergé bouddhiste : En apparence, il est apolitique et monarchiste inconditionnel. C'est la cléricature qui empêche les moines de faire la politique car, la politique, c'est la vie quotidienne de l'Homme. Or le Bouddha demande aux moines de renoncer à la vie de l'Homme pour le Néant. Les liens entre le clergé bouddhiste khmer et la monarchie sont millénaires. Le Bouddha était fils du Roi. Il faut savoir que les moines khmers voient le Bouddha d'abord comme un prince

---

[33] (3) *Phung Ton, La crise cambodgienne, Thèse pour le Doctorat, présentée et soutenue le 19 mai 1954 à l'Université de Paris, Faculté de Droit.*

royal, ensuite comme un maître spirituel. Cela se crée un lien sentimental étroit entre la royauté et le clergé bouddhiste khmer. Quant au lien du clergé bouddhiste avec le Prince Sihanouk, selon Charles Meyer, « la collaboration entre le clergé et Sihanouk ne fut jamais acquis. Le clergé se refusait au rôle de soutien du régime sihanoukiste, on ne peut cependant pas dire qu'il participa activement à sa destruction »[34]. Quant à l'aspect apolitique des moines, nous sommes sceptiques car, nous souvenons bien qu'en 1942, beaucoup des moines ont participé à la manifestation anti français. La réserve du clergé bouddhiste après la chute du Prince Sihanouk au nouveau régime sera aussi marquée que celle dont il avait témoigné à l'encontre du Prince, nous avons constaté cependant qu'il y avait beaucoup des moines qui ont quitté leur froc pour leur treillis de conseiller politique de l'armée.

Les intellectuels : On dit, on n'est jamais un intellectuel par statut et toujours un intellectuel pour quelqu'un. Qu'est-ce qu'un intellectuel ? L'une des approches plus stimulantes en la matière demeure celle de Raymond Aron[35](5) qui se proposait de définir l'intellectuel au moyen d'une double échelle d'intensité : l'une fondée sur la polarité efficacité-culture, l'autre sur la polarité imitation-création. Dans ce cas précis, sont classés au premier rang les écrivains, les savants et les artistes ; au deuxième rang, les professeurs, les chercheurs et les critiques ; au troisième rang, les vulgarisateurs ou journalistes ; au quatrième rang, les praticiens ou ingénieurs. Ce schéma d'analyse offre l'avantage de ne pas imposer de limites trop contraignantes à la sphère des intellectuels et de ne pas subordonner leur définition à une grille préétablie (strate, couche ou classe sociale). Pascal ORY ne partage pas entièrement cette

[34] Charles Meyer. Derrière le sourire khmer. Edition Plon (1971).
[35] Ramond Aron, philosophe français.

approche. Voici sa formule : « Un professeur d'université qui reste cantonné dans sa spécialité ou un écrivain (dramaturge, poète ou autre) qui se contente de publier ses écrits, de fonder une revue ou de diriger une collection n'ont pas de raisons particulières d'être inclus dans cette investigation (champ d'intellectuels), sauf s'ils interviennent d'une manière ou d'une autre dans le débat civique. De même, un artiste (peintre, musicien, chanteur, metteur en scène, etc.) qui accomplit son travail dans le seul cadre de son domaine de prédilection n'a que fort peu de chances d'être assimilé à un intellectuel s'il ne quitte pas les rives de la création. Un expert en économie qui devient conseiller d'un ministre ou un haut fonctionnaire qui devient homme politique échappe pareillement à notre propos »[36].

Au Srok Khmer (Pays des Khmers), il y a deux noms en khmers pour désigner les intellectuels : Neak Chès Deug (Personne qui possède les savoirs et les expériences), Pâgna Vorng (Les diplômés de l'enseignement supérieur). Les deux catégories sont en général des fonctionnaires. Ils sont difficiles à cerner et à séparer de la catégorie des fonctionnaires dans laquelle ils sont généralement intègres et très hostile à Sihanouk et à la Monarchie. Beaucoup sont attirés par le marxisme. D'autres ont ramené d'Europe où ils ont poursuivi leurs études un attachement profond au libéralisme politique et à la liberté d'expression. Enfin il y a la grande masse des petits intellectuels, professeurs de secondaire ou instituteurs, héritiers de l'idéologie du Parti démocrate, parfois adepte du Parti Pracheachon, toujours violemment hostiles à Sihanouk. Au Cambodge, les intellectuels sont classés en trois catégories : À la première catégorie, les diplômés des grandes écoles ou universités prestigieuses des pays occidentaux, en particulier la France, les professeurs d'universitaire.

---

[36] Extrait du livre des intellectuels sous la Ve République. Edition Pluriel.

À la deuxième catégorie, les diplômés des universités nationales. À la troisième catégorie, les professeurs secondaires et les instituteurs. Curieusement, les professions libérales (médecins, pharmaciens, dentistes, avocats, etc.) n'ont que fort peu de chances d'être considéré comme un intellectuel. Probablement, parce qu'ils ne soient pas des fonctionnaires.

Les étrangers : Parmi les étrangers qui habitent le Cambodge, deux minorités ethniques ont l'importance numérique et sociale qui mérite de retenir notre attention :

1. **Les Chinois** : En 1970, le nombre des Chinois était estimé à 500 000 habitants. Ils étaient répartis, d'après leur origine géographique, en cinq congrégations (Canton, Triêu Chau, Fou Kien, Haïnam et Hakka). En 1950, à Phnom-Penh comptait déjà 218 000 Chinois qui représentaient presque la moitié de la population de la capitale. On pourrait dire que Phnom-Penh était une ville chinoise. Ils avaient leurs propres écoles et leurs journaux. À leur arrivée, ils étaient presque tous pauvres. Au début, ils vendaient des bouteilles, des gâteaux, des cacahuètes. Au fil des années, on les voit derrière un éventaire et des fourneaux montés sur quatre roues qu'ils poussaient ou installaient à un endroit fixe sur le bord du trottoir. Ils devenaient alors limonadier ou marchands de soupe. Dix ans plus tard, on les voit dans des grandes boutiques : Bijouterie, boucherie, restauration, hôtellerie, import-export, etc. Ils avaient l'exclusivité de commerce de gros, de demi-gros et de détail, de transport et de l'artisanat. Le Protectorat français leur fut à tous égards profitables. Il leur accordait un statut spécial, c'est-à-dire, il les avait soustraits à l'autorité khmère. Fortune faite, un certain nombre d'entre eux s'en retournaient à leur pays natal. Ceux qui continuaient à rester au Cambodge n'y gardaient pourtant pas beaucoup d'argent pour aider à développer l'économie nationale. Ils envoyaient une grande partie de leurs gains, d'une façon licite ou non, en Chine. Il y avait aussi beaucoup de Chinois ont choisi de s'établir définitivement au Cambodge. Ils se sont très vite assimilés aux habitants du pays. Ils

ont épousé les femmes khmères. De cette union sont issus les sino-khmers. En 1970, le nombre estimé est à plusieurs centaines de milliers de Khmers qui ont une origine chinoise plus ou moins lointaine. Pour eux, le Cambodge n'est autre que leur propre pays. Jusqu'en 1975, la plupart d'entre eux occupaient les postes les plus élevés du pays aussi bien dans le gouvernement que dans l'administration.

2. **Les Vietnamiens** : Au début de 1970, ils étaient déjà plus de 450 000. On les trouve partout, aussi bien dans les villes que dans les villages le long des berges du Mékong. Dans la province de Kandal, les Vietnamiens constituaient les deux tiers de la population. À Prey Veng les quatre cinquièmes. Comme les Chinois, ils étaient venus presque tous pauvres, mais ils possédaient déjà des qualifications qui n'existaient pas au Cambodge : Cordonniers, tailleurs de cuir, tailleurs de vêtements, coiffeurs, photographes, mécaniciens, maçons et menuisiers, pêcheurs. Au fil des années, ils monopolisaient les secteurs cités ci-dessus. Moins fortunés que les Chinois, ils ont fait souche au Cambodge, mais ils ne s'agrègent pas à la société khmère. Ils vivaient en groupes fermés à quelques encablures des villages khmers.

Les autres étrangers : Ils sont peu nombreux : Les Chams, les Malais, auxquels il faut adjoindre les Afghans, parce qu'ils sont tous musulmans, possédant leurs mosquées. Vivant groupés dans les petits villages des berges, ils en général, pratiquent la pêche, élèvent des bœufs, buffles, vaches, les chèvres pour leur consommation personnelle. Il est ici intéressant de remarquer qu'Afghan se distingue bien des Chams et Malais par sa taille plus grande et par sa force. Il est très recherché pour occuper des emplois de gardiens de nuit. Il y a aussi des Indiens de type dravidien à la peau noir et cheveux un peu frisés. On les rencontre seulement dans la capitale. Ils sont souvent riches et gros propriétaires de magasins de soierie, de cotonnade, de tissus importés, de toile de drap et de tapis. Ils mènent chez eux une vie patriarcale, renfermés. Ils ne se marient

qu'entre eux. Enfin, il y a aussi des Européens en petit nombre insignifiant. Il n'y a plus grande chose à dire sur eux.

Le peuple khmer : Deux façons pour l'appeler : Reastr ou Pracheachon. Le mot « Reastr » évoque toujours une notion de classe sociale dans la société khmère. Il y en a trois : la famille royale, les Montrey (dignitaires et fonctionnaires) et les Reastr (petit peuple). Quant au mot « Pracheachon », il est inventé par la gauche après l'indépendance. Le rougeoiement du mot « Pracheachon » a une connotation du mot français « Citoyen » ou « personne souveraine ». C'est un mot politique et révolutionnaire. Le premier parti politique de tendance communiste était appelé « Parti Pracheachon ». Le Prince Norodom Sihanouk rechigne d'employer ce mot, c'est pourquoi, il préférait utiliser le mot Reastr pour son mouvement politique « le Sangkum Reastr Niyum ». Au sein de la population, 80 % sont des paysans, appelés en khmer « Neak Sré » (la personne qui cultive du riz). Les citadins méprisent les paysans, parce qu'ils les voient comme des « Manuels » et des « personnes d'indigence ». Quand ils veulent reprocher à leurs enfants ou à quelqu'un qui se conduisent d'une façon opposée à leurs goûts, ils les traitent sur un ton persifleur de « Neak Sré » : « Tu fais comme Neak Sré ». Les paysans sont en général pauvres. Ils maudirent eux-mêmes, parce que leurs conditions de travail sont extrêmement pénibles pour un peu de gain. Les paysans sont, pour la plupart, propriétaires de leur terre. Ils les exploitent directement. Ils n'ont pas de redevance à verser (dîme), ni de charges à acquitter (corvée) car il n'existe pas au Cambodge de propriété féodale. Les Grands propriétaires sont peu nombreux. Cependant, à partir de 1963, la grande propriétaire connaît un essor considérable grâce à l'introduction de tracteurs, pompes à moteur, et au bas prix du gas-oil. Ces grandes propriétés appartiennent à des sociétés étrangères, à des fonctionnaires ou à des commerçants chinois qui emploient des ouvriers agricoles. En 1970, la superficie totale de la surface cultivable était de l'ordre de 250 000 hectares, divisée en petites propriétés de 0,5 ha par famille. Les paysans aisés possèdent

jusqu'à 2 ha, mais ils sont peu nombreux. Les fermiers sont rares. On ne les trouve guère que dans la province de Battambang, exploitent des terres de « grands propriétaires ». Mais nombreux sont les métayers sur les terres des berges. Ceux-ci exploitent généralement les terres de personnes incapables, par exemple des veuves ou vieillards sans enfants ou handicapés, auxquelles ils donnent, à la fin de la récolte, la moitié du revenu de la terre et ce, pour compléter leur propre propriété. Il existe aussi des artisans, pourtant en petit nombre : forgerons, potiers ou grimpeurs de palmiers à sucre. On les trouve dans les provinces de Takeo, Kompong Speu, Kandal.

Dans sa thèse pour le doctorat, Philippe AYRIVIE écrit :

« Pour les uns, à partir de 1967, les paysans ont commencé à basculer dans la révolution contre une autorité qu'ils identifient mal. Encadrés par les Communistes, ils sauront au moment voulu convertir leur rébellion anti-sihanoukiste en guerre à Lon Nol ».

Pour d'autres, le paysan khmer ne voit guère au-delà du cercle de son hameau. Le mandarin est toujours pour lui un symbole d'oppression et d'exploitation, qu'il agisse au nom de Sihanouk ou d'une autre autorité. Il supporte, mais il n'est pas prêt à se battre pour un régime, quel qu'il soit. La seule autorité qu'il reconnaisse est celle des bonzes et de la pagode : nous avons déjà dit qu'elle ne jouait pas explicitement en faveur de Sihanouk.

D'autres enfin, soulignent le peu d'évolution politique des campagnes et le traditionalisme monarchique des masses paysannes pour lesquelles le Roi reste un être d'essence divine et le protecteur tutélaire contre les abus des mandarins.

Il est difficile de choisir entre ces analyses qui ont toutes peut-être une part de vérité. Ces différentes attitudes coexistaient certainement de façon latente dans les dernières années du pouvoir

sihanoukiste. Elles allaient se révéler de façon éclatante et contradictoire au lendemain de la déposition du Prince. C'est la suite des évènements, le comportement des deux partis, qui allaient rétroactivement valider la thèse de la fidélité monarchique. C'était sans doute celle aussi qui répondit le mieux à la réalité ». (Sic).

Je viens décrire succinctement la présence des forces vives du pays à la veille de la chute du Prince Norodom Sihanouk. Comment ces forces auront agi vis-à-vis du nouveau régime ? Je parlerai de la trame de l'écheveau d'une intrique du nouveau régime dans le prochain numéro. La suite de ce récit n'est pas le nouveau sésame susceptible d'ouvrir toutes les portes de vérité.

Par Sangha OP
17 novembre 2011

Troisième Partie

La guerre et la république

La guerre

Le 29 mars 1970, les forces Viêt-Cong déclenchèrent les attaques contre l'armée khmère sans déclaration de guerre, à partir de leurs bases dans le territoire khmer, dans la région Nord, Nord-Est pour soutenir leur guerre contre les Américains au Sud-Viêtnam, et s'emparèrent de quatre provinces : Stung Trèng, Kratié, Rattanakiri et Mondolkiri. La réaction de Lon Nol, Commandant en Chef des Armées, fut immédiate ; Appel à la mobilisation de toutes les forces vives du pays pour sauver la Nation en danger, chasser les envahisseurs Viêt-Cong hors du territoire khmer. La guerre est donc là, imposée par les Viêt-Cong dont Lon Nol a relevé le défi. La population a répondu « Oui » à ce défi en se présentant en masse, pour participer avec l'Armée, dans la lutte nationale pour chasser les envahisseurs. Je me rappelle encore, il y a eu un enthousiasme d'apparence sincère électrise dans des différents centres de recrutement de l'Armée. Lon Nol ne fut pas déçu car, les recrues se présentèrent en grand nombre à Phnom-Penh. En quelques jours de recrutement, l'armée parvint à engager un nombre suffisant pour ses besoins immédiats. Les soldats khmers de cette époque de détresse étaient des civils à qui l'on confiait des armes. Leur mission première était de défendre le pays contre les attaques des Viêt-Cong. Ils reçurent une tenue militaire rudimentaire et s'en allèrent à la guerre avec le cœur démangé d'anéantir les envahisseurs qui ont pour héros le général Ly Thuong Kiet (1019-1105). Un général Vietnamien qui écrivait un poème pour ranimer le moral de ses troupes faiblissant pendant les attaques du Champa et des Song (Chinois). Il aurait utilisé un stratagème : un homme dissimulé dans le temple voisin dédié à deux généraux du héros national aurait récité ce poème laissant croire que sa voix était celle des génies :

Sur les monts et les fleuves du Sud règne l'empereur du Sud
Ainsi en a décidé à jamais le Céleste Livre.
Comment, vous les barbares, osez-vous envahir notre sol ?
Vos hordes, sans pitié, seront anéanties !

Le 29 mars 1070, Ly Thuong Kiet voyait de sa tombe que les Khmers étaient en train de repousser les Viêt-Cong de leur sol. Comment pense-t-il à cette résistance ? Bien sûr qu'il s'en moque car, pour lui et pour le général Giap, son fils spirituel, ce qui compte pour la nation vietnamienne, c'est de gagner toutes sortes de batailles pour un seul but : Construire le Grand Viêtnam. En tout cas, il pense que cette ambition était identique aux rois khmers qui se sont succédés étaient avant tout des monarques guerriers, cherchant sans cesse à agrandir leur empire.

Un mot sur les forces armées khmères, appelées au temps de la monarchie F.A.R.K[37] et, au temps de la république, on remplace la lettre R (Royal) par celle de N (National). Ces forces étaient composées de trois armées, terre, air et mer. Les effectifs étaient de 30 000 hommes. Le personnel d'officier dont l'instruction est assurée dans le cadre d'une Académie Militaire par une mission française jouit d'un statut spécial (Kram (Loi) n° 240 N.S. du 30 décembre 1957). L'également tous les Cambodgiens sont astreints à un service militaire actif de quinze mois (Kram 851 N.S. du 22 février 1954). En fait en raison de l'effectif limité des F.A.R.K., ce texte est resté lettre morte : les demandes d'engagement volontaire dépassaient en effet largement les besoins, ou plus exactement les possibilités financières de la défense. Mais la faiblesse de l'armée khmère était

[37] (1) F.A.R.K. (Forces Armées Royales Khmères).

due aussi de la volonté du Prince Sihanouk lui-même. Sihanouk avait toujours peur du Coup d'État de l'armée.

En effet, depuis 1963, le Cambodge était l'objet de la guerre secrète de Hanoï. Plusieurs de ses divisions stationnaient déjà dans un tiers du pays. Pour le Nord-Viêtnam, il ne restait qu'à trouver une occasion favorable pour dresser les Cambodgiens l'un contre l'autre en leur inspirant de mutuellement défiances. Sihanouk, après sa destitution, et les Khmers Rouges étaient la cible idéale pour jouer ses jeux scéniques. Devant cette menace, Sirik Matak savait que les préparatifs de défense sont ruineux par manque de moyens militaires et par le conflit interne entre les hommes du 18 mars car, après l'assassinat du Colonel Seng Sun Thay, il ne regardait plus Lon Nol avec les mêmes yeux. Il ne doutait pas l'innocence de son ami, mais l'excès de son entourage le rendait triste car ce trépas n'avait rien d'accidentel. Pour lui, c'était le signe avant-coureur de la lutte des clans pour le pouvoir au détriment d'une union sacrée pour la patrie. En outre, la guerre venait de se déclencher était une guerre injuste pour le peuple khmer qui ne demandait qu'à vivre en paix avec ses voisins. À l'abri de cette iniquité, Hanoï et Pékin avaient instauré un Gouvernement et un Front armé, baptisés sous les noms F.U.N.K et G.R.U.N.K[38]. Bien entendu, ils avaient choisi le Prince Sihanouk et les Khmers Rouges comme vitrine de la lutte de libération nationale. L'objet de Hanoï était simple : Élargir l'espace vital de leurs soldats. Pékin demanda à Sihanouk de lancer un appel aux Cambodgiens de se soulever contre leur Gouvernement et, dans certaines mesures, ils devaient aider les Bodoï à brûler leur propre maison. En effet, cet appel donnait la légitimité à Hanoï d'envahir le Cambodge. Cette

[38] F.U.N.K. (Front d'Union Nationale du Kampuchéa) a été créé le 24 mars 1970. G.R.U.N.K. (Gouvernement Royal d'Union Nationale khmère) dont le Prince Sihanouk était le Président.

agression mettait, à nouveau, face à face deux peuples dans un conflit, qui se perpétue depuis trois cents ans et réveillait, par conséquent, leur haine réciproque.

La création du F.U.N.K et du G.R.U.N.K. s'inscrit dans la pensée politique du parti Communiste Vietnamien. Elle devient un devoir sacré pour les Communistes vietnamiens de bâtir le Grand Viêtnam, dont le Cambodge et le Laos font intégralement partie en tant que régions administratives et militaires. Cette politique fut réécrite et actualisée pour la première fois en 1952 par le Président Hô Chi Minh lui-même. Elle a eu pour l'objectif d'agrandir l'espace vital de la nation vietnamienne par la conquête, avec tous les moyens et à n'importe quel prix, du Cambodge et de s'en servir comme front militaire et idéologique avancé pour la prochaine conquête du Communisme dont la Thaïlande et la Malaisie seraient les prochaines victimes. Cette politique a été confirmée par le 4e Congrès du parti Communiste Vietnamien en 1976 dans les termes suivants : « Lier indéfectiblement le Laos, le Cambodge et le Viêtnam, tels les trois affluents d'un même fleuve ». M. André TEULIERES, officier Supérieur des Troupes de la marine française, après avoir combattu en France en 1940, a servi 6 ans en Indochine et a écrit un livre (Indochine – Guerre et Paix) sur la technique de l'hégémonisme vietnamien. Elle comporte deux aspects : - La satellisation par les « partis » et la colonisation démographique et culturelle -.

La satellisation politique par l'intermédiaire du Parti Communiste Vietnamien comporte plusieurs étapes :

1e étape. - Création d'une organisation fantoche et manipulée pour la galerie « populaire » et « révolutionnaire », même si elle n'a personne derrière elle et est inconnue de tous. Application cette étape au Cambodge :

Depuis 1941 jusqu'à aujourd'hui, le Parti Communiste vietnamien a créé au Cambodge, pour servir son propre intérêt, plusieurs organisations connues sous les noms suivants :

- Mouvement « Khmer Issarak » (Khmers libres) qui a été créé au mois de juin 1941 par le 8e plénum du Comité Central du Parti Communiste Indochinoise (PCI).

- Le Parti Populaire khmer a été créé le 25 juin 1951 par la résolution du 2e Congrès du PCI.

- Le « Front National du Kampuchéa » (F.U.N.K.), puis un Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa (G.R.U.N.K.), avec la participation des Khmers Rouges et le Prince Sihanouk) ont été créés par les partis communiste chinois et vietnamien le 24 mars 1970.

- Le Front Uni National de Salut Khmer (F.U.N.S.K.), puis un parti populaire révolutionnaire du Kampuchéa (P.P.R.K.) a été créés le 2 décembre 1978. Aujourd'hui, le P.P.R.K. est appelé le P.P.C., parti au pouvoir qui gagne deux fois les élections législatives.

2e étape. - Utilisation de cette organisation pour demander l'aide fraternelle du « Grand Frère » vietnamien. Application au Cambodge :

- 11 mars 1951 par le Parti Populaire Khmer.

- 24 mars 1970 par le Prince Sihanouk, Président du F.U.N.K. et du G.R.U.N.K.

- 2 décembre 1978 par M. Heng Samrin, Président du F.U.N.S.K.

3e étape. – Intervention militaire dudit « grand frère » au nom de la solidarité socialiste. Application au Cambodge :

- En 1951, la résolution du Congrès des Délégués de l'Alliance comprenant les représentants des trois fronts : Vietminh, Lao Itsala, Khmers Issarak devait souligner que l'alliance « repos sur les principes de l'adhésion volontaire, de l'égalité et de l'entraide en vue de mener une résistance de longue durée, de tout le peuple sur tous les plan afin d'anéantir les colonialistes français, de mettre en échec les interventionnistes américains, de libérer totalement les trois pays, de s'opposer à toute manœuvre de division par l'ennemi, d'amener les trois peuples à se comprendre, à s'unir étroitement, à s'entraider de tout cœur, sous tous les rapports.

- En 1970, une Conférence réuni, sous l'égide chinoise, le Nord-Viêtnam, le Viêt-Cong, le Pathé-Lao et le Prince Sihanouk, au cours de laquelle le Prince a légalisé et demandé l'intervention des troupes nord-vietnamiennes et Viêt-Cong au Cambodge. L'armée VC/VNV forte de cinq divisions, présentes déjà au Cambodge attaque l'armée khmère moins nombreuse, 30 000 hommes, et mal équipée.

5e étape. – Signature d'un traité d'alliance entre le « Grand frère vietnamien » et le gouvernement préfabriqué pour officialiser la satellisation sur la base de la « souveraineté limitée des pays frères ». Application au Cambodge :

Traité du 18 février 1979 : Traité d'amitié et de coopération entre la République Populaire du Kampuchéa et la république socialiste du Vietnam : « Les parties se sont engagées à s'aider et à se soutenir mutuellement dans tous les domaines et sous toutes les formes nécessaires pour renforcer leur capacité à défendre l'indépendance, la souveraineté, l'amitié, l'intégralité territoriale et le labeur pacifique du peuple de chacun des deux pays contre les actions subversives des forces impérialistes et de la réaction internationale ». Après 1993, les gouvernements royaux du Cambodge conservent tous les traités avec le Viêtnam depuis 1979.

Chai Sirivuddh[39] (3) décompose le schéma de l'agression communiste en ces termes : « Elle déroule selon un scénario parfaitement au point qui a fait maintes fois ses preuves. Dans un premier temps, des troubles internes orchestrés permettent de crier au soulèvement spontané des masses populaires. Ainsi est créé le fondement démocratique et national de la guerre qui permettra aux puissances communistes d'agir sur le plan international et aux forces vietnamiennes à pied d'œuvre depuis des années d'apporter « une aide fraternelle » au peuple khmer, victime de l'agression américaine. La deuxième étape sera la rupture diplomatique avec les autorités de Phnom-Penh, désormais qualifiées de fantoches. Enfin, la troisième étape sera la constitution d'un Gouvernement d'obédience communiste dont on proclamera la légitimité et la représentativité. Le scénario ne sera perturbé que par la division du monde communiste et la querelle sino soviétique ».

On sait que depuis 1946, le Viêtnam du Nord sombrait dans la guerre, une guerre de libération doublée d'une guerre idéologique et, dans une certaine mesure, d'une guerre civile car, après l'accord de Genève en 1954, la nation vietnamienne se divisait en deux pays, la République du Viêtnam du Sud, soutenue par les Américains et la République Socialiste du Viêtnam du Nord, aidée par le bloc communiste. Dans sa conférence à la faculté de Droit de l'Université de Paris en 1964 (29 juin), le Prince Sihanouk dit ceci : « Les accords de Genève 1954, nous débarrassant de l'occupation du Vietminh, consacrèrent en fait notre neutralité en faisant obligation à l'Est et à l'Ouest de respecter notre indépendance et de s'abstenir de toute interférence dans nos affaires intérieures ».

---

[39] Chai Sirivuddh : Mémoire pour le D.E.A. de Droit Public (Aix-en-Provence 1972) – Situation internationale du Cambodge après le 18 mars 1970.

Dès 1963, le Prince Sihanouk trahissait sa propre politique de neutralité en aidant l'oncle Hô. Il trouva donc un terrain d'entente avec les communistes vietnamiens. Ils pourraient s'établir leurs bases près de la frontière et même utiliser le port Sihanoukville pour recevoir des vivres et du matériel, mais ils ne devraient en aucun cas intervenir dans les affaires du Cambodge. Cette défection transformait le Cambodge en l'entrepôt militaire des Viêt-Cong. Le Cambodge cessa, aux yeux des pays de l'Ouest, d'être un pays neutre. Les Américains ont donc été pris des mesures pour répondre à la ruse de Sihanouk : Bombarder les positions Viêt-Cong, installées au Cambodge. Il faut noter que les États-Unis et les Royaumes Unis n'avaient jamais reconnu la neutralité khmère conçue par le Prince Sihanouk. Pour monter cette agression à la C.I.C[40], Sihanouk invitait ses membres à inspecter la zone bombardée, mais à la veille de chaque visite, il ordonnait à l'armée khmère de nettoyer toute présence des traces des Viêt-Cong. Le 9 octobre 1969, le Prince Sihanouk mit fin la mission de la C.I.C. et elle devait quitter le Cambodge avant le 31 octobre 1970. Après la destitution du Prince Sihanouk, le 22 mars 1970, le Gouvernement de sauvetage demanda aux co-présidents de la Conférence de Genève de 1954 la réactivation de la C.I.C., afin d'aider à mettre fin par une solution pacifique à l'occupation du territoire national par les Forces VC/VNV. Le 29 mars 1970, Sirik Matak déclara au journal le Monde : « Il n'y a pas de changement profond dans l'attitude du Cambodge ». Il faisait allusion à la politique étrangère de son pays, déclarée par Lon Nol dans un communiqué à la Nation le 18 Mars : « Notre pays doit toujours rester khmer, neutre, authentique et totalement indépendant ».

---

[40] C.I.C. (Commission Internationale pour la Surveillance et le Contrôle) a été créée par la Conférence de Genève pour surveiller et contrôler au Cambodge les retraits de toutes les forces étrangères du territoire cambodgien.

À peine quelques jours après l'attaque du 29 mars 1970 des forces Viêt-Cong et Nord-vietnamienne (VC/NVN) contre l'armée khmère, la bataille grondait déjà aux portes de la capitale. Les Phnompenois sentaient déjà l'odeur de la guerre car, le district de Saang, une localité peuplée en majorité de Vietnamiens, à trentaine de kilomètre de Phnom-Penh, était occupé par les forces VC/NVN. Elles menacèrent directement la capitale (Qui tient Phnom-Penh, tient le Cambodge). La porte du pouvoir ne tardait pas à s'ouvrir pour Sihanouk. À Pékin, son entourage sablait déjà le champagne et n'attendait que le jour (J) pour entrer au pays.

Dans ce tourbillon, Lon Nol convoqua donc les responsables politiques du pays pour discuter sur cette situation. Voici son prologue :

« Malgré leurs menaces, les Communistes vietnamiens ne peuvent pas gagner cette guerre. Ceci est dans la prophétie du Bouddhisme et nous sommes défenseurs de cette religion. En fait, cette guerre est sans doute une guerre des croyants contre les athées (Tmeûl Eth Sasna). Vous n'avez donc pas à vous inquiéter parce que la sérénité du Bouddhisme, la splendeur des sources de sa doctrine nous guideront à la rencontre de la victoire. Je suis en train de faire des rites propitiatoires pour notre victoire… le peuple est à notre côté. À Phnom-Penh, le nombre de la population est de 600 000 habitants. Trois quarts ont entre 15 à 30 ans. Pour défendre la capitale menacée par les athées, il est donc facile de lever une armée populaire car, nous n'avons jamais le problème de recrutement pour notre armée… ».

À la sortir de la réunion, Sirik Matak disait à mon père : « Nol mêle aux affaires de l'État l'illusion. Vous savez que des trésors d'intelligence peuvent être investis au service de l'ignorance quand le besoin d'illusion est profond ». Nous savons que dans les journaux occidentaux procommunistes de l'époque, ils traçaient le portrait de

Lon Nol ceci : « Lon Nol était un homme superstitieux et d'une intelligence limitée. Il utilisait des talismans, et consultait des astrologues pour établir sa stratégie[41]. »

Un mot sur la bataille de Saang : Pour arrêter l'avance des unités Viêt-Cong, Lon Nol chercha un chef militaire qui soit capable de repousser l'offensive ennemie. Ce chef militaire n'était que le général Sosthène FERNANDEZ[42], hier Colonel, considéré comme partisan inconditionnel de Sihanouk, mais Lon Nol connaissait bien le Général Fernandez, parce qu'à plusieurs reprises celui-ci lui a servi comme collaborateur direct. Il avait apprécié les connaissances militaires du Général Fernandez et, pour cette raison il l'avait confié un commandement d'une unité opérationnelle pour repousser les unités Viêt-Cong hors de Saang. Cette unité a été composée de :

- 6 Bataillons d'infanterie.

---

[41] Extrait du NAM – Edition Atlas, n° 17.

[42] Sothène FERNANDEZ, née le 28 novembre 1923, à Pursat (Cambodge), il est d'origine portugaise par son père et vietnamienne par sa mère. Formations : Classe terminale au Lycée Sisowath ; Elève d'officier à l'Ecole militaire khmère (ARK) en 1946 ; stage en France en 1949 à l'Ecole d'Application d'Infanterie à Coetquidan, 1953, capitaine, stage en France à Ecole Militaire à Paris : Ecole d'Etat-Major ; 1958, stage en France à Ecole Militaire à Paris : Ecole Supérieur de Guerre. Fonctions : 1949, Lieutenant commandant de compagnie au 2e B.C.C. ; 1951, Directeur de l'Ecole des Cadres à Tmar Pich, Kompong Cham ; 1954, Chef de bataillon ; Chef de cabinet militaire, Ministère de la Défense nationale ; 1954, Chef du 3e bureau de l'État-Major Général ; 1961, Lieutenant-Colonel, Commandant la Région Militaire à Kompong Cham ; 1967, Colonel, Secrétaire d'État à la Sécurité nationale, en 1970, Brigadier Général, Commandant la IIe région Militaire à Kompong Speu ; 1972, Major Général, Chef d'État-Major Général ; Lieutenant Général, Commandant en Chef des Forces Armée Nationale Khmère ; 1975, Réfugié politique en France. Il est décédé en France en 2006.

- 4 Commandos de la population armée.
- 1 Batterie de 4 camions 75 mm datant de 1914-18.
- 1 Peloton de voitures blindées laissées par l'Armée française.
- 1 Avion École type « CESNA » pour l'observation aérienne et servir de relais dans les communications.

Après quatre jours et quatre nuits de combat, Saang fut libéré. Les Viêt-Cong se retirèrent vers Tonlé-Bassac, poursuivi par les bataillons khmers, laissant sur le terrain des morts, des blessés et des armes. C'était la première victoire de l'Armée khmère depuis le début du déclenchement de la guerre par les Viêt-Cong. Pour cette fois-ci, la prophétie bouddhique confirmait sa vérité. Lon Nol s'en réjouissait. Mais, quelques jours seulement après cette joie des Khmers, un article dans un journal au Japon accusait l'armée khmère de tirer sur la population à Saang. Après la guerre, vers les années 1976-77, j'ai posé la question au général Fernandez sur la vérité dans cette bataille. Voici sa réponse : « Vers 8 h du matin, à peu près un kilomètre du centre de ville de Saang, nous avons entendu de loin des voix amplifiées par le porte-voix portatif en nous demandant de partir. Quelques minutes plus tard, nous avons aperçu une colonne d'environ centaine de personnes, la majorité sont des civils Vietnamiens, parce qu'ils ont habillé en civil, avec des banderoles sur lesquelles il y a des écritures en khmer : Pas de Viêt-Cong à Saang ; Pas de bataille ; Nous aimons la paix, partez…etc. Quelques meneurs ont crié les textes des slogans sur les banderoles, les autres ont en répété. Nous les avons demandés de ne plus avancer et de faire demi-tour. Ils n'ont plus avancé, mais ils sont restés sur place en continuant d'écrier leurs slogans. Nous avons réitéré notre demande avec insistance. Pendant un quart d'heure, il y a l'amorce du mouvement de recul des manifestants vers la ville, c'est à ce moment-là, il y a des tirs des mitrailleurs, des kalachnikovs AK-47 et des mortiers type 63 venant de la ville sur notre position. Les manifestants ont couru dans toutes les directions. C'est couru, ils sont exposés aux échanges de tirs entre les Viêt-Cong et notre armée. Pendant les cinq années de guerre, les communistes

vietnamiens ont toujours utilisé la méthode de bouclier humain pour faire croire que notre armée a tué la population civile. À Saang, ils ont utilisé leurs propres compatriotes ». Je me rappelle très bien, au cours de la réunion d'information à l'usine de texte à Battambang devant des centaines d'ouvriers, mon père a répondu indirectement à ce journal japonais ceci : « À Sanng et ailleurs, les communistes vietnamiennes utilisent la population civile comme bouclier humain, ils utilisent les pagodes, les mosquées et les églises comme leurs fortins, et toujours à partir de-là ils tirent sur nos soldats. Comment faire pour se défendre ? Nos soldats s'obligent de répondre à ces attaques. Par la suite, les communistes vietnamiennes prennent des photos pour faire publier dans les presses internationales, afin de montrer au public que nos soldats aient tiré sur les civils ou aient détruit les lieux sacrés. S'ils étaient héroïques comme on dit, pourquoi ne se battent-ils pas contre nous dans des endroits neutres ? ».

Une affaire de victimes collatérales mérite de citer ici. Le 10 avril 1970, une canonnière de la marine, remontant le Mékong, est mitraillée à la hauteur d'un village catholique de pêcheurs vietnamiens situé dans le district de Peam Chor. Ce village est contrôlé par les rebelles. Un officier khmer est blessé. L'aviation khmère rase le village[43].

Une autre affaire de représailles dans le camp de détention des Vietnamiens dans la province de Takeo semait le désordre dans le nouveau régime. Après les attaques des forces VC/NVN contre l'armée khmère, Lon Nol décida d'interner les ressortissants vietnamiens vivants au Cambodge. Pour Lon Nol, c'était une mesure

---

[43] Extrait du livre J. Claude Pomonti et Serge Thion : Des courtisans aux partisans.

de sécurité et de survie du nouveau régime. On savait dans les communautés vietnamiennes, il y avait des agents communistes qui travaillaient jours et nuits pour soutenir les fronts au Sud-Viêtnam. Ces agents constituaient la cinquième colonne des forces VC/NVN. Il y avait des abus dans cette mesure. Beaucoup des innocents vietnamiens ont été massacrés par une force obscure khmère. C'était l'œuvre des bas-fonds de la capitale[44] : Des corps sans vie se flottaient dans le fleuve du Mékong. L'opinion internationale se révoltait en accusant l'armée khmère du racisme. Les Vietnamiens au Cambodge étaient, soit Communistes, soit Catholiques, écrit Philippe AYRIVIE. Leur massacre déclencha la vague de protestation des deux appareils les mieux équipés sur le plan international pour ameuter l'opinion : L'Église catholique et l'internationale communiste.

Ce massacre des Vietnamiens vivant au Cambodge donna un nouveau visage au niveau régime. Les députés discutaient à l'assemblée nationale. Ils demandaient les explications au Gouvernement sur ces affaires. Certains éclatèrent en menaces contre Lon Nol et d'autres abandonnèrent déjà le soutien au Gouvernement. Mon père s'efforça donc de combiner deux langages pour répondre de cette accusation grave : le devoir et la morale :

« Mes Chers amis, entre le pays offensé par l'agression des forces étrangères et son peuple méfiant de sa propre armée, il y a sans doute un malaise quelque part. Je me pose donc la question : Pourquoi nous sommes là ? Devons-nous faire la critique des méfaits de certaines unités de notre armée au moment où elles vont en ligne pour défendre la patrie ou faut-il nier ce crime abominable ? Le choix serait sans doute difficile car, nous, députés, portons deux

[44] Le Monde du 13 mars 1970.

casquettes : hommes politiques et soldats. En tant qu'hommes politiques, nous sommes chargés de protéger la bonne image politique de notre pays et en tant que soldats, nous avons le devoir de combattre nos ennemis partout où ils nous menacent. Mais au nom de ce devoir, nous donne-t-il la possibilité de faire n'importe quoi ? Bien sûr, la réponse est non. Mais espérons-nous que ce « non » est aussi valable dans le camp de nos ennemis ? Quand Hanoï installe ses unités dans nos pagodes en offensant les lieux sacrés et tue des milliers de nos paysans innocents, frappe l'Homme physiquement, moralement et spirituellement, qui ose élever la voix pour dénoncer ses crimes ? Personne sans doute. Oui ! Je sais, mes Chers amis, que notre guerre n'est pas comme les autres guerres. Elle est et sera une salle guerre où la frontière entre le devoir et la morale n'existe pas et tout est politique car, nos ennemis ne respectent aucune règle de l'humanité. Bien entendu, nous ne devons pas prendre tous les ressortissants vietnamiens comme des otages pour répondre de tous les crimes commis par leurs frères de sang, les Bodoï. Il y a sans doute des agents Viêt-Cong cachés dans cette communauté qui peuvent menacer à tout moment la sécurité de notre armée et de la population, mais tuer tout le monde pour atteindre les ennemis recherchés, là je dis non, car supprimer les innocents n'est pas une chose méritoire. En plus, mes Chers amis, comment pouvons-nous expliquer à nos soldats en quelques semaines de rayer leur haine vis-à-vis des Vietnamiens, laquelle s'inscrit dans notre mémoire collectif depuis plusieurs siècles ? Cependant, ce forfait à Chrui Changvar et à Takeo semble bien le fruit de cette haine héritée du passé et il est probablement aussi la faute d'objectifs précis de notre guerre. Nous en sommes donc responsables. Que faire maintenant ? Bien sûr, il ne faut pas passer l'éponge sur cette faute car elle ternit l'image de notre régime. Devons-nous traduire les coupables devant une cour martiale ? La réponse est oui ». Mais ce « Oui » n'était pas entendu par Lon Nol. Il préférait garder le silence dans ces affaires. Il demanda le Sud-Viêtnam de venir chercher les ressortissants vietnamiens au

Cambodge ; ce que ce dernier avait fait en envoyant les navires de guerre pour évacuer ses compatriotes du territoire khmer.

Dès le début de la guerre, Lon Nol et Sirik Matak n'avaient pas la même conception de la guerre. Pour le Prince, la guerre n'est qu'une option de la politique, quant à Lon Nol, elle est une solution aux problèmes. Il répétait sans cesse qu'il pût gagner cette guerre. Pour lui cette guerre est une guerre de religion : les croyants contre les athées. Il ordonna qu'on nommât les ennemis dans les documents officieux ou à la radio, la télévision les « athées ». Il tenait le rôle du chef de guerre, du ravi du métier, et pour un peu du méchant, puisqu'il était heureux. Il était ivre d'avenir : Le vainqueur du Communisme. En récrivant sur la République khmère, à l'heure où le Communisme triomphe en Indochine et la monarchie khmère brille à nouveau dans le ciel du Kampuchéa, je suis, plus que personne, ce que certains de mes compatriotes ne cessent de dire : Une baderne enfoncée jusqu'au cou dans ses souvenirs évanouis. Je ne prétends pas d'être une pierre témoin de la république khmère disparue. Mais dans l'histoire de cette république, il y en avait beaucoup de choses qui servent comme une leçon de l'histoire pour nos compatriotes d'aujourd'hui. C'est ce que je continuerai de la raconter dans le prochain numéro. Dans tous mes écrits, je ne tenais pas à être bon. Je raconte les idées qui viennent à mon esprit. Il est donc impossible pour moi de faire un plan. Le pouvoir ne m'attirait pas ; les honneurs, non plus. Je ne suis ni un savant, ni une célébrité, je suis un homme ordinaire qui profite de mon temps libre pour conter à ma manière l'histoire de mon pays à ma famille à ceux qui veulent m'entendre. J'aime tant la liberté. Adhérer dans une structure ayant une pensée unique me révulsait. Dans mes écrits, je ne pourrais rien faire d'autre d'exprimer ma liberté de parole. Voilà ma vocation. Si cela était un crime, j'en assumerai.

Qui aurait pu imaginer que Lon Nol et Sirik Matak, amis de longue date et compagnons du 18 mars, avaient une discorde dans leur point de vue sur la politique de défense du pays ? Mais l'engagement

du Kampuchéa dans un conflit meurtrier obligeait les deux amis à faire entendre leur différence dans les débats entre eux. Cette diversité ne refroidit pas, en effet, pour autant leur amitié, car ils avaient d'autres intérêts en commun qui portaient à ne pas favoriser le désaccord, sauf un point. Quel était ce point ? Lon Nol analysait l'engagement du pays dans la guerre sous l'angle militaire, parce que le pays est envahi par une armée étrangère. Quant au prince, son angle d'analyse était plutôt politique, parce que cette guerre n'est que la conséquence directe de la politique. Elle est née d'un accident politique. Tout le monde sait en outre que les deux amis sont différents par leur caractère.

Lon Nol, l'homme de tradition, vit toujours dans la mémoire collective des Khmers : Jadis, un peuple humilié, naguère, une nation agressée par les pays voisins, la Thaïlande et le Viêtnam. Il ressentit une douleur profonde devant l'agression des Viêt-Cong du 29 mars contre son pays car, ces envahisseurs se répandirent dans le pays et pénétrèrent dans les villages pour tuer sans se lasser des paysans khmers innocents. Quant à Sirik Matak, un homme pragmatique, pensait qu'il faut profiter du réveil politique des Khmers pour s'adapter au monde nouveau dans lequel le Cambodge doit trouver sa place dans le progrès de l'humanité. Pour lui, l'important était bien saisi les occasions que nous présentent les évènements : L'offre de la paix offerte par la Chine en était une à saisir, parce que le nouveau régime n'avait pas les moyens pour se lancer dans la guerre. Il n'y a pas de guerre où ne se cache pas une souffrance pour le peuple, même si elle est conduite pour une juste cause.

Qui est le peuple khmer ou la masse populaire khmère ? M. Phung Ton[45](1) écrit ceci :

« La masse populaire, englobant les paysans, les ouvriers, les employés et les travailleurs en général, auxquels s'ajoutent les petits fonctionnaires et les bonzes, moines bouddhiques vivant aux dépens de la population… Elle se livre à elle-même et elle est reléguée au bas degré de l'échelle sociale. C'est la classe la plus déshéritée de la nation…Les métiers les plus dégradants sont assurés par elle : qu'on songe aux tireurs de pousse-pousse, et, aujourd'hui aux conducteurs de cyclo-pousse, et l'on s'étonne de voir des êtres humains, physiquement constitués comme les autres, réduits pour vivre, à remplir un rôle si humiliant… Il est certain que la masse, dans l'ensemble ignorante et analphabète ne peut tirer aucun profit des libertés d'opinions, de presse, de réunion ou d'association reconnues par la Constitution de 1947. Comment ferait-elle jouir de la liberté de presse du moment qu'elle ne sait ni lire ni écrire ? Même à supposer qu'elle le sache, comment ferait-elle pour avoir à sa disposition une entreprise de presse dont l'installation nécessiterait des frais énormes ? Cette liberté ne serait-elle pas le monopole des capitalistes et de la classe au pouvoir comme c'était le cas des

[45] Phung Ton : La crise cambodgienne, thèse pour le doctorat, présenté et soutenue le 19 mai 1954 à l'Université de Paris, faculté de Droit. Phung Ton était professeur, recteur de l'université de Phnom-Penh. En 1954. Parti en mission à l'étranger à la veille de chute de la République khmère, il avait décidé de rentrer au pays, comme beaucoup des étudiants khmers, après la victoire des Khmers Rouges. Il fut arrêté quelque temps après par l'Angkor. Il fut tué par ses geôliers de la prison S21 en 1977. Pour sa biographie, je recommande de consulter le site internet « Procès des Khmers rouges – Carnets d'un tribunal au jour le jour. En tant que juriste compétent dans les Droits constitutionnels et internationaux, il jouait un rôle de ma matière grise dans la République khmère.

« démocrates » ? Dire à un illettré qu'il est libre d'écrire, cela n'a aucun sens… À quoi servirait la liberté de penser et de s'exprimer aux gens qui ne savent ni lire ni écrire ? La proclamation d'une telle liberté n'a aucun sens à l'égard des masses incultes et ignorantes… Le Cambodge, soumis pendant trois quarts de siècle au régime colonial, a été maintenu dans l'obscurantisme. À part une mince couche de privilégiés qui ont eu les moyens d'acquérir une certaine instruction, le reste de la population est analphabète. L'absence, dans la Constitution cambodgienne de 1947, de toute disposition relative à l'instruction s'explique si l'on se souvient que les bourgeois au pouvoir se sont préoccupés avant tout de donner satisfaction à leurs intérêts de classe. L'instruction constitue certes un besoin pour les masses incultes ; mais à l'égard des privilégiés elle ne pose aucun problème : Ceux-ci, de part leur situation sociale, trouvent toujours des moyens pour envoyer leurs enfants à l'école. L'égoïsme et la position avantageuse de la bourgeoisie dans le domaine culturel et éducatif, la mettant à l'abri de l'analphabétisme, expliquent en grande partie le silence de la Constitution de 1947 sur le problème de l'enseignement ». Bien sûr que l'auteur a fait cette analyse dans le contexte de l'époque. J'aurai l'occasion de parler les conseils précieux que M. Phung Ton donnait à la République khmère dans sa bataille constitutionnelle et diplomatique contre le Prince Sihanouk.

Revenons aux rapports conflictuels et les compromis entre Lon Nol et Sirik Matak qui avaient permis au gouvernement de sauvetage, après les attaques des Viêt-Cong, de faire face à la situation, il faudrait examiner leur pensée respective. Pour Lon Nol, la politique dans un pays en guerre était une activité secondaire. Quand le pays est envahi par une armée étrangère, il y a une seule solution possible : la force contre la force. On ne fait plus la politique sous le feu des ennemis qui sont déterminés à vous tuer. L'instinct de survivre oblige l'homme à recourir toujours avant tout à la force physique. Le pays est donc comme un être humain. Il doit obéir à la loi de la nature et à la logique de guerre pour sa survie. Il faut donc

chercher les exemples tirés des guerres de défense nationale dans l'histoire du pays et les utiliser comme guide.

Mais malheureusement, presque toutes les guerres mémorisées dans l'histoire khmère n'étaient que des souvenirs blessants pour le peuple car, elles étaient faites pour servir les ambitions des rois pour leur propre gloire. Et dans chaque guerre, la part de sacrifice du peuple était surhumaine car, il devait servir le désir les rois-dieux pour construire un empire céleste dans lequel sa place n'est que celle d'un simple esclave. La guerre en 1970 fut-elle de même nature que celle des autres guerres ? Pour le général Lon Nol, le but de la guerre était très précis : Chasser les Viêt-Cong du territoire khmer. Quatre fronts doivent être donc le centre de la stratégie de cette guerre : Front historique, religieux, idéologique et international.

Le front historique : L'histoire khmère est le témoin de l'agression constante de la nation vietnamienne contre celle du Kampuchéa. À seize années de distance (1954-1970), le 29 mars 1970, les Khmers recommencent une rencontre contre les envahisseurs historiques si résolus à conquérir leur terre. Cette nouvelle face à face est un défi pour eux de prouver leur capacité de défendre leur patrie. Pour Lon Nol, il faut donc rappeler la leçon de l'histoire et l'utiliser comme moyen pour armer l'esprit des Khmers à se battre contre cette agression, sinon le sort du Kampuchéa sera le même que celui du Kampuchéa Krom (Cochinchine). Un historien khmer, M. Nuon Khoeun, était chargé de rédiger un mémoire national concernant le danger khmer venant des pays voisins, la Thaïlande et le Viêtnam. Ici, je ne fais qu'un extrait dans ce document, la partie vietnamienne, pour insister sur les enjeux du front historique. La lecture de ce chapitre donne sans doute le frisson aux Cambodgiens. Voici les enjeux : À partir du Xe siècle jusqu'à XIVe siècle, le peuple vietnamien, originaire du Tonkin, pratiquait une politique de conquête vers le Sud. Plusieurs provinces du nord de Champa étaient annexées par cette ambition : Quang Binh, Quang Tri, Hué et Danang. Du XVe siècle au XVIIe siècle (1696), le Champa était rayé

de la carte. Il se transformait donc en une province vietnamienne. Cette expansion territoriale prenait son cours vers la nation khmère. Son seul but était la recherche des terres riches. Le Kampuchéa Krom (la Cochinchine), avec une superficie d'environ 60 000 Km². La pénétration pacifique des colons vietnamiens dans la région Preah Sourkear (Baria), Chânvar (Bien Hoa), Prey Norkor (Ho Chin Minh ville), avec sans doute la négligence et la complicité des certains rois khmers de l'époque, commençait au début du XVIIe siècle. Le conflit interne khmer en 1651 facilitait l'autorité vietnamienne de réaliser son rêve car, une faction khmère en conflit avec le roi du Kampuchéa venait demander l'aide au roi vietnamien Hien Vuong pour s'emparer du trône. L'aide était sans doute accordé moyennant une compensation en cas de victoire ; annexer deux provinces khmères : Baréar et Bean vhar. En 1696, la province de Prey Norkor fut annexée. Au début du XVIIIe siècle, la conquête vietnamienne avait atteint déjà le Mékong. Plusieurs provinces khmères furent annexées : Ha Tien (Khet Peam), Rach Gia (Kramoun Sar), My Tho (Mé Sar), Vinh Long (Loung Hoa), Sa Dec (Phar Dek), Chau Doc (Maut Chrouk). Au milieu du XIXe siècle, deux autres provinces tombaient sous le contrôle vietnamien : Soc Trang (Trang) et Camau (Chrui Teuk Kmao). Le danger vietnamien est donc réel et permanent pour le peuple khmer, conclut M. Noun Khoeun.

Le front religieux : Les envahisseurs, méprisés, stigmatisés pour leur irréligion, sont des communistes. Ils se cachent sur tout le territoire khmer et dénoncent en Bouddhisme l'opium du peuple. Théoriquement, l'humanisme communiste ne cesse de dénoncer les discriminations humaines, raciales, politiques et religieuses et, s'affirme résolument opposé à toute exploitation, à toute guerre, à toute forme d'impérialisme. Ces affirmations théoriques correspondraient assez bien, si elles étaient mises en pratique aux aspirations de justice sociale et de charité bouddhique. Mais les régimes communistes contemporains n'ont pas réussi à mettre fin aux discriminations humaines, à l'exploitation économique et à la servitude politique qu'ils dénonçaient. Les caractères totalitaire,

sectaire et expansionniste de certains régimes communistes, sont tout aussi contraires à la liberté des hommes que les régimes totalitaires d'États « fascistes » et « impérialistes » auxquels ils déclarent résolument opposés. Le face-à-face entre communisme et le bouddhisme oblige le peuple khmer à choisir le Bouddhisme. Il ne saurait accepter de se laisser domestiquer par la pensée révolutionnaire communiste, propagée à la pointe des baïonnettes des forces d'invasion communiste vietnamiennes. Ainsi Lon Nol concevait la guerre contre les communistes comme un droit naturel du peuple khmer de défendre non seulement sa nation, mais de protéger aussi sa tradition. En effet, les communistes sont rebutés par les mœurs khmères si différentes de la doctrine du Communisme. Une raison de plus de croire à la victoire dans cette lutte nationale et historique.

Le front idéologique : La guerre au Kampuchéa, pour Lon Nol, est différente de celle du Viêtnam car, elle est chargée de destinée pour un avenir meilleur pour le peuple khmer. Un peuple qui a subi toutes sortes de malédictions et de malheurs durant plusieurs siècles. Il demande conseil à M. Phung Ton, afin de comprendre les vraies causes du malheur khmer. Celui-ci lui répond avec sincérité qu'il y a plusieurs causes :

1. L'influence de la philosophie bouddhique qui enseigne à aimer la paix, à ne pas attacher trop d'importance à la vie matérielle d'ici-bas ; à croire que les malheurs dont nous souffrons ne sont que les conséquences des méfaits que nous avions dû commettre dans la vie passée ; à faire, de notre vivant, le plus de bien possible pour mériter une bonne place au paradis. Le peuple cambodgien, très croyant, acceptait d'endurer ces souffrances sans trop se révolter contre leurs auteurs, se réservant l'espoir d'un avenir meilleur dans l'au-delà (Sic).

2. La confiance qu'il avait encore dans la monarchie : le roi était à ses yeux le gardien de l'équité et de la justice, le défenseur de

l'indépendance nationale. Se révolter contre le régime, ce serait porter atteinte au prestige du roi dont il n'avait pas mis en doute les qualités et les vertus.

3. Le sentiment du danger extérieur : s'insurger contre les autorités responsables, risquerait de provoquer des troubles dont profiteraient les ennemis extérieurs pour multiplier les incursions dans le pays. Devant les menaces réelles et permanentes que faisaient poser sur son pays ses voisins de l'Est et de l'Ouest, le peuple cambodgien préférait supporter le lourd fardeau imposé par les siens.

4. Le souvenir encore frais de l'époque glorieuse qu'avait connue l'Empire khmer. Dans l'espoir que pareille époque allait se renouveler, le peuple cambodgien acceptait la vie présente si dure qu'elle fût.

5. L'impossibilité matérielle de se révolter. La monarchie absolue, pour subsister, s'appuyait sur une armée puissante, prête à écraser toute tentative de rébellion.

Le Professeur conclut ceci : « Du fait qu'il ne s'est produit de révolution visant à renverser l'ordre social et instaurer un régime nouveau, d'aucune ne pensait que le peuple cambodgien était satisfait de son sort. Cela n'est pas exact. Il faudrait croire plutôt qu'il s'y résignait, et cette résignation s'explique les causes de ce malheur ».

En effet, cette résignation donne au peuple khmer une apparence d'un peuple docile avec un sourire débonnaire. Ce sourire khmer que les visiteurs étrangers considèrent comme le symbole de la joie de vivre cache en réalité ses peines et sa douleur profonde. Alors si jamais, on pose la question à un paysan khmer : Comment allez-vous ? On obtiendra, bien sûr, la réponse par son sourire, lequel n'est que l'étouffement de ses larmes de chagrin. Par ce sourire, le peuple khmer apprend à pleurer en secret sur ses peines. Cette

apparence du peuple docile, comme de bons et dociles animaux domestiques, donne une image d'un pays de calme plat. Il n'y aurait point de révolution en perspective pour la monarchie.

Après le 18 mars, Lon Nol a été influencé par un groupe d'études et d'actions pour promouvoir l'esprit républicain. Ce groupe était dirigé par son frère cadet, Lon Non[46]. Pour comprendre un peu plus sur ce groupe et ses idées, je recommande aux lecteurs de lire le livre de M. Ros Chantrabot – La république khmère ; Edition L'Harmattan. Bien sûr, je ne partage pas entièrement le contenu de ce livre, nonobstant la qualité de l'auteur ; intellectuel de renom et journaliste de talent. J'en parlerai plus tard le pourquoi.

Revenons à la guerre idéologique. Lon Nol pense, plutôt le groupe indiqué ci-dessus, qu'il faut faire en sorte que la guerre d'aujourd'hui soit une projection dans l'évolution naturelle de l'humanité, c'est-à-dire la voie du progrès et la dignité humaine, lesquelles sont en contradiction avec la monarchie khmère qui considère le peuple khmer comme esclave. La famille royale se désigne elle-même maître (Machias) des Khmers qui ne sont serviteurs éternels. La barrière qui sépare Maître et esclave est le « Pouvoir » de vie et de mort de celui qui prétend être né de race divine. La monarchie khmère est vieille institution régie par des rois incapables qui n'avaient rien fait pour améliorer le bien-être du peuple ni pour le libérer de son état esclavagiste. Ils vivaient bien ; Ils menaient une vie facile et insouciante dans le royaume, dans lequel le peuple

[46] Lon Non, frère cadet de Lon Nol. Elève d'officier à l'Ecole militaire khmère (ARK) - 13e promotion. Il était capitaine de la gendarmerie à la date du 18 mars. Promu général de brigade un an plus tard. Commandant de la 13e division d'infanterie. Ministre attaché à l'intérieur, chargé de la libération, de l'édification, de la mobilisation générale et du ralliement dans le gouvernement de M. Hang Thun Hak en 1972.

khmer vivait dans la pauvreté absolue. Aujourd'hui, Sihanouk collabore avec l'ennemi de la nation. Il a choisi son camp contre son pays et son peuple. Il est donc nécessaire d'en finir avec lui, c'est-à-dire avec la monarchie archaïque. La guerre contre les Viêt-Cong est aussi menée contre la monarchie khmère car, dans cette guerre, le peuple khmer libre posera les premières pierres de la république en érigeant un poste avancé destiné à défendre la liberté et la dignité humaine contre le retour de la monarchie qui s'était affaiblie lentement au cours des siècles par sa propre faute. Aujourd'hui, cette monarchie en décadence doit laisser la place à un nouvel édifice du peuple appelé « République ». Cette nouvelle naissance doit être au centre de notre lutte.

Dans cette bataille idéologique, Lon Nol ordonna aux services de la propagande de diffuser des slogans dans tout le pays, à l'exemple de ceux qui étaient relevés par Chateaubriand[47](3) dans catéchismes vengeurs. On change seulement les mots pour s'adapter aux contextes khmers : « Dis-moi, mon ami, qui es-tu ? – Paysan par la grâce du Bouddha. Quel est l'ennemi de notre bonheur ? – Sihanouk – Qui est-ce ? – Un méchant. – Combien a-t-il de nature ? – Deux, la nature humaine et la nature diabolique. De qui dérive Sihanouk ? – Du péché. – Quel supplice mérite Sihanouk qui manque à ses devoirs ? – La mort et l'infamie des traîtres ». Après sa destitution, Samdech Norodom Sihanouk a été condamné par contumace par un tribunal militaire la peine capitale.

Le point de vue de Sirik Matak était différent de celui de Lon Nol. Pour lui, la réussite du nouveau régime passe nécessairement par la stabilisation politique du pays, c'est-à-dire il faut commencer par « construire le présent » pour rattraper les retards dans tous les

[47] Le texte est écrit contre Napoléon.

domaines. La guerre est en effet un encombrement disproportionné par rapport aux moyens du pays. C'est là sans doute le paradoxe de Sirik Matak car on le voyait comme un homme capable de tout faire, même au péril du pays, pour un seul but : mettre Sihanouk au tapis. Mais, quand la guerre éclatait, Sirik Matak faisait immédiatement l'aveu à Lon Nol que la destitution de Sihanouk, laquelle entraînait le pays dans la guerre, n'est qu'une hâte ostensible. Cette précipitation ne passait pas seulement pour un manque de préparation, mais elle était même ridicule car, le nouveau régime se trouve alors dans un espace lilliputien de la guerre du Viêtnam. Son existence est donc précaire car, il perd déjà tout le contrôle de la situation. Notre guerre n'était sans doute pas une petite guerre. Elle se déroule cette fois-ci dans notre pays et les Cambodgiens vont se déchirer tôt ou tard comme dans le temps passé. En outre, notre nation s'oblige de vivre aux dépens des États-Unis pour faire face à ce conflit. Au pis, nous allions peut-être sacrifier une ou deux générations des Khmers pour se débarrasser d'un dictateur, Sihanouk, qui était déjà une feuille morte qui attend le souffle du vent pour tomber de l'arbre de la dictature. Sirik Matak rajoutait : Nous avons étudié à fond et d'un bout à l'autre le plan de la destitution de Sihanouk et les catastrophes imaginables après sa chute, mais l'éclatement de la guerre, là nous n'avons jamais cru que c'est possible. Aujourd'hui, elle est là, imposée par les Viêt-Cong, contre la volonté du peuple khmer et personne ne croyait à la victoire militaire, quoique notre lutte soit pour une juste cause. Nous n'assurons plus notre pays contre le feu et, dans cet incendie, les premières victimes sont nos paysans sans défense. Ils deviennent plus pauvres, car le corps de la campagne khmère ne couvre plus l'espace vert des rizières, lesquels sont les seuls moyens de leur subsistance, mais il trempe dans les mines massacreuses. La Bruyère écrivait dans son livre intitulé « les caractères », discours sur Théophraste : « Un homme n'était point honoré sur sa terre qu'à cause de sa force ou de sa vertu, il n'était point riche par des charges ou des pensions, mais par son champ, par ses troupeaux, par ses enfants ; sa nourriture était saine et naturelle, les fruits de la terre... ». Bientôt, nous allons voir nos villes

les mutilés et les infirmes de guerre qui nous rendent responsables de leur sort. Alors quel est notre idéalisme dans tout ça ? Notre problème d'aujourd'hui, c'est notre incapacité de formuler notre volonté claire pour sortir le plus vite possible de cette impasse qui nous étouffe. La proclamation de la république ne serait qu'une trompe d'œil car, la réalité est ailleurs et la crise de société est trop profonde. La guerre d'aujourd'hui cachera en effet toutes les vertus de cette république car, elle sera née non pas pour un espoir, mais pour elle-même. Notre capacité d'enthousiasme de bâtir cette république est limitée dans la guerre. En effet, cette république ne répond pas à l'attente du peuple khmer qui ne souhaite, depuis plusieurs siècles, que d'avoir d'abord une vie meilleure dans le présent. La fin de Sihanouk aurait pu donner l'occasion, dans un premier temps, de réaliser cela. Ainsi se serait ouvert une nouvelle voie pour la sûreté, la prospérité et la liberté. La république sans tout cela tombe dans le vide. Cette illusion de la « libération de la liberté » satisfait-elle les besoins réels qu'éprouve chaque Cambodgien ? Devons-nous continuer à mentir au peuple par la création mirobolante de la république pour le faire croire qu'elle serait une solution à la guerre ?

Sirik Matak était très pessimiste, il ne trouvait pas non plus la solution de faire sortir le pays de la guerre. Cela donnait l'impression qu'il soit un dirigeant irresponsable. Depuis le début des évènements du 18 mars, jamais on ne l'avait vu comme un homme irrésolu. Cette conduite princière fut un coup de poignard pour les partisans du changement radical des institutions du pays. Dans ses plaidoyers équivoques en faveur de la paix, qui ont fait rire ses ennemis politiques et les militaires téméraires, cache-t-il la peur ? Les premiers accusaient le Prince de sauveur de la monarchie pour son clan « Sisowath », les seconds le traitent de lâche devant les ennemis. Les deux, ensembles, l'ont collé une image de vicieux. Sirik Matak était-il vraiment vicieux ?

Le front international : La guerre en 1970 est une guerre défensive pour la survie même d'un peuple, laquelle est menacée par des envahisseurs étrangers. Cette agression odieuse était évidemment condamnée par la communauté internationale. Le Kampuchéa, pays victime, serait sans doute soutenu par les pays épris de justice et de démocratie dans sa lutte pour la libération nationale et le non-retour du Prince Sihanouk, considéré comme dictateur.

Le Prince Sihanouk aurait-il été un dictateur ?

Il est intéressant pour la curiosité des lecteurs de savoir, comment un Prince charmant, père de l'indépendance nationale, chéri du peuple pourrait être qualifié de dictateur par les élites khmères ? La réponse est dans la thèse de M. Phung Ton.

Il faut remonter dans le temps. La dictature du Prince Sihanouk, pour les démocrates khmers, commence à la date du 15 juin 1952. Phung Ton considère cette date comme date du Coup d'État du Prince Sihanouk.

Le coup d'État du 15 juin 1952 :

Le 15 juin 1952, le Roi Norodom Sihanouk renverse le Gouvernement démocrate, présidé par M. Huy Kanthoul. Ce gouvernement est un gouvernement investi conformément à la Constitution khmère de 1947 par la majorité à l'Assemblée nationale, le Parti démocrate. Le motif qui a poussé le Roi à renverser ce gouvernement est équivoque : la fuite de M. Son Ngoc Thanh pour rejoindre la dissidence. Comme Son Ngoc Thanh bénéficie le soutien du Parti démocrate, parti au pouvoir, le Roi juge que le gouvernement issu de cette majorité n'ose plus entreprendre une action de grande envergure contre la dissidence, alors considérée comme hors la loi. Ce renversement a été déclenché à la suite de l'arrestation par le gouvernement Huy Kanthoul de l'ex-Président du conseil Yem Sambaur, favori du roi, et chez qui la police avait

découvert des armes et des tracts menaçants provenant d'un chef rebelle avec lequel il aurait eu parti liée. Ce fait donne l'occasion au Roi d'agir pour emparer le pouvoir exécutif, il assume double rôle du monarque et les fonctions du Président du conseil. Mais le pouvoir législatif appartient encore à l'Assemblée nationale. Pour pouvoir assumer les deux rôles, le Roi et ses conseillers ont évoqué l'article 21 de la Constitution de 1947 qui déclare que : « Tous les pouvoirs émanent du roi » ; et article 23 qui affirme que : « le pouvoir exécutif est exercé au nom du roi par les ministres ». Ils ont abouti à cette conclusion que le monarque peut valablement retirer ce pouvoir aux ministres pour l'exercer lui-même.

Pour M. Phung Ton, cette dialectique repose sur une fausse interprétation de l'article 21 et notamment de sa seconde phrase : « Ils (les pouvoirs) sont exercés de la manière établie par la présente Constitution ». Or celle-ci n'a pas prévu de cas où le Roi peut renverser le Gouvernement. Seule l'Assemblée nationale peut le faire, et ce, par deux moyens : Le refus de confiance (Art. 84) et le vote d'une motion de censure (Art. 85). D'autre part, ce n'est pas devant le roi que les ministres sont responsables, mais devant l'Assemblée nationale et elle seule (Art 81), à laquelle ils doivent rendre compte de la gestion de leur département (Art 83). C'est donc à l'Assemblée nationale seule qu'il appartient de dire si le Cabinet agit conformément ou non aux exigences du pays. C'est à elle seule que revient le soin d'apprécier la politique du gouvernement et le droit de dire le dernier mot, étant dépositaire de la souveraineté nationale. Cela est normal parce que c'est elle qui est responsable devant le peuple dont elle a reçu le mandat de faire les lois pour le pays. Tant qu'elle ne refuse pas sa confiance au Cabinet, celui-ci doit continuer à exercer valablement ses fonctions. D'ailleurs il est inconcevable, dans un régime parlementaire, qu'un organe irresponsable (le Roi) puisse intervenir pour renverser l'exécutif qui n'est pas responsable devant lui.

La deuxième dissolution du Parlement en 1953 :

Depuis le 15 juin 1952, le Roi Norodom Sihanouk assumant le double rôle de Chef de l'État et de Président du conseil des Ministres se heurte dans sa poursuite de sa politique personnelle, à l'opposition de l'Assemblée Nationale. Pour vaincre cette résistance parlementaire, le Roi va recourir à un procédé de force : la dissolution de l'Assemblée Nationale. Bien entendu, après ses tentatives d'obtenir en vain l'accord du Parlement : Voter le budget qu'il a proposé et lui accorder des « pouvoirs exceptionnels ».

Le refus de lui accorder des « pouvoirs exceptionnels » est le motif évoqué par le Roi pour la dissolution de l'Assemblée nationale. Pour justifier sa demande, le Roi a invoqué la gravité de la situation. Mais son point de vue n'est pas partagé par le Parlement, celui-ci jugeant que la recrudescence des troubles était due en grande partie au mécontentement provoqué par le Coup d'État du 15 juin 1952. Au point de vue constitutionnel, c'est à l'Assemblée Nationale en tant qu'organe législatif qu'il appartient d'apprécier la gravité de la situation et de décider si celle-ci pouvait justifier la prise de pouvoir exceptionnel par exécutif. Ce refus parlementaire n'empêche pas le Roi de prononcer la dissolution du Parlement. Une fois prononcé, le Roi et ses conseillers, cherchent tous les moyens pour justifier la proclamation de la « Nation en danger » permettant au Gouvernement de contrôler toutes les activités du pays. Ils ont trouvé un moyen dans un attentat commis dans le courant janvier 1953 au Lycée Sisowath l'explosion d'une grenade déposée dans une salle de classe causant des blessures à deux élèves. Pour Phung Ton, un tel prétexte est-il suffisant pour autoriser le Gouvernement à recourir à la loi d'exception ? Rappelons-nous bien que le recours à la loi d'exception, c'est-à-dire la proclamation de la « Nation en danger » entraînerait de grave conséquence pour l'exercice des droits et libertés des citoyens. Seule une situation critique mettant en péril l'existence de l'État peut, à notre avis, fonder le Gouvernement à recourir à la loi d'exception. Celle-ci au reste ne peut être accordée que par l'organe législatif.

Il est incontestable que le droit théorique de la dissolution de l'Assemblée Nationale appartient au Roi ; mais le pouvoir réel, effectif, de dissoudre le Parlement relève du Conseil des Ministres. Cela n'a rien d'anormal dans un régime parlementaire qui implique l'équilibre des pouvoirs ou qui vise à le réaliser entre l'exécutif et le législatif. Puisque la Constitution permet à l'Assemblée Nationale de renverser le cabinet, il est normal que celui-ci puisse à son tour la dissoudre ; L'organe responsable devant l'Assemblée ce n'est pas le Roi, mais le Conseil des Ministres. C'est donc à ce dernier qu'il appartient de décider du sort du Parlement, sa décision devant être, au surplus motivé. On pourrait faire remarquer que l'exécutif étant assumé par le Roi, celui-ci peut valablement se proposer lui-même de dissoudre l'Assemblée Nationale. Cette remarque, pour le Professeur Phung Ton, n'est pas pertinente. L'application de l'article 38 est impossible du moment que l'un des trois organes du pouvoir n'existe plus. On pourrait objecter que l'organe exécutif n'a pas disparu, mais qu'il est seulement confondu avec le Roi. À quoi nous répondrons que cette confusion s'est réalisée à l'encontre de la Constitution qui prévoir trois organes distincts ayant des compétences différentes. On ne peut pas être à la fois arbitre et joueur dans le même jeu. La confusion des pouvoirs au profit de l'exécutif ne peut se concevoir que dans un régime de dictature. Le régime instauré par le Roi Norodom Sihanouk en est bien un.

Parlons des régimes de dictature, M. Georges Vedel écrit : « …ce qui est caractéristique des dictateurs, au moins pour bon nombre d'entre elles, c'est que le dictateur est désigné pour une durée très longue ou illimitée, et choisit à son gré le moment auquel il consulte le peuple et le point sur lequel il le consulte ». De cette remarque il résulte que le dictateur se caractérise par trois traits essentiels :

- Il est désigné pour une durée très longue ou illimitée.
- Il détermine à son choix le moment où il consulte le peuple.
- Il choisit le point sur lequel il le consulte.

Ces trois traits se retrouvent chez le Roi Norodom Sihanouk, selon le Professeur Phung Ton. En effet :

- En tant que Roi, il est désigné pour toute la vie ; En tant que Président du Conseil, il a, dans son message au peuple su 15 juin 1952, demandé à ses sujets de lui accorder un délai de 3 ans pour réaliser son programme en 6 points (qui comporte : 1. la pacification du pays ; 2. des réformes sociales ; 3. l'assainissement des finances publiques et le redressement social, économique et commercial ; 5. la réalisation de « l'Union des cœurs et des esprits » ; 6. la réalisation d'une « indépendance pleine et satisfaisante » du pays). Cette demande est certes assortie d'une garantie que l'on peut dégager de ce passage du message au peuple : « Si vous êtes d'accords sur ces délais (3 ans), je vous promets devant les Tévodas et tous les pouvoirs les plus réels que je mettrai à votre disposition pour être jugé en public par le peuple, à l'expiration de ces délais, sur les résultat acquis ; en la présence toutefois d'observateurs et témoins étrangers, invités pour représenter au moins 6 pays étrangers, indépendants, libres et démocratiques ».

Le Professeur Phung Ton se pose la question : Cette garantie est-elle réelle, efficace ? Le peuple peut-il exprimer son désaccord (s'il y en a) sur les délais demandés, du moment que le monarque a utilisé un procédé de force pour s'emparer du pouvoir. Au reste, ce n'est pas au peuple directement qu'il faut s'adresser, mais à ses représentants légaux, les députés de l'Assemblée nationale, au nom du peuple. En ce qui concerne les promesses devant les Tévodas (esprit céleste de la mythologie khmère, correspondant à peu près aux anges) et les « Pouvoirs les plus réels », on se pose la question de savoir ce que ces mots représentent : Visent-ils le parlement encore en vie après le coup d'État du 15 juin 1952 ? Mais cet organe n'existe plus depuis le début de 1953. Si le Roi veut prolonger le délai initial de 3 ans, qui peut l'en empêcher ?

- Sur le deuxième et le troisième point (choix du moment pour consulter le peuple, et du point sur lequel on le consulte). Au mois de novembre 1953, les leaders du Parti Démocrate avaient demandé des élections législatives, comme conditions préalables de leur participation aux affaires du pays. Mais leur demande n'a pas eu suite favorable. Par contre, le monarque s'était proposé d'organiser au début de l'année 1954 un référendum portant sur la question relative à l'indépendance nationale : le peuple serait appelé à donner son avis sur la politique menée par le roi touchant cette indépendance. Mais le palais royal avait choisi un moment opportun pour procéder cette consultation populaire. Tout cela prouve que le choix du moment pour procéder à ces consultations appartient exclusivement au roi, et que les questions sur lesquelles doivent porter ces consultations sont choisies par lui.

La République

La jeunesse ; la politique

Pendant les bruits de canons grondaient dans le ciel khmer, les conversations allaient bon train. Elles tournaient autour du mot de la liberté, de la création de la nouvelle société et surtout de ceux qui étaient au centre du nouvel espoir du pays. Lon Nol dit à son ami Sirik Matak qui commençait à ne pas croire en grand-chose dans le Cambodge en feu.

- Dites donc, Altesse, dit Lon Nol, la recherche du bonheur du peuple pour le peuple est notre devoir en politique car c'est la seule façon de reconnaître son existence en tant que citoyen.

- Comment faire à l'heure où le pays plonge dans les ténèbres, répondit Sirik Matak à son ami.

- Mais justement Altesse, répondit Lon Nol, nous avons nos jeunes khmers qui sont les pionniers de la liberté pour ouvrir la porte du

nouvel espoir. Ce sont eux notre lueur d'espérance car l'année 1970 est une année de chance pour la destinée de notre Nation.

Lon Nol citait, en regardant son ami princier avec assurance, une phrase d'Alberti dans le naufrage : « Nous ne savions pas vers quelle direction, nous dérivions dans l'immensité de la mer, mais il nous semblait déjà merveilleux de pouvoir respirer la tête hors de l'eau ».

Mais la date du 18 mars 1970 donnait-elle vraiment cette chance au peuple khmer ? La jeunesse khmère était-elle le pionnier de la liberté ?

Nous savions que quelques jours auparavant, les jeunes khmers étaient encore utilisés par Sihanouk comme son instrument de pouvoir. Les familiers du Sangkum se souviennent encore aujourd'hui du nom de la J.S.R.K[48]. De l'école primaire à l'enseignement supérieur, tous les jeunes étaient membres de ce mouvement. Ils avaient leurs maîtres d'école et professeurs comme guide, appelés « Aînées » (Ream Sbank). Leur mission première était de soutenir la politique du Prince Sihanouk. À chaque déplacement de ce dernier, les Youvan (Membres de la J.S.R.K.) étaient appelés à venir faire la haie d'honneur pour applaudir à grand bruit et chanter la bienvenue au Chef de l'État. Ils hurlaient des slogans pendant leur journée de congé forcé : - Vive Monseigneur Papa ; Vive la monarchie !

---

[48] J.S.R.K. : Jeunesse Socialiste Royale Khmère, créé dans le cadre juridiquement autonome du Palais-Royal et placé sous l'autorité du Roi et de la Reine. Ce mouvement a été créée par un Kret (loi) royal 69 P.R. du 5 septembre 1957 et pris dans l'exercice du pouvoir réglementaire autonome de l'article 41 de la Constitution (1947).

Cette jeunesse était endoctrinée pour qu'elle soit l'instrument du Sangkum Reastr Niyum qui avait deux visages : Le socialisme populaire et la monarchie divine. Cette combinaison favorisait sans doute la dictature du Prince Sihanouk dans une société où les habitudes, d'obéissance et l'esprit de soumission sont la règle de base de vie.

Jeunesse khmère

Parlons d'abord de cette jeunesse. Bien sûr, je dois ici chercher une formule convenable qui pourrait résumer le rôle de cette jeunesse dans la société khmère. Elle aurait sans doute une place insignifiante car, elle doit rester dans son rang conformément à la tradition khmère. En tout cas, elle n'avait jamais à se plaindre de sa position. Oui, chaque famille khmère a sa conception précise sur la place des jeunes dans son sein. L'organisation de base est simple à imaginer : Le père tient la place la plus élevée de la hiérarchie. Ensuite le plus âgé et ainsi de suite jusqu'au plus jeune de la famille. Un cadet reste toujours donc un gamin devant son aîné. Et les enfants restent toujours dans l'enfance pour leurs parents. La famille khmère demeure stable ainsi depuis des milliers d'années. Et qui peut croire que ces jeunes khmers dans les évènements du 18 mars se transformèrent en un tournemain en force de « Réforme » pour le pays ? Que les jeunes républicains, hier membres de la jeunesse de sauvetage veuillent bien, je les en prie, de me pardonner ma vue critique sur la passivité des jeunes khmers d'autrefois.

Oui, la force de l'Homme se trouve dans son désir d'avoir une vie meilleure et c'est pourquoi Lon Nol remit à la date 18 mars à la jeunesse en tant que force de ce désir. Mais, celle-ci représente-t-elle de cette force ? Nous savons que depuis toujours et d'une génération à l'autre cette jeunesse était éduquée dans le culte de la soumission absolue. Comment faire pour l'arracher à son sommeil profond ? Le nouveau groupe de réflexion sur la république pensait qu'il faut réveiller ces jeunes par de grand mot : la République.

Ce nouveau vocable dont les jeunes khmers ne connaissent ni le sens, ni l'importance puisqu'ils n'en savent que ce que leur en disent de vaque récit. En outre, la création de la république, un évènement extrême, paraissait presque impossible dans l'esprit de la majorité des Khmers. La pauvreté et l'obéissance à l'ordre établi demeurent chez eux un confort quotidien. Depuis 1863, le peuple était à l'abri des guerres civiles avec l'ingérence des pays voisins. Cette paix n'était pas le fruit du traité de protectorat avec la France par le Roi khmer de l'époque, le Roi Norodom ? Et à côté de la guerre au Viêtnam, la paix offerte par son petit-fils, le Prince Sihanouk au peuple khmer, n'était-elle pas une vraie paix pour le peuple ?

En outre, le mot « République » dans le feu de la guerre créait le doute dans l'esprit des jeunes khmers. Le réveil était sans doute aussi difficile pour eux à la date du 18 mars. Le corps se levait, mais l'esprit restait encore bloqué dans son confort de la peur. Cette peur, mélangée de la méfiance, se sécrétait dans l'esprit de cette jeunesse des forces diverses, positives et nuisibles. Peur de l'inconnu, du changement, de l'avenir et de tout ; méfiance de voir les acteurs du 18 mars sont les mêmes dans la cour de Sangkum de Sihanouk. Comment peut-elle croire que la destitution du Prince Sihanouk soit-elle une voie de l'avenir ? La tâche des hommes du 18 mars était donc de travailler davantage pour donner une confiance aux jeunes pour bâtir une nouvelle société heureuse. Avaient-ils le temps et la force pour le faire dans la guerre meurtrière ?

Pour le groupe de réflexion sur la république, il faut profiter adroitement le réveil de la jeunesse pour créer une force nouvelle, puis on l'excite par le moyen puissant, c'est-à-dire la « liberté » pour qu'elle devienne une force nationale de défense contre les ennemis historiques. D'abord, il suffit tout simplement de changer le nom de la J.S.R.K. en jeunesse de sauvetage et garder son organisation de base. On savait que pendant la dictature de Sihanouk, ce mouvement des jeunes s'est vu confier par ce dernier un pouvoir

d'investigation et de contrôle à l'égard de l'administration et des ministres. Pour le Prince Sihanouk, cette nouvelle invention était encore une fois son instrument de pouvoir. Qui pouvait imaginer, en effet, que ces chers enfants et petits-enfants (Kaun-Chao) de Monseigneur Papa se transformaient en ennemi redoutable de Sihanouk ? Élevé dans le confort de la peur, la tradition de la soumission, cette jeunesse n'était jamais formée en une force organisée pour le pays. Et malgré la création de la J.S.R.K., ce mouvement resta plutôt l'instrument de pouvoir du Prince Sihanouk et non pas une force de la nation.

Nous, les jeunes de l'époque du Sangkum, avons appelé le Prince Sihanouk « Monseigneur Papa » avec joie. Mais le Roi-Père n'est pas un vrai père comme disait Alain : « Le lien de nature manque. L'orgueil et la colère ne sont point tempérés assez par l'amour, et notamment par l'amour conjugal, si puissant au commencement pour éduquer l'amour paternel…Les sujets (du roi) voudront une charte et des garanties, ils n'auront pas tort. Et, d'un autre côté, le roi ne peut compter que ses sujets l'aimeront comme un père ; les sentiments naturels ne se transportent point[49](2) ».

Après le 18 mars, cette jeunesse se réveillait en une force. Mais quelle force ? D'abord, elle revendiquait sa place dans le nouveau régime. Elle ne connaissait pas assez le mot « république », mais elle voulait plus pour son avenir. L'ouverture proposée par les hommes du 18 mars n'était pas encore suffisante pour elle. Ce qu'elle voulait, c'est la révolution dont les idées précises existaient déjà dans la révolution française de 1789 :

Révolution dans les droits : l'égalité.

---

[49] Extrait du livre (Propos sur les pouvoirs) d'Alain, philosophe français.

Révolution dans les idées : le raisonnement substitué à l'autorité.
Révolution dans les faits : le règne du peuple.

A plus d'un siècle et demi de distance, la jeunesse khmère en 1970 voulait parler haut et fort de ses idées à la nation. Elle avait choisi souvent la rue comme lieu de manifestations de solidarité et de protestations populaires. Elle voulait pousser les masses populaires vers la révolution dont le slogan était comme Fidel Castro : « Avec la révolution, tout ; contre la révolution ; rien ! ». Elle s'organisait en différents groupes : groupe des jeunes – lycée et université – et le centre conserve tous les pouvoirs de décision, non pas la force mais par l'ascendant de son autorité. Véritable organe de combat d'idées avec un journal comme fusil d'assaut. Bien sûr, certains leaders de la jeunesse étaient manipulés par des personnalités de tous bords, mais ces manipulateurs étaient souvent prise à la gorge par leurs jeunes affidés comme le cas de fusillade à la Faculté de Droit en 1972 : Un jeune étudiant de Droit, nommé Koy Pech, vendu à Lon Non pour satisfaire à son ambition personnelle : un siège de député dans le future Parlement républicain, avait changé d'avis sans préavis pour faire face à la dictature de Lon Nol, nouveau Président de la République. Voici l'histoire de son audace qui provoquait la réaction de Lon Non pour défendre les intérêts de son frère, de son groupe et de ses alliées du moment.

La fusillade à la Faculté de Droit.

M. Son Ngoc Thanh fut désigné par Lon Nol comme Premier Ministre le 20 mars 1972. Cette nomination annonça la victoire du groupe de Lon Non et celui de Hang Thun Kak, connu sous le nom groupe « Phnom Dang-rek » (la montagne de Dang-rek), dont Son Gnoc Thanh était le leader historique. Depuis le début du mois de mars 1972, la tension politique dans la capitale fut électrique : Les jeunes du groupe de Lon Non attaquèrent le gouvernement, présidé par le Prince Sirik Matak : Ils demandèrent à ce dernier de se retirer de la vie politique du pays, parce que dans la République, il n'y a pas de

place pour la famille royale. Ils accusèrent Sirik Matak de conjurer la perte de la révolution. Ils collèrent des affiches à la place du Monument de l'Indépendance pour faire pression à ce dernier de démissionner. Dans ces tumultes de rue, il y avait un autre événement majeur à gérer par le nouveau régime : Référendum sur la nouvelle Constitution de la République, prévue pour le 30 avril 1972. Pour le groupe de Lon Non, appuyé sans doute par celui de Hang Thun Hak, le départ de Sirik Matak présentait plusieurs avantages pour leur avenir politique :

1. Le symbole de la Constitution de la République doit être fort. Les groupes de Lon Non/Hang Thun Hak retrouve ce symbole dans la personnalité de Son Gnoc Thanh, vieux combattant contre la monarchie. Ce dernier, à la place de Sirik Matak, devrait être associé à Lon Nol dans ce moment historique.
2. Effacement les anciennes traces de l'ancien régime.
3. Effacement des autres groupes politiques dans le régime républicain.

Avec l'appui du groupe de Hang Thun Hak, Lon Non arrivait cette fois-ci à convaincre son frère à choisir Son Gnoc Thanh comme Premier ministre.

Avec l'accord de Lon Nol, le groupe de Lon Non avait fait une pression sur M. Chéng Heng, Chef de l'État, de démissionner de sa fonction. Le 10 mars, celui-ci annonça dans un message radiodiffusé à la nation à 19h qu'il démissionnait de sa fonction au profit de Lon Nol pour le « salut du pays ». Une heure après, à 22 h, Lon Nol, nouveau Chef de l'État, adressa un message à la nation pour annoncer la dissolution de l'Assemblée constituante. Le 12 mars, Sirik Matak présenta sa démission à Lon Nol de la fonction du Président du Conseil des Ministres délégué. Le 13 mars, Lon Nol se proclama Président de la République khmère et nomma le 20 mars Son Gnoc Thanh Premier Ministre.

Le scénario conçu par Lon Non et Hang Thun Hak semblait se dérouler parfaitement. Ils étaient confiants de leur coup. Ils se trompaient lourdement. Le Comité exécutif[50] de l'assemblée des jeunes se réunissait en secret et pour la première fois, les membres décidaient à l'unanimité que le procédé de Lon Nol était un Coup d'État déguisé. Il fallait le dénoncer. Le 23 mars, profitant de l'antenne de radio offerte par le gouvernement de Son Gnoc Thanh dans le cadre de propagande pour la campagne de référendum sur la Constitution de la république, Koy Pech, leader des étudiants de la Faculté de Droit, traita publiquement Lon Nol, nouveau Président de la République de Sdach Arul Mékh (roi des ogres), c'est-à-dire de dictateur féroce et tyrannique. Dans cette insulte, Koy Pech voulait dire au public que Lon Nol a utilisé « l'arme de l'arbitraire » pour imposer sa dictature. Le nouveau Premier ministre Son Gnoc Thanh ordonna aussitôt son arrestation, mais ce dernier se réfugia dans sa Faculté. Celle-ci fut immédiatement occupée par les étudiants pour empêcher la force de l'ordre de pénétrer pour arrêter leur camarade Koy Pech. Bien entendu, le 24 mars, l'Association générale des Étudiants annonça son soutien à Koy Pech, au nom de la liberté d'expression, et prit position contre le gouvernement de Son Gnoc Thanh. Le conflit entre la jeunesse et le gouvernement était ouvert. Le 27 mars, vers 9 h du matin, mon oncle OP Kim Aun[51], alors

---

[50] Mon frère, OP Sao Rithy et Pin Samkhon faisaient partis du Comité Exécutif. Mon frère en qualité du Président des Etudiants de l'Ecole d'Ingénieurs de Chimie et Pin Samkhon, en qualité du Président de la Faculté des Sciences.

[51] OP Kim Aun, né en 1934 à Kompong Thom, Elève d'officier à l'Ecole militaire khmère (ARK) - 13e promotion, la promotion de Lon Non. Vers l'année 1960, il avait effectué un stage en France à l'Ecole d'Application d'Infanterie à Coetquidan. Après le retour de la France, il avait été affecté au centre national du matériel militaire à Longveak dont le Colonel Our Trouk était son chef hiérarchique. En 1971, il avait effectué un stage à l'Ecole de guerre politique en

Directeur du Centre de formations des officiers de la police militaire en stage de perfectionnement, a reçu l'ordre du Commandant de la police militaire, le Général Chéa Kim Eng, d'aller voir la situation à la faculté de Droit. Vers 10 h, il arriva sur place, au moment où il descendit de sa Jeep, il y eut un éclat de tir et l'explosion de grenades fumigènes au portail de la faculté qui se trouvait à vingt mètres de sa Jeep. D'après le gouvernement, il y aurait eu une vingtaine de blessés dans cette fusillade. Du côté des étudiants, ils affirmaient qu'il y aurait eu des morts, parmi des victimes, il aurait eu le fils du Colonel Srey Ya, commandant de la Brigade des parachutistes. Celui-ci avait démenti officiellement de la mort de son fils.

Le quotidien en langue khmère, Norkor Thom, dirigé par Soth Polin, avait publié un article dans lequel, il accusa mon oncle, le Commandant OP Kim Aun, d'être l'auteur de l'ordre donné à la force de l'ordre de tirer sur les étudiants. Le quotidien avançait que Sirik Matak avait décidé de se venger pour avoir écarté du pouvoir et qu'il avait profité de la confusion du moment pour tenter la rupture entre la jeunesse et Lon Nol. Cette accusation est sans fondement. D'abord sur la responsabilité de mon oncle dans cette fusillade. D'après des enquêtes de commandement militaire, demandée par le Premier ministre Son Gnoc Thanh, sur la responsabilité de mon oncle dans cette fusillade, il s'avérait qu'il n'avait pas donné l'ordre

---

République de Chine (Taiwan). Pendant l'opération militaire Chen-La I, il était commandant des Commandos de la population armée et des troupes de propagandes politiques. En 1972, il était nommé Directeur du Centre de formation des officiers de la police militaire en stage de perfectionnement. *Il avait été appelé par le Premier In Tam pour former la police républicaine. Il était blessé gravement par les obus de roquette 122 en 1974. Il avait été tué par les Khmers Rouges en 1975. Son grade militaire avant sa mort était lieutenant-colonel d'infanterie.*

de tirer. La force de l'ordre placée devant la Faculté de Droit n'était pas sous son commandement direct. Il est invraisemblable sur le plan de commandement militaire qu'il se permette de donner l'ordre de cette nature à une troupe dont il n'est pas le chef. Il est invraisemblable aussi que le Prince Sirik Matak, par le biais de mon père, choisisse la méthode de vengeance de cette nature à Lon Nol. À quoi sert donc de démentir à l'accusation grotesque du quotidien Norkor Thom. Et si la responsabilité de mon oncle était prouvée dans cette fusillade, il est clair que Son Gnoc Thanh ne lui ferait aucun cadeau. Mon oncle aura été sans doute condamné à mort par la cour martiale à titre d'exemple pour ses fautes graves, parce que dans cette situation, les jeunes en colères ont besoin de haïr quelqu'un, on lui livra sans doute mon oncle pour calmer ces courroux.

Qui était derrière de cette affaire ?

D'après le gouvernement, cette incidence avait été l'œuvre d'éléments Khmers rouges qui voulaient provoquer le chaos du régime républicain.

Il y aurait eu une autre version cachée. Cette incidence avait été montée de toutes pièces par le groupe de Lon Non pour colmater la colère des étudiants à la suite de la décision de Son Gnoc Thanh d'arrêter Koy Pech par la force de l'ordre. Il y avait des hommes du groupe Lon Non dans le gouvernement de Son Gnoc Thanh. La perte de la crédibilité de ce dernier vis-à-vis de la jeunesse entraînera sans doute la chute de son groupe. Il fallait donc sauver le Premier Ministre Son Gnoc Thanh. Pour le faire, il fallait utiliser la ruse : Détourner le problème ailleurs. L'imputation de la responsabilité à Sirik Matak était une option valable et faisable. Il fallait choisir une victime qui avait le lien politique avec le Prince : C'était mon oncle OP Kim Aun, frère cadet de mon père, proche de Sirik Matak. Le déroulement de l'opération était minuté par la radio militaire entre le centre des opérations et l'équipe sur place : On envoyait mon oncle à cet endroit, et dès son arrivée, on ordonnait par radio aux

complices dans la force de l'ordre de tirer en faisant croire aux étudiants que le Commandant OP Kim Aun était l'auteur de cet ordre. Si c'était vraiment le coup de Lon Non, il n'était pas à la hauteur et on découvrait en même temps le déficit de l'auteur car après cette incidence, le masque de Son Gnoc Thanh, homme providentiel, héros national, était tombé. Son autorité fut définitivement affaiblie aux yeux des étudiants. Cet événement pesait lourdement sur le climat politique du pays et psychologique des Cambodgiens. Il ne ralentissait pas la marche de la République, mais il la rendait plus périlleuse. Il obscurcissait néanmoins l'horizon et il frappait de scepticisme et de mécontentement toute action du gouvernement. On savait maintenant que la patience n'était pas le point fort de Son Gnoc Thanh et la prudence n'était pas non plus son tempérament. Ses opposants le traitent même l'homme de la forêt, parce qu'il avait été dans le maquis presque toute sa vie comme opposant de Sihanouk. Il pratiquait donc la politique hardie et casse-cou. Le tout était de savoir est-ce que Lon Nol avait encore la confiance en son Premier ministre ? Bien sûr que non, il ne voyait plus Son Gnoc Thanh comme avant. Il commençait à avoir de doute sur le sang-froid de ce dernier dans sa capacité de conduire les affaires du pays. Lamartine disait toujours : « Les hommes politiques doivent être patients comme le temps, parce qu'ils traitent avec le lui ».

La politique au Cambodge.

Lecteur, s'il vous arrive de vous intéresser à la politique au Cambodge, soyez indulgents pour son concept qui ne correspond absolument pas à celui de la pensée occidentale.
D'abords, qu'est-ce que la « politique » pour les Cambodgiens ? Qui a le droit d'en faire ? Dans mon pays, on dit que la politique est l'art de la duperie, de l'habileté ou de la ruse (Noyau Bauk). Il y a sans doute une banalité dans cette raillerie, mais pour les Cambodgiens, elle a tout son poids. Pourquoi ? On sait qu'une personne ordinaire qui veut se lancer dans la politique se heurte toujours à une réprobation quasi unanime de part de ses amis et des membres de

sa famille. Cette critique sarcastique est fondée par la croyance millénaire que j'essaie d'analyser ici.

Au Cambodge, on a peur du mot « politique ». Ce vocable est tabou pour deux raisons : l'opposition de fait du « pouvoir en place » et l'ambition démesurée vis-à-vis du public. On l'accuse toujours à celui qui s'intéresse à la politique par une phrase : Veux-tu être un roi ? Ou veux-tu duper les gens ? C'est pourquoi, au Cambodge, à chaque fois, quand on a une idée politique à dire, on commence toujours par faire une déclaration préalable à ceux qui lui écoutent : « Je ne fais pas de la politique ou je ne suis un homme politique ». Le « politicien » n'existe pas dans l'esprit khmer pour plusieurs raisons : D'abord faire de la politique n'est pas affaire de volonté, de désir ou de goût, mais plutôt de destin, lequel est réservé pour deux catégories de personnes bien déterminées : La caste de Ksatrya (la famille royale) et les hommes destinés à devenir des dirigeants du pays par la volonté divine (Neak Mean Bonn). Faire de la politique est un phénomène exceptionnel car ceux qui la pratiquent doivent posséder la force surnaturelle, c'est-à-dire la capacité de commander la nature et l'âme des êtres vivants dans l'univers. L'homme prédestiné à devenir un chef par la volonté divine (Neak Mean Bonn) désigne bien le mot « politicien » en cambodgien, parce qu'il est le vainqueur ou le plus fort par la volonté divine. Il doit être le gagnant éternel et dans toutes les épreuves : lutte, ruse, force, négociation, violence, terreur, subversion, guerre, droit, etc. Son eschatologie est le pouvoir éternel, même au-delà de la vie ici-bas. Tout le monde doit obéir à sa vocation dans le cadre de son mérite divine (Bonn). Le droit de supprimer les ennemis potentiels ou présents est un droit divin. Freud disait : « La paix politique n'exclut pas l'ennemi, mais elle l'inclut ». Mais dans la conception politique khmère, il n'existe pas donc la paix politique, car la lutte politique est éternelle. La tolérance est uniquement le rapport entre les plus forts et la soumission inconditionnelle des vaincus. Le rapport politique au Cambodge se caractérise essentiellement par l'intensité de la relation, ami\ennemi ou gagnant\perdant. Cela se traduit par une

expression : « Si tu ne travailles pas pour moi, tu es mon ennemi et si tu travailles pour moi, tu me dois l'obéissance ». En effet, le mot politicien en khmer n'existe pas au pluriel. Chaque homme politique ou le plus fort pense toujours qu'il soit le seul à recevoir le mandat du ciel pour exercer le pouvoir politique. Il est donc normal que les autres lui doivent l'obéissance.

M. Boun Chan Mol, dans son livre « les mœurs khmers », critiquait la conduite des hommes politiques khmers. Voici le résumé de certaines de ses idées :

1. – Je suis le plus fort : Cette pensée est fondée en général sur la supériorité intellectuelle ou la force. Toutes ses idées sont parfaites, en revanche, les idées des autres sont des déchets, bons à rejeter dans la poubelle.

2. – Voler les idées des autres : S'il écoute certaines personnes, parce qu'il est à court d'arguments ; Il pioche lorsqu'il le faut parmi les idées de son entourage ou de ses ennemis. Sur ce point, l'auteur avait pris Sihanouk comme exemple.

3. – L'idée de vengeance : S'il y a une personne qui ose faire un débat contradictoire en public avec lui, il est certain que cette personne et les membres de sa famille seront taxés comme ses ennemis pour toute sa vie. En effet, il utilisera tous les moyens pour leur nuire jusqu'à la destruction totale de leur existence.

4. – L'intrique : S'il veut critiquer quelqu'un, il n'a jamais le courage de le faire en face de cette personne.

5. – Le singe couronné : Cet aphorisme est symbolisé par l'image de l'ignorance des parvenus. Le singe ignore toujours qu'il est couronné et chaque fois qu'il veut gratter sa tête, au lieu de servir sa main, il sert son pied parce que c'est sa nature. C'est à ce moment-là qu'on aperçoit que le singe couronné n'est qu'un singe ordinaire.

Au Cambodge, conclut l'auteur, la finalité politique est la puissance et la gloire, lesquelles sont le seul point de désir des politiciens. Le vainqueur ou le plus fort signifie le maître du pays ou de la vie. Il se prend pour le propriétaire du territoire (Teuk-Dey) (eau-terre) et réclame l'obéissance des autres. Il finit par s'identifier au pays et aux dieux. Sa survie est assurée donc par la pratique du pouvoir absolu. Tuer les ennemis est une nécessité pour la perpétuation de son autorité arbitraire et l'accroissement de son pouvoir sur les autres. Sa stratification sociale est assise sur la tyrannie, laquelle lui permet de créer sa position permanente de « Maître », autour de ce statut les gens se rallient. Quiconque en effet veut rassembler les autres sans avoir le pouvoir divin cause plus de confusion que si aucun groupement n'avait eu lieu.

Pour moi, la politique est comme la vie elle-même, une étape précaire et une préoccupation d'un instant, pourquoi, y ait-il des gens qui attachent tant ? D'une façon ou d'autre : Il n'y a pas d'exemple que la politique ne finisse pas tomber ». Je ne dis pas aux gens qui aiment tant la politique ou le pouvoir de renoncer à leur plaisir, mais de le limiter dans le temps pour faire autres choses. La vie est si courte, après quelques détours, on est déjà dans la vieillesse. Je connaissais la détresse du monde de politique, parce que j'appartenais de naissance dans cet univers : Tout allait bien. Tout allait mal. C'est pourquoi, j'allais allergique de ce monde impitoyable : « J'ai peur, de ne plus croire en grand-chose ». C'est pourquoi, je me posais la question : Est-ce que tous hommes du 18 mars se comportaient-ils comme les hommes politiques khmers décrits par M. Boun Chan Mol. Et pendant la République khmère, y avait-il des hommes nouveaux pour piloter le Cambodge nouveau ?

Les Cambodgiens appellent le territoire du pays « Teuk-Dey » (Eau-Terre). L'eau symbolise le peuple, la terre symbolise le roi. Dans cette appellation, il y a l'image de la Solidarité. Sur la terre est l'eau : L'eau remplit tous les creux de la terre et adhère fortement à celle-

ci. L'organisation sociale de la société khmère antique était fondée sur l'union entre le peuple et le roi. L'eau unit d'elle-même ses cours parce que dans toutes ses parties elle demeure assujettie aux mêmes lois. Ainsi la société humaine doit également observer l'union grâce à une communauté d'intérêts qui fait que les différents individus se sentent membres d'un seul tout. Le pouvoir central d'un organisme social doit veiller à ce que chaque membre trouve son véritable intérêt dans l'union, comme c'était le cas dans les relations paternelles que le roi entretenait avec son peuple. Quand les hommes du 18 mars voulaient changer le mot « roi » par celui de la « république », on se pose la question : quelles conséquences pourrait-il en avoir dans ce changement ? Tout dépendra le but recherché par la « république » : Si celle-ci cherche l'union avec le peuple en arriviste importun, elle va sans dire qu'une telle attitude entraîne de fâcheuse conséquence, mais si elle cherche la solidarité comme l'eau et la terre, elle va sans dire qu'une telle décision amène le bonheur. J'en parlerai dans le prochain numéro.

La naissance d'une république :

Le 7 octobre 1970, l'Assemblée Nationale avait voté une loi constitutionnelle portant proclamation de la République Khmère. Cette loi comportait 4 articles :

Article premier – Le Cambodge est une République une et indivisible. Cette République a pour dénomination officielle « République Khmère ».
La proclamation de cette République sera faite le 9 octobre 1970 à 7 heures par le Parlement agissant au nom de la Nation par la voix du Président de l'Assemblée Nationale.

Article 2 – En attendant la mise en place de la République et l'adoption de la nouvelle constitution conforme au régime républicain, l'actuelle Constitution continue à s'appliquer sauf en ce qui concerne les dispositions contraires à l'esprit et au régime républicain.

Article 3 – Tous les lois et règlements en particulier, les dispositions du Code pénal et du Code civil octroyant ou reconnaissant les privilèges de naissance, contraire au principe de l'égalité des citoyens devant la Loi, doivent être considérés comme nuls et non avenus.

Article 4 - M. Cheng Heng, l'actuel Chef de l'État continue d'exercer ses fonctions jusqu'à l'élection d'un Président de la République.

Fait à Phnom-Penh le 8 octobre 1970
Signé : Cheng Heng

Les Armoiries de la République khmère comprennent essentiellement le Livre de la Constitution, accompagné par le temple d'Angkor, les trois étoiles symboliques, une couronne de gerbes de paddy, un cartouche portant l'inscription « Sathearanak Rat Khmer » (République Khmère).
Le Livre de la Constitution repose sur un socle constitué par la superposition de deux plateaux à pied étayé par deux motifs de flamme. Ce symbole s'inscrit dans une gloire ovale verticale entourée de rayons divergeant dont les plus longs marquent les huit directions de l'espace. Ce motif encadré par deux dragons en motifs de flamme se surimpose à sa partie supérieure sur une silhouette stylisée d'Angkor Vat.

Au-dessus du temple, les trois étoiles représentant la trinité : Nation, Religion, République, ainsi que le triple joyau et les Trois Pouvoirs se posent sur un motif de rayons de diverses grandeurs.
L'ensemble est entouré d'une couronne ouverte composée de gerbes de paddy liées par des rubans noués à la partie inférieure.
Un cartouche en bandeau avec enroulement aux extrémités forme la base de la composition et porte l'inscription « SATHEARANAK RAT

KHMER » (République Khmère) en lettres de couleur bleue. Les Armoiries sont entièrement en or, à l'exception de l'inscription.

Le 4 juin 1970 le Général Lon Nol avait répondu dans une interview accordée à un journaliste de la 1e chaîne de la R.A.F. à la question pour quelles raisons la République n'avait pas été proclamée tout de suite après la déposition du Prince Sihanouk :

« Ce n'est pas une question d'hésitation. Le peuple cambodgien est déterminé à avoir une république, on peut même dire que la République est proclamée, mais officieusement. En tout cas pratiquement, le Cambodge est maintenant une république, c'est sur le plan juridique que nous sommes en préparation. Nous suivons une procédure régulière parce que nous savons qu'en fin de compte un référendum est nécessaire ».

Anton Wills Ève, envoyé spécial de l'Agence Reuter posa une question à M. Trinh Hoanh, alors ministre de l'Information : Quelle solution serait envisagée dans l'hypothèse où une majorité des paysans ne seraient pas favorable à la République ?

Sa réponse était : Un régime républicain ne sera établi au Cambodge qu'avec le consentement populaire. Mais dès maintenant, nous avons pu constater qu'il existe dans tout le pays un large courant en faveur de la proclamation de la République. De toutes parts des motions demandant l'abolition de la monarchie et l'institution d'un régime républicain, parviennent chaque jour au Gouvernement de Sauvetage.

Les opposants du régime disaient : « Ceux qui souhaitaient la République ne pouvaient être que déçus par les conditions de sa naissance. Ils attendaient une République triomphante ; on leur offrait une république honteuse, proclamée à la veille de la session des Nation Unies par une assemblée arrivée au terme de son mandat. Et le petit calcul des légistes qui avaient dicté cette politique

n'avait même pas l'avantage de supprimer toute possibilité de contestation constitutionnelle... Du moins étaient-ils obligés de s'en contenter puisque bon gré mal gré, leurs convictions doctrinales les liaient au nouveau régime ». Charles MEYER, en goguette, traitait la République khmère dans son livre « derrière le sourire khmer », la république de pacotille.

Nous savons que cette république est donc née troublant l'esprit de certaines gens. Elle trouble encore plus lorsque ces gens essaient de comprendre le drame auquel elle a à faire face. En outre, elle est née à un très mauvais moment par les tourbillons de la guerre et luttant contre les agresseurs étrangers acharnés que sont le Viêt-Cong et les Nord-Vietnamiens, considérés par ailleurs comme les « meilleurs fantassins du monde ».

Sur le drame cambodgien, dans ses motivations, dans son déclenchement comme dans son déplacement, on a beaucoup écrit, beaucoup dit. Vu de l'intérieur, dans l'optique cambodgienne, ce drame présente des aspects souvent mal connus du public et cela est vrai notamment au sujet du chef d'État déposé, de son régime, et de son conflit avec son gouvernement.

Il y avait un mauvais présage à la veille de la proclamation aux yeux des Khmers : Un monument commémoratif, une stèle, bâtie avec une hâte devant le Palais Royal, qu'il fallut la consolider le matin même du 9 octobre, quelques heures avant la proclamation.

Le Professeur Keng Vannsak parlait de la superstition :

Le choix de trois étoiles (chiffres trois) comme symbole de la nation khmère, selon la tradition khmère, n'est pas un bon choix. Une maxime khmère qui dit : Trois – Trois est égal nuisible et mortel pour tout le monde (« Krup Mé – Krup pauk).

Saut bey dang (réciter trois fois) – Plom bey dang (souffler trois) – Prous bey dang (postillonner trois fois) – Bach bey dang (répandre trois fois) – Chhâng bey dang (attacher trois fois) – Pauth bey dang (encercler trois fois), etc. C'est une formule ésotérique pour tuer, pour supprimer, pour chasser, affaiblir un mauvais sort.

Certains gens jasaient avec prédilection pour les idées de gauche que la déposition du Prince Sihanouk fût le coup d'accélérateur à la naissance des forces des Khmers Rouges qui étaient menues avant cet évènement. Mais quand on veut critiquer la république khmère, on évoque souvent les souvenirs heureux pendant les dix-sept années (1953-1970) de règne du prince Sihanouk : « Il était une fois un petit royaume, gouverné par un prince sage et bon, où tout le monde était heureux de vivre. Mais un jour ses plus cruels ennemis appelés par des mandarins perfides vinrent y semer la mort et la désolation…C'est ainsi que se raconte la triste histoire du malheureux Cambodge entré dans l'actualité un certain 18 mars 1970 » (Charles MAYER – Derrière le sourire khmer).

Mais quand les hommes du 18 mars parlent de l'invasion vietnamienne, l'on leur répond nerveusement que cette intrusion martiale est de votre égarement. Aujourd'hui encore ces mêmes personnes hurlent que le pays khmer est regorgé des Vietnamiens. J'ai sans doute envie de leur répondre : « Ne recherchons pas hors de nous notre mal, il est chez nous, il est planté en nos entrailles ». Voilà le mal khmer !

Il y a une citation française qui dit : « On aime sans raison, et sans raison on hait ». C'est normal qu'on aime ou qu'on n'aime pas la république khmère, mais ce qui est inconcevable qu'on n'accepte pas que l'armée khmère eût tenu tête aux 65 000 soldats de l'oncle Ho pendant cinq ans. Et nous le savions qu'à Pékin, Pham Van Dong s'était fait fort de la détruire en moins d'une semaine.

Depuis la naissance de la nation khmère, appelée le « Srok[52] khmer », dans l'esprit de beaucoup de nos compatriotes, ils pensent que la monarchie khmère donne une stabilité politique au pays. Ceci n'est qu'une apparence, en fait, si nous lisons l'histoire khmère depuis le début jusqu'à la proclamation de la république khmère, nous remarquons qu'il y a plusieurs changements de régimes politiques dans le pays : Founan, Tchen la, Tchen la d'eau et Tchen la de terre, Royaume d'Angkor, Krong Kampuchéa (Royaume du Cambodge). En revanche, comme dit M. Dy Kareth, dans ces évolutions tumultueuses, le peuple khmer continue d'appeler sa partie le « Srok khmer » (pays khmer).

Le choix du nom :

Ainsi, la république « khmère » voulait amarrer son nom à la tradition populaire. L'avis était partagé entre les hommes du 18 mars. Certains préféraient plutôt garder le nom du « Kampuchéa » comme nom du pays : Dans le concept khmer concernant le territoire du pays, les Khmers présentent leur pays en trois régions de peuplement de la race khmère : Kampuchéa du milieu (Kampuchéa Kandal = le Cambodge actuel et une partie de l'est de la Thaïlande), Kampuchéa haut (Kampuchéa Leu = une grande partie du Laos et celle du nord-est de la Thaïlande) et Kampuchéa Bas (Kampuchéa Krom = la Cochinchine). Garder le nom « Kampuchéa » était entretenu l'unité nationale de jadis. Cette thèse était partagée par les Khmers Rouges. Elle est fondée sur la base d'occupation d'espace

---

[52] : Le mot Srok – signifie en même temps la qualité ou l'état d'un pays, d'une chose ou d'un être vivant « civilisé », « cultivé », « domestiqué », le contraire du mot « prei » qui veut dire « forêt » ou « jungle », « sauvage », « violent », « non cultivé ». (Extrait de l'article de M. Dy Kareth : « Les fondements de la nation khmère ».

par le peuple khmer dans le passé : L'espace symbolise la puissance. Ainsi l'Empire khmer en s'étirant dominait presque toute la région de l'Asie Sud-Est. La cité d'Angkor Thom est la preuve vivante de la force et de l'énergie du peuple khmer. Ainsi les Khmers aimeraient se rappeler de leur passé glorieux. Cette gloire dans le passé ranime, chez les Khmers, la légitimité territoriale et suscite l'émergence d'un patriotisme qui prend corps dans la haine des occupants actuels des anciennes terres khmères. La haine se transformait en la peur après l'implosion de l'Empire khmer et elle devienne aujourd'hui le repère du nationalisme khmer. Mais on oublie souvent que le « Grand Empire Khmer », dans la pensée des historiens, n'est que la gloire des Rois d'Angkor.

Paradoxalement, après chasser les Khmers Rouges du pouvoir, le 7 Janvier 1979, Hanoi avait choisi le nom du « Kampuchéa » pour le Cambodge occupé par son armée (La république populaire du Kampuchéa). Le nom « Kampuchéa » et « Kampuchéa Krom » pour Hanoi n'est qu'une région géographique où il y a plusieurs ethniques qui cohabitent : Les Khmers, les Vietnamiens et les Chinois. C'était ainsi pendant l'occupation vietnamienne, au Srok Khmer, sur la carte d'identité, on ne mentionnait pas la « nationalité khmère », mais celle de Kampuchéa. Il faut noter aussi que pendant le protectorat français, sur la carte d'identité des Khmers, on mentionnait « la nationalité cambodgienne », parce que le « Cambodgien » englobait de toutes les ethniques qui habitent au Cambodge : Khmer, Chinois, Vietnamien, Cham, Malais etc. Pour Hanoi et le protectorat, le nom « Kampuchéa » s'inscrit automatiquement dans le cadre de l'Indochine.

Certains autres préféraient une rupture avec le passé en choisissant le nom « Khmer » comme nom du pays. Le Kampuchéa ou Kambuja pour eux, n'est qu'un nom d'une caste régnante : « Kambu ». Le retour à la source ranime l'âme khmère de jadis, selon le professeur

Keng Vannsak. M. Dy Kareth écrit [53] (2) récemment : « Dans l'histoire khmère d'aujourd'hui, on ne parle que des périodes de Founan, Tchen la, Angkor et Kampuchéa, mais ce qu'on ignore qu'avant Founan, « Srok Khmer » existait et était déjà une nation puissante et bien organisée en « État-Nation ». Dans ce temps-là, le peuple khmer pratiquait un culte de « Matriarcat » et une religion qui honore « Mé – Ba » ; « Neang Kong Hig et l'âme de crocodile » ; « culte de Génies, etc. ». Bien que plus tard les Khmers adoptent le Bouddhisme comme religion, ils continuent jusqu'à aujourd'hui d'honorer leurs croyances de jadis ».

J'aime bien ouvrir une parenthèse pour montrer l'importance du « bien khmer ». En 2009, quatre éminents Khmers : Docteur Suy Sieng Heng, Chai Sirivuddh, Dy Kareth et vénérable Gnin Phen, ont fait des exposés dans le cadre de séminaire sur le thème « Khmer Mean Pouch » (Le Bien Khmer). Voici le résumé de leurs exposés (texte en khmer) [54](3) :

Docteur Suy Sieng Heng : « Khmer Mean Pouch (le Bien khmer) est l'Homme Khmer qui a reçu une bonne éducation. Il y a deux caractéristiques « Bien » de l'Homme Khmer, lesquels sont des héritages du peuple khmer laissés par leurs ancêtres : Caractéristiques internes et caractéristiques externes de l'Homme khmer :

- Caractéristiques internes : le Sang – la Culture et la Religion.
- Caractéristiques externes : La période glorieuse d'Angkor – l'Abondance – la Civilisation brillante – le Potentiel de l'Homme khmer – les Richesses du pays et le Bouddhisme ».

---

[53] (2) Dy Kareth : « Khmer Mean Pouch » – Publication en 2009 du Vatt Bodhivongsa, Champs-sur-Marne, France. Texte en khmer.
[54] (3) Publication du Vatt Bodhivongsa, Champs-sur-Marne, France. Texte en khmer.

M. Chai Sirivuddh : « Khmer Mean Pouch, c'est l'héritage des ancêtres et la civilisation propre du peuple khmer. Selon les historiens, les ancêtres khmers n'avaient pas recopié intégralement tous les domaines de la culture indienne, ils ne faisaient que captiver l'Esprit » pour bâtir une nouvelle forme culture : la culture khmère.

M. Dy Kareth : « Khmer Mean Pouch est l'Homme khmer qui a reçu une éducation dans l'esprit et la tradition du peuple khmer… Le peuple khmer était le premier occupant de la région d'Asie Sud-Est (vers 6 000 ans avant J.C.). Il forme une race unique depuis sa naissance jusqu'à aujourd'hui… Ses qualités sont : Le Potentiel – la Tradition de l'éducation – la discipline individuelle et celle de la société – la discipline politique.

Vénérable Gnin Phen : « Khmer Mean Pouch, c'est l'Homme khmer qui est né dans la filiation du « Bien khmer » qui ne soit pas inférieur à celui des autres peuples. Le Bien khmer est : des savoirs, une bonne conduite morale, une bonne tradition et bonne civilisation avant les autres peuples de la région de l'Asie Sud-Est. La race khmère est une race savante, d'Angkor, de Prom Bayon, de Preah Khân et des moines bouddhiques… ».

Le professeur Keng Vannsak était un de ceux qui choisissaient le nom « Khmer » comme nom du pays, en revanche, il n'était pas favorable pour le nom de la « République khmère ». Pour lui le « Srok Khmer » est idéal pour approcher du nouveau régime républicain au peuple khmer. Le nom « République » est méconnu dans l'esprit khmer et possède trois significations (le chiffre Trois est mauvais chiffre pour la croyance khmère) : État républicain, domaine public et régime républicain. Donc, le chiffre « Trois » est mauvais, inutile, ordinaire, méchant, ignorant.

Franchement, je n'ai jamais compris le sens de son explication. Pourquoi le mot « République » n'a que trois significations ? On peut en donner autant qu'on veut, n'est-ce pas ?

Et pourtant Lon Nol est réputé d'être superstitieux, mais il n'écoutait pas le conseil de Keng Vannsak. Le nom de la « République Khmère » était adopté et proclamée. Le nom du peuple khmer était ainsi considéré comme un héros dans l'hymne national.

L'hymne national de la république khmère (tradition non officieuse) :

- Le peuple khmer est renommé un des peuples forts dans le monde
- Étant victorieux, il bâtissait des temples en pierre
- D'une grande civilisation, d'un pays, d'une religion magnifique
- Et tous autres héritages des ancêtres sur le sol khmer
- Khmer, levez-vous ! Khmer, levez-vous ! Khmer, levez-vous !
- Pour lutter afin de consolider la République
- Les ennemis envahissants, mais Khmer les combatte sans crainte
- Pour obtenir la victoire finale de la nation khmère
- Pour l'indépendance étincelante d'un grand pays à partir de maintenant.

Oui, à partir de maintenant, les hommes du 18 mars avaient un autre souci à surmonter : Faire reconnaître le nouveau régime comme légitime vis-à-vis des pays étrangers, après la destitution du Prince Sihanouk. À Pékin, celui-ci créa dès le 27 avril 1970, avec l'aide des Chinois et des Communistes vietnamiens, un gouvernement en exil et fit appel au peuple khmer à combattre à côté des forces communistes vietnamiennes le nouveau régime proaméricain, un valet des impérialistes, dit le Prince. Khieu Samphan, représentant des Khmers Rouges, répondit à l'appel de Sihanouk. À partir du territoire khmer, 65 000 soldats de l'Oncle Ho pénétrèrent à l'intérieur du Cambodge et occupèrent immédiatement 1/3 du territoire khmer.

Sur le plan international, les pays communistes d'obédience chinoise ne reconnaissaient pas le nouveau régime au Cambodge. L'Australie, l'Indonésie, les États-Unis d'Amérique jugèrent bon de reconnaître la République Khmère. Beaucoup d'autres préférèrent s'en tenir à la prudence thèse française de la reconnaissance des États et non des gouvernements. La France demanda en effet son ambassadeur de quitter la République Khmère, mais elle ne fermait pas la chancellerie, un chargé d'affaires fut désigné. Moscou maintint toujours des relations diplomatiques limitées. Quant à la République Populaire de Chine, elle choisit son camp en offrant sa capitale comme siège du gouvernement d'exil de Sihanouk. À l'égard de l'O.N.U. : Le changement de la forme de l'État khmer n'entraîna pas de mise en cause de la représentativité de Phnom-Penh. La délégation khmère fut d'ailleurs présidée par le Chef de l'État lui-même M. Cheng Heng, assisté par son Ministre d'État, chargé de l'Intérieur, de la sécurité nationale et des Cultes, OP Kim Ang, qui partit le matin du 9, après la proclamation de la République Khmère pour New York. À l'assemblée Générale de l'O.N.U., la République Khmère avait remporté la victoire diplomatique contre le gouvernement d'union nationale du Kampuchéa (G.R.U.N.K), présidé par le Prince Sihanouk.

Nous le savons que la République Khmère ne voulait pas au départ d'être un régime révolutionnaire. Elle était née dans un climat de légalisme et de juridisme. La décision parlementaire de proclamation de la république Khmère était le résultat de débat des députés pendant deux jours au cours duquel la Commission juridique et constitutionnelle a étudié le processus juridique le plus satisfaisant pour aboutir à la naissance une république légale. Deux thèses se sont affrontées sur l'article 54 de la Constitution de 1947, relatif à la représentativité nationale des députés :

Article 54 : Les députés de l'Assemblée nationale sont les représentants de la Nation cambodgienne toute entière, et non pas

seulement de ceux qui les ont élus. Ils ne peuvent être liés par aucun mandat impératif.

Thèse du Professeur Phung Tong qui aurait souhaité que l'on s'abstienne un texte dont on méconnaissait justement les dispositions.

Thèse du Professeur Douc Rasy qui emporta la conviction de ses collègues en soulignant que le renvoi à la Constitution de 1947 était la marque de la continuité de l'État Khmer. De plus, les députés étaient trop heureux de trouver là un moyen de proclamer leur prééminence politique et de répudier l'amorce de mandat impératif greffé par Sihanouk en 1956 sur la Constitution de 1947.

Selon Philippe AYRIVIE, la loi du 7 octobre 1970 n'est donc qu'une réforme constitutionnelle. Cette continuité trouve sa confirmation au fond, dans l'article 2 de la loi qui maintient en vigueur l'ancienne Constitution sauf en ce qui concerne les dispositions contraires au régime républicain. De la sorte se trouvent indirectement annulées les dispositions relatives à l'intangibilité de l'institution monarchique. Il eût peut-être mieux valu pour que le procédé fût parfaitement satisfaisant que cette annulation ait été régulièrement réalisée avant le vote de la loi. On retombe ici dans les dispositions générales de caractère formel.

La première tentative républicaine[55] :

Le modus vivendi de 1947 avait ouvert la porte au développement d'une vie politique dans le cadre néocolonial qu'il rétablissait avec

---

[55] Philippe AYRIVIE : Thèse pour le Doctorat en Science politique – Mai 1975 : « La République Khmère – Structures constitutionnelles et réalités politiques ».

prudence. La France, la Cour et les forces traditionalistes qui l'appuyaient souhaitaient établir une démocratie moderne « adaptée à la situation locale ». Une commission mixte franco-khmère avait établi un projet constitutionnel répondant à ces visées.

Le Prince Youtevong et le parti démocrate firent voler en éclats cette tentative en s'appuyant sur le suffrage universel. L'habileté et peut-être la faiblesse de Youtevong avaient sans doute été d'amalgamer dans le parti démocrate des éléments hétérogènes allant de la **bourgeoisie nationale** aux jeunes des écoles, des fonctionnaires au clergé. Le pavillon du nationalisme cachait mal la faiblesse de ce rassemblement qui ne sut pas aller au-delà de la victoire électorale. Et Le Prince Youtevong mourut…

La bourgeoisie nationale : D'après Phung Tong, au sein de la bourgeoisie capitaliste, appelée la bourgeoisie nationale, il y avait trois groupes qui se sont affrontés pour défendre leurs privilèges sociaux :
- Les bourgeois féodaux, issus des grandes familles de mandarins et dignitaires du royaume, avaient conservé l'esprit de caste, survivance de l'ancienne société khmère, laquelle était le reflet de la société hindoue basée sur la division des classes sociales ;
- Les bourgeois commerçants étant issus de la famille chinoise établie depuis longtemps dans le pays constituent un des éléments qui les oppose aux bourgeois féodaux, lesquels prétendent représenter le pur-sang khmer ;
- Les propriétaires fonciers (ils sont très peu nombreux) qui, en vertu de la Convention de 1884 mettant fin à l'inaliénabilité du sol du Royaume « jusqu'à ce jour propriété exclusive de la couronne » ont pu acquérir de grands domaines agricoles.

Après la mort du Prince Youtevong, la constitution, que l'équipe dirigeante qui lui succéda à la tête du parti démocrate imposa en 1947, ne fut qu'un démarcage de la constitution française de 1946. Elle maintient sans doute la monarchie. Mais celle-ci est un corps

étranger au système, une pièce plutôt mal rapportée. Les républicains du groupe avaient dû faire cette concession ; c'était le prix de l'établissement de la démocratie. Mais quelle démocratie ? L'appareil constitutionnel transposé au Cambodge n'avait d'autre objet que d'assurer la maîtrise du pouvoir à la petite intellectuelle bourgeoise du pays. Des analystes marqués par la pensée marxiste, tel Phung Tong, ne s'y sont pas trompés.

La Constitution de 1947 : D'après Phung Tong, la Constitution de 1947 est l'œuvre de la bourgeoisie nationale qui, désireuse d'accéder au pouvoir, avait profité des circonstances favorables au lendemain de la seconde guerre mondiale pour rédiger une « charte » en sa faveur. Le régime nouveau de la monarchie parlementaire ne fait donc que consacrer et défendre les avantages et les privilèges acquis par les classes privilégiées… Un grand nombre de ces bourgeois, notamment les bourgeois commerçants et les fonctionnaires moyens appartiennent au Parti Démocrate.

À partir de cette époque, une cassure assez profonde se produisit au sein du parti démocrate entre l'aristocratie dirigeante prête à toutes les compromissions pour conserver le pouvoir, et la piétaille des militants. Parmi ces derniers, les uns, découragés par le spectacle que leur offrait la lutte politique, se détournaient de la démocratie libérale ; d'autres restaient au contraire fidèles à l'idéal d'origine et renforçaient leur sentiment républicain par l'appréhension confuse de la responsabilité de la Monarchie.

Le régime de la monarchie parlementaire, en effet, donna très vite l'image du désordre, de l'inefficacité et de la concussion généralisée. Les élections passées, les expériences de 1946 et 1947, devinrent un rite formel destiné par tous les moyens à confirmer le mandat du parti dominant et le pouvoir de ses dirigeants. Seulement le groupe était divisé par des rivalités profondes. Les affrontements de clans et de personnalités constituèrent la trame de la vie politique khmère de 1947 à 1952. Ils finirent même par résumer la démocratie

cambodgienne. Instabilité ministérielle, multipartisme factice, dissolutions illégales, constituèrent un jeu auquel trouvait plaisir et intérêt une infime minorité, mais qui contribua à discréditer le système libéral auprès des masses et des élites authentiques.

L'impuissance des libéraux, républicains potentiels, face aux rebelles communistes, leur incapacité à réaliser l'indépendance, furent à l'origine de leur perte.
Lorsque le Prince Sihanouk l'emporta, il n'eut pas mal à recueillir l'adhésion immédiate des grands du parti démocrate, à quelques exceptions près. Mais les autres, les petits, restèrent silencieusement républicains. Que représentaient-ils ? Il faut le dire, peu de chose.

Les Républicains de 1954 à 1970 :

Si l'on met à part quelques grands bourgeois libéraux, sincères avec eux-mêmes, tel Cheam Varm, qui refusèrent obstinément de s'intégrer dans le Sangkum, les Républicains cambodgiens se limitaient à deux groupes qui ne sont au fond que deux classes d'âge : Les thanistes (partisans de Son Gnoc Thanh) et les jeunes des écoles khmères.

Les thanistes : Ils représentaient avant tout la veille garde républicaine. Ce sont les démocrates, restés fidèles à leur idéal, qui ont gardé le souvenir des luttes de l'indépendance, au cours desquelles Son Ngoc Thanh avait été leur grand homme. Ils avaient rêvé d'une décolonisation à la tunisienne, d'une indépendance qui aurait conduit de la monarchie coloniale à la République modérée de type libéral. Leur échec, ils n'en recherchaient pas la cause dans leur propre médiocrité et leurs maladresses, mais dans l'action conjuguée des communistes vietnamiens, de la France et de Sihanouk, sans mesurer l'invraisemblance de leur analyse.

Contraints d'accepter le Sangkum, écrasés par les victoires électorales de Sihanouk, ils avaient connu leur dernière manifestation publique avec la grande confrontation entre les démocrates et le Sangkum, organisée par Sihanouk en 1957, qui s'était terminée par la mise à mal de leurs porte-paroles. Les liens qui les unissaient à leur ancien leader et parrain, Son Gnoc Thanh, s'étaient fortement distendus. Ils avaient probablement mal suivi les vicissitudes de ce dernier, qui avait progressivement glissé entre les mains des Américains, pire, des Sud-Vietnamiens.

Les jeunes des écoles khmères : Pour les jeunes générations, le thanisme n'avait en aucune valeur politique en tant qu'idéologie politique. Ces jeunes s'intéressaient peu à cet homme du passé qui menait un combat sans espoir, dans l'ombre de ceux qu'ils croyaient être les ennemis héréditaires du Cambodge. Beaucoup sans doute n'étaient pas loin d'accepter la qualification de traître que lui décernait Sihanouk. Par contre ; la démocratie à leurs yeux restait une valeur et un idéal ; et celle-ci revêtait nécessairement la forme républicaine. Les instituteurs, le personnel enseignant national du secondaire, transmettaient à leurs élèves un idéal politique qu'ils avaient eux-mêmes reçu. Dans un pays où l'élève n'accepte un enseignement que dans la mesure où il est susceptible d'en tirer des applications pratiques directes, on peut mesurer le danger que représentaient les lieux communs démocratiques débités sans conviction par un personnel de coopérants, trop souvent de faible qualité. La sincérité, l'enthousiasme naïf et l'insuffisance de formation intellectuelle feront de leurs jeunes élèves les victimes les plus tragiques du drame de 1970.

La faiblesse, en effet, de ce courant républicain dont la qualité morale ne peut être contestée relevait de deux ordres :

- Tout d'abord, en dépit de l'immense effort de diffusion de l'enseignement qui avait été accompli, les idées nouvelles ne mordaient que sur une infime minorité des jeunes : les citadins et

avant tout ceux de la capitale. Elles étaient sans emprise sur les campagnes où les pagodes étaient en lutte contre l'instituteur. Elles effarouchaient beaucoup d'hommes des générations plus avancées. À cet égard, le Prince Sihanouk a raison : Les Républicains khmers sont en marge de la société nationale traditionnelle. Mais ils n'incarnaient même pas l'avenir.

- La deuxième source de la faiblisse du courant républicain, le mouvement est d'une qualité intellectuelle médiocre. Dans le Tiers Monde actuel, aux prises avec ses contradictions économiques, dans une Indochine au carrefour des affrontements idéologiques mondiaux, l'imagerie républicaine style 1789 qu'il apportait, les analyses démocratiques formelles, qui constituaient la base de l'idéal républicain, paraissent singulièrement dépourvues d'ampleur et de force convaincante. Elles sont anachroniques. Les vrais problèmes, les options majeures se trouvent ailleurs. Même s'il s'agit encore d'une imagerie sommaire, le thème de la lutte anti-impérialiste est beaucoup plus contemporain, beaucoup plus évocateurs et répond davantage aux problèmes du Cambodge actuel. Les éléments les plus valables du corps enseignant, les jeunes les plus dynamiques et peut-être les plus conscients, sont fascinés par le modèle chinois, par l'analyse marxiste. Cela est vrai, non seulement de ceux qui sont doctrinalement asservis et qui font du marxisme leur foi, mais encore de nationalistes non communistes qui cherchent seulement à déterminer leur engagement en fonction des donnés objectifs de la situation du Cambodge et de l'intérêt national. Plus profondément révolutionnaires, mais plus respectueux des formes et des institutions traditionnelles familières aux masses, les marxistes auront plus d'audience sur les milieux populaires et paysans que les républicains avec leur arsenal idéologique de toc.

Il faut ajouter à cela, nouvelle faiblesse pour les républicains, que la démocratie à la française et l'idéal d'un enseignement libérateur généralisé qui lui est indissociablement lié impliquent deux composantes qui rendent difficile son insertion dans le milieu khmer

traditionnel ; en premier lieu, le rationalisme, qui heurte directement une mentalité façonnée par un ensemble de superstitions ; en second lieu, un laïcisme anticlérical qui voit, à juste titre sans doute, du moins pour le Cambodge, dans le clergé, un frein à l'évolution intellectuelle, sociale et économique des masses. Or, si l'on considère l'influence de ce clergé en milieu khmer, on mesure les difficultés de la pénétration républicaine.

Il faut faire enfin une dernière remarque : les petits fonctionnaires, qui par certains côtés pourraient être ouverts au thème de la république, sont par ailleurs bloqués par l'esprit mandarinal qui les anime. L'idée de service public, la notion d'égalité, qui s'attachent à la république, heurtent profondément des gens qui voient dans la fraction d'autorité publique qu'ils détiennent, si minime soit-elle, un privilège qui les sort du commun et fait d'eux une aristocratie. Leur fonction est ressentie comme un bénéfice, un instrument dont il est légitime qu'ils tirent le maximum de satisfaction psychologique et d'avantages financiers. Ils ne sont donc pas prêts à y renoncer et réagiront au contraire lorsqu'ils découvriront concrètement la menace que pourrait constituer pour eux une République « dure et pure », conforme à sa logique égalitaire.

Ça y est ! Nous avons franchi l'étape la plus difficile, dit Lon Nol à ses compagnons du 18 mars, notre arbre de la république est planté, soignons le bien car il représente désormais l'avenir pour enfants et petits-enfants. À présent, il est notre vie car sa vie est la nôtre, n'est-ce pas ?

Cet arbre ne fût, peut-être, planté au mauvais moment ? Lon Nol n'avait pas d'eau pour l'arroser. Cette critique venait de ceux qui haïssaient Lon Nol et guettaient constamment tout signe maléfique pour la République Khmère. Ils lui reprochaient en outre qu'il ne savait pas gérer la paix comme Sihanouk. Et à quoi avait servi sa république si tout ce pourquoi il construisait était détruit par la guerre. Le feu, le sang était donc les seuls repères de sa création. Le peuple

khmer tremblait dans ce maelström. Il gémissait de son malheureux sort sans secours : en ces conflits sans fin que deviendra mon champ de riz demain ? : « Ce butor ne comprenait pas que les paysans veulent être menés à la paysanne, et qu'on ne fait pas des hommes de caserne avec les hommes des bois, écrit Victor Hugo[56](1) ». Que le Bouddha le préserve de la honte de proclamer la république pour l'ambition personnelle : « Votre République, Excellence, entraînera toutes sortes de conséquences pour le peuple khmer. Qu'avez-vous l'intention de faire maintenant ? À Poitiers en France, en 1977, le Colonel Our Trouk, ami d'enfant de mon père, m'a raconté une anecdote : Il était dans la voiture avec Lon Nol pour aller au Palais-Royal pour assister à une fête annelle de « Tintok » (Foi Royale) ; au portail du Palais, Lon Nol lui a dit : Dans l'histoire khmère, ce Palais-Royal n'est pas construit uniquement pour la famille royale, mais pour tous les « Neak Mean Bon » (l'homme prédestiné à devenir roi) du Royaume.

Pour le Colonel Our Trouk (décédé), Lon Nol ne cache pas à personne qu'il guigne le trône khmer. J'ai lui répondu en riant : « Vous dites cela, parce que vous n'aimiez pas le général Lon Nol, n'est-ce pas ? Le Colonel pouffait en me répondant : C'est possible. J'ai raconté cette histoire au général Ith Soun (décédé), Lonnoliste d'un dévouement absolu et parfois exclusif, pendant le mariage de son fils en 2005, le général s'éclata de rire et me dit : Sans commentaire.

Qu'est-ce qu'une nation ? Cette question était posée derechef par Lon Nol à tous les Khmers au moment où le pays était en guerre contre les Vietnamiens communistes. Il faut que tous Khmers soient unis pour gagner cette lutte historique car nos ennemis d'aujourd'hui

---

[56] (1) Victor Hugo : Quatre-vingt-treize.

sont les mêmes qu'hier. Souvenons-nous bien combien notre nation a souffert d'eux. Cette souffrance s'imprime depuis cent ans dans notre mémoire collective. L'annexion de notre territoire et des mauvais traitements du peuple khmer sont leur pratique constante.

Aujourd'hui, ils reviennent avec l'aide de Sihanouk pour anéantir notre nation. Cette situation nous prouve bien que la paix offerte hier par Sihanouk était terrible, car elle était pour lui tout seul. Quand son pouvoir est menacé, il n'hésite pas à collaborer avec les ennemis du peuple pour détruire son propre pays. Une paix injuste et non démocratique affaiblit à la longue le pays. Le peuple et la nation forment un seul bloc, lequel est appelé depuis des siècles le Srok Khmer (Pays Khmer). Voué au Bouddhisme, Lon Nol avisait ses compatriotes qu'il y a une menace de destruction de la religion par une idéologie perverse des ennemis : Le Communisme. Les preuves sont là : Dans les pays où cette idéologie est triomphante, les jours de fête prévus dans le calendrier bouddhiste sont supprimés par le parti. Les Communistes sont des gens primitifs qui pourraient exterminer le peuple khmer. Lon Nol empruntait enfin la belle phrase du roi Carol 1er de Roumanie, laquelle était prononcée le 21 juillet 1914 devant son Grand Conseil : « La prudence est une grande vertu, mais elle ne doit pas être poussée trop loin. Dans les heures de suprême danger, le courage et la décision priment tout ».

Depuis longtemps déjà, Lon Nol pensait comment développer le pays en partant de sa propre force. Et à travers cette énergie, il voulait briser les limites des possibilités du développement de son pays en ouvrant une nouvelle espace d'espoir au peuple khmer. Telle était sa préoccupation quand il avait été Président du Conseil des Ministres. Il posait donc souvent à ses amis proches des questions : Quelle est la force du Cambodge ? Sa gloire dans le temps passé avec le temple d'Angkor comme symbole actif de la civilisation khmère ? La monarchie millénaire ? Le Bouddhisme ? Le Peuple khmer en lui-même ? Le renouveau ?

Le 9 octobre 1970 marquait-il un tournant de l'histoire du Cambodge ? La proclamation de la république Khmère, n'est-ce pas une simple opération pour repeindre la façade de la vieille maison khmère ? Le manque de conviction profonde dans la réforme du pays avait-il contribué à causer la défaite de la république Khmère ? La guerre imposée par Sihanouk, n'est-ce pas encore une péripétie qui entraînait cette république à être mort-née ? Et pourtant Lon Nol s'exprimait avec beaucoup de clarté pour mettre son pays à l'abri de la paix : la solution pour éviter la guerre est simple : Que les troupes communistes vietnamiennes évacuent le Cambodge. C'est tout ce que le gouvernement khmer demande. Pour donner une garantie à Hanoï et à Pékin, Lon Nol plaidait pour une stricte neutralité et demandait que toutes les parties intéressées l'observent et respectent le non-engagement du Cambodge dans la guerre du Vietnam. Il n'est pas question donc pour le Cambodge de faire appel à l'aide militaire américaine, si le pays n'est pas menacé par Hanoï.

La destitution de Sihanouk qui malgré la bonne intention du gouvernement khmer, les troupes communistes vietnamiennes faisaient la sourde oreille et envahirent le pays khmer à partir de leurs bases au Cambodge.

Trois jours plus tard l'Agence khmère de presse avait fait le compte-rendu de la conférence de presse de Lon Nol dans les termes suivants : Un journaliste occidental à poser une question à Lon Nol : Des troupes américaines seront-elles réclamées en cas d'agression des troupes communistes vietnamiennes contre le Cambodge ?

Voici sa réponse : « Ce sera en vertu de notre constitution actuelle qui prévoit que le Cambodge peut faire appel à l'intervention des pays amis au cas où il y aurait agression caractérisée des troupes étrangères contre notre pays. Mais même cet appel ne sera définitivement fait qu'après consultation et accord entre nous.

Pomonti et Serge Thion, dans leur livre (Des courtisans aux partisans) affirment le contraire : « La réponse de Lon Nol était une façade car les faits avaient déjà pris une autre tournure. Lon Nol a déjà décidé, sans consultation, de demander l'intervention de l'aviation américaine quand il le jugera nécessaire ».

Je ne cherche pas ici à réfuter le jugement de MM. Pomonti et Thion, mais je constate qu'il y a sans doute un excès de rigueur dans leur propos, car ils oublient un point essentiel : Le Cambodge était agressé par les Viêt-Cong avec l'aide de deux grandes puissances militaires, l'URSS et la Chine communiste. Comment le Cambodge, résisterait-il à un tel rouleau compresseur ? Et c'était pour faire à cette menace que Lon Nol, en tant que Chef militaire, comme tous chefs militaires, dans la stratégie de défense du pays, doit prévenir immédiatement les Américains que la demande d'aide de cette nature de la part du Cambodge soit une option de l'armée khmère. Pomonti et Thion se trompent lourdement entre la « prévention » et la « décision ». En outre, la demande d'aides des États-Unis par Lon Nol n'était pas sans consultation préalable, car elle s'inscrivait dans le cadre d'une loi spéciale qui donnait le plein pouvoir au gouvernement de sauvetage. Cette loi était votée dès le début des évènements du 18 mars par l'Assemblée Nationale.

Quand on sait aujourd'hui que cette aide aurait pu empêcher le génocide du peuple khmer, lequel se produisait quelques années plus tard à la surprise de tout le monde. Oui bien sûr, les amis des Khmers Rouges, peuvent se justifier aujourd'hui en disant que personne ne pouvait prévoir ce drame qui était sans doute dramatique pour le peuple khmer et ils peuvent s'excuser aussi en disant tout simplement une phrase irresponsable et honteux prononcé par Khieu Samphan, Ieng Sary et Nuon Chea : « Je suis désolé ». Pour moi, ce regret est dépourvu de toute moralité. Toute forme de réconciliation nationale avec les auteurs de génocide est en effet une opération de nettoyage historique pour le compte des

Communistes de tous bords. Heureusement, il y a aujourd'hui le tribunal au Cambodge, aidé par l'ONU, pour juger ces meurtriers.

L'engagement du Cambodge dans la guerre divisait sans doute les hommes politiques khmers. Ce conflit faisait émerger toutes sortes de malfaiteurs – profiteurs qui lacéraient le tissu de la moralité de la société cambodgienne. Je soupçonne, en effet, cette horrible facétie au détriment de la république Khmère. Je sais que beaucoup de mes compatriotes adorent se moquer des gens qui ont l'esprit de rénovation dont ils considèrent la simple existence comme un signe de folie. Dans mon pays, les mères de famille disent toujours à leurs enfants ceci : « Attention mon enfant ! Su tu veux faire quelque chose, tu dois rester toujours dans la norme de la société. Sinon, on te méprise comme un aliéné ». Les sages khmers disent aussi que « Preah Indra (dieu de l'Hindouisme) a fait le Cambodge une monarchie et, si nous bafouons cela, nous bafouons sa volonté. La conséquence sera donc terrible pour notre peuple. Ce peuple s'abîmera dans le chagrin, avant qu'une violence colère de Preah Indra s'emparera de son âme ».

Oui, le mot-clé du savoir-vivre dans la société khmère est le « respect de la norme de la société ou les mœurs ». Est-ce que cette norme léguée par les ancêtres est-elle adaptée à l'âge de lumière d'aujourd'hui ? : Pouvons-nous réformer nos mœurs ? La réponse à cette question aussi étendue me permet, peut-être, de mieux comprendre les préoccupations majeures des hommes du 18 mars qui voulaient inventer une société nouvelle pour faire entrer le cadre traditionnel dans le monde moderne. La République Khmère était née aussi pour exister en tant que force politique, parce qu'elle permettra de réaliser son ambition suprême : le Bonheur du peuple khmer.

Mais nous savions que depuis le 27 avril 1970, le Pays Khmer était en guerre contre les communistes vietnamiens. Les paysans khmers quittant en masse la rizière pour se réfugier en ville. Cette situation

paralysait l'économie de subsistance du pays. Le tintamarre d'euphorie de la chute de Sihanouk s'arrêta pile au premier bruit de l'explosion des roquettes 122 des Viêt-Cong qui arrachèrent à chaque fois plusieurs vies des êtres chers dans chaque famille khmère. Les bombardements des B52 de l'armée de l'air américaine faisaient autant, et pourtant son objectif était différent que celui des Viêt-Cong. La confusion était totale. Le petit peuple khmer ne savait plus qui est son ennemi, qui est son ami. Sihanouk parlait à la radio de Pékin en demandant ses compatriotes à aider les soldats de l'oncle Ho à chasser des Américains du territoire khmer. Quant au gouvernement de sauvetage, il ne parlait que de la mobilisation générale et de la formation hâtive d'une armée khmère qui de 20 000 hommes, devait en un mois atteindre un effectif de 120 000 hommes pour faire face à la guerre imprévue. Cette guerre détournait-elle le but premier des hommes du 18 mars ? L'audace et la prudence étaient au centre de controverse entre les acteurs du nouveau régime. Pour les uns, la guerre contre les Viêt-Cong était hasardeuse, avec peu d'horizon dans l'espoir, et pour les autres, elle représentait le courage dans le devoir. On accusait le nouveau régime de se préoccuper trop d'alternance et pas assez d'alternative. C'était là, peut-être, son péché de jeunesse.

Revenons à l'alliance entre Lon Nol et Sirik Matak dans la naissance de la République khmère. Cette entente était qualifiée d'exception dans l'histoire khmère car elle offrait la meilleure chance d'en finir avec le totalitarisme de Sihanouk, lequel ravage l'économie du pays pendant deux décennies. Mais la polémique existe toujours quant à cette relation, car les ennemis de la République prétendent que cette amitié n'était qu'une manœuvre politique entre les deux hommes, car pendant la durée de survie de la république khmère Lon Nol et Sirik Matak se trouvaient, très vite, dans une situation de conflit clanique. Il y avait donc des arrière-pensées entre eux dans la lutte pour le pouvoir. Mais cette conjecture n'est que mensonge, car la relation amicale entre les deux hommes était sans doute sincère. Lon Nol admirait son ami pour sa simplicité.

Quant à Sirik Matak, il tend la main de l'amitié à Lon Nol, parce qu'il juge que ce roturier est un homme honnête. Ces deux leaders formaient un couple politique depuis 1947 en créant le parti Rénovation khmère, avec emblème « Neang Kong Hig et l'âme de crocodile ». La fin tragique de la république laissa le champ libre à toutes sortes d'insultes à leur amitié. Chateaubriand écrivait : Les chiens, comme les hommes, sont punis de leur fidélité[57](2).

La fidélité de Sirik Matak dans l'amitié était au-dessus de son ambition personnelle. Au nom de cette amitié, il pardonnait même l'erreur de son ami Lon Nol de transformer le Cambodge en cantonnement militaire. Il avait prouvé donc à tout le monde que son dévouement à son compagnon politique est infaillible : Au mois de février 1971, Lon Nol était frappé d'hémiplégie. Il partait aux États-Unis pour se soigner. Pendant plus de deux mois (le 12 avril, date du retour de Lon Nol à Phnom-Penh) Sirik Matak assurait l'intérim du pouvoir militaire et civil. Opposant à la guerre, laquelle était critiquée de plus en plus par la majorité des Khmers, à cause de la présence de forces sud-vietnamiennes au Cambodge, Sirik Matak ne profitait pas de cette situation pour discréditer la politique de Lon Nol vis-à-vis du public contestataire. Il se contentait d'assurer tout simplement l'intérim et ne changeait pas d'un iota les instructions de Lon Nol. Mais l'ambition de l'entourage des deux hommes était si grande qu'elle mettait en péril leur amitié. Cette ambition entraînait donc la naissance de plusieurs courants politiques opposés qui troublait la bonne marche de la réforme.

<u>Anecdote personnelle</u> :

---

[57] (2) Chateaubriand : Mémoire d'outre-tombe.

À chaque dîner en famille, mon père s'amusait à nous (mes frères et moi) taquiner en nous posant des questions sur la politique du pays. À chaque réponse, il essayait toujours de nous donner des informations plus au moins importantes sur les évènements du pays. J'étais étudiant d'Histoire (Faculté des Sciences Humaines de Phnom-Penh), j'ai toujours noté tout ce que j'ai entendu, vu, en particulier tout ce que mon père nous a raconté, dans mes cahiers de note durant les 5 années de la République Khmère.

Quand les universités, les lycées, les collèges et les écoles ont fermé la porte pour raison de bombardements des roquettes 122 des Khmers de l'autre côté (après les accords de Paris en 1973, dans les documents officiels, la République Khmère avait appelé les Khmers rouges et les partisans de Sihanouk ainsi) mon père m'a toujours demandé de lui accompagner dans tous ses déplacements officiels. Le jour où Long Boreth, le dernier Premier de la République Khmère a invité Chau Sao pour discuter la formation du gouvernement transitoire en vue de transférer le pouvoir au Prince Sihanouk, j'étais là avec mon père. J'en raconterai plus tard.

Un soir au cours d'un dîner familial, mon père nous a dit : Un haut responsable (je ne cite pas son nom) de l'ambassade des États-Unis est venu nous voir en proposant le Prince Sirik Matak de déposer Lon Nol. Sirik Matak pourra conter dans cette opération sur la division d'infanterie, commandée par le général Dien Del. Sirik Matak l'a répondu poliment par une métaphore : « Excellence, quand nous, Lon Nol et moi, avons décidé ensemble de cuir le riz, nous avons l'intention de le manger ensemble aussi. Aujourd'hui, nous le savons que la cuisson est mauvaise (Baye chao), nous n'allons pas quand même jeter ce riz brûlé, nous allons manger ce riz ensemble en attendant la prochaine marmite dont nous espérons qu'elle soit bonne, n'est-ce pas, excellence ». Le haut diplomate américain est fâché de cette réponse négative de Sirik Matak.

Quand j'ai quitté mon pays, le 11 avril 1975 par l'avion C130 de l'armée de l'air américaine, qui ravitaillait pour la dernière fois les bombes « napalm » pour les avions T28 de l'armée de l'air khmer, j'ai amené avec moi deux biens précieux, le livre d'Alexandre Soljenitsyne « l'archipel du Gaulag » et mes cahiers de note.

En 1966, les élections législatives ont amené à l'Assemblée Nationale deux catégories d'individus :

- Des vétérans ou des professionnels de la politique tels que Yem Sambaur, Sim Var, Douc Rasy etc. ;
- Des représentants de la classe commerçante riche (bourgeois commerçants) qui devaient leur élection en grande partie à l'audience que leur donnait leur fortune. Le plus caractéristique d'entre eux à cet égard est le député Eap Lean Hoat, richissime commerçant d'origine chinoise.

Philippe AYRIVIE parle donc dans sa thèse pour le doctorat en science politique de la structure du clan parlementaire. Flaubert, illustre écrivain français, écrit ceci : « Il n'y a pas de vrai ! il n'y a que des manières de voir ». La mienne est sans doute différente de celle de M. AYRIVIE pour une simple raison : L'esprit de clan n'existait pas dans la tradition politique khmère, car le pouvoir totalitaire ne tolérait pas son existence. Dans la monarchie absolue khmère et le Sihanoukisme, l'esprit de clan signifie l'opposition de fait à son pouvoir et menace directement ses intérêts.

En effet, un clan est nécessairement une organisation d'un groupe de personnes qui investissent leur énergie commune pour défendre les intérêts de leur groupe. Quand on parle d'une organisation, on sait qu'elle soit une structure organisée. Chaque membre a un rôle bien défini au sein de son organisation et il est prêt à se sacrifier pour les intérêts de son groupe. Une organisation doit avoir nécessairement un chef qui est chargé d'assurer le bon

fonctionnement de son groupe. Existait-il ce genre d'organisation dans le milieu politique au Cambodge d'antan ?

Au Pays Khmer, on parle souvent du « Protecteur » ou du « Facilitateur ». Le Protecteur est d'abord un Montrey (dignitaire), appelé en cambodgien « Mékiâl ». Pouvons-nous traduire par « Chef de clan » ? Dans l'optique traditionnelle khmère, la réponse est non car le Mékiâl ne demande rien à ses protégés. Juste une reconnaissance pendant toute la vie pour ses services rendus. Ainsi, le Protecteur et les protégés forment à la longue un groupe abstrait d'entraide. Ils sont liés donc par un sentiment profond d'appartenance à une même famille. C'est pourquoi, le Protecteur appelle souvent ses protégés « mes enfants et mes petits-enfants » (Kaun Chau kyom). En revanche, les protégés appellent leur protecteur le patron de mes parents (Chauvaymèoy Kyom). Je pourrais citer le nom de M. In Tam pour illustrer cette tradition, car il correspond bien au profil type du Mékiâl traditionnel khmer. Un Mékiâl doit posséder deux statuts :

- Le statut titulaire : être Montrey lui permet avoir une influence sur l'Administration à laquelle il appartient ;
- Le statut personnel : la sagesse et le bon sens lui permette de jouer le rôle de conseiller éclairé vis-à-vis de ses protégés.

Toujours dans l'optique traditionnelle khmère, l'assemblée nationale en 1966 « était remplie par les Mékiâl tels que : Yem Sambaur, Sim Var, In Tam et autres ainsi que les jeunes intellectuels diplômés de France tels que Douc Rasy, Ung Mung, Khieu Samphan, Hou Youn, Hu Nim, etc.

Quelques jalons historiques :
Mon propos n'est pas, bien entendu, d'entrer dans le détail, mais un simple rappel des faits notoires. Le 8 Février 1945, Phnom-Penh fut bombardé par l'aviation anglo-américaine. Un mois après, le vendredi 9 mars, l'armée japonaise stationnée en Indochine en vertu

des accords négociés avec l'autorité coloniale française, le 20 juin 1940, avait mis fin à la souveraineté française en arrêtant tous les Français, des plus importants aux plus modestes. Au Cambodge comme dans tout le reste de l'Indochine, il n'y avait plus d'administration française. Le 12 mars 1945, le Roi khmer proclama l'Indépendance du pays. Bien entendu cette indépendance a été sans doute octroyé par les Japonais, mais qu'on le veuille ou non, elle était légale. Son Ngoc Thanh s'appuya, en effet, sur cette proclamation royale pour protester contre le retour de la France coloniale dans son pays au moment où son Roi cherchait en vain un lieu sûr pour se cacher par peur d'être arrêté par le nouveau pouvoir. Mal reçu par le Général Leclerc, nouveau chef de l'armée française en Indochine, après la victoire des Alliées sur les Japonais, le 16 Octobre, Son Gnoc Thanh, était arrêté, alors qu'il était le Chef du Gouvernement du Cambodge indépendant, pour activité anti-Alliées. Soulignons bien le mot « Anti-alliés » non pas « Anti-français » car le Général Leclerc était un envoyé des « Alliés » non pas du Gouvernement de la France. Les nationalistes khmers intrépides, flottant encore, mais déjà presque vaincus, après l'arrestation de leur leader, se contentèrent d'organiser la résistance d'armée à la frontière khméro-thaïlandaise, d'où la naissance du mouvement Khmer-Issarak (Khmer Libre).

Fidèle à sa politique du maintien de la monarchie khmère, la France n'avait pas touché à Sihanouk, quoiqu'il collabore avec les Japonais au même titre que Son Gnoc Thanh. Appuyée sur l'autorité légale de la monarchie khmère, la France cherchait tous les moyens pour remettre son autorité coloniale en selle. La faiblesse de Sihanouk venait à son secours : Roi désigné par le régime de Vichy, le jeune monarque était prêt à collaborer avec la France pour sauver sa couronne. Le 7 janvier 1946, un Modus Vivendi a été signé entre le Premier Ministre, Sisowath Monireth et la France fixant les relations provisoires entre la France et le Cambodge. Il faut noter que les Alliés étaient opposés à toute tentative de la France de réimplanter le colonialisme en Indochine. Cette position freinait sans aucun doute

l'ambition de la France. Cette France, si puissance dans le passé, sortit affaiblie de la seconde guerre mondiale. Son empire colonial était contesté partout. De l'Asie à l'Afrique, elle devait faire face à la résistance des nationalistes. Surveillée par les alliés, frères d'arme dans la lutte contre l'Allemagne nazie et le Japon impérial, elle était obligée de vivre avec le temps de l'humanité, lequel est fondé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au Cambodge, une Constitution a été donc octroyée (6 mai 1947). Les premières élections libres au suffrage universel (24 juillet 1947) donnaient la majorité absolue au Parti Démocrate, dans lequel on retrouvait un grand nombre des indépendantistes. Ainsi, la première Assemblée Nationale khmère était devenue l'opposant de la France coloniale. Elle fut une pensée de la nation khmère en réveil, laquelle donnait une ivresse d'enthousiasme à la jeunesse. Oh oui ! Cette nation avait cessé de penser depuis longtemps déjà. Elle oubliait même son histoire. Elle était enchaînée ainsi par son malheur sempiternel. Ce réveil déclenchait immédiatement le conflit avec le pouvoir colonial par Sihanouk interposé qui était choisi, bien sûr, par la France comme son joker politique. De 1946 jusqu'à 1952, le Roi faisait tout pour faire obstacle à la démocratisation politique du Pays Khmer, car tout le monde savait que cette voie conduisait directement le pays vers l'indépendance et la démocratie. Devant le succès incessant du Parti démocrate aux élections législatives, Sihanouk fut obligé de changer sa tactique. Le 15 Juin 1952, nouveau coup de théâtre : le Roi proclamait la dissolution pour la seconde fois de l'Assemblée Nationale. Un coup d'État brutal pour le Parti Démocrate, car à la suite de cette insolence royale, le Roi reprenait le thème « indépendance nationale » appelée la croisade pour l'indépendance comme but son but de son combat politique contre son auteur. Une façon de couper l'herbe sous les pieds du Parti Démocrate. Il faut noter qu'en 1953, la France, se trouvant dans ses grandes difficultés dans sa guerre au Vietnam, travaillait le Prince Sihanouk par ses experts. Elle jugeait que le Roi jockey était mûr pour jouer son jeu :

1. La France accorde l'indépendance à Sihanouk, laquelle permet à ce dernier de devenir le père de l'indépendance nationale. Ce statut héroïque pousse le Roi à dépasser ses ennemis politiques qui sont regroupés au sein du Parti Démocrate dont leur but est d'arracher l'indépendance de la France pour bâtir un nouveau pays dont la démocratie sera sa fondation. Avec l'aide de France, le Prince Sihanouk advenait en objet de vénération publique : Le Divin.
2. Le Cambodge indépendant avec Sihanouk en tête assure les intérêts français dans Indochine en feu. Le Prince Sihanouk offre la paix à la France, car il est anticommuniste par son royal.
3. Le truisme silencieux dans la convention entre la France et Sihanouk en 1953, appelé le « concert de l'indépendance », est une union contre ce qui constitue leur ennemi commun à l'époque, c'est-à-dire le Parti Démocrate et les Communistes.

Cette indépendance en 1953 était une « mesure morte » car elle ne pouvait pas ressusciter la dignité du peuple khmer dans le Cambodge royal. À l'époque coloniale, on peut avoir été indépendantiste dans l'âme et actif résistant, mais antidémocrate. C'était le cas du Prince Sihanouk. Était-il le jouet de la France ?

Sim Var faisait le contraire à son Roi. Il était combattant admirable contre la France coloniale et francophile. Il attirait donc tous les regards des jeunes khmers qui le considéraient comme un symbole de l'audace et du courage. Tribun habile, Sim Var savait faire sortir les mots décisifs de sa bouche : Indépendance nationale, Démocratie et Justice. Il aimait le mot d'Évolution à la place de celui de « Révolution ». Ce franc-parler faisait s'inquiéter ses amis progressistes, apôtres de la révolution radicale pour changer la société archaïque khmère. Entre les deux voies, Sim Var avait tranché en acceptant de devenir le Premier Secrétaire Général du Sangkum. Son seul but était de créer avec Sam Sary et le Prince Sihanouk un grand mouvement national dont l'unité de leur idée reposait sur une grande alliance des Khmers, mobilisés contre le Communisme. On dirait même que le peuple tout entier était

rassemblé dans une communauté nationale ressuscitée. L'engagement de Sim Var dans cette voie entraînait par mal de monde avec lui. Le pari fut gagné, car le Sangkum sortait gagnant des élections de 1955. Cette victoire a été transformée tout de suite par le Prince Sihanouk en sa victoire personnelle.

Plus tard, les intellectuels khmers s'apercevaient que le Sangkum devenait, hélas, une machine commode pour fabriquer la dictature du Prince Sihanouk. Une sorte de contre dispositif qui va garrotter soudain la démocratisation de la vie politique du pays. En effet, la passivité des hommes de savoir, avait contribué inconsciemment le Prince Sihanouk à construire sa dictature et à organiser ses intrigues contre ses amis d'hier. La première victime était Sam Sary dont la vie était pleine de ses aventures et ses passions. Après l'exile de ce dernier à l'étranger, Sihanouk le couvrait de boue et le traitait comme un chien dans sa composition musicale dont tout le monde savait par cœur les paroles : « Sam sray, mon chien ; il n'est ni grand, ni petit… ». Voilà le remerciement du Prince Sihanouk. Il y a un adage populaire qui dit : « Si on voit un roi qui est en train de se noyer, il faut absolument éviter de lui porter secours car le roi ne doit pas avoir de reconnaissance envers quelqu'un. Il est donc nécessaire pour lui de tuer immédiatement son sauveur pour effacer cette gratitude ». Vu la dérive princière vers la dictature, Sim Var tournait le dos au Prince et se mettait aux services des opposants, desquels avait été réduit à quia par ce dernier. Il créa un journal d'opposition à la politique baroque de Sihanouk, dont le nom fut « Khmer Eak Reach » (Khmer Indépendant).

Le choix de la politique

Le mot « République », depuis 1946, beaucoup des démocrates khmers en parlent et en débattent ; au fond, personne n'a jamais affirmé vraiment une volonté d'en établir, y compris M. Son Gnoc Thanh, d'après M. Keng Vannsak.

En revanche, dès le début de la création de leur parti, les Khmers communistes, avaient évoqué, dans leur programme politique, leur intention de remplacer la monarchie par une république démocratique. Dans les années 50, quelques intellectuels de gauches, tels que Phung Ton, Thioun Thioeun, Keng Vannsak etc. avaient critiqué ouvertement la monarchie khmère. Phung Ton pointait du doigt les dérives politiques du Roi Norodom Sihanouk dans sa thèse pour le doctorat (1954). Selon ce dernier, il existe bel et bien les classes sociales dans la société khmère : Les plus forts exploitent les faibles comme dit Karl Marx dans son livre le « Capital ». La voie Marxisme pourrait donc s'appliquer dans la société khmère.

À Paris, Keng Vannsak avait créé un cercle marxiste, au sein duquel, il y a eu un certain Saloth Sar, alias Pol Pot. Pour transformer les idées en actions, une association, « Khémarak Niseth » (L'Etudiant Khmer), fut créé en France par les étudiants khmers de sensibilité de gauche. Août 1952, ils avaient écrit une lettre au Prince Sihanouk, alors Roi du Cambodge, pour critiquer ouvertement le Roi et le système monarchique. Saloth Sar avait publié un article, intitulé « Monarchie ou la république » sous le pseudonyme « Khmer Deum » (Khmer origine). Étaient-ils communistes ?

Cependant, en France aussi, il y avait une autre association regroupant des étudiants de sensibilité de droite, dont le nom était « l'Amicale des Cambodgiens de France ». Le premier Président de cette association était M. Mau Say. M. Douc Rasy était un des membres fondateurs de cette association. Étaient-ils républicains ?

Dans le pays, après l'indépendance, un corps d'élites locales était né. C'étaient des Cambodgiens qui étaient formés dans des diverses écoles supérieures spécialisées dans le pays. Ils devenaient fonctionnaires de l'État, enseignants, médecins, ingénieurs, techniciens supérieurs. Au fil des années, ils s'acquéraient leurs expériences dans l'exercice de leurs fonctions et grimpaient des

échelons dans l'organisation de l'État : Députés, Ministres, Hauts fonctionnaires et Experts dans des différents domaines. Étaient-ils nationalistes ?

Je prends l'exemple de mon père pour décrire le déroulement de carrière des élites locales. OP Kim Ang, né le 28 juillet 1921. Études et Formations : École primaire à Kompong Thom ; Lycée Sisowath à Phnom-Penh ; École d'Administration Cambodgienne. La fonction publique : Adjoint sous-gouverneur (Balat), Sous-gouverneur, Gouverneur (Stung Treng, Prey Veng et Kompong Cham), Directeur cabinet du Ministère du Plan. Grade dans la fonction publique : Cadre administratif : Haut fonctionnaire hors classe. Para militaire : Commandant de la garde provinciale avec une mission de défense en surface. (Équivalence à peu près la gendarmerie française). Politique : Député (Vice-Président de l'Assemblée Nationale, Président des Commissions), Secrétaire d'État, Ministre, Ministre d'État, Vice-Président du Conseil des Ministres (Intérieur, Défense Nationale, Finances et de l'Économie nationale, Travaux publics, Industrie). Membre du parti politique : Partie rénovation khmère, Sangkum Reastr Niyum, Parti Républicain dont il était le Secrétaire Général. Missions à l'étranger : La République populaire de Chine, La Corée du Nord, le Japon, La France, le Laos, le Vietnam, les États-Unis d'Amérique, l'O.N.U. Mon père avait refusé trois fois le poste d'Ambassadeur (Australie, le Japon et un poste en Europe) pour raison familiale et politique. Divers : Football, Tennis, Tennis de table, pétanque, lecture (histoire et politique). Langue étrangère : Le Français (écrit et parlé à la perfection), l'Anglais (lecture). Sa dernière responsabilité politique : Membre du Comité Suprême de la République Khmère. Il a été assassiné par les Khmers Rouges en 1975.

L'évolution de la pensée politique khmère :

La pensée politique khmère, dans le Cambodge d'antan, fut réservée exclusivement au roi. Après 1884, elle fut monopolisée par le

colonialisme français. La création par un poignet d'hommes (Son Gnoc Thanh, Pach Chhoeun, Ieu Koeus, Bun Chan Mol…) [58] d'un journal "Norkor Vat" (Pays des pagodes) en langue khmère en 1936, débutait une pensée politique khmère populaire. C'était pour la première fois dans l'histoire du Cambodge, quelques Khmers ordinaires osaient s'exprimer ouvertement leur pensée politique, par laquelle ils revendiquaient "l'indépendance nationale". Le colonialisme français fut donc directement visé : Le Cambodge aux Cambodgiens. En effet, la source de la pensée politique moderne khmère était du Nationalisme et de l'anticolonialisme. Elle n'était pas née en retard par rapport aux autres pays colonisés dans le monde. Elle était dans son temps et se progressait lentement jusqu'en 1945. Après le retour des Français au Cambodge, à la fin de la seconde guerre mondiale, elle prenait son sursaut en ajoutant une idée nouvelle : La démocratie. En 1947, la première Constitution de la monarchie constitutionnelle était proclamée. En 1953, la France accordait l'indépendance au Cambodge, après 90 ans sous sa protection.

Dans les années 50, il y avait trois thèses qui s'opposaient : Nationalisme, démocratie libérale et communisme. Ces trois thèses donnaient naissance de trois courants politiques :

- Les nationalistes : Ils revendiquaient "l'indépendance nationale" et prônaient la restitution de la valeur khmère ;
- Les démocrates : Ce courant politique soutenait les nationalistes, mais il revendiquait aussi la démocratisation de la vie politique dans le pays. Ils fondèrent un parti politique, appelé le parti démocrate. Ce parti gagnait des élections législatives et dirigeait le pays durant les années de 1947 à 1952. Les membres de ce

[58] (1) Lire mon article : Le nationalisme khmer en cliquant.

parti se divisèrent en deux groupes au dernier congrès du parti en 1955 : Le groupe de la gauche des intellectuels et celui des démocrates libéraux.

- Les communistes : Ils prônaient l'abolition de la monarchie par la révolution et la création une société sans classes.

À la suite du Coup d'État "légal" du 15 Juin 1952 du Roi Norodom Sihanouk, les communistes attaquèrent de front le Prince Sihanouk et la monarchie. Un an après ce coup d'État, au mois de Juin 1953, Son Ngoc Thanh prit le marquis. Il luttait contre la politique menée par le Roi Norodom Sihanouk.

Après la Conférence de Genève en 1954, les Nationalistes, les démocrates se groupaient dans un Mouvement politique populaire, connu sous le nom "Sangkum Restr Niyum", fondé par le Prince Sihanouk, MM. Sim Var, Sam Sary et les autres. Il fut créé pour face aux communistes et la gauche des intellectuels. Ce Mouvement sortait gagnant des élections législatives de 1955 contre le Parti Démocrate, parti au pouvoir depuis 1947, mais dominé au dernier congrès du parti par la gauche des intellectuels et le Parti Pracheachon, la branche politique des communistes qui avaient pris le maquis pour lutter contre le Prince Sihanouk avec l'aide des communistes vietnamiens.

À partir de 1955, la pensée politique khmère s'était glissée vers l'anticommuniste et la démocratie. Au fil des années, le Prince Sihanouk, après son abdication au 3 Mars 1955 et être désigné par l'Assemblée Nationale chef de l'État à vie à la date du 15 Juin 1960, se comportait de plus en plus comme un dictateur et pratiquait une politique populiste.

À partir de 1966, Vus, cette dérive princière, un grand nombre des nationalistes et des démocrates se désolidarisaient du Prince. Cependant, les partisans de la Gauche des intellectuels décidaient

de rejoindre les maquis communistes, parce qu'ils furent menacés par la police du Prince Sihanouk.

Après 1966, la pensée politique khmère demeurait toujours anticommuniste et amorçait l'anti-sihanoukiste. Nonobstant la dictature du Prince Sihanouk, les nationalistes et les démocrates ne cherchaient pas à faire front commun avec les communistes et rompaient toutes les relations avec les partisans de la gauche des intellectuels dont 486 d'entre eux étaient dans la prison du prince Sihanouk.

La politique erronée du Prince Sihanouk était la cible des critiques ouvertes par les élites khmères de toutes les strates. M. Sim Var n'hésitait plus à en parler dans son journal "Khmer Eakreach". M. Douk Rasy faisait autant à la tribune de l'Assemblée Nationale. Les fonctionnaires et les jeunes s'empressèrent à lire l'éditorial de M. Sim Var et s'intéressèrent de plus en plus aux débats parlementaires. La capitale fut devenue un lieu des contestataires feutrés contre la politique du Monseigneur Papa (Sihanouk). La gauche des intellectuels n'avait plus de monopole des idées nouvelles. Le renouveau du Cambodge était en marche.

En 1967, des tracts dénoncés les abus du régime et des scandales connus de tous. Le clan, formé par la famille de l'épouse préférée du Prince Chef de l'État, en particulier une belle-mère abusive et son fils, le colonel Oum Mannorine, est accusé d'édifier une fortune fabuleuse sur la misère du peuple. Pour la première fois, le Chef de l'État est nommément mis en cause comme "protecteur de corrompus"[59].

---

[59] (2) Cité dans la thèse pour le Doctorat de spécialité en Science Administrative de M. Tith Houn, soutenue en 1976 – Université de Droit, d'Economie et de Science Sociales de Paris (Paris II) : Problème de l'assainissement dans la fonction publique cambodgienne.

Le 14 Août 1969, le Prince Sihanouk appela le Général Lon Nol à la rescousse ! : Former un gouvernement de sauvetage dont les missions étaient : Redresser l'économie nationale en crise, équilibrer la politique étrangère et redorer le blason du régime. Lon Nol accepta la mission, à une seule condition d'avoir la liberté totale de choisir ses ministres. Le Prince Sihanouk en céda. Au départ, Lon Nol appela mon père à conduire la politique étrangère. Le Prince Sihanouk refusa de confier le ministère à mon père, pour raison évidente, il préférait que les affaires étrangères qui sont devenues ses affaires personnelles soient dirigées par son homme de confiance et son complice, le Prince Norodom Phurissara. Lon Nol y donna satisfaction à Sihanouk. Celui-ci laissa la paix royale à Lon Nol de choisir d'autres membres du gouvernement. Lon Nol confia un autre ministère à mon père en nommant 3e Vice-Président du Conseil des Ministres. Il conduisit le redressement économique.

Parlons un peu de mon père : Dans le livre de M. Ros Chantrabot, celui-ci a écrit que mon père était proche du Prince Sirik Matak. En fait, depuis toujours, mon père était l'homme de confiance de Lon Nol. Il pouvait le voir sans rendez-vous. Il était le seul à oser informer Lon Nol sur des méfaits de Lon Non, son frère. Il connaissait Lon Nol depuis qu'il était jeune sous-gouverneur. Il était membres fondateurs du parti rénovation khmère, dont Lon Nol et Sirik Matak étaient leaders. Il était confident de Lon Nol dans les affaires ultra secrètes de l'État.

Sur le plan politique, mon père se trouvait au centre. Cela se traduit même dans sa décision concernant des affaires familiales : Il n'hésitait pas à accepter les demandes de mariage, une de M. Ieng Kini, ingénieur des travaux publics, à sa nièce dont le demandeur n'était que le frère des frères Chau Bory et Chau Mathura, partisans de Khmer Sérey (Khmer libre), opposants au Prince Sihanouk, fusillés par le peloton d'exécution de Sihanouk à la date du 22 Avril 1967. Une autre demande venant de M. Chhim Keth à une autre

nièce dont on savait que M. Chhim Keth était progressif inconditionnel. Ces deux nièces étaient sœurs, élevées par mon père chez nous comme nos propres sœurs. Elles étaient les filles de M. Kim Yeth, beau-frère et cousin maternel de mon père. L'oncle Yeth, sous-gouverneur, était blessé et handicape à vie, par les balles des Vietminh, dans une embuscade, tenues par ces derniers. Un jeune sous-lieutenant français, Saint-cyrien, chef de section, était tué sur le coup. Il avait reçu une balle à la tête. Les Vietminh se postèrent dans une pagode pour attaquer la patrouille mixte de la garde provinciale et une section militaire, conduit par l'oncle Yeth. Selon M. In Tam, l'oncle Yeth avait commis une imprudence : L'oncle Yeth avait intercepté un moine, il demanda des informations à ce dernier sur la situation de la zone. Le moine lui assura que la zone est libre. Il le crut et ordonna à sa colonne d'avancer vers la pagode sans prendre soin d'en vérifier. Le moine n'était que le soldat du Vietminh déguisé en moine. Il y avait plusieurs morts dans cette embuscade.

Devenu membre du Sangkum Reastr Niyum, après la dissolution de son parti en 1955, il faisait la campagne électorale pour les candidats de ce mouvement. Repéré par son dynamisme et son efficacité dans ses actions, il fut promu gouverneur de la province de Stung Streng. Il était le plus jeune gouverneur de l'époque. La suite de sa carrière est citée ci-dessus.

Nommé gouverneur de la province de Kompong Cham, il avait dû faire face à une affaire de corruption, appelée "affaire LABAT". M. LABAT, un Français, était trésorier-payeur de Kompong Cham. À la suite de son accident mortel de voiture en Thaïlande en 1956, les services centraux de trésorerie avaient découvert que la caisse de la trésorerie de Kompong Cham était vide. Mon père se trouvait au premier plan de cette affaire en tant gouverneur de la province, dont chef hiérarchique de M. LABAT. Il était sans doute responsable, mais pas coupable. Pourquoi ?

Quand il avait été nommé gouverneur, il écrivait une lettre à M. Son Sann, alors Ministre des Finances, dans laquelle il s'exprimait son étonnement de voir un Français à la tête de la trésorerie de la province dans le Cambodge indépendant. Il demandait donc de le remplacer par un fonctionnaire cambodgien. Sa demande était classée sans suite. Quelque temps après, il commençait avoir de doute sur des agissements de M. LABAT. Il s'adressait une demande officielle au trésorier-payeur central en demandant de faire l'audit sur les activités de ce dernier, copie lettre aux ministres intéressés et au cabinet du Chef de l'État. Peu de temps après, il recevait une réponse du cabinet du Palais-Royal en lui demandant de ne plus s'intéresser à cette affaire. Mon père décida de classer l'affaire. Quand l'affaire LABAT était saisie par la justice, mon père avait la conscience tranquille. Il laissait la justice de son pays fait son travail. Cette attitude s'énervait le prince Sihanouk. Celui-ci la qualifiait de "l'Orgueilleux", pour une simple raison que mon père n'avait jamais le contacté pour lui supplier son aide. Le prince Sihanouk dit à son entourage qu'il aille s'inscrire cette affaire à l'ordre du jour du Congrès National en promettant que la sanction à l'encontre de mon père soit exemplaire.

Les enquêtes s'avéraient que M. LABAT utilisait les fonds de caisse de la trésorerie pour consentir les prêts aux membres de la famille royale qui étaient dans les besoins. Ils retrouvaient la liste avec les noms. Le Prince Sihanouk, bien entendu, fut tout de suite informé de cette découverte. Le Palais-Royal intervint pour étouffer l'affaire. M. Son Sann prit parti de défendre mon père en public et devant le Prince Chef de l'État. L'affaire était donc classée sans suite. Mon père fut muté au ministère du plan et nommé directeur de cabinet. Le trésorier-payeur central fut déplacé. Pendant la République Khmère, mon père avait invité M. Son Sann, pendant son passage à Phnom-Penh, au siège du parti afin qu'il expose sa solution de paix devant les membres du parti républicain. La solution de M. Son Sann de l'époque était appelée la 3e voie. Avant de quitter le Cambodge, M. Son Sann avait insisté à mon père de convaincre Lon Nol sur la

nécessité de négociation avec le GRUNK (Gouvernement Royal d'Union National du Kampuchéa). C'était sa dernière rencontre avec M. Son Sann.

En 1962, il était élu député du Sangkum de la province de Prey Veng pour la circonscription de Pear Raing. À l'Assemblée Nationale, il découvrait une nouvelle voie pour servir son pays : La politique. Il nous (ses enfants) dit toujours, faire la politique, il faut d'abord avoir un idéal et un projet de société. Il faut éviter de faire le choix par défaut. Il faut être courageux dans ses responsabilités. Un homme politique est un homme qui donne le don de sa vie pour un idéal, comme un soldat qui donne sa vie pour une cause : Défendre la patrie. Un homme politique n'est pas un serviteur du peuple, il est son guide pour un but : Bonheur et prospérité. Un homme politique est un homme de bon sens. Au cours de sa vie politique, il s'appliquait toujours ses principes.

Quand Lon Nol lui proposait un poste d'ambassadeur, après son refus d'entrer dans son ministère, mon père lui avait répondu : Non. C'est trop tard, Excellence, j'ai déjà choisi la "politique" pour servir mon pays, je sais que le diplomate serve aussi sa patrie, mais j'aimerais rester dans mon premier choix. Quand Lon Nol lui demanda d'être général, en tant que Ministre de l'Intérieur, sous prétexte que la majorité des gouverneurs de provinces sont des militaires. Sa réponse était aussi : Pas question. Excellence, un Ministre doit être un homme politique. Un militaire exécute les ordres, un ministre discute sur le choix des ordres. Je ne peux pas dire non à vos ordres, si j'étais Major Général (Général de 2 étoiles), mais je peux en discuter, si j'étais l'homme politique.

Quelque temps après, M. Chau Seng Kosal proposa mon père d'entrer dans son gouvernement, comme Secrétaire d'État de l'Intérieur. Mon père accepta cette proposition. Première fois ministre, il faisait tout pour être efficace dans ses actions. Un ministre doit laisser, même pendant une courte durée, sa trace de son

passage au ministère où il dirige : Politique, efficacité et juste. Politique : Il faut avoir une hauteur de vue en ouvrant le débat sur des problèmes à résoudre et les projets à réaliser. Efficacité : Il faut avoir le courage de prendre la décision après le débat. Juste : Être juste dans le commandement des hommes.

Quand j'ai suivi les cours de management des ressources humaines, j'ai toujours pensé à mon père. Je le voyais au salon ou à la table à manger qu'il était en train de parler la même chose, sans jamais mettre les pieds dans les écoles de management à l'étranger. C'était son expérience sur le terrain en tant que sous-gouverneur et gouverneur qui lui donne cette vision de la gestion des affaires humaines, c'est-à-dire la Politique. Quelques mois après le Ministère de Chau Seng Kosal fut renversé.

Revenu à la vie de député, il continuait d'apporter ses expériences dans des Commissions à l'Assemblée Nationale. Réélu en 1966 dans la même circonscription, il assuma des diverses responsabilités dans cette nouvelle Assemblée Nationale : Président des Commissions, et Vice-Président. Pendant cette législature, le 18 Octobre 1966, mon père entrait à nouveau dans le gouvernement, dirigé par Lon Nol, comme Ministre de la Défense Nationale.

J'ai déjà écrit sur la mission du premier gouvernement de Lon Nol dans les précédents numéros. J'ai tout simplement envie de répondre à M. Khieu Samphan (ses propos dans son livre[60](3) - page 34) concernant les affaires de Samlaut. M. Khieu samphan écrit : "Il y a eu une répression sanglante de la part du gouvernement de Lon Nol contre les paysans révoltés". Nous le savions qu'après la

[60] Khieu Samphan : L'histoire récente du Cambodge et mes prises de position – L'Harmattan.

démission de Lon Nol, le 30 Avril 1967, le Prince Sihanouk forma un gouvernement d'exception :

Vers le début du mois de Juin 1967, sur l'ordre du Prince Sihanouk, les avions de l'armée de l'air khmère bombardèrent des villages, tels que Beng Khtum, Thvak et Reussey Preah. D'après le prince Sihanouk, « des milliers de familles » abandonnèrent leurs maisons et se réfugièrent dans la jungle et les collines qui forment le piémont des Cardamones. Selon Milton Osborne, le gouvernement d'exception a utilisé « la force à son plus haut degré ». Ce massacre fut lancé par ce gouvernement après qu'il avait été informé par la Chine que les Vietminh quittaient la zone et laissaient la proie pour le bon plaisir des bombardiers.

M. Khieu Sampan a des mémoires sélectifs, il n'ose pas accuser le Prince Sihanouk. En revanche, il jette la faute au gouvernement de Lon Nol. Et pourtant tout le monde le savait que la répression la plus sanglante était après la démission de Lon Nol.

Nous le savions que le 6 Janvier 1967, un mois avant le déclenchement de la petite insurrection armée des Khmers-Vietminh contre la politique du gouvernement de Lon Nol, le prince Sihanouk quitta soudainement Phnom-Penh pour effectuer un séjour de deux mois en Europe pour laisser la main libre au Viêt-Cong de déstabiliser le gouvernement de ce dernier, son propre gouvernement.

Trois ans plus tard, le 6 janvier 1970, à quelques mois de sa chute, le Prince quitta soudainement aussi le pays pour laisser, le gouvernement de Lon Nol, appelé le « gouvernement de sauvetage » d'affronter les communistes vietnamiennes qui occupaient le territoire khmer avec son accord.

Bien entendu, dans ces affaires, il y avait des simples paysans las d'être brimés par une administration fortement corrompue, qui ont

participé à cette révolte contre le gouvernement royal. Ces paysans étaient des victimes collatérales dans la bataille entre les rebelles communistes et les forces gouvernementales.

Pol Pot avait affirmé dans son livre noir que l'insurrection armée à Samlaut était l'œuvre du Parti Communiste Kampuchéa (PCK).

« En Février 1967, une insurrection armée éclata à Samlaut. Les Vietnamiens furent pris de panique et redoublèrent leurs attaques contre le Parti Communiste du Kampuchéa. Quand, peu après, il y eut une certaine accalmie, ils s'en réjouirent et se sentirent un peu soulagés ».

Je reviens sur mon père. Revenu à la vie parlementaire, il consacrait son temps à constituer son réseau au sein du parlement. Petit à petit, il devenait un porte-parole d'un groupe des députés à l'Assemblée Nationale. Il voyait régulièrement Lon Nol en tête à tête et en petit groupe pour parler des affaires du pays. Les réformes économiques pour faire sortir du pays du socialisme du Prince Sihanouk étaient leurs sujets de conversation. Il ne rejetait pas en bloc la politique du Prince Sihanouk. Mais cette politique avait besoin une réforme profonde pour adapter à la réalité du pays : Les aides des pays socialistes ne suffisaient pas pour le développement du pays. Celui-ci avait besoin davantage des capitaux étrangers dont la libéralisation du secteur économique était une nécessité. C'était sur point-là que mon père était en désaccord avec la gauche des intellectuels. Il avait lu la thèse pour le doctorat de MM. Khieu Samphan[61]. Ils en avaient débattu ensemble pendant des années

---

[61] Khieu Samphan : L'économie du Cambodge et ses problèmes d'industrialisation. Thèse pour le doctorat Es Sciences économiques (1959) – Université de Paris.

dans l'espace de repos des députés et ailleurs, au départ, pour essayer de trouver une solution commune dans les réformes de la politique économique du pays. M. Khieu Samphan préférait la voie de planification à celle de libéralisation du secteur économique.

Dans les années 60, mon père avait visité le Japon dans le cadre de l'Union Parlementaire des pays asiatiques. Vu la réussite économique de ce pays, il se confortait de son choix du libéralisme. Après sa visite au pays du soleil levant, mon père nous, mes deux frères et moi, avait demandé de pratiquer le Karaté. Nous étions tous les trois « ceinture noire » de Karaté. Rithy, mon grand frère est décédé en 1979 en France à l'âge de 29 ans, après la soutenance de sa thèse pour obtenir le grade de docteur – ingénieur de Chimie à l'Université de Poitiers et Kérathor, mon petit frère est disparu pendant le régime sanguinaire des Khmers Rouges. Combien de fois, mon père nous disait, garder toujours l'esprit khmer en pratiquant la technique occidentale, comme dans la pensée japonaise, Esprit japonais/Technique occidentale ou bien l'occident dans la voie japonaise. C'est sur point là aussi, mon père avait une vue différente avec quelques diplômés, formés en Occident. Il était favorable à la "Khmérisation" dans les enseignements des jeunes. Il n'est pas normal de voir des professeurs khmers qui donnent des cours de mathématique en français en parlant khmer. En revanche, il faut renforcer les cours de langue étrangère, le français et l'anglais pour que les jeunes puissent suivre leurs études à l'étranger. Il regrettait beaucoup que les thèses et les mémoires des diplômés, formés en Occident ne soient pas traduits en langue khmère. Il faisait toujours la distinction entre un diplômé et un intellectuel. Tous les diplômés ne sont pas tous intellectuels, par exemples des fonctionnaires, des médecins, des ingénieurs, des politiciens, et tous les intellectuels ne sont pas tous diplômés, par exemple des écrivains, des journalistes. Un intellectuel est un penseur qui s'exprimer régulièrement sa pensée par son écrit, dans des débats publics, dans son engagement pour des diverses causes dont le centre d'intérêt est le progrès de l'humanité. Pour mon père, la

société traditionnelle khmère ne favorise pas la naissance des intellectuels. Toutes idées nouvelles sont réprimées par la tradition et le pouvoir. Avoir une idée est déjà une forme de contestation au pouvoir. C'est la raison pour laquelle, beaucoup des intellectuels khmers de tout temps, écrivaient sous le pseudonyme. M. Keng Vannsak était le champion de cette pratique. Mon père n'en était pas favorable, parce qu'elle décourage la jeunesse. Au fil des siècles, elle tue la pensée khmère. Il faut toujours le courage de signer ce qu'on écrit. Pour mon père, la tradition n'est pas une pensée, elle est une pratique. Dans la société où il n'existe que la tradition comme repère, est une société en décadence. La tradition est née à partir des idées, elle doit donc s'évoluer dans le temps, parce que les idées vivent dans le temps.

Je raconte une anecdote pour rire : Mon oncle OP Kim Aun, après trois années de formation dans l'École des officiers de l'armée de terre en France, revient au pays. Il est invité pour manger au restaurant par son petit frère, OP Sokha. Après le repas, on demande la note. Kim Aun dit à son petit frère : "Écoute, nous partageons la note, moitié-moitié". Sokha répond méchamment à son grand frère : "Mon cul, si tu payes la note, tu payes la totalité, sinon, c'est moi qui la paye, c'est la tradition". Nous racontons souvent cette histoire dans notre famille, à chaque fois, il y avait un éclat de rire.

Mon père disait, la tradition japonaise habite dans la modernité. C'est ainsi en espace d'une décennie seulement, après sa défaite militaire, le Japon entrait rapidement dans la démocratie. Quant au Cambodge, après 90 ans sous le protectorat de la France, pays des Droits de l'homme, l'inventeur de la démocratie, il reste toujours dans la féodalité. Nous pouvons jeter la faute à qui nous voulons, mais le résultat est là. Nous le savions que l'esprit khmer n'habite plus dans la modernité depuis déjà longtemps. Il n'était plus donc "innovateur". L'esprit a toujours besoin un corps tonique avec lequel, il dégage une pensée harmonieuse avec son temps, appelée l'innovation.

Aujourd'hui, le corps de la société khmère est figé. M. Phung Thon la décomposait en classe : dominante, dominée ou exploitante, exploitée. Mais mon père ne partage pas ses analyses. À plusieurs reprises, il avait exposé son point de vue sur la société khmère devant les jeunes cadres de son parti "Parti Républicain" : Quand on parle des classes dans la société khmère, on suppose qu'il y ait des mouvements : L'exploitation d'une classe sur l'autre. Or à partir du XVIIIe siècle, la société khmère n'était plus bougée. À peine d'un million d'habitants vivant dans la misère, il n'y avait plus rien à donner, plus rien à exploiter. Il n'y avait plus de mouvement de la population, il n'y avait plus d'échanges entre les Khmers dans le pays. Le Roi et sa petite cour vivait enfermé dans le soi-disant palais royal, coupé de contact avec son propre peuple. En effet, il ne pouvait rien bougé, parce que le pays était sous la domination étrangère, l'Annam et le Siam. La population vivait enfermée et isolée dans son village, parce qu'il n'y avait plus d'État. La notion de la nation n'existait plus, laquelle était limitée au village, car le pays était dans sa phase ultime de décomposition. Cependant, l'Annam et le Siam attendaient la mort certaine du pays des Khmers avec sourire. En un siècle seulement, le peuple khmer, réduit en petit nombre et décomposé en petits groupes d'individu, perdit sa mémoire d'histoire de son pays. Cette situation entraînait la déstructuration de la société khmère, elle était devenue une société individualiste, parce que la mémoire collective était abîmée. L'établissement du protectorat français en 1863 ne changeait pas la donne. L'esprit khmer n'avait plus du corps de la société organisée pour y habiter. Il demeurait sans doute dans le corps de l'individu khmer, devenu individualiste perpétué dans la souffrance. Par conséquent, la société khmère ne peut pas y avoir l'existence de classes, parce que la classe sociale, composée des individus ayant une pensée commune, vécu dans la même histoire et désirant le même avenir, exige le mouvement. Or la société est figée. La monarchie khmère n'est même pas un corps organisé qu'on le croie. Le Roi seul représente le tout. Pour mon père, les tâches majeures des dirigeants khmers d'aujourd'hui et de demain sont, seront, de restructurer la société khmère afin que

l'esprit khmer retrouve son corps dynamique. Pour lui, la voie de réforme du pays doit s'inscrire dans celle de la modernité avec l'esprit khmer comme repère.

Après la proclamation de la République Khmère, mon père avait décidé de fonder le Parti Républicain avec le Prince Sirik Matak. Cette démarche s'inscrivait toujours dans la voie de la modernité. Il envoyait mon oncle, OP Kim Aun à Taiwan pour faire une étude du modèle de la Chine nationaliste. Pourquoi Taiwan ? Pour lui, le régime de la Chine nationaliste est le seul régime, malgré son repli sur l'île Formose, qui réussit à résister contre la force communiste. Mon père n'était pas un anticommuniste, mais il ne croyait jamais que la voie du communisme est une voie juste pour pays. Il avait eu occasion en débattre avec MM. Khieu Samphan et Hou Youn.

À Paris, M. Ouk Sokun, quand il était représentant à l'Unesco du Kampuchéa Démocratique, m'avait invité à déjeuner à plusieurs repris vers les années 80, il m'avait dit ceci : Ton père n'était jamais anticommuniste, il était seulement non communiste. Il n'était pas d'accords avec notre choix politique. Nous le respections beaucoup de son choix. J'ai lui posé seulement une question : Mais pourquoi vous l'avez tué, si vous le respectez ? Il m'avait répondu : Ce n'était pas nous, c'est le système. J'ai gardé le contact avec M. Ouk Sokhun jusqu'au jour où il m'avait dit que Pol Pot est encore utile pour la lutte contre l'occupation vietnamienne. Il est décédé en France au bord de la mer dans l'année où des centaines de personnes âgées sont mortes de canicule. J’aimais bien M. Ouk Sokhun en tant qu’intellectuel.

Mon père exigeait mon oncle, OP Kim Aun, à faire le compte rendu complet par écrit ce qu'il avait appris à Taiwan. Ce que ce dernier le faisait (63 pages en langue française). J'ai lu le compte rendu de mon oncle avec appréhension et sourire. Mon oncle se transformait en nationaliste-révolutionnaire après son séjour à Taipeh. Mon père donna un exemplaire à Lon Nol et un autre au Prince Sirik Matak.

Mon oncle habitait dans une maison à côté de ma maison. Il prenait souvent le repas avec nous. Il nous disait régulièrement devant mon père que tu ne doives pas aller à l'université en voiture si tu veux gagner les communistes. C'est ce que mon père nous avait conseillé d'y faire. Je raconte une autre anecdote pour rire :

Mon oncle a un fils, nommé Dave (l'épée), un garçon espiègle, il me cause tout temps d'ennuis, bien sûr pour des problèmes de garçon de son âge. Insupporté de ses agissements, je suis allé voir mon oncle pour lui en parler. Ce jour-là, il était avec mon père dans le jardin. J'ai dit à mon oncle ce que son fils a fait. Il se leva de sa chaise, prit son fusil M18 (un autre modèle de M16, fusil d'assaut de l'armée américaine) le posé sur la table de jardin en me disant : T'es son grand frère, tu prends le fusil et tu le tus. À partir de ce jour-là, j'ai bien compris que mon cousin est mon frère et il est sous ma protection quoi qu'il fasse. C'est une leçon de solidarité familiale. Parmi les 6 enfants de mon oncle, une de ses filles, aînée de la famille, est vivante et vit aujourd'hui aux États-Unis, et le cadet, vivant aussi, vit au Cambodge.

Avant la création de son parti, mon père allait en parler à Lon Nol. Il lui disait ceci : "Si vous créiez un parti politique, j'adhérai dans votre parti. Sinon, le Prince Sirik Matak et moi, nous allons créer un parti politique, le parti républicain. Je sais que votre frère, Non, est en train de créer un parti politique avec Han Thun Hak, son nom sera parti sociaux républicains, et S.E. In Tam va aussi créer un parti politique, dont nom sera le parti démocrate". Lon Nol lui avait répondu qu'il veuille rester au-dessus des partis politiques.

Pour la République Khmère, il n'y avait pas une seule ligne politique, chaque parti avait sa ligne politique. J'en parlerai dans le prochain numéro.

La République khmère et la liberté d'expression :

Au lendemain du 18 Mars, le changement le plus spectaculaire était la liberté d'expression. Une parole d'une chanson patriotique chantée par les étudiants de la Faculté des Beaux-arts, diffusée tous le matin à la radio, pour rappeler ce droit après la disparition du Prince Sihanouk, était : "La liberté, nous y prenons dans nos mains…, Debout les enfants du Cambodge…". À la simple liberté d'opinion pensante succéda une liberté critique, fit naître d'une grande quantité des journaux d'information, d'opinion et de la politique dans la capitale. Chaque groupe d'opinion eût son journal pour défendre sa politique. "Khmer Ekareach" (Grand Pays), dirigé par le vétéran Sim Var, poursuivit son chemin d'opposition au pouvoir. Après sa fermeture forcée, son neveu, Soth Poline, créa le quotidien "Norkor Thom" pour perpétuer cette voie. La revue de langue française, "Les Réalités Cambodgiennes", dirigée par Douc Rasy, un intellectuel de la politique, représenta la voix politico-juridique de l'assemblée nationale. Par son charisme de l'homme de la liberté d'expression, il fut porté à la tête de l'Association de la Presse Khmère. Le quotidien "Sathiranak Rath Khmer" (République Khmère), créé par Lon Non et Kéo An, doyen de la Faculté de droit, combattit à couteaux tirés contre les ennemis politiques potentiels de Lon Nol, comme Sirik Matak, In Tam, Cheng Heng et des autres. Le quotidien "Damnoeung Péal Proeuk" (Les nouvelles du Matin) fut né plus tard pour défendre la couleur du groupe de Sirik Matak. Le seul quotidien officiel de langue française, "Le Républicain" dirigé par le Colonel Littaye Suon, fut le porte-parole du nouveau régime. Et quelques autres quotidiens furent inventés pour animer la liberté d'expression nouvelle dans un Cambodge menacé par l'invasion des troupes communistes vietnamiennes. Devant cette menace, le nouveau régime se trouvait dans un dilemme : Liberté d'expression sans limite ou liberté d'expression cadrée dans un contexte de guerre. C'était la deuxième voie que le régime républicain avait choisie : En Septembre 1971 M. Douc Rasy fut contraint d'abandonner la direction de la revue "Les Réalités Cambodgiennes" pour raison d'excès de propos contre le nouveau régime. Il tenta de créer en 1972 un journal bilingue franco-khmer "Sankrur khmer"

(Sauvons les Khmers). Une série de cinq articles incendiaires entraîna la fermeture du journal. Le 2 Janvier 1971, le Journal "Khmer Ekareach" eut subi le même sort. En Mars 1973, le gouvernement khmer demanda au "Bulletin of excerpts from the local press" de ne plus diffuser au Cambodge la traduction quotidienne en anglais des principaux de la presse de langue khmère.

Le 9 Janvier 1972, la maison du directeur du journal Nokor Thom a reçu une charge de plastic pulvérisant sa voiture, parce que le journal s'est permis de ridiculiser un politicien lié intimement à un très puissant général, et M. Vath Van, l'un des directeurs de publication du journal Khmers-Ekareach, a reçu un coup de hache pour s'être moqué de la même personne. (Soth Polin et Sin Kimsuy : Essai : Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge. Phnom-Penh 1974).

Dans ce même essai, ces deux auteurs ont écrit sur les prises de position de la presse khmère pendant la République Khmère. Voici leurs propos :
"À partir de mars 1972, un nouveau changement s'opère dans la position de la presse : elle cesse de soutenir à fond le nouveau régime qu'elle prend désormais à parti. Elle met particulièrement l'accent sur l'incapacité, sur l'anarchie du régime tout en demeurant toujours patriote et nationaliste. Le pays étant guerre, le premier ennemi, c'est le Viêt-Cong, « Vietnamiens communistes, envahisseurs ». C'est par cet aspect qu'on peut dire, avec raison peut-être, du nouvel esprit de la presse khmère d'aujourd'hui. On dit qu'elle est « politisée », c'est-à-dire intéressée par les affaires politiques du pays. Elle paraît encore défaillante, mais elle est pleine d'initiatives et portée à l'action. Elle est devenue plus mûre, plus expérimentée et son jugement plus sûr. Et ce long aboutissement de la presse khmère marque sans conteste un certain progrès dans sa forme et dans son fond".

M. Philippe AYRIVIE, dans sa thèse pour le doctorat en sciences politiques, critique sévèrement sur le niveau politique de la presse khmère. Voici ses propos :

"Cette presse khmère, d'un niveau politique parfois élémentaire présentait une vulnérabilité très grande à la pression officielle et à l'intervention des forces occultes. Cette faiblesse tenait à son absence d'assises financières. Quelques étudiants pauvres, en mal d'écriture, satisfaits d'un bol de riz quotidien en guise de salaire, un local sordide, un peu de papier et sous-traitance de l'impression chez l'un des innombrables petits imprimeurs aussi misérables que le journal lui-même, qui existent à Phnom-Penh (pratiquant généralement le système de la presse à bras) suffisaient pour lancer un journal. Bien entendu pas d'administration ni d'abonnement, pas de service de diffusion, à peine un peu de publicité, parfois extorquée par des moyens douteux. Dans ces conditions la survie est précaire et l'existence éphémère. Deux moyens essentiels permettent de tenir : Le chantage – qui peut servir d'argument contre la liberté de la presse dans un tel contexte – et, les subventions gouvernementales qui vont parfois jusqu'à la création intégrale d'un journal. La floraison des journaux khmers n'est pas donc que le signe d'une situation malsaine et d'une fausse liberté".

Cette faiblesse de la presse est telle qu'elle offre une possibilité d'intervention facile seulement au gouvernement mais aussi à ses ennemis, les forces communistes vietnamiennes. C'était la raison pour laquelle, en Janvier 1971, Sirik Matak tenta d'établir la censure en s'appuyant sur l'état de la Nation en danger. Douc Rasy opposa, en tant que le Président de la presse khmère, à cette mesure. Après les négociations, les deux parties trouvaient un compromis : Le 15 Juin 1971, un modus vivendi fut signé duquel les Directeurs des journaux prenaient les quatre engagements suivants :

- Ne pas diffuser d'articles à caractère subversif ;

- Ne pas publier d'articles contraires aux principes régissant la République khmère ;
- Ne diffuser que des faits réels concernant la corruption ;
- Ne pas employer des termes triviaux qui portent atteinte aux bonnes mœurs de notre pays. (A.K.P. 7230 du 3 Janvier 1971 et 7243 du 16 Janvier 1971).

Cet accord n'était qu'une semblance de solution de paix entre le gouvernement et la presse locale. L'encre de signature de ces accords n'était encore pas séchée, M. Douc Rasy torpilla le désordre dans la politique du gouvernement pour faire face aux problèmes du pays. Il prit parti pour l'Assemblée Nationale contre la proposition de Lon Nol sur le droit de vote des militaires. En Septembre, Douc Rasy fut retiré, à l'incitation du gouvernement, de la direction du journal "les Réalités Cambodgiennes" pour ce dérapage. On savait que ce journal était utilisé par ce dernier comme le porte-voix le plus efficace des députés. Devant le conflit larvé avec la presse, au mois de Novembre, le gouvernement créa un organe chargé de relever et d'examiner les informations publiées par la presse locale. À la suite du 17 Mars 1973, date du bombardement du palais présidentiel par un chasseur-bombardier, piloté par So Photra, époux de la princesse Botum Bopha, fille de Sihanouk, le gouvernement décréta les mesures d'urgence qui l'amenèrent à suspendre toute la presse privée y compris les journaux des partis. Un an plus tard, à la date du 16 Mai 1974, la presse locale et privée fut autorisée à reparaître mais chaque Directeur de journal doit payer une caution de 1 600 000 Riels.

La liberté d'expression reste et restera toujours un des problèmes majeurs dans les pays où l'état de droit est en défaut de fonctionnement et le développement économique ne répond pas aux besoins de la population. Elle devient un problème crucial pour les gouvernements dans des pays où il y a la guerre civile ou la guerre entre les pays. Dans les pays de grande démocratie ce problème n'est pas un problème politique, il est d'ordre juridique. C'est le

tribunal qui joue le rôle d'arbitre, cadré sans doute par des lois. On peut dire ou écrire n'importe quoi, mais on doit être responsable de ses propos devant le tribunal, c'est-à-dire devant la loi qui est le garant de la liberté d'expression en protégeant en même temps la vie privée, de la dignité de chaque individu et de la personne morale. En général, il y a toujours un code de déontologie dans les professions des journalistes et des écrivains. L'opinion publique joue aussi un rôle de régulateur moral dans le monde de la pensée. On entend dire souvent la victime de calomnie dit : "Je ne réponds pas à cette provocation, je laisse l'opinion publique en juger". Il y a donc quatre éléments majeurs qui font faire fonctionner la liberté d'expression dans des meilleures conditions : La loi, la justice indépendante et intègre, l'éthique des hommes de l'écriture et la maturité de l'opinion publique.

On peut y avoir une bonne loi, mais si la justice n'est pas indépendante, on voit que cette loi ne soit que l'instrument de répression du pouvoir, appelé l'hégémonie de procédure juridique. Le tribunal pourrait être indépendant, mais si les juges ne sont pas intègres, on sait que cette loi, ne soit qu'un moyen de gagner l'argent par ces derniers.

On peut y avoir aussi une bonne loi, une justice indépendante et intègre, mais s'il n'y a pas l'éthique dans les cerveaux des intellectuels, même à chaque fois la calomnie est condamnée par la loi, on est sûr qu'il y ait un malaise quelque part dans société. Enfin si l'opinion publique reste indifférente au domaine de la liberté d'expression et a une capacité de jugement limitée sur les informations données, il est certain que toutes les portes d'abus qui s'ouvrent aux profiteurs. On évalue souvent la capacité et la qualité des dirigeants d'un pays en fonction du niveau de participation de la population dans la vie publique du pays. Quand le taux de ceci est au niveau très bas, on remarque qu'il y ait une floraison des ignares dans les rangs des dirigeants du pays.

Revenons à la société cambodgienne et à la République khmère. La liberté était la voie prônée par la République Khmère : Après Sihanouk, c'est la liberté, la liberté et la liberté ! C'était la rengaine des dirigeants du nouveau régime. Nous examinons ici le domaine de la liberté publique dans la société khmère.

La liberté publique est une liberté garantie par la constitution dans des pays dits démocratiques. En 1947, le Roi Sihanouk avait octroyé une Constitution au peuple khmer, dans laquelle, la liberté publique est garantie dans son titre II : Libertés, droits et devoirs des Cambodgiens. Après le 18 Mars 1970, date de la destitution le Prince Sihanouk, le 10 Mai 1972, la République Khmère avait promulgué une nouvelle Constitution. Au Chapitre II, la liberté publique était reconnue par cette Constitution : Droits et Devoirs des Citoyens. Après 17 Avril 1975, date de la chute de la République Khmère, le nouveau régime "Kampuchéa Démocratique des Khmers Rouges", avait promulgué le 5 Janvier 1976, une Constitution. Au chapitre IX : Droits et Devoirs des citoyens, de cette constitution, le mot "liberté" des citoyens est y absent. Après l'invasion des troupes vietnamiennes au Cambodge, le 7 Janvier 1979, la République Populaire du Kampuchéa, sous l'occupation vietnamienne, avait rendu publique, le 9 Juillet 1981, sa nouvelle Constitution. Au chapitre III : Droit et obligation des citoyens, dans son article 37, on y voit réapparaître la notion de la liberté publique. Après les accords de paix de Paris sur le Cambodge, signés le 23 Octobre 1991 entre les 4 factions belligérantes khmères, sous la garantie de la communauté internationale, le peuple khmer du nouveau Royaume du Cambodge, s'octroie une Constitution. La liberté publique est garantie en effet dans le titre III, articles 31 et 32 par cette nouvelle constitution, laquelle est promulguée le 24 Septembre 1993, par le Prince Sihanouk, alors Chef de l'État. Le même jour, après avoir proposé par le Conseil du Trône, Norodom Sihanouk prête le serment qui fait de lui un souverain constitutionnel.

Dans les deux premières années de la République Khmère, les ministres de l'information étaient occupés par les hommes venant du monde de la presse et du milieu de l'écriture, comme les deux journalistes d'idée Trinh Hoanh et Long Boret. Pendant le Sangkum Reastr Niyum, ce ministère était réservé aux hommes de confiance du Chef de l'État. Le ministère de l'information n'était que l'organe de propagande de la politique du Prince Sihanouk. Dans le Cambodge d'avant (1955-1970), l'éducation démocratique du peuple n'était pas dans les programmes de la radio royale khmère. Les journaux khmers de cette époque se taisaient aussi, à l'exception du journal Khmer Ekareach. Le Cambodge d'avant la république vivait dans un décor de l'île pacifique. La liberté d'expression était sans doute orientée par le pouvoir dans ce sens. Après Sihanouk, et dans le Cambodge en guerre contre l'occupation des forces communistes vietnamiennes (1970-1975), la République Khmère s'interrogeait sur l'efficacité de la liberté d'expression dans le Cambodge nouveau : Que faire ?

Au lendemain de la chute du Prince Sihanouk, on voyait naître trois thèses sur la liberté d'expression et qui s'opposaient entre elles :

- Laisser-faire : Thèse défendue par les libéraux, dont M. Douc Rasy était la porte drapeau.
- L'Etat-Educateur : Thèse défendue par des progressistes qui refusent de prendre les maquis Khmers Rouges, appelés "Progressiste-Républicain". Elle s'inspire des idées de M. Phung Thon.
- L'État-Régulateur : Thèse défendue par une majorité des hommes du 18 Mars. Elle est fondée sur la notion de la nation en danger.

1. Laisser-faire : L'intervention de l'État dans le domaine de la liberté d'expression est déjà anticonstitutionnelle. La Presse privée représente le 4e pouvoir dans les pays démocratiques. Elle doit être donc libre et responsable de ses actes. L'opinion

publique est le seul juge de la qualité et vérité des informations données par la Presse. Cette thèse était soutenue par M. Sim Var et Soth Poline.

2. L'Etat-Educateur : Une liberté d'opinion et d'expression dans un pays de faible démocratie n'est qu'un leurre. La guerre avec le système de censure préventive, de suspension, de saisie, de cautionnement, de répression détruit complètement cette liberté. Avant et après Sihanouk, le Cambodge est habité par l'énorme masse du peuple, livrée à elle-même et reléguée au bas degré de l'échelle sociale. Cette masse populaire est tenue à l'écart à cette liberté par son manque d'éducation. Depuis le protectorat français jusqu'à la destitution du prince Sihanouk, le système de l'éducation nationale khmère est créé pour service la classe dominante : Les hommes au pouvoir et les riches. Ce système empêche toute évolution démocratique : un peuple instruit est difficile à gouverneur. M. Doudart de Lagrée, un savant français, note ceci dans son cahier : "Le Roi Norodom ne pouvait comprendre qu'il puisse exister un État puissant sans un monarque absolu". L'État doit promouvoir la liberté d'opinion et d'expression par le développement politique de la masse populaire et réduire l'écart entre les pauvres et les riches. L'éducation nationale doit être au service du développement de la démocratie. La révolution mentale et culturelle de la classe dirigeante khmère après Sihanouk soit la seule voie de salut Khmer. La liberté d'opinion et d'expression doit être s'inscrire dans cette voie.

3. L'État-Régulateur : Après l'invasion des forces communistes vietnamiennes, les gouvernements de la République Khmère avaient des difficultés avec la presse privée concernant les informations à caractère subversif. Les communistes vietnamiens étaient maîtres de la manipulation de l'opinion publique. Ils attaquèrent la République Khmère sur deux fronts : Front militaire et front politique. Mon père avait rencontré un

général chinois de la Chine nationaliste, chargé de la guerre politique. Il lui disait ceci :

« Quand on veut boxer, il faut savoir frapper l'adversaire avec les deux mains, gauche et droite. Dans la guerre contre les communistes, la main droite est une force militaire et la main gauche est une force politique. Ces deux forces sont nécessaires pour frapper vos ennemis. Nous savons que les communistes sont habiles dans leurs stratégies de guerre. La première chose à faire pour eux, c'est de neutraliser votre force politique, c'est-à-dire votre main gauche. Ensuite, ils cherchent tous les moyens à servir votre main gauche contre votre main droite, c'est-à-dire contre votre force militaire. Plusieurs moyens possibles pour réaliser cette stratégie : La force, la subversion et la contrainte. Les communistes cadrent le théâtre d'opérations militaires en trois zones : Zone occupée par votre force armée, Zone libérée par ses forces armées et zone tampon (zone entre le terrain occupé par vous et le terrain occupé par eux). Dans la zone tampon, les communistes utilisent les forces militaires pour vous attaquer, mais ils savent bien que les succès militaires ont toujours un effet limité, parce que pour eux la guerre est d'abord un problème politique. C'est la raison pour laquelle, ils utilisent la subversion dans la zone sous votre contrôle. Vos journaux sont un instrument efficace pour vous frapper. Ils savent que même dans la zone sous votre contrôle il n'est pas certain que la totalité de la population soit de votre côté. Ils concentrent leurs efforts pour utiliser l'opinion publique contre vous. Ils fournissent des fausses informations à la presse ; ils exploitent le mécontent de la population ; pour réaliser l'effet politique. Pour eux gagner la guerre, ce n'est pas contrôler l'espace, parce qu'ils n'ont pas les moyens pour occuper l'espace du pays tout entier. Il faut du nombre pour le faire. Gagner la guerre est d'abord de gagner la guerre politique. Quand vos deux mains se battent entre elles, il est certain que les communistes soient sur le point de gagner la guerre. Leur victoire est d'abord une victoire politique. La solution pour vous dans cette guerre qui est à la fois une guerre contre des forces étrangères et

contre les forces communistes locales, ce serait une recherche un bon équilibre entre la discipline et l'efficacité de vos forces militaires et la participation de la population dans cette guerre. Faire comprendre aux journalistes d'idée ou d'information que leurs critiques irresponsables sur la politique du gouvernement ou à la force armée pourraient avoir une conséquence néfaste dans l'opinion publique. Faire comprendre aux intellectuels que la liberté d'expression dans un pays en guerre contre les forces communistes est une arme à double tranchante : La volonté à tout prix de démocratie constitue certainement une faiblesse. Un bon équilibre entre liberté et responsabilité est une arme efficace pour lutter contre la subversion communiste. Il faut ouvrir un vrai débat entre toutes les forces nationales du pays pour avoir une légitimité pour conduire une guerre contre les communistes. Il faut consolider la fermeté de l'engagement dans cette guerre, parce que ce sera un conflit long et dur. Le soutien populaire fort est le seul moyen pour y gagner. En revanche, dans la zone sous le contrôle des forces communistes, lesquelles n'hésitent pas à utiliser la contrainte comme méthode de gouvernement. Les communistes n'ont pas la presse libre dans leur zone. La construction de la démocratie n'est pas dans leur effort de guerre. Ils forcent la population à participer dans leur effort de guerre.

À la moindre d'occasion, la population s'enfuit de la zone communiste. L'inverse n'est jamais se produit. Il est du mal pour nous, les nationalistes, de faire la guerre politique dans la zone occupée par les communistes, pour une simple raison, ils sont capables de tuer 100 personnes innocentes pour y parvenir à éliminer un de nos agents infiltrés. Ce travail est très coûteux pour la vie humaine. Au fond pour nous, nationalistes, l'enjeu n'est pas de gagner la guerre à tout prix, mais de libérer la population sous la domination communiste et de gagner la paix.
La censure de la presse est toujours mal aperçue par l'opinion publique même pendant la période de guerre, parce que votre république rythme avec la liberté, sinon elle perte son sens. Vous les Cambodgiens, vous aimiez bien le Général de Gaulle. Celui-ci disait :

[Il faut former des cerveaux et des caractères]. Pour résoudre vos problèmes d'aujourd'hui aussi complexes, volonté de construire la démocratie et conduite la guerre contre les forces communistes et forces étrangères, les chefs doivent prendre le risque de la pensée à contre-courant. C'est que le général de Gaulle avait le courage de faire. La censure n'est pas un mal absolu dans votre contexte actuel. La solution est de trouver - critique constructive – »

La République Khmère avait attendu un certain temps avant d'adopter la thèse "État-Régulateur" concernant la liberté de la presse : Suspension le journal "Khmer Ekareach, le 2 janvier 1971 et l'ensemble toute la presse privée y compris les journaux des partis politiques, le 17 Mars 1973. Bien entendu, les libéraux étaient choqués par ces mesures Quant aux progressistes républicains, ils s'en abstenaient de faire commentaire.

Débats :
Le problème de liberté de la presse au Cambodge est-il un problème d'ordre culturel des journalistes ?

Philippe AYRIVIE observe que le niveau culturel des journalistes khmers était bas : Ils étaient des étudiants à la quête d'un bol de riz pour vivre, disons-le, ce sont des gens affamés.

Je ne peux pas partager ce point de vue pour plusieurs raisons. D'abord, je ne sais pas sur quel critère d'évaluation que M. AYRIVIE l'a pris : Niveau bas par rapport à quoi ? Par rapport au niveau de formation des journalistes français ? Par rapport à son niveau universitaire ? Quand l'auteur dit, les journalistes khmers sont des étudiants, il devrait avoir un réflexe mental pour remarquer qu'au Cambodge, la masse étudiante ne représentait qu'à peine 3 % de la population et son niveau de formation était au moins 90 % supérieur au niveau des paysans. Ces journalistes possèdent donc un niveau culturel suffisant pour la société khmère. Ensuite, M. AYRIVIE doit faire attention que dans le domaine de pensée, il n'y ait pas un critère

d'évaluation universelle pour classer le nombre de points supérieurs ou inférieurs d'une pensée d'un peuple à l'autre. La pensée khmère est différente que la pensée française. Bien entendu, il y avait une minorité des Khmers qui étaient francophiles. Le moral japonais peut être considéré comme immoral dans la société khmère ou ailleurs et vice-versa. Aujourd'hui encore, la mondialisation fait apparaître sans équivoque qu'il y ait une pensée différente de chaque peuple au sein d'une valeur universelle : Le bien-être de l'Homme, les droits de l'Homme et la démocratie. Enfin, M. AYRIVIE sait bien que chaque peuple à sa tradition. Au Cambodge et en Asie en général, les gens sont curieux des faits divers. C'est la raison pour laquelle, les journaux locaux consacrent beaucoup de l'espace pour les faits divers. Le journal de style "le Monde" n'est pas certain qu'il soit le journal le plus vendu par rapport au journal de style local. Pour ma part, le problème de liberté de la presse n'est pas dans le niveau culturel ou de formation des journalistes.

Le problème de la liberté de la presse au Cambodge est d'ordre politique. Nous le savons que la liberté menace l'ordre établi. Le Prince Sihanouk faisait savoir rapidement qu'il ne souhaite pas avoir une liberté de la presse dans son régime politique. Ensuite, il interdisait pur et simple la liberté politique. Nous le savons que ces libertés étaient incompatibles avec sa politique. Pendant la république khmère, la suspension de publication des journaux s'inscrivait aussi dans le cadre politique. La liberté de la presse était incompatible avec la guerre contre les forces communistes. Aujourd'hui la liberté de la presse est freinée par des procédures de justice, voulues par le pouvoir politique.

Nous le savons que le débat est sans fin dans le domaine de la liberté d'expression, pas seulement au Cambodge, il est partout dans le monde, surtout dans les pays de faible démocratie. Je ne fais aucune illusion que le problème de la liberté d'expression dans mon pays sera résolu après l'alternance politique, parce que je ne trouve pas dans les personnalités de l'Opposition d'aujourd'hui, une dimension

historique dans leurs luttes pour la démocratie et contre la souffrance du peuple khmer. Je raconte une anecdote pour rire : Après mon passage à plusieurs reprises au Cambodge, j'ai dit à certains de mes compatriotes que j'ai vus dans mon pays qu'il y ait un début de développement économique même dans le régime de dictature comme le cas de la Chine communiste. Une partisane du parti Sam Rainsy, m'a coupé net de mes propos en disant qu'elle ne voit pas la même chose que moi, et pourtant elle visite souvent aussi le pays. Bien entendu, elle n'a pas tort. Mais elle oublie une chose que presque la totalité des députés de l'opposition habitent dans des maisons cossues et roulent avec les voitures 4X4. Je n'en fais pas de commentaire.

Au lendemain du 18 Mars, le changement le plus spectaculaire était la liberté d'expression. Une parole d'une chanson patriotique chantée par les étudiants de la Faculté des Beaux-arts, diffusée tous le matin à la radio, pour rappeler ce droit après la disparition du Prince Sihanouk, était : "La liberté, nous y prenons dans nos mains…, Debout les enfants du Cambodge…". À la simple liberté d'opinion pensante succéda une liberté critique, fit naître d'une grande quantité des journaux d'information, d'opinion et de la politique dans la capitale. Chaque groupe d'opinion eût son journal pour défendre sa politique. "Khmer Ekareach" (Grand Pays), dirigé par le vétéran Sim Var, poursuivit son chemin d'opposition à toute forme de pouvoir constitué. Après sa fermeture forcée, son neveu, Soth Poline, créa le quotidien "Norkor Thom" pour perpétuer la voie de son oncle. La revue de langue française, "Les Réalités Cambodgiennes", dirigée par Douc Rasy, un intellectuel de la politique, représenta la voix politico-juridique de l'assemblée nationale. Par son charisme de l'homme de la liberté d'expression, il fut porté à la tête de l'Association de la Presse Khmère. Le quotidien "Sathiranak Rath Khmer" (République Khmère), créé par Lon Non et Kéo An, doyen de la Faculté de droit, combattit à couteaux tirés contre les ennemis politiques potentiels de Lon Nol, tels que Sirik Matak, In Tam, Cheng Heng et des autres. Le quotidien "Damnoeung

Péal Proeuk" (Les nouvelles du Matin) fut né plus tard pour défendre la couleur du groupe de Sirik Matak. Le seul quotidien officiel de langue française, "Le Républicain" dirigé par le Colonel Littaye Suon, fut le porte-parole du nouveau régime. Et quelques autres quotidiens furent inventés pour animer la liberté d'expression nouvelle dans un Cambodge menacé par l'invasion des troupes communistes vietnamiennes. Devant cette menace, le nouveau régime se trouvait dans un dilemme : Liberté d'expression sans limite ou liberté d'expression cadrée dans un contexte de guerre. C'était la deuxième voie que le régime républicain avait choisie : En Septembre 1971 M. Douc Rasy fut contraint d'abandonner la direction de la revue "Les Réalités Khmères" pour raison d'excès de propos contre le nouveau régime. Il tenta de créer en 1972 un journal bilingue franco-khmer "Sankrur khmer" (Sauvons les Khmers). Une série de cinq articles incendiaires entraîna la fermeture du journal. Le 2 Janvier 1971, le Journal "Khmer Ekarreach" eut subi le même sort. En Mars 1973, le gouvernement khmer demanda au "Bulletin of excerpts from the local press" de ne plus diffuser au Cambodge la traduction quotidienne en anglais des principaux de la presse de langue khmère.

Le 9 Janvier 1972, la maison du directeur du journal Nokor Thom a reçu une charge de plastic pulvérisant sa voiture, parce que le journal s'est permis de ridiculiser un politicien lié intimement à un très puissant général, et M. Vath Van, l'un des directeurs de publication du journal Khmers-Ekareach, a reçu un coup de hache pour s'être moqué de la même personne. (Soth Polin et Sin Kimsuy : Essai : Aperçu sur l'évolution de la presse au Cambodge. Phnom-Penh 1974).

Dans ce même essai, ces deux auteurs ont écrit sur les prises de position de la presse khmère pendant la République Khmère. Voici leurs propos :

« À partir de mars 1972, un nouveau changement s'opère dans la position de la presse : elle cesse de soutenir à fond le nouveau

régime qu'elle prend désormais à parti. Elle met particulièrement l'accent sur l'incapacité, sur l'anarchie du régime tout en demeurant toujours patriote et nationaliste. Le pays étant guerre, le premier ennemi, c'est le Viêt-Cong, « Vietnamiens communistes, envahisseurs ». C'est par cet aspect qu'on peut dire, avec raison peut-être, du nouvel esprit de la presse khmère d'aujourd'hui. On dit qu'elle est « politisée », c'est-à-dire intéressée par les affaires politiques du pays. Elle paraît encore défaillante, mais elle est pleine d'initiatives et portée à l'action. Elle est devenue plus mûre, plus expérimentée et son jugement plus sûr. Et ce long aboutissement de la presse khmère marque sans conteste un certain progrès dans sa forme et dans son fond ».

M. Philippe AYRIVIE, dans sa thèse pour le doctorat en sciences politiques, critique sévèrement sur le niveau politique de la presse khmère. Voici ses propos :

« Cette presse khmère, d'un niveau politique parfois élémentaire présentait une vulnérabilité très grande à la pression officielle et à l'intervention des forces occultes. Cette faiblesse tenait à son absence d'assises financières. Quelques étudiants pauvres, en mal d'écriture, satisfaits d'un bol de riz quotidien en guise de salaire, un local sordide, un peu de papier et sous-traitance de l'impression chez l'un des innombrables petits imprimeurs aussi misérables que le journal lui-même, qui existent à Phnom-Penh (pratiquant généralement le système de la presse à bras) suffisaient pour lancer un journal. Bien entendu pas d'administration ni d'abonnement, pas de service de diffusion, à peine un peu de publicité, parfois extorquée par des moyens douteux. Dans ces conditions la survie est précaire et l'existence éphémère. Deux moyens essentiels permettent de tenir : Le chantage – qui peut servir d'argument contre la liberté de la presse dans un tel contexte – et, les subventions gouvernementales qui vont parfois jusqu'à la création intégrale d'un journal. La floraison des journaux khmers n'est pas donc que le signe d'une situation malsaine et d'une fausse liberté ».

Cette faiblesse de la presse est telle qu'elle offre une possibilité d'intervention facile seulement au gouvernement mais aussi à ses ennemis, les forces communistes vietnamiennes. C'était la raison pour laquelle, en Janvier 1971, Sirik Matak tenta d'établir la censure en s'appuyant sur l'état de la Nation en danger. Douc Rasy opposa, en tant que le Président de la presse khmère, à cette mesure. Après les négociations, les deux parties trouvaient un compromis : Le 15 Juin 1971, un modus vivendi fut signé duquel les Directeurs des journaux prenaient les quatre engagements suivants :

- Ne pas diffuser d'articles à caractère subversif ;
- Ne pas publier d'articles contraires aux principes régissant la République khmère ;
- Ne diffuser que des faits réels concernant la corruption ;
- Ne pas employer des termes triviaux qui portent atteinte aux bonnes mœurs de notre pays. (A.K.P. 7230 du 3 Janvier 1971 et 7243 du 16 Janvier 1971).

Cet accord n'était qu'une semblance de solution de paix entre le gouvernement et la presse locale. L'encre de signature de ces accords n'était encore pas séchée, M. Douc Rasy torpilla le désordre dans la politique du gouvernement pour faire face aux problèmes du pays. Il prit parti pour l'Assemblée Nationale contre la proposition de Lon Nol sur le droit de vote des militaires. En Septembre, Douc Rasy fut retiré, à l'incitation du gouvernement, de la direction du journal "les Réalités Cambodgiennes" pour ce dérapage. On savait que ce journal était utilisé par ce dernier comme le porte-voix le plus efficace des députés. Devant le conflit larvé avec la presse, au mois de Novembre, le gouvernement créa un organe chargé de relever et d'examiner les informations publiées par la presse locale. À la suite du 17 Mars 1973, date du bombardement du palais présidentiel par un chasseur-bombardier, piloté par So Photra, époux de la princesse Botum Bopha, fille de Sihanouk, le gouvernement décréta les mesures d’urgence qui l’amenèrent à suspendre toute la presse

privée y compris les journaux des partis. Un an plus tard, à la date du 16 Mai 1974, la presse locale et privée fut autorisée à reparaître mais chaque Directeur de journal doit payer une caution de 1 600 000 Riels.

La liberté d'expression reste et restera toujours un des problèmes majeurs dans les pays où l'état de droit est en défaut de fonctionnement et le développement économique ne répond pas aux besoins de la population. Elle devient un problème crucial pour les gouvernements dans des pays où il y a la guerre civile ou la guerre entre les pays. Dans les pays de grande démocratie ce problème n'est pas un problème politique, il est d'ordre juridique. C'est le tribunal qui joue le rôle d'arbitre, cadré sans doute par des lois. On peut dire ou écrire n'importe quoi, mais on doit être responsable de ses propos devant le tribunal, c'est-à-dire devant la loi qui est le garant de la liberté d'expression en protégeant en même temps la vie privée, de la dignité de chaque individu et de la personne morale.

En général, il y a toujours un code de déontologie dans les professions des journalistes et des écrivains. L'opinion publique joue aussi un rôle de régulateur moral dans le monde de la pensée. On entend dire souvent la victime de calomnie dit : "Je ne réponds pas à cette provocation, je laisse l'opinion publique en juger". Il y a donc quatre éléments majeurs qui font faire fonctionner la liberté d'expression dans des meilleures conditions : La loi, la justice indépendante et intègre, l'éthique des hommes de l'écriture et la maturité de l'opinion publique.

On peut y avoir une bonne loi, mais si la justice n'est pas indépendante, on voit que cette loi ne soit que l'instrument de répression du pouvoir, appelé l'hégémonie de procédure juridique. Le tribunal pourrait être indépendant, mais si les juges ne sont pas intègres, on sait que cette loi, ne soit qu'un moyen de gagner l'argent par ces derniers.

On peut y avoir aussi une bonne loi, une justice indépendante et intègre, mais s'il n'y a pas l'éthique dans les cerveaux des intellectuels, même à chaque fois la calomnie est condamnée par la loi, on est sûr qu'il y ait un malaise quelque part dans société. Enfin si l'opinion publique reste indifférente au domaine de la liberté d'expression et a une capacité de jugement limitée sur les informations données, il est certain que toutes les portes d'abus qui s'ouvrent aux profiteurs. On évalue souvent la capacité et la qualité des dirigeants d'un pays en fonction du niveau de participation de la population dans la vie publique du pays. Quand le taux de ceci est au niveau très bas, on remarque qu'il y ait une floraison des ignares dans les rangs des dirigeants du pays.

Revenons à la société cambodgienne et à la République khmère. La liberté était la voie prônée par la République Khmère : Après Sihanouk, c'est la liberté, la liberté et la liberté ! C'était la rengaine des dirigeants du nouveau régime. Nous examinons ici le domaine de la liberté publique dans la société khmère.

La liberté publique est une liberté garantie par la constitution dans des pays dits démocratiques. En 1947, le Roi Sihanouk avait octroyé une Constitution au peuple khmer, dans laquelle, la liberté publique est garantie dans son titre II : Libertés, droits et devoirs des Cambodgiens. Après le 18 Mars 1970, date de la destitution le Prince Sihanouk, le 10 Mai 1972, la République Khmère avait promulgué une nouvelle Constitution. Au Chapitre II, la liberté publique était reconnue par cette Constitution : Droits et Devoirs des Citoyens. Après 17 Avril 1975, date de la chute de la République Khmère, le nouveau régime "Kampuchéa Démocratique des Khmers Rouges", avait promulgué le 5 Janvier 1976, une Constitution. Au chapitre IX : Droits et Devoirs des citoyens, de cette constitution, le mot "liberté" des citoyens est y absent. Après l'invasion des troupes vietnamiennes au Cambodge, le 7 Janvier 1979, la République Populaire du Kampuchéa, sous l'occupation vietnamienne, avait rendu publique, le 9 Juillet 1981, sa nouvelle Constitution. Au

chapitre III : Droit et obligation des citoyens, dans son article 37, on y voit réapparaître la notion de la liberté publique. Après les accords de paix de Paris sur le Cambodge, signés le 23 Octobre 1991 entre les 4 factions belligérantes khmères, sous la garantie de la communauté internationale, le peuple khmer du nouveau Royaume du Cambodge, s'octroie une Constitution. La liberté publique est garantie en effet dans le titre III, articles 31 et 32 par cette nouvelle constitution, laquelle est promulguée le 24 Septembre 1993, par le Prince Sihanouk, alors Chef de l'État. Le même jour, après avoir proposé par le Conseil du Trône, Norodom Sihanouk prête le serment qui fait de lui un souverain constitutionnel.

Dans les deux premières années de la République Khmère, les ministres de l'information étaient occupés par les hommes venant du monde de la presse et du milieu de l'écriture, comme les deux journalistes d'idée Trinh Hoanh et Long Boret. Pendant le Sangkum Reastr Niyum, ce ministère était réservé aux hommes de confiance du Chef de l'État. Le ministère de l'information n'était que l'organe de propagande de la politique du Prince Sihanouk. Dans le Cambodge d'avant (1955-1970), l'éducation démocratique du peuple n'était pas dans les programmes de la radio royale khmère. Les journaux khmers de cette époque se taisaient aussi, à l'exception du journal Khmer Ekareach.

Le Cambodge d'avant la république vivait dans un décor de l'île pacifique. La liberté d'expression était sans doute orientée par le pouvoir dans ce sens. Après Sihanouk, et dans le Cambodge en guerre contre l'occupation des forces communistes vietnamiennes (1970-1975), la République Khmère s'interrogeait sur l'efficacité de la liberté d'expression dans le Cambodge nouveau : Que faire ?

Au lendemain de la chute du Prince Sihanouk, on voyait naître trois thèses sur la liberté d'expression et qui s'opposaient entre elles :

- Laisser-faire : Thèse défendue par les libéraux, dont M. Douc Rasy était le porte drapeau.
- L'Etat-Educateur : Thèse défendue par des progressistes qui refusent de prendre les maquis Khmers Rouges, appelés "Progressiste-Républicain". Elle s'inspire des idées de M. Phung Thon.
- L'État-Régulateur : Thèse défendue par une majorité des hommes du 18 Mars. Elle est fondée sur la notion de la nation en danger.

4. Laisser-faire : L'intervention de l'État dans le domaine de la liberté d'expression est déjà anticonstitutionnelle. La Presse privée représente le 4e pouvoir dans les pays démocratiques. Elle doit être donc libre et responsable de ses actes. L'opinion publique est le seul juge de la qualité et vérité des informations données par la Presse. Cette thèse était soutenue par M. Sim Var et Soth Poline.

5. L'Etat-Educateur : Une liberté d'opinion et d'expression dans un pays de faible démocratie n'est qu'un leurre. La guerre avec le système de censure préventive, de suspension, de saisie, de cautionnement, de répression détruit complètement cette liberté. Avant et après Sihanouk, le Cambodge est habité par l'énorme masse du peuple, livrée à elle-même et reléguée au bas degré de l'échelle sociale. Cette masse populaire est tenue à l'écart à cette liberté par son manque d'éducation. Depuis le protectorat français jusqu'à la destitution du prince Sihanouk, le système de l'éducation nationale khmère est créé pour service la classe dominante : Les hommes au pouvoir et les riches. Ce système empêche toute évolution démocratique : un peuple instruit est difficile à gouverneur. M. Doudart de Lagrée, un savant français, note ceci dans son cahier : "Le Roi Norodom ne pouvait comprendre qu'il puisse exister un État puissant sans un monarque absolu". L'État doit promouvoir la liberté d'opinion et d'expression par le développement politique

de la masse populaire et réduire l'écart entre les pauvres et les riches. L'éducation nationale doit être au service du développement de la démocratie. La révolution mentale et culturelle de la classe dirigeante khmère après Sihanouk soit la seule voie de salut Khmer. La liberté d'opinion et d'expression doit être s'inscrire dans cette voie.

6. L'État-Régulateur : Après l'invasion des forces communistes vietnamiennes, les gouvernements de la République Khmère avaient des difficultés avec la presse privée concernant les informations à caractère subversif. Les communistes vietnamiens étaient maîtres de la manipulation de l'opinion publique. Ils attaquèrent la République Khmère sur deux fronts : Front militaire et front politique. Mon père avait rencontré un général chinois de la Chine nationaliste, chargé de la guerre politique. Il lui disait ceci :

Quand on veut boxer, il faut savoir frapper l'adversaire avec les deux mains, gauche et droite. Dans la guerre contre les communistes, la main droite est une force militaire et la main gauche est une force politique. Ces deux forces sont nécessaires pour frapper vos ennemis. Nous savons que les communistes sont habiles dans leurs stratégies de guerre. La première chose à faire pour eux, c'est de neutraliser votre force politique, c'est-à-dire votre main gauche. Ensuite, ils cherchent tous les moyens à servir votre main gauche contre votre main droite, c'est-à-dire contre votre force militaire. Plusieurs moyens possibles pour réaliser cette stratégie : La force, la subversion et la contrainte. Les communistes cadrent le théâtre d'opérations militaires en trois zones : Zone occupée par votre force armée, Zone libérée par ses forces armées et zone tampon (zone entre le terrain occupé par vous et le terrain occupé par eux). Dans la zone tampon, les communistes utilisent les forces militaires pour vous attaquer, mais ils savent bien que les succès militaires ont toujours un effet limité, parce que pour eux la guerre est d'abord un problème politique. C'est la raison pour laquelle, ils utilisent la

subversion dans la zone sous votre contrôle. Vos journaux sont un instrument efficace pour vous frapper. Ils savent que même dans la zone sous votre contrôle il n'est pas certain que la totalité de la population soit de votre côté. Ils concentrent leurs efforts pour utiliser l'opinion publique contre vous. Ils fournissent des fausses informations à la presse ; ils exploitent le mécontent de la population ; pour réaliser l'effet politique. Pour eux gagner la guerre, ce n'est pas contrôler l'espace, parce qu'ils n'ont pas les moyens pour occuper l'espace du pays tout entier. Il faut du nombre pour le faire. Gagner la guerre est d'abord de gagner la guerre politique. Quand vos deux mains se battent entre elles, il est certain que les communistes soient sur le point de gagner la guerre. Leur victoire est d'abord une victoire politique. La solution pour vous dans cette guerre qui est à la fois une guerre contre des forces étrangères et contre les forces communistes locales, ce serait une recherche un bon équilibre entre la discipline et l'efficacité de vos forces militaires et la participation de la population dans cette guerre. Faire comprendre aux journalistes d'idée ou d'information que leurs critiques irresponsables sur la politique du gouvernement ou à la force armée pourraient avoir une conséquence néfaste dans l'opinion publique. Faire comprendre aux intellectuels que la liberté d'expression dans un pays en guerre contre les forces communistes est une arme à double tranchante : La volonté à tout prix de démocratie constitue certainement une faiblesse. Un bon équilibre entre liberté et responsabilité est une arme efficace pour lutter contre la subversion communiste. Il faut ouvrir un vrai débat entre toutes les forces nationales du pays pour avoir une légitimité pour conduire une guerre contre les communistes. Il faut consolider la fermeté de l'engagement dans cette guerre, parce que ce sera un conflit long et dur. Le soutien populaire fort est le seul moyen pour y gagner. En revanche, dans la zone sous le contrôle des forces communistes, lesquelles n'hésitent pas à utiliser la contrainte comme méthode de gouvernement. Les communistes n'ont pas la presse libre dans leur zone. La construction de la démocratie n'est pas dans leur effort de guerre. Ils forcent la population à participer dans leur effort de guerre.

À la moindre d'occasion, la population s'enfuit de la zone communiste. L'inverse n'est jamais se produit. Il est du mal pour nous, les nationalistes, de faire la guerre politique dans la zone occupée par les communistes, pour une simple raison, ils sont capables de tuer 100 personnes innocentes pour y parvenir à éliminer un de nos agents infiltrés. Ce travail est très coûteux pour la vie humaine. Au fond pour nous, nationalistes, l'enjeu n'est pas de gagner la guerre à tout prix, mais de libérer la population sous la domination communiste et de gagner la paix.

La censure de la presse est toujours mal aperçue par l'opinion publique même pendant la période de guerre, parce que votre république rythme avec la liberté, sinon elle perte son sens. Vous les Cambodgiens, vous aimiez bien le Général de Gaulle. Celui-ci disait : « Il faut former des cerveaux et des caractères". Pour résoudre vos problèmes d'aujourd'hui aussi complexes, volonté de construire la démocratie et conduite la guerre contre les forces communistes et forces étrangères, les chefs doivent prendre le risque de la pensée à contre-courant. C'est que le général de Gaulle avait le courage de faire. La censure n'est pas un mal absolu dans votre contexte actuel. La solution est de trouver - critique constructive - »

La République Khmère avait attendu un certain temps avant d'adopter la thèse "État-Régulateur" concernant la liberté de la presse : Suspension le journal "Khmer Ekareach, le 2 janvier 1971 et l'ensemble toute la presse privée y compris les journaux des partis politiques, le 17 Mars 1973. Bien entendu, les libéraux étaient choqués par ces mesures Quant aux progressistes républicains, ils s'en abstenaient de faire commentaire.

Quand on parle de la république khmère, on ne pense qu'à Lon Nol, Sirik Matak, In Tam et Sosthène Fernandez. Le Général Lon Nol s'incarnait la médiocrité, le prince Sirik Matak symbolisait la corruption, M. In Tam représentait la féodalité et le Général Sosthène

Fernandez évoquait l'incompétence. C'était des propos invoqués souvent dans les journaux khmers de l'époque.

La République khmère et les personnalités politiques :

In Tam :
Quand la guerre éclate, In Tam demandait à Lon Nol un commandement militaire. Officier de réserve, il fut promu brigadier général (Général d'une étoile) et prit le commandement de la première région militaire, et fut nommé en même temps gouverneur de la province de Kompong Cham. Le Général In Tam avait sans doute une physionomie d'un paysan khmer. Teint foncé comme Lon Nol qui lui donne une allure d'un Montrey (mandarin) du Cambodge d'antan. Par son aspect physique, beaucoup de jeunes pensaient qu'il était l'homme de la féodalité, méchant et cruel : On raconte que les gens qui passaient devant sa maison, sont obligés d'ôter le chapeau de leur tête pour signe de respect, sinon, ils étaient punis des coups de pied par ce dernier. Et croyez-moi qu'il y a des gens qui en croyaient. Ancien élève du lycée Sisowath, ancien élève de l'école d'administration cambodgienne, et ancien élève officier de réserve, In Tam était au contact de la modernité comme l'ensemble des cadres khmers de son époque. Il faisait partie des élites locaux, dévoué à servir l'État. Il était très populaire dans les milieux ruraux. Toujours se porter volontaire dans des missions difficiles pour servir sa patrie.

In Tam avait une caractéristique comportementale de type "Dominance" :

"Aimer les défis. Est agité. Possède un esprit de compétition. Est stimulé par les challenges. Se montre responsable et respecte l'autorité. Se fixe des objectifs élevés et souhaite que son autorité soit reconnue. Sans challenge, peut s'ennuyer et causer des problèmes. Travaille beaucoup, en particulier pour surmonter des situations difficiles.

Dans ses relations avec les autres, se montre habituellement directif, positif et franc au point de se montrer brusque et parfois sarcastique. Tient pour acquis l'admiration des autres. Aime être au-devant de la scène. Peut blesser les autres sans s'en rendre compte. Peut se montrer excessivement critique, en particulier lorsque les choses ou les personnes ne répondent pas à ses exigences. A tendance à dire ce qu'il pense. Au goût de l'aventure. Est de nature curieuse. Possède l'esprit d'initiative. Souhaite évoluer dans un environnement fait de changements. Est généralement plein de ressources et capable de s'adapter à la plupart des situations".

Lon Nol et In Tam se connaissaient dans de cadre de leurs fonctions de serviteur de l'État. Ils se rencontraient rarement hors du cadre du travail. In Tam était un politique, apprécié par le Prince Sihanouk par son esprit d'initiative et sa capacité d'effectuer un travail de détail. Gouvernant dans son âme et militaire dans son patriotisme, Lon Nol voyait en In Tam comme une force à braver les forces communistes vietnamiennes. Ainsi, il n'avait pas hésité une seconde de confier le commandement d'une région militaire au Général de Brigade In Tam.

En outre, pendant la gestion de crise politique avec le Prince Sihanouk, In Tam se montrait coopérant avec le Gouvernement de sauvetage en tant que Président de l'assemblée national par intérim. Quand mon père était allé voir In Tam pour lui demander conseil sur les marches à suivre après la rupture de dialogue avec le Prince Chef de l'État, ce dernier faisait appel à tous ses ressources intellectuelles pour aider Lon Nol à trouver une solution à la crise. Et pourtant, on savait qu’In Tam n'était pas le supporteur inconditionnel au gouvernement de sauvetage.

Après la formation du gouvernement dont il ne faisait partie, il n'arrêtait pas de dire à son entourage que Samdech Sihanouk confie la mission à Lon Nol de former ce gouvernement pour un seul but : Donner le poids à Lon Nol pour que ce dernier puisse solliciter l'aide

militaire des États-Unis pour l'armée khmère. Pour In Tam, la mission de Lon Nol soit limitée à cela et rien d'autre.
Demande de mon père à In Tam : Que faire maintenant, Lauk Bang (Frère, bien respecté) ?

Réponse : Surtout pas d'utiliser la force pour faire le coup d'État. Nous avons les moyens constitutionnels pour résoudre cette crise. Samdech Sihanouk est devenu chef de l'État par la voie parlementaire. Il n'est pas impossible de le déposer par la même voie. Les motifs sont suffisants pour le faire aujourd'hui, parce que Samdech agit maintenant à l'encontre des intérieurs supérieurs du pays.

On se demande pourquoi In Tam n'hésitait pas à abandonner le Prince Sihanouk pour soutenir les actions de Lon Nol, et qu'on sache que ce dernier n'est pas un modèle pour lui. Certains disent que In Tam soit obligé de suivre Lon Nol, sinon son sort aurait été comme les autres proches de Sihanouk : Prison ou mise en résidence surveillée. Ainsi, il était perçu par beaucoup de gens comme un pis-aller. Pas du tout. In Tam aurait eu toute liberté de se mettre en retrait de la zizanie entre Sihanouk et le gouvernement de Lon Nol en démissionnant du poste du Président de l'Assemblée national par intérim et siégeait comme député à l'Assemblée pour observer le déroulement des évènements du 18 Mars comme beaucoup d'autres personnalités du Royaume. Personne n’aurait osé contester ce choix.

Mais on savait que In Tam avait une haine envers des Vietminh qu'il les avait combattus dans les années 50. In Tam, comme Lon Nol et des milliers d'autres Khmers, regardait la présence des forces communistes vietnamiennes sur le territoire du Cambodge, autorisée par le Prince Sihanouk comme une humiliation pour la nation. Les évènements du 18 Mars s’ouvraient une perspective pour lui de combattre à nouveau les ennemis héréditaires du pays. Il croyait, comme la majorité de la population khmère, qu'il aurait pu gagner

facilement les communistes vietnamiens. En effet, on n'aurait pu que d'y croire, parce que les communistes vietnamiens représentaient pour les Khmers de l'époque double visages : Ennemis du Bouddhisme et ennemis héréditaires du peuple khmer. Avec cette conviction, In Tam partait en guerre en espérant d'obtenir la victoire avec et pour le peuple khmer. Il quittait la capitale Phnom-Penh pour gagner son quartier général en hélicoptère avec une seule idée en tête : Chasser les ex-Vietminh du territoire khmer. La joie suintait dans ses yeux, il jouissait d'agir pour remettre les pendules à l'heure de la dignité khmère. Il disait toujours à ses soldats :

« J'aime bien la paix, mais l'humiliation n'a pas de cœur, elle n'a que la tête. Avec les Vietminh, je n'ai pas besoin de courage, l'instinct ça me suffit pour les affronter quand le pays soit menacé par eux. »

Dans un rapport d'étude de la CIA sur les leaders khmers pendant la période de la République, adressé au Président Nixon, In Tam était l'un des politiciens les plus expérimentés parmi les dirigeants de la République Khmère. Il vivait simplement et sans prétention ; il avait réussi à conserver sa réputation d'honnêteté et bénéficiant de l'appui des jeunes, des intellectuels, des fonctionnaires civils et de quelques-uns militaires.

Toutefois les généraux ne l'aimaient pas, lui reprochant son attitude de « mandarin » et sa répugnance à écouter les conseils de ses subordonnés. Il avait peu l'habitude des affaires étrangères et se maîtrisait mal ce domaine. Cependant, il était assez populaire pour son intégrité et son courage légendaire, qualités rares parmi les dirigeants khmers. De plus il avait fait preuve d'un excellent sens de l'organisation militaire et d'une grande habilitée tactique à Kompong Cham.

Les Américains ne pouvaient pas comprendre la conception de la politique étrangère d'In Tam, parce qu'ils ne connaissaient pas non plus le Cambodge et son peuple. Pour les Américains, l'engagement

du Cambodge dans la guerre du Vietnam n'était ni un souhait, ni une aubaine pour eux. Au cours d'une réunion entre les généraux américains et Sud-Viêtnam, le Général vietnamien Do Cao Try, disait à ses homologues américains ceci : "Vous ne deviez pas compter sur les Khmers. Ils sont des jean-foutre.

En quelques semaines seulement le Cambodge sera envahi et occupé définitivement par les Nordistes. Nous allons donc faire face à un théâtre opérationnel encore plus vaste, plus compliquée pour nos forces terrestres. La seule solution, ce serait d'envahir et occuper ce pays avant les communistes. Il faut profiter la situation politique du Cambodge d'aujourd'hui pour le faire. Bien sûr, vous ne pouviez pas envoyer vos troupes au Cambodge, parce que vous serez immédiatement condamné par la communauté internationale. En revanche, nos forces pourraient envahir ce pays en évoquant notre droit d'aller combattre contre les forces ennemies où ils se trouvent".

Bien entendu, la question d'occupation du Cambodge par des forces sud-vietnamiennes fut rejetée par les Américains. En revanche, le Président Nixon acceptait une opération conjointe des forces américaines et sud-vietnamiennes au Cambodge dans une durée limitée à trois mois et dans un rayon d'actions de trente kilomètres seulement à l'intérieur du Cambodge. Le 30 Avril 1970, à la suite des offensives des forces communistes vietnamiennes contre l'armée khmère à partir de leurs bases à l'intérieur du Cambodge, le Président Nixon donna le feu vert pour déclencher ces opérations. Quelques mois plus tard, le Général Do Cao Try était tué dans un accident hélicoptère. Son hélicoptère s'explosait en plein vol. On disait de l'époque qu'il ait été éliminé par la CIA pour son arrogance qui est susceptible de nuire la diplomatie américaine concernant les affaires cambodgiennes.

Revenons à In Tam. Celui-ci reprochait plus tard aux Américains d'autoriser les forces sud-vietnamiennes d'intervenir au Cambodge, même pour un temps limité :

« Vous connaissiez mal l'histoire du Cambodge et celle du Vietnam. Vous vouliez impossible en acceptant l'intervention des forces sud-vietnamiennes dans le territoire khmer. Vous avez été embabouiné de cette stratégie-là ; vous avez cru à son efficacité, à la solidarité asiatique. Je ne vous en veux pas. Comme on disait, le plus honnête se trompe ; le plus habile a besoin d'expérience. Je voudrais que vous sachiez seulement une seule chose : comment nous pouvons dire à notre peuple que nous combattions les Vietnamiens rouges en acceptant l'aide des Vietnamiens bleus. Pour le peuple khmer, les Vietnamiens rouges et les Vietnamiens bleus sont toujours Vietnamiens. »

Bien entendu, avec ces propos francs, comment les agents de la CIA ont pu qualifier In Tam de "diplomate chevronné".

In Tam n'aimait pas les Khmers Sérey (Khmers libres), mouvement armé, dirigé par Son Gnoc Thanh, connu sous le nom "Front National de Libération du Cambodge". Il le voyait comme un mouvement inféodé de la Thaïlande et du Sud-Viêtnam. On savait que le ralliement de Chau Bory, Chao Mathura, Sao Ngoy, éléments gris du Mouvement Khmers Sérey, au gouvernement royal, était l'œuvre d'In Tam. Celui-ci avait donné à ce trio toutes les garanties nécessaires, s'ils désertaient leur mouvement pour rejoindre le gouvernement royal. Nous le savions que le Prince Sihanouk n'avait pas tenu compte la promesse de In Tam donnée à ses ennemis jurés. Ces trois furent exécutés publiquement, le 22 Avril 1967 sur ordre du Prince Sihanouk. In Tam n'avait jamais pardonné de cette trahison princière. Il en parlait souvent à ses amis intimes : "Comment pourrais-je oser regarder en face ces trois malheureux quand je vais les rejoindre dans le monde des âmes ?". Depuis, In Tam ne faisait plus confiance à Sihanouk. Cette exécution ces trois intellectuels pesait lourd sur la conscience de In Tam, elle avait sans doute une influence sur la décision de ce dernier pendant les évènements du 18 Mars. Dans cette affaire, mon père suivait de près les dossiers en

tant que Ministre de la Défense Nationale. Il était le cosignataire l'ordre d'exécution, ordonné par tribunal militaire. Il faut noter que la motivation du Prince Sihanouk d'exécuter ces trois cadres des Khmers Sérey ait été politique : Par cette exécution, il voulait adresser directement un message aux insurgés de Samlaut (révolte des paysans du district de Samlaut, orchestré par les communistes khmers, qui s'était passé à peu près cette même période) qu'il n'a pas de pitié pour ses opposants, de droite et de gauche. Cette menace n'était pas un avertissement sans suite, parce que quelques mois plus tard, le Prince Sihanouk enjoignit à l'avion de l'armée de l'air khmère de bombarder les villages des insurgés, causés plusieurs morts parmi la population civile. L'ironie du sort, In Tam fut nommé Délégué royal de la province de Battambang (Samlaut se trouve dans cette province) par son Prince Chef de l'État et Chef du Gouvernement, pendant la durée de répression sanglante. Pour le Prince Sihanouk, ces deux affaires, n'était-il pas un simple rééquilibrage du nombre des morts ?

Revenons au mouvement des Khmers Sérey. Le 16 Mars 1970, Son Gnoc Thanh proclama la dissolution de son Mouvement et se rallia au gouvernement de sauvetage. Le 14 Août de la même année, ce dernier fut nommé par Lon Nol, conseillé du Gouvernement. In Tam voyait cette ouverture de mauvais œil. Il confia à mon père ceci :

« Son Gnoc Thanh est venu pour le pouvoir, pas pour le pays. En nommant ce dernier comme conseiller, S.E. Lon Nol va perdre sa base sans élargir ses assises. Sa base, ce sont les hommes du 18 Mars et avec Son Gnoc Thanh, S.E. Lon Nol ne gagne point un compagnon, il crée au contraire un climat délétère au sein de ses amis, parce que la venue de ce dernier est une combine politique, et rien d'autre. Saviez-vous, derrière tout ça, il y a Han Thun Hak, Lon Non, Keng Vanssak et les hommes de Dangrèk (nom des partisans de Son Gnoc Thanh) qui agissent contre le Prince Sirik Matak et forcent S.E. Lon Nol à proclamer rapidement la République. Ils croyaient parvenir à leurs fins en s'engageant sur les anciennes

routes de Son Gnoc Thanh. Ils se trompent lourdement, car ces routes n'existaient plus au Cambodge. Bien sûr, Son Gnoc Thanh a droit comme tous les Khmers de revenir au pays et de l'aider. Mais, il ne savait pas que Han Thun Hak et Lon Non sont en train de lui manipuler. Ils lui font croire qu'il soit le catalyseur de la naissance de la république. Son Gnoc Than en croit. Il pense vraiment qu'il triomphe de tous, parce qu'il est différent de tous et supérieur. C'est sa nature. »

Tout le monde le sait que In Tam n'avait jamais accordé une confiance aveugle à Lon Nol et au Prince Sirik Matak. Il partait faire la guerre en ressemblant en même temps ses amis politiques. C'est son instinct de combattant.

Après la transformation des chambres en Assemblée Constituante, le 18 Octobre 1971, In Tam voulait être Président de cette assemblée. Il avait déjà préparé depuis quelques mois d'avance avec ses amis parlementaires. Le 23 Septembre 1971, il avait donné sa démission du gouvernement pour se consacrer à cette échéance. Lon Nol invitait mon père à venir le voir. Il lui disait :

« Je veux que vous soyez président de l'Assemblée Constituante pour accélérer la rédaction de la Constitution. Je sais que S.E. In Tam souhaite aussi occuper ce poste. Je sais que vous aimiez bien S.E. In Tam, il est donc normal, et je vous comprends parfaitement, que vous ne vouliez certainement pas être candidat contre lui. Vous le savez bien que Trõnc (Le Prince) Sirik Matak et moi, nous ne sommes pas contre Lauk In Tam, et votre candidature ne sera pas une compétition contre lui non plus. Elle représentera tout simplement une exigence et une urgence dont la nation a besoin. »

« Excellence, dit mon père, j'accepte cette mission, mais je vous demande de m'autoriser à en informer auparavant S.E. In Tam. »

Faites comme il vous semble bon de faire, disait Lon Nol.

Cette histoire est insensée à savoir. Contrairement aux vœux de son frère, Lon Non, avec l'aide de Han Thun Hak, faisait la campagne discrètement contre la candidature de mon père. Il préférait plutôt In Tam que mon père. Il disait :

« Lauk Kim[62] Ang est l'homme de Sirik Matak, il est donc monarchiste. À la tête de l'Assemblée constituante, il pourrait la transformer en foyer de l'opposition aux républicains. Il a trahi la confiance de mon frère. Il faut utiliser tous les moyens pour qu'il ne soit pas élu Président de l'assemblée constituante. Éliminer Lauk Kim Ang, c'est comme on coupe les mains de Sirik Matak. Avec Lauk In Tam, je crois que nous puissions négocier avec lui. Lauk In Tam n'a pas l'ambition du Prince Sirik Matak. Nous pouvons lui proposer le poste de Président de la future Assemblée nationale de la République Khmère. Il y acceptera. »

Le 8 Mai 1971, In Tam était élu Président avec deux voix d'avance sur mon père. Après la proclamation des résultats, In Tam venait serrer mon père dans ses bras devant tous les parlementaires. On applaudissait interminablement. Je ne dis pas ici qu'In Tam est élu avec des voix achetées. Je raconte tout simplement la manigance de Lon Non. Pour mon père, battu par In Tam n'était pas une honte, mais plutôt comme un soulagement d'après avoir accompli un devoir de citoyen et de responsable politique. Après ces élections, In Tam et mon père savaient garder leur amitié intacte : dans leur vie privée comme dans celle de la politique.

---

[62] La famille de ma grande mère maternelle a une souche du Kampuchea Krom. Ma grande mère tient bien garder cette trace. Ainsi mon père et ses frères portaient le nom Kim comme deuxième prénom : OP Kim Ang, OP Kim Eng, OP Kim Aun.

À la surprise de Lon Non et ses amis, In Tam se portait candidat contre son frère aux élections présidentielles, prévues pour les mois de Mai-Juin 1972. Le 4 Juin, le dépouillement du scrutin apporta les résultats suivants : Lon Nol : 59,93 % des voix ; In Tam : 24,44 % et Keo An : 20,61 %. Lon Nol devint président de la République Khmère et prêta serment le 3 Juillet. In Tam obtint une majorité des voix à Phnom-Penh et à l'État-Major Général des Armées. On murmurait qu'il y ait des fraudes électorales en faveur de Lon Nol.

In Tam n'était pas républicain. Avant les évènements du 18 Mars, il était conservateur, et pendant la république khmère, il en restait toujours. Il n'était pas contre la personne du Prince Sihanouk, mais plutôt sa politique. Ses idées politiques sont faciles à cerner. L'ordre, la démocratie et la méritocratie sont ses trois fondamentaux. L'ordre, pour lui, c'est la monarchie, la religion et l'État. La monarchie est l'ordre cosmique, la religion est l'expression de l'ordre spirituel et l'État est le régulateur de l'ordre humain. Il est évident que dans la conception des trois ordres de In Tam, il est difficile à la nation khmère de se laisser réduire à l'une ou l'autre de ses valeurs car ils constituent l'ossature même de son existence. Ainsi In Tam n'avait jamais caché ses idées de rétablir la monarchie constitutionnelle. Pendant sa campagne des élections présidentielles, il disait que le Prince Sihanouk reviendrait dès qu'il aurait réussi. Il voyait la monarchie pas comme un système archaïque, mais plutôt comme une identité de la nation khmère. Il disait toujours qu'on ne peut pas maudire la monarchie khmère en prenant avec fierté le symbole de l'Angkor Vat comme l'emblème du pays. Il y a, dans la monarchie, des grands noms des rois khmers. Ces noms appartiennent au Cambodge et à l'histoire. Ils étaient les représentants de la gloire khmère.

In Tam était bouddhiste pratiquant. Il voyait la religion comme force d'union des Khmers et censeur des règles morales. Et enfin, l'État

est le régulateur de l'ordre humain. Croire en Bouddha et en dieux et respecter la loi de l'État, fait féconder une société des citoyens.

Mais cette société doit être une société fondée sur la démocratie. Le Roi est Majesté de son peuple, mais ce dernier est Souverain de sa partie. Le peuple choisit ses représentants pour diriger le pays sur la base de méritocratie. Les critères sont : Le patriotisme, l'esprit créateur, et le courage. Enfin, In Tam était avant tout un patriote avéré.

Sirik Matak :
Quand Lon Nol fut chargé par le Prince Sihanouk pour former un gouvernement de sauvetage en 1969, il fit appel à son vieux compagnon politique, le Prince Sirik Matak. Ces deux amis avaient fondé ensemble dès 1946 le parti rénovation khmère. Après plus d'une décennie d'absence de la vie politique, à 55 ans, le Prince Sirik Matak (1914-†1975), accepta d'entrée dans le gouvernement de sauvetage comme 1er Vice-Président du Conseil des ministres, chargé de l'Intérieur, de l'Éducation, de la Sécurité et des Affaires religieuses. Son retour à la politique n'était pas dans le but de se placer en opposition à son cousin. Dans le passé, il avait servi ce dernier avec zèle infatigable.

Il faut bien rappeler qu'en 1952, à la suite du Coup d'État légal du Prince Sihanouk (15 Juin 1952), alors Roi du Cambodge, le Prince Sirik Matak soutint ce coup politique sans réserve, et accepta d'entrer dans le gouvernement, présidé par ce dernier, comme Ministre d'État. Le 25 janvier 1953, le Roi remania son gouvernement, et confia le ministère de la défense nationale à son cousin Sirik Matak. Le 9 Février de la même année, le Roi partit en France pour lui revendiquer l'indépendance totale du Cambodge. Après avoir fait un détour diplomatique aux États-Unis, en Thaïlande pour sensibiliser l'opinion internationale au sujet de l'indépendance de son pays, il retourna au pays, à Siem Reap. Le 28 Juillet 1953, Penn Nouth fut désigné Premier Ministre, celui-ci nomma Sirik Matak

au ministère des affaires Étrangères. Ce cabinet avait pour mission de peaufiner les accords de l'indépendance avec le gouvernement français. Le 29 Août 1953, celui-ci acceptait de transférer au gouvernement khmer les pouvoirs de justice et de police. Le 17 Octobre de la même année, il transférait le pouvoir militaire. Le Cambodge était enfin indépendant. Le 8 Novembre 1953, le Roi Norodom Sihanouk rentrait dans sa capitale où il était accueilli en triomphateur.

Le 2 Mars 1955, le Roi Norodom Sihanouk abdiqua en faveur de son père le Prince Norodom Suramarit et le mois suivant, jouissant à la fois du prestige traditionnel de la monarchie et du nouveau titre de « Père de l'indépendance », il fonda un mouvement populaire d'un type nouveau, le Sangkum Reastr Niyum ou Communauté Socialiste Populaire avec l'aide de Sam Sary, Yem Sambaur et Sim Var. Ce mouvement n'était pas un parti politique et l'une des conditions pour être membre, c'est de n'appartenir à aucun parti politique. Le 11 septembre 1955, le Sangkum gagna les élections législatives. Il enleva la totalité des 91 sièges à pourvoir et régna en maître pendant 15 ans sur la vie politique khmère.

Après l'avènement du Sangkum, Lon Nol et Sirik Matak avaient décidé d'abandonner la politique, le premier préférait plutôt la carrière militaire, dont il se sentait utile pour la nation et le second optait la carrière de diplomate pour servir autrement la patrie. Ils s'épanouissaient donc dans leurs nouvelles fonctions, mais se culpabilisaient comme politique.

Sirik Matak était un prince de la branche Sisowath. Arrière-petit-fils du Roi Sisowath (1840-1927) et petit-fils du Prince Essaravong, celui-ci mourut en 1907 avant son père. Sirik Matak était né de père Ratthary et de mère roturière, nommée Yoeun. Celle-ci avait deux enfants : Sirik Matak et Essaro (1920). Sirik Matak avait reçu une éducation dans le milieu aristocratique et populaire, influencé à la religion bouddhiste, curieux, cultivé, il réalisait dans sa personne la

synthèse de la société khmère. Il était sur la liste des prétendants au trône du Cambodge comme beaucoup d'autres princes après la mort du Roi Sisowath Monivong (1927-1941). Mais le protectorat français préférait plutôt son cousin, le prince Norodom Sihanouk, né de père Norodom et de mère Sisowath, deux branches de la famille royale de filiale du Roi Ang Doung. Pour le protectorat français, le choix du Prince Sihanouk est un choix du bon sens pour mettre un terme aux conflits entre la branche de Norodom et celle de Sisowath, parce que le Prince Sihanouk est l'enfant de ces deux branches. Ainsi, le fils aîné du Roi Monivong, le Prince Sisowath Monireth fut évincé du trône khmer au profit de son neveu maternel. Comme tous les Cambodgiens, le Prince Sirik Matak croyait au mérite divin. Pour lui, Sihanouk fut choisi Roi par le conseil de Trône, parce que c'est la divine providence qui l'a oint pour le trône royal khmer. Il n'y a aucune raison donc de contester ce choix. Même le Prince Monireth, placé au premier rang des prétendants au trône du Cambodge, y pensait aussi. De toutes les façons les princes et le peuple khmer voient en Souverain comme un « Neak Mean Bonn » (celui qui a reçu un mandat céleste). Ce concept est fondé sur le principe fataliste de l'hindouisme : L'homme est le produit de ses activités passées.

Neak Mean Bonn : « Celui qui a le mandat céleste est appelé dans la coutume khmère « Neak Mean Bonn ». Cette conception, nous appelons « conception évènementielle » puisqu'elle détermine l'origine du pouvoir par un évènement insolite quasi-inexplicable par la raison pure. Nous préférons l'expression « conception Neak Mean Bonn » à la « conception évènementielle », car pour nous, Khmers, cela se comprend tout de suite, sans besoin d'autres explications. La conception « Neak Mean Bonn » permet de légitimer tout pouvoir en place, qu'il soit d'origine divine ou populaire. C'est peut-être le corolaire de la théorie de résignation que les dirigeants khmers de l'époque voulaient inculquer à la masse dans le but de ne pas briser l'unité du peuple par trop divergences dans les conceptions de pouvoir. Celles-ci étaient réservées uniquement au groupe dirigeant ». (Say Bory – Thèse pour le doctorat de spécialité en

science administrative (1974) : Administration rurale du Cambodge et ses projets de réforme.)

Le conflit entre les princes Sihanouk et Sirik Matak après le retour du dernier aux affaires du pays n'était pas de nature dynastique, mais plutôt de nature politique. Ces différends se cristallisaient dans l'esprit du Prince Sirik Matak après ses contacts avec le monde extérieur. Ambassadeur de la République Populaire de Chine (1962-1964), puis au Japon (1966-1967). Il avait tout son temps pour observer et étudier le système communiste pratiqué en Chine et celui du libéralisme, pratiqué au Japon. Sa conclusion était la suivante : La démocratie n'est pas l'ennemi de la monarchie et le communisme n'est pas compatible avec la société khmère.

1. Démocratie et monarchie :

Paradoxalement Sihanouk et Sirik Matak étaient tous les deux des monarchistes réformistes. Comme princes, ils vivaient à l'intérieur du système monarchique khmer. Ils connaissaient donc ses faiblesses et ses forces. Devenu Roi dans une monarchie constitutionnelle, le Prince Sihanouk cherchait tous les moyens pour récupérer le pouvoir de monarque absolu à son profit. Après la mort du Roi Suramarith (1955-1960), son auguste père, le Prince décida, à la surprise de tous les membres de la famille royale, de laisser le trône vacant. Cependant, il créa (15 Juin 1960) un poste de « Chef de l'État à vie », une sorte de monarque sans trône, pour lui. Cette manœuvre politique n'était pas au goût de tout le monde, en particulier celui du Prince Sirik Matak. Celui-ci en jugea qu'elle soit dangereuse pour l'avenir de la monarchie millénaire. Il reprochait à son cousin dans sa lettre adressée à ce dernier pendant la guerre de 1970-1975, le 27 Août 1973 :

« …À l'époque, vos désirs étaient des ordres. Le Parlement s'est donc réuni pour élaborer un article additionnel afin de vous donner entière satisfaction et vous a désigné par la suite, le 15 Juin 1960, « Chef de l'État », titre que vous avez détenu pendant un délai anormalement long et illégal, jusqu'à votre destitution formelle en

Mars 1970. Il est devenu clair dès lors qu'en usant et abusant du POUVOIR PERSONNEL dont vous vous étiez vous-même investit, vous avez détruit de vos propres mains la monarchie khmère ».

Pour faire croire au monde entier qu'il soit « prince rouge » ou « révolutionnaire », le Prince Sihanouk était prêt à aller plus loin dans ses intentions anticonformistes. Au mois de Janvier 1963, au Congrès national, le Prince Sihanouk déclara qu'il ne s'opposera pas à la proclamation de la République.

Contrairement à son cousin, Sirik Matak avait une autre idée de réforme de la monarchie khmère. D'abord, il faisait des reproches amers au Protectorat français d'avoir inventé une monarchie élective khmère qui est pour lui un pur fantasme des savants français. Cette invention savante avait été utilisée par l'autorité française au Cambodge comme moyen pour influencer le choix du monarque khmer par le Conseil du trône. Pour Sirik Matak, cette invention ne rend pas service à la monarchie khmère et fait perdre son caractère traditionnel. Il approuvait la décision des Constituants khmers de rétablir le mode de succession au trône de la monarchie khmère, indiqué dans la Constitution de 1947 dans son article 26 :

« Le Roi a le pouvoir, après réunion du Conseil de la Couronne, de désigner un héritier au Trône ainsi que d'annuler cette désignation ».

Le mythe de la monarchie élective, partie intégrante de l'invention des historiens de la colonie, aboutira en 1993 pour la première fois dans l'histoire khmère en une loi constitutionnelle. Je ne suis ni un grand historien, ni un anticolonialiste, ni un monarchiste, mais je prends le risque en tant que Khmer ordinaire et promeneur de l'Histoire de partager la pensée du Prince Sirik Matak que la « monarchie élective khmère » est une invention française. En plus, il faut bien noter que le mot « Élection au sens français » n'existe pas dans le Cambodge d'antan.

Sirik Matak pensait que la démocratie n'était pas l'ennemi de la monarchie. Au Japon, les démocrates japonais continuent d'honorer leur empereur comme dieu sur terre, malgré que celui-ci perde tout prestige du roi-dieu après la seconde guerre mondiale. Selon Sirik Matak, la monarchie japonaise sait toujours s'adapter à l'évolution politique et spirituelle du pays. La monarchie moderne doit être la synthèse de l'époque où il habite. Elle doit être le symbole de l'unité nationale, de tolérance et de l'audace. La monarchie est une structure composée d'un esprit, d'un corps et d'une force. L'esprit est le Roi en personne. Il n'est plus un dieu sur terre depuis d'adoption du Bouddhisme par le pouvoir royal. Il n'est plus un monarque absolu depuis la proclamation de la monarchie constitutionnelle par le Roi Norodom Sihanouk en 1947. Mais, il s'incarne toujours l'ordre, parce que c'est sa vie, la tradition, parce que c'est son dogme, la Nation, parce que c'est son devoir. Sa croissance consiste à augmenter son prestige qui lui permet d'être toujours le souverain humaniste pour son peuple. Pour Sirik Matak, le Roi régnant devrait désigner le plutôt possible son successeur pour que le prince héritier puisse suivre son éducation et sa formation de souverain. Le corps de la monarchie khmère est sa structure avec ses règles, ses coutumes, ses rites. Elle est comme un ordre aux lois strictes, lesquelles fournissent à la monarchie la meilleure partie de sa structure permanente. Cette existence nomme le cristal de masse. Il est structure statique et permanente douée de la propriété de représenter tous ses aspects essentiels d'une masse donnée qui est la tradition humaniste de la monarchie khmère. Avec un esprit sain et un corps solide, la monarchie khmère, possède une force d'adaptation à l'évolution de la société. Elle pourrait s'adapter sans crainte le régime démocratique, parce que celui-ci ait la même base de fonctionnement : Les intérêts généraux du pays et le bien-être du peuple. Ainsi, Sirik Matak ne voyait pas la démocratie comme ennemi de la monarchie.

2. L'économie et l'État :

On dit toujours que la comparaison n'est pas raison. Mais en faisant l'approche entre l'économie libérale, appliquée au Japon et l'économie planifiée, appliquée en République Populaire de Chine et compte tenu des résultats obtenus dans ces deux pays asiatiques, Sirik Matak avait tout de suite une prédilection pour la première. Ce dont était fondé sur plusieurs bases d'analyse : Le Cambodge est un pays pauvre, il a donc besoin des capitaux étrangers pour l'aider à accompagner dans ses projets de développements, appelés de l'époque par le gouvernement de sauvetage, « Investissements responsables ». L'engagement de l'État khmer dans la voie libérale est une nécessité pour attirer ces capitaux et garantir les investisseurs par ses lois qui protègent à la fois les intérêts du pays et ceux des investisseurs. Mais le rôle de l'État n'est pas limité au rôle de régulateur de l'économie, il est l'acteur à part entière dans son rôle de préparateur des éléments indispensables aux développements : Formation de l'intelligence des jeunes et précurseur du développement du pays. Sirik Matak n'était pas un thésard ès sciences économiques, mais au contact de la réalité du pays et de son vécu en Chine, il comprenait vite que l'économie planifiée à la chinoise ne soit pas une solution pour le pays. Celui-ci en a déjà fait les frais, c'est-à-dire : Pendant plus d'une décennie, le Cambodge a pris ce modèle comme voie de développement économique. En 1969, il se trouvait dans une situation calamiteuse.

Pour cette raison le Prince Sihanouk a fait appel à Lon Nol pour former le gouvernement, dit de sauvetage : Redresser la situation économique et réviser la politique extérieure du pays. Cependant, Sirik Matak a été appelé au conseil de Lon Nol. Sa place dans le gouvernement de sauvetage était presque co-Premier ministre. Lon Nol voyait dans son ami princier le libéral en action qui accepte d'être son second en puissance pour conduire une politique de réforme du pays.

Le Prince Sirik Matak avait une caractéristique comportementale principale de type "Stabilité" : Généralement aimable, facile à vivre

et détendu. Étant contrôlé et peu démonstratif, peut cacher ses ressentiments. Préfère établir des relations privilégiées avec un petit nombre de personnes. Donne l'impression d'être détenu. Se montre patient et avisé. Toujours serviable envers ses amis.

S'efforce de maintenir le statuquo. N'aime pas les changements, en particulier s'ils sont brusques. Une fois intégré dans un cadre de travail structuré, remplit sa tâche avec une patience illimitée et va jusqu'au bout de son travail.

Habituellement possessif, s'attache fortement à ses collaborateurs, à ses proches en général. Possède le sens de la vie personnelle et supporte mal d'en être séparé (des siens) pour de longues périodes.

Pour ne pas froisser la susceptibilité du Prince Sihanouk, alors Chef de l'État, Lon Nol ne cherchait pas la rupture avec le prince Chef de l'État. Beaucoup des proches de ce dernier ont été appelés au gouvernement resserré de 14 membres y compris Lon Nol, tels que, Ung Hong Sath (Deuxième vice-président du Conseil des Ministres), Norodom Phurissara (affaires étrangères), Chuon Saodi (Agriculture), Colonel Oum Manorine (Défense en surface), Srey Pong (Industrie), Colonel Sosthène Fernandez (Sécurité nationale), Tep-Chhieu Khéng (Information). Trois indépendants, tels que Touch Kim (Finances), Chau-Xéng Ua (Action sociale et du travail), Plèk Phoeun. Trois éléments de Lon Nol, tels que, le Prince Sirik Matak (Premier vice-président du Conseil des Ministres), Op Kim Ang (troisième vice-président du Conseil des Ministres, chargé de l'économie nationale) et Chhan Sokhum (Éducation nationale et des Beaux-arts). Avec sept sihanoukistes inconditionnels, comment pouvons-nous qualifier ce gouvernement d'anti-sihanoukiste ? D'où la présence du Prince Sirik Matak au sein de ce Cabinet n'était pas une volonté de Lon Nol d'afficher son opposition à son maître, le Prince Sihanouk.

Quand Sirik Matak avait accepté la proposition de Lon Nol, il avait seulement deux idées en tête : Aider son ami à accomplir la mission du Prince Sihanouk et servir sa patrie. Dès le départ, il disait à Lon Nol : « Une autre politique est possible pour faire sortir l'économie du pays de la crise ». Ce dernier était en communion de penser avec Sirik Matak et donna le feu vert à son ami de mettre en application. Le 30 Octobre 1970, Lon Nol partit en France pour se soigner en laissant la direction du gouvernement à Sirik Matak. Celui-ci avait bâti, en effet, sa stratégie de réforme économique en deux axes majeurs : Restaurer l'autorité de l'État et libéraliser l'économie du pays. Il voulait réformer à marcher forcé, libéralisant, rationalisant le système économique qui est déjà en agonie. Mais malheureusement ces actions étaient en opposition avec le Prince Sihanouk, parce que pendant ce temps-là, l'État, c'est le Prince Sihanouk et l'économie libérale est le diable en personne pour ce dernier. Le Prince Sihanouk avait réagi violemment contre les mesures prises par son cousin en demandant ses ministres fidèles de démissionner du gouvernement, sauf deux, le Colonel Oum Manorine et le Colonel Sosthène Fernandez, à la veille du 28e Congrès national. Cette manœuvre a pour objectif de déstabiliser le gouvernement de sauvetage en forçant le Prince Sirik Matak à démissionner. Au lieu de démissionner, celui-ci fit remplacer les ministres démissionnaires sur le champ et fit face à des critiques du Chef de l'État pendant les trois jours du Congrès national en lui répondant point par point les biens fondés de ses mesures prises. Le 6 Janvier 1970 quitta le pays pour la France. Le 18 Mars, il a été destitué par le Parlement de ses fonctions du Chef de l'État.

Pendant la durée de la République khmère, le Prince Sirik Matak n'était jamais Président du Conseil des Ministres. Du 3 Mai 1971 au 12 Mars 1972, il était tout simplement Président délégué, dont Lon Nol était Président. Dans son combat politique durant sa vie, le Prince Sirik Matak aura eu affaire à trois interlocuteurs : le protectorat français, le Prince Sihanouk et Lon Non, le frère cadet de son ami Lon Nol.

Le protectorat français : Il participa à toutes les étapes de campagne pour l'indépendance de son pays.
Le Prince Sihanouk : Il se mouvait en opposant audacieux de son cousin, sans tenir compte sa solidarité lignagère, dès que les intérêts généraux du pays étaient enjeux. Depuis l'étranger, comme ambassadeur, il constatait avec désolation que le Royaume khmer se nécrosait autant qu'il était envahi par les troupes communistes vietnamiennes. Au départ, le Prince Sirik Matak ne voulait pas braconner sur les affaires étrangères et ne choisissait pas la posture du contre-pouvoir de son cousin. La présence des troupes étrangères sur le territoire était donc une affaire de Lon Nol. Il se concentrait uniquement son travail sur les réformes de l'État et de l'économie du pays. Quand Lon Nol lui en parlait, il n'avançait sur ce terrain qu'à pas comptés. Mais cette antienne ne cesserait pas d'être évoquée par Lon Nol, après son retour de France, le 18 Février 1970.

Nous le savons que l'obsession de défense l'intégrité territoriale de Lon Nol ne date pas du jour où il était désigné Président du Conseil des Ministres. Après l'indépendance nationale en 1953, il se battait déjà contre les vietminh pour leur évacuation totale du territoire khmer.

À Paris, il rencontrait le Prince Sihanouk. Celui-ci lui demandait d'ouvrir rapidement le dossier de la présence des troupes des Viêt-Cong au Cambodge. Pour le Prince Chef de l'État, ce dossier était uniquement son coup politique pour récupérer le pouvoir, lequel, après le Congrès national, était dans la main du Prince Sirik Matak. Pour lui, chaque fois qu'il y ait des manifestations, le gouvernement doit démissionner et ensuite le peuple lui de reprendre le pouvoir. Comme en 1967, après une manifestation massive devant l'Assemblée Nationale, le 29 Avril, Lon Nol avait présenté la démission de son gouvernement au chef de l'État, et celui-ci a été appelé par les manifestants pour former un gouvernement d'exception. Pour Sihanouk, s'il y avait une manifestation contre la

présence des Viêt-Cong au Cambodge, il serait appelé à prendre la direction du gouvernement, d'où la fin de Sirik Matak. Si le Prince Sihanouk avait accepté de recevoir les émissaires du gouvernement venus à paris pour lui informer la situation réelle du pays et était revenu au pays pour diriger un gouvernement d'union nationale, demander à l'ONU de réactiver les accords de Genève, Hanoï n'aurait pas osé d'ordonner à ses troupes d'occuper le pays et la Chine n'aurait pas osé d'armer les Khmers Rouges qui étaient insignifiants à l'époque. En effet, la face du Cambodge aurait été différente et nous aurions pu épargner la vie de 2 millions des Khmers innocents. Mais nous le savons que le Prince Sihanouk ne soit pas un homme irénique qui accepte de réconcilier avec ses adversaires politiques. Il ne mettait pas donc aucun frein à sa colère.

Une anecdote à raconter (Elle était racontée souvent par le Général Sosthène Fernandez à ses officiers) pendant son exil en France) :

Secrétaire d'État à la Sécurité nationale, le Colonel Fernandez veut servir sa patrie avec un zèle infatigable. Il demande à ses agents de renseignements d'enquêter sur l'implantation des troupes Viêt-Cong sur le territoire khmer. Après les informations de ses agents, il peut localiser toutes les positions des troupes Viêt-Cong. Il est émoustillé d'être dans le tréfonds des affaires d'État. Il en informe le Chef de l'État par le canal du Colonel Oum Marnorine, beau-frère du Prince Sihanouk, camarde de promotion de l'École militaire. Le Prince Chef de l'État a demandé à son beau-frère : C'est quoi, la conclusion de Sosthène ? Ce dernier l'a répondu : Les Viêt-Cong peuvent envahir le pays en 24 heures, Monseigneur. Quelques jours plus tard, le Colonel Fernandez est convoqué à Yeak Lom, dans la province de Rattanakiri, par le Général Nhieuk Thiuou Long, chef d'État-Major Général des Forces Armées Royales Khmères. Le Colonel est flatté de cette invitation. Il part à Yeal Lom avec une idée en tête : avoir une étoile du général. Arrivé vers 21 h à la datcha de l'État, il est accueilli par ce dernier avec humeur de chien et plein de morgue :

« T'es content de tes enquêtes de n'importe quoi, n'est-ce pas ? Qui t'a donné la permission d'en faire ? Tu ne connaissais rien de la haute politique de Monseigneur (Sihanouk). Il en est déçu, rassure-toi. Tu retourneras ce soir même par avion à ton ministère, tu brûleras tous les documents concernant cette affaire et tu n'en parleras plus à personne. »

Le Colonel quitte Yeak Lom en flageolant et avec le cœur serré. Non pas, parce qu'il a peur d'être puni de vouloir servir sa patrie, mais il a seulement l'amertume. Il savait que cette affaire, on en parle partout et de tout. Il voulait donc informer officiellement le Chef de l'État que la population dans la zone occupée par les Viêt-Cong commence à s'inquiéter de sa liberté de déplacement dans cette zone, parce que ces derniers l'ont interdit pour raison de sécurité de leurs troupes.

Lon Non : Sirik Matak continuera jusqu'à sa mort à jouer au chat et à la souris avec lui. Dès le premier jour de la chute du Prince Sihanouk, Lon Non lui prit comme ennemi à abattre, parce que dans l'esprit de ce dernier, il est le rival de Lon Nol. Avec l'aide du groupe de Hang Thun Hak et le conseil de Keng Vannsak, Lon Non cherchait tous les moyens pour discréditer l'ami de son frère. Il le traita l'ennemi de la république et le poussa à la faute. Pour couper court à cette attaque et des manœuvres insidieux du petit frère de son ami, le 14 Mai 1970, le Prince Sirik Matak apostasia de son titre royal et fonda un parti politique : Le Républicain.

Une anecdote à raconter :
Un dimanche chez lui, le Professeur Keng Vannsak m'avait dit en souriant ceci : En 1973, Sirik Matak avait écrit une lettre à Sihanouk. Malgré ses jugements très sévères à l'encontre de son cousin, le Prince Sirik Matak, faute d'avoir pu diriger la République Khmère à son profit, s'est par la suite, rallié à Sihanouk dans un Front Royaliste en vue de restaurer la monarchie. C'est pourquoi, le jour de la chute de Phnom-Penh, le 17 Avril 1975, Sirik Matak s'apprêtait à accueillir

Sihanouk, tout en réfugiant dans l'Ambassade de France. Quelle illusion ! Les Khmers Rouges y sont venus le cueillir pour le lyncher en même que Long Boret et Lon Non.

Ceci dévoile bien, combien les opposants du Prince Sirik Matak, même après sa mort, continuent de le haïr. Imaginons un petit peu, pendant la République Khmère, ce n'était pas seulement des factums quotidiens que Sirik Matak devait en subir, mais des menaces réelles de son assassinat par ses ennemis politiques.

Une anecdote à raconter :

Une nuit de Février 1973 au Cambodge, vers 19 h, la voiture de mon père avait percuté violemment par un camion militaire. Mon père était dans la voiture avec son chauffeur fidèle, le Sergent-Chef Kan. Celui-ci était abasourdi par le choc, mais mon père était sain et sauf, mais sans protection. Une chance inouïe, parce que le hasard fait qu'à ce moment-là, j'ai passé par là en moto avec mon petit frère. Celui-ci a conduit la moto, j'ai été derrière lui. Ce jour-là le boulevard ne fut pas éclairé, il faisait noir, j'ai vu la voiture, j'ai vu aussi le camion qui s'arrête à peu près vingt mètres de la voiture de mon père après le choc. J'ai sauté de la moto et couru vers la voiture, j'ai vu mon père, j'ai lui demandé de sortir de la voiture et de monter sur la moto. Le camion démarra en vitesse sans allumer la lumière. Mon petit frère et moi, nous avons pu évacuer notre père en moins de dix minutes pour l'amener sain et sauf à la maison. Était-il un accident de circulation ? Je ne le croyais pas. Mon père avait demandé le Général Thong Van Phan Moeung, membre de l'État-Major Général des Forces Armées Nationales Khmères de faire une enquête discrète sur cette affaire, mais sans résultat. Elle n'était pas donc une preuve pour accuser Lon Non de tentative d'assassinat. Néanmoins, tout le monde le sait que ce dernier n'hésite pas supprimer ses opposants avec la méthode de mafia. Ainsi, le Prince Sirik Matak et mon père recevait souvent la menace de mort de Lon Non. C'est la

réputation de ce dernier qui se dessine en filigrane derrière cette affaire.

Depuis Octobre 1972, Lon Non était général, et ministre attaché à l'intérieur, chargé de la libération, de l'édification, de la mobilisation générale et du ralliement dans le gouvernement, présidé par M. Hang Thun Hak. Muni du viatique de son frère, Lon Non réunit ses amis pour étudier comment défendre la république contre toute tentative de restauration de la monarchie, c'est-à-dire contre le Prince Sirik Matak. À cette occasion, le 7 Mars 1971, un comité fut créé, appelé « comité républicain ». Les mentors de Lon Non se trompaient le combat et ennemi de la république. Le pays était en guerre contre la force étrangère, au lieu d'apprendre Lon Non à comprendre les intérêts de la solidarité nationale, ils lui apprenaient à la détruire. Au sein du comité républicain, après quelques réunions, les membres n'avaient plus aucune cohérence, hormis leur désir commun d'abattre Sirik Matak. Avec tous ces agissements, la république ne produisait que du désordre. Lon Non se targuait d'être un défenseur infatigable de la République khmère, mais on savait qu'il le dise pour un désir de paraître plus que d'être. Lon Non n'était en fait que le problème du nouveau régime.

Après la fusillade mortelle à la Faculté de Pédagogie du 17 Mars 1973 matin et après-midi du même jour, le largage d'une bombe incendiaire sur le Palais présidentiel de Chamcar Môn par le beau-fils du Prince Sihanouk, le pilote de chasse So Photra, l'Ambassadeur des États-Unis demandait voir mon père, en tant leader du parti de l'opposition du pouvoir, mais partenaire du régime républicain. Celui-ci lui posa une question : « Que faire pour ramener le calme politique dans le pays ? ». Il lui répond sans ambages : « Lon Non est un problème pour le pays, il brinquebale la vie politique dans un esprit abscons. Il faut donc dompter alter ego de ce Général de Brigade pour réduire l'inquiétude exacerbée de la classe politique khmère ». In Tam en dit la même chose au premier Américain du Cambodge : « La paranoïa du complot contre son frère

s'empare de Lon Non. Il ne raisonne plus comme un républicain, mais comme un prince d'une dynastie en décadence ». Quelque temps après, l'Ambassadeur des États-Unis fit la pression sur Lon Nol pour qu'il envoie son frère à l'étranger pour un certain temps. Le 4 Avril 1973, Lon Non donna sa démission du gouvernement et quitta quelque temps plus tard le pays. Un exil forcé pour que la vie politique khmère reprenne le cours normal.

Quatrième Partie

Les cinq années de vie de la République khmère

Après la chute du prince Norodom Sihanouk, le 18 mars 1970, le nouveau régime ne modifiait en rien la politique étrangère du Cambodge : le Cambodge resta neutre. Ce maintien de cette neutralité ne surprend pas moins les milieux politiques khmers et étrangers.

M. Cheng Heng, Président de l'Assemblée Nationale, devint chef de l'État en application de la Constitution en vigueur qui prévoyait qu'en cas d'absence du Chef de l'État, c'est le Président de l'Assemblée Nationale qui assurait l'intérim. La royauté est maintenue.

Le délai de l'ultimatum du général Lon Nol aux communistes vietnamiens de quitter le Cambodge avait déjà expiré depuis le 15 mars, mais ceux-ci continuaient de rester au Cambodge. Durant les négociations avec les représentants de la République socialiste du Vietnam du Nord et du Viêt-Cong, Lon Nol avait donné l'ordre aux unités khmères à la frontière d'éviter tout heurt avec les forces vietnamiennes. Après l'expiration du délai de l'ultimatum, Les forces Viêt-Cong et Nord-Vietnamiennes étaient toujours en position d'attente. Hanoï pensait que les États-Unis avaient aidé Lon Nol à réaliser le coup d'État. Si les négociations avec le gouvernement de sauvetage (le nom du gouvernement khmer de l'époque) n'aboutissaient pas, Hanoï aiderait les khmers rouges à déclencher une guérilla contre le nouveau régime khmer. Durant ce temps, Pékin, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Phnom-Penh, M. Kang Mang Chao, essaya de persuader Lon Nol de continuer à soutenir les forces communistes vietnamiennes au Cambodge et de renouveler l'accord leur permettant d'utiliser le port de Sihanoukville comme base de ravitaillement du matériel de guerre. À Washington, le département d'État manifesta une grande prudence et s'abstint de

tout commentaire. Mais à Saigon, ancienne capitale de la république du Viêtnam, le président Thieu déclara qu'il espérait maintenant pouvoir compter sur l'esprit de coopération entre deux pays frontaliers qui, ensemble, chasser les communistes. À Moscou le prince Sihanouk apprenait, le 18 mars, sa destitution par le Parlement khmer, dans la voiture du Premier ministre Alexeï Kossyguine qui le conduisait à l'aéroport où il devait prendre l'avion pour Pékin. Selon les rapports de la C.I.A. à Bangkok, les Russes ne lui apportèrent aucun soutien et lui conseillèrent d'être prudent avec les chinois.

Dans l'avion russe qui le transportait vers la capitale chinoise, la première réaction du prince Sihanouk fut de vouloir se venger contre ceux qui l'avaient destitué. Mais le conseil de son épouse d'aller se réfugier en France, le prince devint indécis. En réalité, il ne savait au juste quelle décision prendre : s'installer en France lui paraissait en effet préférable. Arrivé à Pékin, il fit chercher l'ambassadeur de France Etienne Manac'h qu'il connaissait bien depuis des années. Le Prince voulait savoir s'il lui serait possible de résider en France dans sa maison de Mougins dans le sud. Ce dernier lui répondit que la « France serait heureuse de l'accueillir et de lui donner asile ». Malheureusement ces projets de retraite furent de courte durée.

Le 21 mars arriva à Pékin Pham Van Dong, Premier ministre du Viêtnam du Nord. Celui-ci souhaitait rencontrer le Prince Sihanouk pour lui proposa son aide à reconquérir le pouvoir. Le Prince, après avoir discuté avec le Premier ministre chinois, Chou Enlai, accepta pour un temps d'oublier la haine des communistes Nord-Vietnamiens. Il consentit ensuite à rester en Chine et à devenir enfin le chef des communistes khmers qu'il avait combattus hier avec tant d'ardeur. Ce fut là une décision historique prise sans doute dans l'esprit de revanche, mélange d'orgueil blessé, de rage et de haine envers ceux qui l'avaient renversé.
Quelques semaines plus tard, le Prince déclarait : « J'avais décidé de ne pas me ranger du côté des Américains aussi dangereux que

le communisme asiatique. Lon Nol m'a obligé à choisir ». Le 22 mars, le Prince lança son premier appel aux armes. Il critiqua sévèrement l'impardonnable naïveté avec laquelle il avait fait confiance à Lon Nol et, le jour suivant, il annonça de Pékin la dissolution du gouvernement de Phnom-Penh. Trois jours plus tard, du maquis, Hou Youn, Khieu Samhan et Hu Nim, chefs des Khmers rouges, répondirent à son appel et proclamèrent leur soutien total à Sihanouk. Entretemps, une conférence fut ouverte sous l'égide chinoise. Elle réunissait Nord-Vietnamiens, Viêt-Cong, Pathé Lao et le Prince Sihanouk. Le but de cette conférence, c'était la création le F.U.N.K. (Front Uni National du Kampuchéa). Les participants à cette réunion promirent immédiatement d'apporter leur soutien au nouveau front qui réunissait les Khmers rouges et les Sihanoukistes. Le 23 mars, le Prince, président du F.U.N.K. invita les hommes courageux à engager une guérilla dans la jungle contre le gouvernement khmer.

À Phnom-Penh, les communistes Vietnamiens annulèrent une réunion avec les représentants khmers, mais ils ne rompirent pas pour autant leurs relations avec le gouvernement khmer. Pendant tout le mois d'avril, une équipe réduite de Nord-Vietnamiens demeura encore à Phnom-Penh pour garder le contact avec Lon Nol. Le 30 mars, les troupes communistes vietnamiennes lancèrent des attaques contre l'armée khmère et occupèrent la région nord-est du pays. Elles menacèrent Phnom-Penh elle-même. Le 30 avril, l'armée américano-sud-vietnamienne pénétra au Cambodge, à l'insu du gouvernement khmer, pour détruire les bases Viêt-Cong. Ces opérations militaires étaient limitées dans le temps et l'espace. Du côté chinois, ses diplomates tentèrent encore un dernier effort pour persuader Lon Nol d'accorder un droit aux troupes Viêt-Cong de rester au Cambodge. Lon Nol en refusa. Il déclara alors aux Chinois qu'il ne pouvait plus tolérer la présence des troupes communistes vietnamiennes dans le territoire khmer. Le 5 mai 1970, Pékin rompit avec Lon Nol et reconnût aussitôt le gouvernement proclamé le même jour par le Prince Sihanouk à Pékin. Ce gouvernement était

connu sous le nom de G.R.U.N.K. (Gouvernement Royal de l'Union National du Kampuchéa).
Sur le plan international, le G.R.U.N.K. obtint immédiatement un certain nombre de reconnaissances qui allèrent en augmentant. Mais il ne put réaliser sur sa représentativité et sa légitimité l'unité du camp socialiste : l'U.R.R.S.S. refusa de le reconnaître, parce qu'elle n'admettait pas que ce gouvernement soit dirigé par le Prince Sihanouk. D'autant plus que celui-ci s'était placé sous la dépendance politique et financière de Pékin. Mais le Prince Sihanouk avait conscience que son rôle soit limité à la couverture internationale, parce que sur le terrain, c'était les communistes khmers qui étaient maîtres. Lucide à son habitude, le Prince Sihanouk ne se dissimulait, ni ne dissimulait à l'opinion la fragilité et l'équivoque de son « mariage de raison » avec les communistes. Quant aux maquis, les Khmers Rouges se trouvèrent en face d'une situation étrange : allaient-ils rejoindre les anti-sihanoukistes du 18 mars ou se ranger sous la bannière de celui qu'ils considéraient comme leur ancien oppresseur. À ne pas douter, il y eut des flottements et leurs têtes politiques eurent sans doute quelque mal à faire admettre à la base que Sihanouk s'était rangé dans leur camp et que par tactique il devait accepter ses services, quitte à le congédier la victoire acquise.

Dès avant le 18 mars 1970 – depuis 1967 – il existait des maquis au Cambodge. À l'époque de leur apparition et jusqu'à l'effondrement de Sihanouk, le problème à leur propos consistait à déterminer s'ils représentaient une jacquerie anti-sihanoukiste, thèse dont Jacques Decornoy s'était fait le propagandiste dans le journal « le Monde »

- ou une révolte animée par les communistes et dirigée par Hanoï et de Pékin, thèse chère au Sihanouk de l'époque.

Au lendemain de la chute du prince Sihanouk, quatre questions se posaient :

- Quelle allait être l'attitude des puissances communistes ? On constate que les pays communistes asiatiques s'orientèrent vers une rupture avec Phnom-Penh officialisée après l'intervention américaine, alors que l'U.R.S.S. et son groupe se montraient plus réticents.
- Quelle allait être la réaction du peuple khmer ?
- Quelle allait être le comportement de Sihanouk ?
- Quelle allait être la réponse des maquis ?

Aide des États-Unis à la République khmère :
Après la destitution du Prince Sihanouk, le Président Nixon décida d'aider Lon Nol. Il disait à ses collaborateurs : « Il faut aider cet homme à tout prix ». Quant aux leaders du parti républicain, ils s'inquiétaient de ce choix, d'abord il est en contradiction avec la politique de désengagement du Vietnam de Nixon et ensuite il risque d'emmener les États-Unis dans une autre guerre meurtrière. Malgré des ces hésitations, le Congrès des États-Unis accorda une aide au nouveau régime khmer. Après les attaques des forces communistes vietnamiennes contre le Cambodge, Lon Nol lança alors un appel au monde entier pour obtenir le soutien politique et des aides militaires pour faire face à cette agression. Pour répondre à cet appel, sans avoir attendu l'accord du Congrès. Nixon donna l'ordre au général Creighton Abram d'envoyer à l'armée khmère tous les fusils AK-47 pris aux troupes communistes vietnamiennes. En outre, les unités khmères formées depuis longtemps au Sud-Vietnam soient envoyées en d'urgence au Cambodge. Cet ordre visait non seulement les soldats d'origine Khmère (Khmer Krom) mais aussi les Khmers Sérei de Son Ngoc Thanh.

La guerre entre l'armée khmère et les unités des forces communistes vietnamiennes se ralluma la haine raciale dans le cœur de certains soldats khmers envers les ressortissants vietnamiens. À l'époque, le nombre des Vietnamiens qui habitaient au Cambodge était de 400.000 individus. Quelques temps plus tard, le véritable massacre des Vietnamiens débuta à Prâsaut dans la région de Bec-de-Canard

puis à Chrui Chang Wa où 800 vietnamiens environ furent chassés de leurs maisons, les mains attachées derrière le dos. Au bord du fleuve, on les poussa dans les bateaux puis on leur tira dessus ; on les jeta enfin dans le Mékong. Les corps gonflés d'eau flottèrent le long des cours d'eau, s'accrochant aux bacs ou dans les filets des pêcheurs sous les yeux des journalistes étrangers. À Takeo, bon nombre de civils vietnamiens furent également massacrés. Ces actes avaient été dénoncés par les journalistes étrangers avec force de détail en publiant leurs articles dans la presse et provoquant ainsi de violentes réactions dans l'opinion internationale, notamment aux États-Unis. Lon Nol finit par reconnaître ces massacres et demanda l'aide au gouvernement sud-vietnamien de venir chercher les ressortissants vietnamiens au Cambodge. Mais tout le monde savait que parmi ces ressortissants vietnamiens, il y avait aussi des agents communistes vietnamiens. Ainsi dans le message adressé aux Vietnamiens, Lon Nol précisait ainsi : « Le Viêt-Cong devait quitter le Cambodge en vertu des accords de Genève de 1954 et reconnaître que la destitution de Sihanouk est un problème interne au Cambodge ».
Devant l'invasion des forces communistes vietnamiennes avec les effectifs de 60.000 hommes, l'armée khmère de 30.000 hommes ne pouvant en aucune manière y parvenir à faire face sans aide militaire américaine. Pour aider l'armée khmère, Nixon fit tout ce qui était en son pouvoir sans toutefois s'engager directement parce que le Cambodge était un pays neutre. L'incursion une force combinée américano-sud-vietnamienne au Cambodge avait un but de détruire le quartier général du Viêt-Cong. Pour réaliser l'opération, le général Abram émis les suggestions en huit points au président Nixon :

1. Maintien de la pression exercée par les forces armées au Laos du Nord et du Sud.
2. Encourager les programmes de coopération et de coordination entre les gouvernements du Vietnam et du gouvernement khmer.
3. Fournir des armes, munitions et moyens de communication au gouvernement khmer ; ce point étant essentiel.

4. Appuyer la force aérienne vietnamienne par l'utilisation d'hélicoptères américains.
5. Mener des opérations combinées susceptibles de s'étendre au Cambodge entre les forces américaines et la force aérienne vietnamienne contre des objectifs stratégiques.
6. Exploiter le statut de voie d'eau international du Mékong.
7. Préparer la mise en quarantaine de Sihanoukville et l'imposer au moment approprié.
8. Faire une utilisation sélective des forces armées contre les objectifs choisis au Vietnam du Nord.

Le 30 avril, le président Nixon prononça un discours dans lequel il exprimait sa politique générale. Annonçant l'incursion des soldats américains au Cambodge, Il déclara que cette mesure n'avait pas pour but d'étendre la guerre au Cambodge mais de mettre fin à la guerre au Vietnam. S'il devait aider le Cambodge, ajoutait-il, c'est uniquement pour permettre de défendre sa neutralité et non pour l'amener à combattre à côté de l'armée américaine. Il affirma en outre que les troupes américaines attaqueraient le quartier général des forces armée nord-vietnamiennes dans la région de l'hameçon, « centre clé » où l'ennemi concentrait le gros de ses forces dans les refuges et se préparait à lancer des attaques massives contre les forces américaines et celle du sud-Vietnam. « Il existe toujours, poursuivait-il, quelques menaces inconnues mais attendues. Contre ces menaces, il faut prendre des décisions et agir. Les simples protestations diplomatiques ne suffisent pas. À ne s'en tenir qu'à elles, soulignait-il, on finit par ruiner la crédibilité des États-Unis dans ces régions du monde où seule la puissance américaine empêche les agressions. La destruction des refuges sauvera des vies américaines au Vietnam ». « Nous vivons, disait-il, dans un âge d'anarchie. Toutes les grandes institutions créées par les civilisations libres depuis cinq-cents ans sont stupidement attaquées… Partout dans le monde, de petites nations sont attaquées, soit de l'intérieur, soit de l'extérieur. C'était à ces menaces que les États-Unis et lui, leur président, devaient répondre… ».

Avant l'incursion de l'armée américano-sud-vietnamienne au Cambodge, ni le chargé d'affaires américain, Mike Rives, ni Lon Nol n'avaient été avertis de l'opération militaire. Mais après écouté le discours de Nixon retransmis par la voix de l'Amérique, Mike Rives se précipita pour informer Lon Nol des évènements qui se déroulaient dans les provinces orientales du Cambodge (Ratanakiri, Kompong Cham, et Svay Rieng) où, tout au long de la journée, et à grands renforts d'explosions, les soldats, les chars et les avions américains et sud-vietnamiens pénétraient dans le territoire khmer. Lon Nol était en train de négocier avec la Chine Populaire, en fut bouleversé et déclara officiellement que cette opération violait l'intégrité territoriale de son pays. Ce n'est qu'aussitôt après le lancement des opérations militaires qu'un représentant spécial du Président Nixon, Alexandre Haig, accompagné d'un officier qui lui servait d'interprète, fut envoyé à Phnom-Penh pour rendre visite à Lon Nol. En présence du Colonel Haig, la première réaction de Lon Nol fut de reprocher l'initiative américaine. Il regrettait que l'armée khmère ne soit pas associée à ces opérations dans son propre territoire. Il remerciait quand même au représentant spécial de Nixon : « ma petite armée n'a absolument pas des moyens d'arrêter les communistes ; le Cambodge est en danger et seule l'armée américaine pourrait venir aider le peuple khmer ». Le Colonel Haig avait répondu immédiatement à Lon Nol : « Le Président a décidé de limiter l'engagement des troupes américaines au Cambodge. Ces troupes pénètrent seulement à trente kilomètres dans le territoire khmer et seraient retirées à la fin du mois de juin. L'aide économique et militaire que les États-Unis pourraient accorder à l'armée khmère serait restreinte ».

Ayant saisi clairement le sens des mots que Haig venait de prononcer, Lon Nol se mit à pleurer. Il répondait à Haig : « Le Cambodge ne pourra jamais se défendre tout seul ». Ne pouvant plus dissimuler son trouble et maîtriser son émotion, il traversa la pièce en silence et se dirigea vers la fenêtre, les épaules secouées

de sanglots, tournant le dos à Haig. Ce dernier le rejoignit, essayant de le réconforter. Il le prit par les épaules et lui disait : « Le Président Nixon soutiendrait la cause khmère et fournirait toute aide possible, malgré les entraves politiques auxquelles il devrait se heurter à Washington ».

L'entrevu avait été pénible. Mais avant de quitter Lon Nol, Haig promit au nouveau leader khmer que « les États-Unis feraient tout leur possible pour aider le Cambodge, qu'il a un ami à la maison blanche et qu'il pourrait s'adresser directement au président ».
Il est important de souligner que, lorsque Haig rencontra Lon Nol pour la première fois à Phnom-Penh, la colère du sénat face à l'engagement américain au Cambodge était évidente. La position du Sénat dans cette affaire était claire et sans équivoque. Il envisageait de limiter le pouvoir de Nixon par un amendement à la loi constitutionnelle.
Aussitôt après l'incursion américaine au Cambodge, la Commission sénatoriale des Affaires Étrangères se rendit à la maison blanche. Elle accusa Nixon d'avoir usurpé les pouvoirs du Congrès en matière de guerre puisqu'il avait omis de la consulter avant de lancement des opérations militaires. Elle déclara également à Nixon qu'il est en train de mener une guerre illégale au Cambodge.

Nixon en répliqua qu'il agissait en vertu de son autorité constitutionnelle, en tant que Commandant en chef des forces armées des États-Unis. Il déclara à la télévision ainsi : « Je préférais n'être le Président que d'un seul mandat plutôt que de voir l'Amérique accepter la première défaite de ses cent quatre-vingt-dix ans d'histoire ».
Entretemps, un groupe de libéraux de l'Université Harvard guidé par Thomas Shelling, tous amis de Kissinger, fonça sur ce dernier. Chacun d'eux exposa ses objectifs contre la politique extérieure menée par la Maison Blanche. Ils soulignèrent que l'incursion au Cambodge par les soldats américains pourrait servir de précédent et

que n'importe quel pays du monde pourrait en envahir un autre sous prétexte, par exemple, de se débarrasser de ses terroristes.

Le 11 mai intervint au Congrès un important amendement proposé par les deux sénateurs Frank Church et Sherman Cooper. Il s'agissait d'un amendement à la loi sur les crédits militaires à l'étranger qui limitait les opérations futures au Cambodge. Cet amendement fut adopté par le Sénat.

L'amendement « Cooper-Church » interdisait :

1. Tout envoi de soldats au Cambodge après le 30 juin. La présence de conseillers américains auprès des forces cambodgiennes est également interdite.
2. Toute opération aérienne destinée à venir directement en aide à l'armée cambodgienne.

Le Sénat déclara enfin que « l'assistance apportée par les États-Unis au Cambodge ne signifie en aucun cas que les Américains s'engagent à défendre le Cambodge ».
En votant cette loi le Sénat n'ignorait certainement pas que sans aide américaines, le Cambodge tomberait sûrement entre les mains des communistes.
Ainsi la république khmère s'engageait toute seule, avec une aide limitée des États-Unis, dans la guerre pour défendre l'intégrité territoriale du Cambodge et lutter contre le communisme. Le 30 avril, les communistes nord-vietnamiens s'enfoncèrent en territoire khmer, notamment sur la rive nord de Tonlé-Sap (Grands Lacs), atteignant ainsi le temple d'Angkor où seuls résistèrent la garnison de Kompong Thom et les lycéens de Siemreap. Mais l'armée nord-vietnamienne, forte de cinq divisions, avait conquis sans grande difficulté la campagne cambodgienne. En même temps, la région nord-est du Cambodge était occupée par les autres divisions de la nord-vietnamienne. Ces troupes convergeaient vers Phnom-Penh. Cette situation donnait l'espoir au gouvernement d'exil du prince Sihanouk.

À Pékin, les Sihanoukistes présentèrent que la victoire soit proche, ils buvaient donc le champagne pour fêter cet évènement.

Les opérations militaires de l'armée américaine dans le territoire khmer soulevèrent des protestations générales et provoqua au sein du Congrès une opposition sans précédent : le Congrès n'admettait pas qu'on envahisse un pays neutre comme le Cambodge. Cette opposition était si violente, qu'un tiers de ses collèges fermèrent leurs portes. Plusieurs universités américaines se trouvèrent sérieusement perturbées. À cette époque, dans l'Ohio, les étudiants de l'Université de Kent avaient brulé les bâtiments d'entraînement des officiers de réserve. La garde nationale intervint et tira sur les manifestants. Il y eut quatre morts. Il faut noter que cette université avait déjà accueilli dans le temps le passé le prince Sihanouk. Le discours contre la presse américaine par ce dernier fut apprécié par les étudiants.

Dans les jours qui suivirent ce drame, 75.000 à 100.000 manifestants se dirigèrent sur Washington. À ce moment Nixon semblait comprendre qu'il fallait faire des concessions. La plus importante d'entre-elles fut de révéler la nature de ces opérations : Les troupes américaines n'auraient le droit de pénétrer que quarante kilomètres à l'intérieur du Cambodge et retireraient avant le 30 juin. Cette révélation ôtait tout sens au projet militaire : la pression psychologique sur les ennemis.

D'un côté, les troupes nord-vietnamiennes et les Viêt-Cong pénétraient plus profondément en territoire khmer ; poursuivis par des raids de bombardiers américains et sud-vietnamiens, ils se dispersaient sur de plus vastes régions et propageaient ainsi la guerre au-delà des zones frontalières où ils s'étaient réfugiés avant l'incursion. Elles refusèrent le combat contre les troupes américaines. L'armée nord-vietnamienne n'engage que de petites actions retardatrices, aussitôt écrasées par les mitrailleuses, les canons et l'aviation. Mais elle a cependant décidé de se battre près

de la petite ville khmère de Snoul. Quand les chars américains traversent une plantation proche de la ville, ils sont stoppés par les troupes retranchées à l'entrée du bourg, et les hélicoptères sont pris sous le feu de la DCA vietnamienne. Le résultat de cette campagne militaire n'en fut pas moins très positif pour l'armée américaine. Elle permit cependant de localiser les principales bases logistiques communistes dans le territoire khmer : 4 793 armes légères, 730 mortiers, plus de 3 millions de cartouches et d'obus, 7 285 roquettes, 124 camions et quelques tonnes de riz (source NAM – n° 15). Mais le COSVN (quartier général communiste) était resté introuvable. Comme l'a dit un agent de renseignement américain : « On cherche toujours le type qui porte un tee-shirt COSVN »

En plusieurs endroits commençaient les premiers combats entre la résistance cambodgienne et les communistes vietnamiens. Bon nombre de paysans fuyaient les envahisseurs et venaient s'entasser dans les villes et à Phnom-Penh dont la population passa, en quelques années seulement, de six cents mille à plus de deux millions.
De l'autre côté, les soldats sud-vietnamiens se comportaient plutôt en conquérant d'un pays ennemi qu'en frères d'arme. Depuis plus d'un quart de siècle, les pilotes et soldats sud-vietnamiens, pouvaient, pour la première fois, donner libre cours à leur mépris séculaire des Khmers. La plus grande partie du pays était considérée comme zone de « feu à volonté » par les avions sud-vietnamiens et chaque Khmer était pour eux « un Viêt-Cong et une cible ». L'ARVN (Armée de la République du Vietnam du Sud) voulait se venger les massacres de Vietnamiens vivant au Cambodge en 1970.

Après avoir brûlé, pillé en territoire khmer, les soldats sud-vietnamiens rentraient chez eux, chargés de motos Honda, de bicyclette, de radios etc., volées aux Khmers sous l'œil indulgent de leurs Commandants. Si l'on croit un rapport de la C.I.A., le capitaine Lê-Van-Vien, Commandant, réclamait souvent des attaques aériennes pour chasser les habitants des villages. Ses hommes et

lui-même s'emparaient alors le bétail. Mike Rives, chargé d'affaires américain au Cambodge, signala à Washington que « les soldats de l'armée sud-vietnamienne tendaient fréquemment des embuscades aux officiers khmers et les tuaient ». Pris dans son propre piège, Lon Nol commençait à en avoir assez et cherchait un moyen de se débarrasser de ses « alliés » mais il était déjà trop tard.

Quant au général Nguyen-Van Thieu, président de la République du Sud-Vietnam, il commença à réclamer aux Khmers le prix de son intervention en échange de la présence de l'armée sud-vietnamienne dans le pays khmer.
A la même époque la Thaïlande envisage elle aussi d'envoyer ses troupes au Cambodge pour aider l'armée khmère. Devant cette situation en impasse, on peut imaginer l'angoisse qu'une telle éventualité pouvait soulever à Phnom-Penh. Le général Sak-Sutsakhân, alors adjoint du chef de l'État-Major cambodgien, déclara que Lon Nol craignait que le Vietnam du Sud et la Thaïlande ne cherchent à annexer son pays comme dans le temps passé. Tel un gâteau, le Cambodge serait coupé en deux morceaux bien distincts pour être partagé entre ses deux voisins, l'un prenant la partie-est et l'autre la partie-ouest ; l'éventuelle frontière naturelle sud-vietnamo-thaïlandaise serait le fleuve du Mékong.

Les appels aux armes lancés par Lon Nol étaient entendus parce qu'il offrait ainsi des emplois aux gens et surtout la perspective de tuer des envahisseurs vietnamiens. Les jeunes de la capitale, étudiants, lycéens, collégiens s'étaient enrôlés en masse dans l'armée et ce sont ces troupes improvisées qui continrent durant plus d'un mois les unités nord-vietnamiennes aguerries qui convergeaient vers la capitale.

Vers la mi-avril, 70 000 volontaires s'étaient engagés dans le FANK (Force armée nationale khmère) alors que le gouvernement de sauvetage n'en avait demandé que 10 000 et que l'armée cambodgienne ne comptait que 30 000 hommes. Ces volontaires

recevaient en quelques jours une formation militaire sur des terrains de sport aux environs de Phnom-Penh, et ne possédaient aucun équipement. Tous les jours ces nouvelles recrues quittaient la capitale, entassés dans des autocars chinois ou accrochés aux ridelles d'autobus, chaussés de sandales, vêtus de shorts ou de vieux uniformes français ou américains, quelques-uns les mains vides, d'autres portant des bâtons et des armes de toutes sortes, françaises, russes, chinoise ou américaines. Ils se dirigeaient en riant vers la guerre qui faisait rage dans la campagne khmère. Voilà l'histoire de ces jeunes khmers qu'on envoyait au combat pour affronter des ennemis armés jusqu'aux dents et ayant derrière eux vingt ans d'expérience de la guerre.

En septembre 1970, Lon Nol annonça que l'armée khmère comptait 138 000 hommes. Elle pourrait en avoir 210 000 dans un très proche avenir. Le même mois, à partir du district de Skoun (important carrefour au Nord de Phnom-Penh), l'armée cambodgienne entreprit une importante expédition à la reconquête de la région nord du pays.

L'opération militaire était baptisée « Tchen la I ». L'offensive s'était faite conjointement avec la marine khmère. L'opération échoua mais la marine réussit à ravitailler la ville de Kompong Thom. L'armée nord-vietnamienne contre-attaqua. Elle isola un régiment de parachutistes khmers à Prey-Totung (Kompong Cham) mais ces derniers tinrent bon. Dans tous les fronts, les jeunes soldats khmers se battaient farouchement pour leur pays et pour leur propre honneur. Cette combativité poussait Nixon, malgré l'amendement Cooper-Church, à envoyer secrètement l'aide au Cambodge. Des renforts furent envoyés pour aider l'armée khmère à combattre la force communiste vietnamienne : des milliers soldats khmers krom, formés par la force spéciale américaine, arrivèrent à Phnom-Penh.

Le 22 janvier 1971, l'aéroport international Pochentong et la base aérienne de l'armée de l'air khmère, les sapeurs nord-vietnamiens réussirent à ramper jusqu'aux abords immédiats de l'aéroport. Ils

tirèrent des centaines de coups de mortiers et de roquettes de 122 mm. L'attaque dura quatre heures. Personne ne bougea. On n'essaya même pas d'envoyer des renforts et pourtant Pochentong se trouve à deux pas de la capitale. Résultat : l'aéroport international de Phnom-Penh fut détruit ainsi que de nombreux avion au sol. Quant à la base de force aérienne khmère, elle fut anéantie. L'ambassadeur américain, Emory Swank, télégraphia aux États-Unis pour demander l'autorisation d'évacuer d'urgence les ressortissants américains de l'ambassade de Phnom-Penh. Les habitants de la capitale commençaient à se poser la question : Est-ce que Phnom-Penh est-elle bien défendue par l'armée ?

Le 8 février 1971 Lon Nol était frappé par l'hémiplégie, on l'envoya se faire à Hawaï. Après un séjour de deux mois de convalescence à Honolulu chez l'Amiral Maccain, il revint à Phnom-Penh à demi-paralysé et semblait avoir perdu plus que jamais le « sens de la réalité ». En avril 1971 Lon Nol démissionna de son poste du Président Conseil des Ministres, mais reçut le 8 mai le grade de maréchal. Entretemps, un nouveau gouvernement devait être formé. Mais il fut impossible de le constituer en raison des intrigues de son jeune frère, Lon Non. Aucun personnage politique khmer n'aurait osé, malheureusement, prétendre remplacer Lon Nol, faut de l'appui de l'armée. Dans cette impasse, Cheng Heng, chef de l'État, rappela Lon Nol à former un nouveau gouvernement. Le 6 mai 1971, ce dernier accepta de former un nouveau gouvernement à une seule condition que Sirik Matak occupe le poste Président délégué et In Tam comme Premier Vice-Président.

Depuis le début de la guerre, la ville de Kompong Thom n'avait cessé d'être assiégée par les communistes vietnamiens. La seule façon d'y accéder pour ravitailler les troupes en vivres en munitions était la voie aérienne. La première tentative pour libérer cette ville, c'était l'opération Tchen la I. Fin août, le maréchal Lon Nol lança la nouvelle offensive Tchen la II. Le commandement de l'opération était confié au général Um Savuth, commandant de la 5e région militaire. L'État-

Major de l'armée américaine à Saigon laissa Lon Nol de lancer cette campagne. Les Américains voyaient en cette action un excellent moyen de frapper l'ennemi et de tester la détermination des nouvelles troupes khmères qui étaient formées par les Américains au Sud-Vietnam. Lon Nol se vantait aux Américains la qualité et la capacité du général Um Savuth à diriger la campagne : un bon stratège et populaire.

La mousson régnait sur le pays lorsque le corps expéditionnaire se mit route. Les nuages emplissaient le ciel. Le brouillard montait des champs inondés. Des deux côtés de la route, on ne voyait plus que de l'eau. Les soldats républicains avançaient lentement le long de la route nationale n° 6, celle qui mène à Angkor Vat. Une compagnie suivait l'autre formant un front de 80 kilomètres de long sur 160 centimètres de large. L'armée khmère prit facilement la ville de Baray. Le 11 octobre, l'avant-garde atteignit la ville de Kompong Thom sans avoir livré de bataille. À Phnom-Penh, on fêta la victoire. Le général Ith Soun, commandant de la 1ère division d'infanterie fut invité par la télévision nationale pour raconter les exploits de l'armée. Il disait qu'au champ de bataille ses soldats ont attrapé des soldats nord-vietnamiens comme des grenouilles. Mais la joie était de courte durée. La fin du mois d'octobre, les 5e et 7e divisions nord-vietnamiennes s'attaquèrent à l'armée khmère. Malgré les interventions de B-52, la force communiste vietnamienne réussit à couper la colonne khmère en deux entre les villes de Baray et Tang Kok. Les soldats khmers, formant un mince cordon le long de la route, ne purent rien faire pour se protéger. Les hommes cédèrent à la panique et s'enfuirent dans toutes les directions, abandonnant ainsi derrière eux 2/3 de matériels de guerre.

La débâche fut totale et les pertes énormes. On ne sait combien d'hommes périrent. Mais on a pu enregistrer que, pour les seules villes de Rumlong et baray, les forces armées khmères ont perdu quatre chars d'assaut, quatre véhicules blindés, une voiture de reconnaissance, vingt autobus, vingt et une camionnette légère. Un

camion de deux tonnes et demie, trois canons 105 mm et des centaines de mitrailleuses. À Kompong Thom même, l'armée khmère a perdu 300 hommes, deux véhicules blindés de transport de troupes, huit camions de deux tonnes et demie, quatre Land Rover, vingt camionnettes légères, huit autobus, un bulldozer. L'opération Tchen la II fut donc catastrophique. Elle changea le cours de la guerre car, à partir de ce moment-là, le moral de l'armée et de la jeunesse était entamé définitivement. Elle provoqua en outre la crise politique. Les gens de tous les milieux politiques commençaient à douter la capacité de Lon Nol à conduire la guerre contre les communistes vietnamiens. Swank, ambassadeur des États-Unis, envoya deux télégrammes à Washington. Dans l'un de ces télégrammes, il critiquait directement Lon Nol sur sa façon hasardeuse, dispersée et dépourvue de toute coordination dont Lon Nol menait les opérations militaires. Après Tchen la II, les relations entre Swank et Lon Nol ne cessaient de se détériorer de jour en jour. Et il faisait savoir de ses points de vue sur la capacité de Lon Nol à diriger le pays en guerre. Au mois de décembre 1971, Washington dépêcha envoyer une équipe médicale pour examiner l'état de santé de Lon Nol. Des rapports médicaux révèlent que Lon Nol est atteint d'une grave maladie vasculaire qui touche un ou plusieurs vaisseaux intracrâniens. Du point de vue médical, il semble raisonnable d'envisager que d'ici six à huit-mois, des symptômes cliniques se manifesteraient, soit sous forme d'une nouvelle attaque qui le laisserait infirme ou lui serait fatale, soit sous forme d'une détérioration de sa stabilité émotionnelle, de ses facultés cognitives et de sa résistance physique.

Swank demanda voir le prince Sirik Matak pour chercher une possibilité de remplacer Lon Nol. Au cours de cette entretien le prince Sirik Matak reconnaissait que « son ami Lon Nol ne possède plus les conditions physiques et psychologique nécessaires pour supporter les fardeaux de sa tâche ; sa démarche hésitante, ses angoisses exacerbées (rendues plus aiguës) le mettent dans l'impossibilité de faire face aux multiples décisions qu'on attend de lui ». Swank lui

répondit : « Que faire maintenant ? Serait-il possible de lui demander à abandonner le pouvoir ? S'il y refuse, aurait-il autres moyens pour le contraindre à quitter le pouvoir ? Sirik Matak refusa d'avancer sur la seconde solution au nom de l'amitié avec Lon Nol. En revanche, il disait à Swank qu'il fallait demander à Lon Nol de nommer un Commandant en Chef des Forces Armées khmères qui sera le seul responsable de toutes les opérations militaires devant le gouvernement. Quant à Lon Nol, il pourrait occuper le poste honorifique de Commandant suprême des forces armées. Emory Swank n'était pas convaincu de l'efficacité de cette solution. Il lisait les rapports de Mike Rives, son prédécesseur, dans lesquelles ce dernier écrit : « Lon Nol vive dans un monde imaginaire où les réalisations des rois d'Angkor importent plus que les menaces de l'invasion des troupes communistes vietnamiennes au Cambodge. Les espérances extravagantes du Maréchal Lon Nol et de ses rêves de grandeur de reconquérir les terres perdues au cours du XXIIIe siècle : Sorin, Ayuthia, Chhun Borei, Sukhothaï (en Thaïlande) et Kampuchéa Krom (Cochinchine au Vietnam) ». L'auteur demandait dans sa conclusion, il fallait aider Lon Nol à faire redescendre de ses nuages. Pour Swank, Lon Nol est le problème du Cambodge. Il ne comprenait pas pourquoi on peut encore confier le sort d'un pays en guerre à un homme malade. Il commençait à chercher sérieusement un homme fort pour remplacer Lon Nol. Pourquoi pas Son Gnoc Thanh, ancien chef des Khmers Sérey. Ce dernier laissait entendre qu'il soit prêt à assumer la direction du pays. Mais derrière cette gesticulation, tout le monde le savait qu'il y eût Lon Non, le frère de Lon Nol et son équipe, appelée COC/DN (Comité de Coordination de la défense nationale). Ce comité disposait de pouvoirs illimités et exerçait parallèlement au gouvernement et l'État-Major général des Forces armées nationales khmères. La mission de COC/DN eût été de surveiller de près les activités de Sirik Matak. Il avait eu d'intenses tractations, jusqu'au jour où Swank reçut un blâme de la Maison-Blanche sur sa façon gérer la situation politique intérieure khmère. Washington croyait encore à la capacité de Lon Nol de mobiliser les Khmers à se battre contre la force communiste. Le Conseil de

sécurité national américain s'était attaché à minimiser les déclarations de Swank sur les aptitudes de Lon Nol à gouverner le Cambodge.

Revenons à l'opération Tchen la II. À partir de 1971, les Américains encouragèrent Lon Nol à lancer des offensives contre les Nord-Vietnamiens et de mettre en œuvre une stratégie de défendre un territoire étendu, appelé le petit triangle, contre la pénétration des Nord-vietnamiens. Ce triangle comprenait Phnom-Penh, Kompong Som, la frontière vietnamienne, et le couloir s'élargissant au Nord-Ouest de la capitale et rejoignant la Thaïlande après avoir traversé la province de Battambang ; en bref, la moitié occidentale du pays ou toute la partie se trouvant à l'Ouest du Mékong. Cette vaste étendue de terre à défendre nécessitait une armée khmère de plus en plus importante, qui allait passer à 220 000 hommes en janvier 1973. Malheureusement, l'armée khmère avait reçu une aide militaire restrictive de la part des États-Unis pour défendre son pays. Pourtant le Sud-Vietnam et le Cambodge affrontaient le même ennemi. En constatant cette différence de traitement, les Khmers, civils et militaires, commençaient à douter de la sincérité de la politique américaine vis-à-vis du Cambodge. Tchen la II aurait pu réussir si l'armée khmère possédait plus d'auto-blindée M113 qu'on pourrait utiliser dans des opérations amphibies pour sécuriser leurs flans inondés par l'eau et avait un soutien aérien approprié, c'est-à-dire des hélicoptères de combat, au lieu des bombardiers B-52.

On ne peut pas parler de la guerre sans penser aux victimes directes et collatérales. La guerre est une affaire grave, une affaire d'État, disait Sun Tzu (l'art de la guerre). La souffrance et le plaisir se mélangent dans le désir de détruire la vie d'un autre être humain que l'on ne connaisse même pas son nom. Que son statut d'ennemi soit suffisant pour le tuer humainement. Mais on sait que la frontière entre ennemi et ami soit illusoire : ennemi d'hier pourra devenir ami d'aujourd'hui, mais ami d'aujourd'hui reste ami pour toujours. Si un ami d'hier pourrait devenir un ennemi d'aujourd'hui, il est certain qu'il

ne soit pas un vrai ami d'hier. Ce « raisonnement » - je l'entends – agace déjà. Mais tant pis pour moi, je l'écrivais quand même pour un seul plaisir d'y penser.

On dit toujours qu'on fait la guerre pour faire la paix, mais pourquoi de ne pas dire le contraire qu'on fait la paix pour ne pas faire la guerre. Toutes les guerres sont aberrantes quand on sait qu'elles ne soient jamais une solution pour la paix. La fin de guerre ne signifie pas la paix retrouvée, par exemple, après la seconde guerre mondiale, la population de l'Europe de l'Est, de la Chine et autres pays continuait de vivre sous la dictature du communisme. Il n'y avait plus de guerre mondiale, mais il y a des petites guerres partout dans le monde et aussi la dictature. La dictature est aussi une autre forme de la guerre, parce que dans la dictature qu'on tue aussi les hommes par les armes de guerre. Dans la dictature, la liberté de tuer est équivalente à celle de la guerre. Je n'aime pas la guerre comme l'ensemble du peuple khmer d'après avoir abominablement vécu. Dans ma prière quotidienne, je ne demande au bouddha que deux choses : N'avoir jamais la guerre dans mon pays et n'être jamais en colère contre mes opposants d'idée. On ne peut pas avoir toujours raison contre le mouvement de l'humanité. L'immobilisme est le pire d'ennemi des humains.

Revenons au Cambodge. La guerre avait rapidement pris forme avec l'incursion des troupes américano-sud-vietnamiennes en avril 1970. Cette guerre et ses ravages défiguraient complètement le visage du Cambodge. J'ai parcouru souvent le pays en hélicoptère de guerre avec mon père, et j'ai pu constater qu'en peu de temps seulement beaucoup de villages khmers étaient devenus des villages fantômes. Les paysans abandonnaient leur champ pour se réfugier dans les villes. 2/3 du territoire du pays devenait une zone de guerre et 1/3 de la population sur une population de 7 millions d'habitants était sous le contrôle des forces communistes. L'économie du pays était complétement paralysée. L'occupation communiste vietnamienne

entraînait des bombardements américains qui détruisaient des milliers d'hectares de champs, rizières et les plantations d'hévéas.

Max Frisch, écrivain et architecte suisse alémanique, avait critiqué l'incursion du Cambodge par les troupes américano-sud-vietnamiennes. Il posait une question à Henry Kissinger au cours de son entretien tête avec ce dernier : Pourquoi le Cambodge, un des beaux pays du monde que l'armée américaine veuille le détruire, je ne sais pas pour quelle raison ? Kissinger n'était pas d'accord de cette critique, d'abord il lui répondit que la décision n'était pas de lui, c'était le Président Nixon qui avait pris cette décision parce qu'il aurait cru qu'elle fût salutaire pour le peuple khmer dans le contexte de l'époque. Je partageais cette motivation, disait Kissinger, parce que le Cambodge avait eu besoin cette aide pour faire face à une menace de la force communiste.

On a bien remarqué qu'en 1969, malgré la stagnation de l'économie sous le régime du Sangkum, les exportations de riz, de caoutchouc et de maïs avaient rapporté à l'État 90 millions de dollars. Cette somme représentait une proportion assez considérable du revenu national qui était l'ordre de 450 millions de dollars.

Vers la fin de 1970, le gouvernement républicain dépensait cinq fois son revenu et, à partir de 1973, ne rapportait plus rien à l'État. Le Cambodge continuait à importait, mais il n'exportait plus. Pour lutter contre les communistes tout en essayant d'assurer la stabilité politique de son pays, le gouvernement républicain avait grandement besoin d'un important soutien économique des autres États amis, notamment des U.S.A.

Dès 1970, les premières subventions américaines étaient destinées essentiellement à l'achat des produits de première nécessité que le Cambodge se procurait jusque-là grâce à l'argent de ses exportations.

En l'espace de quelques temps, l'indépendance économique du Cambodge fut « réduit à néant ». Car dorénavant toute stabilité politique et sociale dépendait uniquement des subventions qu'on lui accordait.

Durant les cinq années de guerre, l'aide américaine constituait donc un facteur dominant de la vie politique, économique et militaire du pays. Pour répondre aux besoins sans cesse grandissants de la population en temps de guerre, un important programme d'aide économique américaine fut établi. Tout en finançant ce programme d'importation des produits de base, les États-Unis commencèrent à vendre au Cambodge le surplus de leur production agricole, à savoir le blé, la farine, l'huile végétale, etc. Tous ces produits importés étaient payés en « riels » Cambodgiens, lesquels étaient placés sur un compte bloqué à Phnom-Penh et destinés à payer les soldes de l'armée khmère.

Le pays en guerre, il était difficile voire même impossible de redresser la situation économique. En dépit des efforts déployés par le gouvernement républicain pour lutter contre l'inflation, la perspective économique du Cambodge était sombre : les commerçants stockaient les produits de base qui entraînaient une augmentation des prix. Dans cette situation d'inflation galopante, le Riel avait perdu toute sa valeur.
Dès octobre 1970, l'économie traditionnelle avait presque disparu. La production de caoutchouc était en pleine marasme. Menacés par l'occupation des forces communistes et les bombardements américains, les planteurs avaient décidé d'abandonner leurs exploitations. Beaucoup des entreprises de capitaux étrangers fermaient leur porte.

Au fur et mesure que les prix augmentaient, faute de production, la plupart des commerçants se convertirent dans des activités malpropres : Vendre des produits militaires de contrebande venant du Vietnam du Sud : bottes, uniformes verts, ceintures, etc.

Attirés par l'odeur de la guerre et par l'arrivée des aides américaines, les gros fournisseurs étrangers de toutes nationalités, Américains, Australiens, Philippines, Indonésiens… étaient venus nombreux à Phnom-Penh. On les trouvait dans les grands hôtels et les meilleurs restaurants de la capitale comme la Taverne, le Café de Paris et le Cyrène. On vendait au plus offrant des compagnies aériennes, des camions militaires, des armes démodées, des médicaments et même de la drogue.

On peut constater que « plus l'aide économique augmentait, plus l'économie cambodgienne se détériorait ». À ce sujet, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'indice des prix fourni à cette époque par le gouvernement républicain, indice qui n'avait cessé de progresser. De Cent, qui représentait les prix de 1949, il avait grimpé à 348 en mars 1970, dernier mois du règne de Sihanouk.

- Fin 1970, l'indice était à 523.
- 1971, l'indice était à 828.
- 1972, l'indice était à 1095.
- 1973, l'indice était à 3907.
- 1974, l'indice était 11 052.

Le « Bangkok Poste » du 17 septembre 1973 a publié les résultats d'une enquête sur l'économie khmère : En 1972, le déficit de la balance de paiement s'élève à 100,4 millions de dollars. Toujours selon ce journal :

- En 1969, le Cambodge exporte 88 000 tonnes de riz.
- En 1972, les exportations sont tombées à 18 000 tonnes.
- En 1973, il n'y a plus d'exportations.

En revanche, en 1972, les importations s'élèvent à 75 000 tonnes de riz. En 1973, elles doublent par rapport à l'année précédente. De

cette enquête, le Bangkok Poste tire la conclusion que l'épuisement de l'économie khmère rendait le Cambodge dépendant des aides américaines.

L'expérience du Vietnam avait appris aux Américains que le maintien d'un taux de change fixe est tout à fait réaliste en temps de guerre. En raison de l'inflation et de la corruption, les résultats économiques se trouvaient toujours faussés. Pour parer à cette éventualité fâcheuse, la création d'un « taux de change variable » était nécessaire. Ainsi à partir de 1971, le FMI (Fonds Monétaire International), encouragé par les États-Unis, avait établi à cet effet un « fonds d'aide aux échanges ».

Le système consistait à vendre aux enchères de la monnaie étrangère aux importateurs commerciaux. Ces enchères déterminaient le taux du Riel. La vente se faisant deux fois par semaine, était assurée par le Fonds lui-même. Malheureusement ce système était détourné par les commerçants malhonnêtes et des corrupteurs sans scrupules. Avec cette monnaie étrangère, au lieu d'acheter des produits de base pour la population, ils importaient des produits de luxe : Voiture de grande marque (Mercedes, Peugeot etc.), tissus de qualité, parfums et produits de beauté…

Toutefois, le Fonds n'eut pas d'influence sur les autres organismes financiers. Les banques d'État continuaient à appliquer une politique monétaire conservatrice. Influencées par de puissants d'hommes d'affaires, elles refusaient de réévaluer le Riel malgré les fréquents conseils des experts économiques étrangers.
Pour obtenir les réformes qu'ils souhaitaient, les experts américains se virent obligés de menacer le gouvernement de freiner ou de supprimer le programme d'aide économique concernant des importations des produits de base.

Pendant plus de quart de siècle, le Cambodge vivait dans une paix. Le début de la guerre était une surprise pour tout le monde. Les

dirigeants et les commerçants ne savaient pas comment faut-il faire pour mettre l'économie du pays en phase avec la situation de guerre. En 1972, la pénurie des produits alimentaires, d'essence et des médicaments commençait à faire des effets sur la population des grandes villes, notamment à Phnom-Penh. Hélas, il était trop tard pour redresser la situation car jour après jour le pays plongeait dans la crise économique généralisée et la crise morale totale.

Durant les cinq années de guerre, le plus dramatique c'était les problèmes des réfugiés. Dans les mois d'agression communiste, la population de la capitale avait doublé : 600 000 habitants, elle était passée à 1 200 000. Vers la fin de 1971, le ministère de la santé khmère estimait que le nombre des sans-abris soit de deux millions à l'échelle du pays. Instinctivement la plupart des réfugiés se dirigèrent d'abord vers chefs-lieux de leur province. Les centres urbains furent rapidement saturés, les camps surpeuplés et les réfugiés n'y trouvaient pas du travail. Ils furent contraints à refluer vers la capitale dans l'espoir d'une situation meilleure. Mais à Phnom-Penh, ils furent vite déçus. Ils s'installaient dans des camps insalubres et pour survivre, ils acceptaient n'importe quel travail. Le plus grand campement se situait dans la partie Sud de la capitale. Construit au beau milieu de Phnom-Penh en décembre 1970, le camp de Chak Ang-Ré où abritait des milliers de famille. En quelques mois seulement le système de drainage et les installations sanitaires ne fonctionnaient plus. Le camp ne tarda pas à transformer en un « morcellement désordonné de taudis à demi-noyés dans l'eau stagnant ». La malnutrition et les maladies gagnèrent tous les camps.

La dégradation des conditions sanitaires s'accentuait dans les hôpitaux. Les patients s'entassaient dans les salles et les couloirs. Ils s'allongeaient sur le lit de camps et même au sol. La plupart des bureaux s'étaient transformés en unités d'urgence. Les médicaments et les équipements manquaient pour assurer les soins.

En septembre 1970, les membres de l'équipe de la sous-commission pour les réfugiés, présidée par le sénateur Edward M. Kennedy, visitèrent les camps de Phnom-Penh. À l'issue de la visite, ils signalèrent que « Bien que l'ambassade américaine au Cambodge soit manifestement tout à fait conscient du nombre de personnes déplacées, elle ne paraissait se soucier ni de la situation elle-même, ni des répercussions tragiques qu'elle pourrait avoir si la guerre se poursuivait, ni l'impact des activités militaires américaines sur la population civile ». Malgré cette remarque, l'ambassade américaine ne reçut pas l'ordre de Washington de s'occuper de ce problème.
En 1971, la pénurie des médicaments était cruciale. Des centaines de personnes mourraient, faute de soins et de traitements convenables. Sous l'effet de guerre, les services médicaux de l'ensemble du pays s'écroulaient rapidement. Le budget national consacré à la santé publique tomba à 2,6% par rapport à l'année précédente. Pour faire face aux problèmes de santé publique, le gouvernement khmer avait demandé aux Américains de faire figurer les médicaments sur les listes de produits de base. Mais cette demande fut rejetée sous prétexte que « les Khmers n'utilisaient pas les médicaments avec suffisamment de précautions et qu'ils en revendaient la plus grande partie aux Viêt-Cong.

Le 1er juin 1971, le docteur Phéng Kanthel, représentant du Ministère de la Santé auprès de la Croix-Rouge khmère, fit des démarches auprès du deuxième secrétaire de l'ambassade américaine, Robert Blackburn, pour qu'il intervienne auprès de la Croix-Rouge américaine pour obtenir une aide médicale (équipements et médicaments). Après avoir attendu deux mois sans nouvelle de Blackburn, il décida d'écrire directement à Samuel Krakow, Directeur des Services Internationaux de la Croix-Rouge américaine. Six mois plus tard, Krakow envoya au Cambodge 6 443 flacons contenant 385 900 comprimés de vitamine. La lettre du docteur Kanthel ne manquera pas de trouver écho au sein du Congrès américain : et c'est grâce à l'intervention énergique du Sénateur Edward Kennedy, à la moitié de 1972, que le gouvernement américain commençait à

reconnaître la gravité des problèmes de réfugiés au Cambodge. Des fonds furent versés à des organisations internationales comme Secours catholiques et Prévoyance Internationale pour permettre d'aider le Cambodge. Pendant la période de juillet 1972 au juillet 1973, l'aide destinée aux réfugiés était seulement de 1,2 millions de Dollars US sur un montant total de 244,1 millions de Dollars US accordés par Washington au titre de l'assistance économique au gouvernement khmer.

En 1973, malgré la signature des accords de paix à Paris, les bombardements américains se poursuivaient au Cambodge, brisant les offensives des Khmers rouges formés et équipés à la chinoise. Il faut souligner qu'à cette époque, l'armée khmère rouge était d'environ 20 000 hommes.

À partir de 1974, la situation devint angoissante pour les trois millions Khmers vivait dans la capitale. Ils souffraient cruellement du manque de riz et de médicaments. L'aide américaine avait été strictement limitée par le Congrès à partir de décembre. Cependant le Président Nixon voulait faire voter une nouvelle aide militaire d'urgence de 300 millions de dollars US pour le Vietnam du Sud et 222 millions de dollars US pour le Cambodge. Il persuada un groupe de membres du Congrès de se rendre à Saigon et à Phnom-Penh, lequel accepta.

Lorsque ces membres arrivèrent à Phnom-Penh, l'un des journaux khmers hostiles au gouvernement titré à la Une ainsi : « Messieurs les membres du Congrès, ne vous y trompez pas : c'est le Cambodge qui aide l'Amérique et non l'Amérique qui aide le Cambodge ». Après 48 heures de passage à Phnom-Penh, les membres du Congrès furent visiblement bouleversés par « la souffrance des réfugiés et leurs témoignages sur l'atrocité des Khmers Rouges dans la zone occupée par ces derniers ».
Parmi ces membres se trouvait un Représentant, Pete Mc-Closkey, républicain libéral de Californie qui s'était obstinément opposé à la guerre et à Nixon. Avant la visite au Cambodge, il avait eu une ferme

conviction de voter contre l'aide d'urgence au Cambodge et au Vietnam proposée par Nixon. Mais le voyage le fit changer d'avis car à son retour aux États-Unis, il proposa un compromis : « Il fallait, déclara-t-il, aider le gouvernement khmer pendant le reste de la saison sèche en espérant que cela permettrait à contraindre les Khmers Rouges à négocier ». Il ajouta, après le 1er juin « Je pense que les États-Unis ne devraient plus avoir un seul homme, un seul dollar ou un ambassadeur au Cambodge ». En fin de compte, aucune aide d'urgence ne fut jamais votée pour le Cambodge.

Philippe AYRIVIE écrit dans sa thèse pour le doctorat en science politique (mai 1975) : « Quelques que soient les excuses que l'on puisse invoquer, au-delà des démentis maladroits et convaincants, il y a dans cet épisode peu glorieux une des plus graves erreurs du Gouvernement de Lon Nol. Inadmissible sur le plan moral, l'élimination des Vietnamiens se révélait également une erreur sur le plan politique. Elle contribuait à ébranler une économie déjà fragile. Elle suscitait des haines et des rancunes inexpiables dont les armées sud-vietnamiennes, appelées à défendre le régime de Phnom-Penh, assumèrent une large part. Elles contribuèrent la constitution de bandes de vietnamiens armés, mi- hors la loi, mi- maquisards, qui contribuèrent à étendre l'insécurité naissante. Elles eurent enfin des répercussions considérables sur le plan international. Les Vietnamiens du Cambodge étaient soit communiste, soit catholique.

Leur massacre déclencha la vague de protestations des deux appareils les mieux équipés sur le plan international pour ameuter l'opinion : l'Église catholique et internationale communiste. L'affaire était d'autant plus grave qu'elle n'apparaissait pas comme un accident regrettable provoqué par une réaction passionnelle, compréhensible, sinon excusable, mais comme le prolongement pratique, logique d'une doctrine, la seule qui appartienne en propre au général Lon Nol : le racisme khmer-môn qui allait être consacré dans la constitution. Ridiculisée par la quasi-totalité de l'intelligentsia

cambodgienne, l'indifférente à l'opinion populaire, elle était acceptée par l'armée qui fut l'instrument des massacres et des pillages ».

Revenons à la guerre. Après l'échec la campagne militaire de Tchela II en 1972 et la signature des accords de paix à Paris en 1973, la situation de guerre n'évolua pas beaucoup. En principe les offensives communistes commençaient avec l'arrivée de la saison sèche en janvier et s'arrêtaient avec la saison des pluies de la mousson qui couvraient d'eau tout le pays en mai et juin. Le reste du temps de l'année, l'importance des combats dépendaient de l'initiative de chacun des deux camps.
Au bout des quelques mois seulement qui suivirent l'incursion américaine, les communistes isolaient déjà Phnom-Penh. Plus grave encore, ils s'emparèrent de la moitié du pays. Plus de 20% de la population cédèrent à l'influence communiste qui gagnait chaque année un peu plus de terrain. En revanche, les Nord-Vietnamiens et Viêt-Cong, pour contrer la nouvelle stratégie américaine, se heurtèrent eux-aussi à de grosses difficultés, parce que presque toutes les voies de ravitaillements avaient détruit par les bombardements américains. Ils durent construire de nouvelle piste de ravitaillement vers le Sud-Vietnam. La force communiste vietnamienne avait pour mission d'entraîner des recrues Khmers-Rouges dans le nord-est du Cambodge et se battait en même temps contre les troupes sud-vietnamiennes et celles de l'armée khmère.

Les deux côtés cherchaient toujours à contrôler les routes nationales. Les combats les plus acharnés se déroulèrent généralement aux points de croissement des grandes routes. La force républicaine se positionnait sur les grandes routes pendant la saison de pluie au lieu de s'enfoncer dans le pays pour détruire les positions d'ennemis : chercher et détruire des ennemis n'existaient pas au Cambodge. La mission principale des troupes khmères était de sécuriser les voies de ravitaillement. À ce propos, un rapport de la CIA ne manquait pas de mentionner que « la tactique de l'armée cambodgienne semblait être basée sur le désir de laisser l'ennemi

s'attaquer sa position puis s'en remettre aux forces aériennes américaines ou sud-vietnamiennes pour qu'elles bombardaient les ennemis. Ainsi l'esprit combatif cède le pas à l'indifférence. Il y aurait eu même des accords entre les commandants locaux avec les unités Viêt-Cong pour avoir la paix dans leur zone de contrôle. Pendant l'offensive des forces communistes vietnamiennes au sud-Vietnam en mars 1972, le Viêt-Cong cherchait à neutraliser certaines unités khmères par des accords secrets pour éviter de faire face à deux fronts. Le Viêt-Cong cherchait à acheter des armes et des munitions qu'elles furent vendues par quelques commandants khmers corrompus, non pas pour les besoins de ses troupes, mais pour montrer à l'opinion nationale khmère et internationale que l'armée cambodgienne est corrompue. Les preuves avec photos à l'appui étaient publiées dans la grande presse internationale. Après la défaite de Tchen la II et la corruption dans les rangs de l'armée, Lon Nol perdit sa réputation de chef militaire compétent et incontesté dans le pays. Sa popularité diminua peu à peu. Pour remonter la morale de l'armée, Sirik Matak et Emory Swank arrivèrent à persuader Lon Nol de désigner un Commandant en Chef et Chef d'État-Major Général des Forces Armées Khmères. Ces deux derniers demandèrent à Lon Nol de désigner un nom parmi ses généraux. Plusieurs jours d'hésitation, Lon Nol informa enfin Sirik Matak qu'il souhaite confier ce poste au général Thappana Nginn. Swank demanda cependant à Sirik Matak de lui suggérer aussi un nom. Ce dernier proposa le nom du général Sosthène Fernandez, alors Commandant de la 2e région militaire, pour occuper ce poste. Lon Nol demanda aux américains de faire le choix entre ses deux généraux. Ces deux noms ont été donc envoyés à Washington pour examiner leurs qualités humaines, leurs compétences dans les domaines militaires, leurs faits d'arme depuis le début de leurs carrières militaires et les relations personnelles avec Lon Nol. Les Américains avaient suggéré à Lon Nol de nommer le général Sosthène au poste de Commandant en Chef des armées. Leurs motivations étaient nombreuses : Qualité de la formation (École de guerre en France) ; Expériences dans les fonctions opérationnelles :

depuis le début de sa carrière, le général Fernandez avait toujours commandé des unités de combat (chef de section, commandant de compagnie, chef de bataillon, commandant de secteur, commandant de la 1e région militaire) ; Expériences dans les postes fonctionnels : dans les années cinquante, il était chef d'État-Major de Lon Nol, alors ce dernier était commandant du secteur d'autonome de Battambang ; Directeur d'école des élèves d'officiers de réserve de Tmar Pork ; ancien Secrétaire d'État à la Sécurité ; Culture générale : un militaire de carrière qui possédait une culture générale élevée ; Relations humaines : un homme chaleureux et communicatif ; Qualité personnelle pour le poste : combatif (diplomate), participatif (réfléchi), attentif (mobile), méthodique (résolu) ; Faits d'arme récents : Bataille de Kompong Speu, bataille de Sang ; Relation personnelle avec Lon Nol : relation hiérarchique sans plus.

L'armée américaine suggérait à Lon Nol de nommer le général Sosthène Fernandez au poste de chef des forces armées khmères. Lon Nol accepta, mais son frère, Lon Non, en était mécontent parce qu'il pensait que le général Fernandez soit un homme de Sirik Matak, un homme de l'ancien régime, un royaliste. Il se mettait dans sa tête que le général Fernandez ferait un jour le Coup de l'État pour destituer son frère. Il demanda à son frère d'équiper sa 15e division d'infanterie en matériels militaires modernes pour faire face à une éventualité du Coup d'État. Pour montrer aux américains l'utilité de sa division, il avait monté une opération militaire de ratissage d'ennemis à quarantaine de kilomètre au nord-est de Phnom-Penh, dont le nom de code était Akineth (Yeux incendiaires). La presse nationale en parlait avec un ton ironique de cette campagne militaire. Lon Nol fut informé par le général Fernandez et ce dernier en avait appris par la presse. Il disait à Lon Nol que Lon Non n'en avait même pas informé l'État-Major Général. Suite à cette plainte, le Maréchal Lon Nol avait demandé au général Ith Soun d'aller voir son frère. Ce dernier m'avait raconté pendant un dîner dans les années 90 de cette opération qu'il qualifia de « théâtre de Bassak » (Théâtre populaire) :

« En arrivant au quartier général de Lon Non. J'ai demandé le voir. Son chef d'état-major m'a dit que son chef est en train de conduire personnellement une attaque contre une position d'ennemi à quelques kilomètres d'ici. Je l'ai demandé de m'accompagner à cet endroit. Qu'est-ce que je l'ai vu ? Lon Non, debout sur sa jeep, tenant à la main un long sabre ancien, portant le chapeau de Cowboy, autour de lui il y a une dizaine de journalistes, qui a été en train de donner des ordres par la radio à ses commandants d'unités. Quand il m'a vu arriver, il l'a descendu immédiatement de sa jeep et m'a emmené à l'écart de ses officiers et tout de suite il m'a posé la question :

- Lauk Bang (Lon Non appelait Lon Nol Lauk Bang) demande à Bang (grand frère) de venir me voir ?
- Bien sûr que oui. Qu'est-ce que t'es en train de faire ? Bang Sosthène n'était pas content que tu dis à personne là-haut ;
- Je suis en train de faire une surprise aux Viêt-Cong et aux Khmers rouges. C'est pour cette raison que je n'ai pas averti l'État-Major Général, parce que là-bas il y ait des oreilles partout ;
- Mais tu ne pouvais pas faire la guerre tout seul.

Ceci, c'est pour montrer combien Lon Non a pu faire du mal à la République et à son frère que lui-même voulût défendre. Avec sa fiction et ses opérations militaires fougueuses et exaltées mettaient en péril toutes les opérations militaires à l'échelle du pays. Au briefing quotidien à l'EMG (État-Major Général), personne ne croyait aucun mot venant de l'officier de liaison de la 15e Brigade d'infanterie.

Revenons à la situation politique. Rappelons que le 9 octobre 1970, la République Khmère » est proclamée. Parfaitement conscient de l'importance de la mission de cette république et la menace de la guerre de mettre en péril la Nation khmère, Lon Nol voulait aller plus vite dans sa politique de réforme radicale de l'ancien régime et de la société khmère. En octobre 1971, il suspendit l'Assemblée Nationale

et déclara l'état d'urgence : « Je ne voulais plus, disait-il, jouer le jeu de la démocratie et de la liberté, s'il devenait une arme contre les intérêts supérieurs du pays. Nous sommes en guerre de défense nationale contre l'invasion étrangère, il n'est pas donc normal que certains khmers ne comprennent pas que trop de liberté tue la liberté ». Quelque temps plus tard, le gouvernement républicain chercha à cadrer la liberté de presse. Cette mesure provoqua le tollé chez les jeunes. Sirik Matak fut immédiatement attaqué par eux. Dans leurs tracts, ils avaient qualifié ce dernier de dictateur qui voudrait limiter la liberté d'expression.

Keo An, doyen de la Faculté de Droit, sentit que son heure politique fût arrivée. Il avait constaté depuis le début de la république que la jeunesse n'eût pas le leadership. Il voulait jouer ce rôle et s'incarner le renouveau. Pour lui, Lon Nol, Sirik Matak, In Tam et Son Gnoc Thanh étaient des hommes archaïques. Ils étaient bons pour le musée, mais pas pour l'emmener le Cambodge vers l'avenir. Universitaire et intellectuel, il avait une ferme conviction que sa place fût avec les jeunes en colère contre le pouvoir.

Le 25 février 1972, il donna une conférence de presse, au cours de laquelle il critiqua violemment Sirik Matak, Président Conseil délégué, accusant ce dernier de corruption. Sirik Matak réagit immédiatement en révoquant Keo An de son poste. Cette mesure mit le feu aux poudres. Elle enflamma davantage la colère des jeunes. Le calcul de Keo An était parfait jusqu'à là, mais il ignorait que dans les milieux estudiantins, il y eût des hommes de Lon Non qui travaillaient depuis un certain temps pour éliminer Sirik Matak du pouvoir. Le 10 mars, ces hommes incitaient les étudiants et les lycéens à descendre dans la rue. Ils réclamèrent la démission et le l'abandon de la vie politique de Sirik Matak. Leurs slogans hostiles à ce dernier étaient : Corruption et incompatibilité avec les idées républicaines. Pendant cette manifestation, on n'entendait même pas un mot du soutien au Doyen Keo An. Il faut reconnaître la jeunesse de l'époque républicaine n'avait pas de maître. Elle était

incontrôlable. On savait que Keo An n'eût pas pignon sur rue comme le cas de MM. Phung Ton, Douc Rasy, Ung Mung et Keng Vannsak. Ces quatre intellectuels n'avaient pas une influence sur la jeunesse khmère de l'époque. Ils étaient sans doute être respectés par les étudiants parce qu'ils étaient diplômés de l'université française, mais pas comme des hommes de lumière qui éclairaient la nouvelle voie de l'avenir du pays. Toutefois, ils avaient trouvé quand même leur place dans le nouveau régime républicain.

Keng Vanssak jouait le rôle du Conseiller spécial de Lon Non. Il savait toucher la sensibilité de Lon Nol, notamment dans le domaine culturel : la culture Môn-Khmer et celle de Mé-Ba (culture ancienne du peuple khmer) qui était la base de la seule tentative de théorisation de la politique du régime républicain. Il est difficile de cerner les idées politiques de Keng Vannsak. L'homme de gauche ? Je n'en suis pas certain, parce qu'il aimait trop le confort matériel. C'est ce que M. Ieng Sary lui en avait reproché après la victoire des Khmers Rouges. Dans les années 50, il faisait partie d'un groupe des nouveaux démocrates des progressistes qui ont conquis le pouvoir du comité central du parti démocrate en février 1955 par les votes en leur faveur de deux mille délégués. Cette victoire leur permettait évincer les hommes de Son Gnoc Thanh et ceux de l'aile droite du parti de la direction du parti, à l'exception de S.A. Norodom Phurissara et de l'ancien Président du parti, M. Svai So. D'après Keng Vanssak, c'était lui qui avait conseillé Saloth Sar (Pol Pot) de rejoindre le maquis communiste. Et c'était lui-même qui avait accompagné seul ce dernier jusqu'à la ville de Kompong Cham. On est certain que Keng Vanssak fût un anti-sihanoukiste et pendant la période de république khmère, il détestait le prince Sirik Matak, non pas parce qu'il fût un républicain convaincu, mais parce qu'il avait la haine envers le premier mari de sa mère qui était un prince. Il le décrivait comme un homme inculte et cruel qui battait tout temps sa mère pour un oui et pour un non. Keng Vanssak ne détestait pas la monarchie, mais il haïssait les gens qui profitaient de ce système.

Ainsi, il méprisait tous ceux qui étaient amis du prince Sirik Matak. Il avait fait le choix d'aider Lon Non parce que ce dernier voulût éliminer aussi les amis de Sirik Matak du cercle de pouvoir. Bien entendu, on ne peut pas limiter la pensée politique de Keng Vannsak à cela, car ses idées politiques valaient au-delà de sa colère personnelle. Il voulait changer le régime de Sihanouk, mais il ne croyait pas à la république khmère. Pour lui ce régime n'était qu'une étape dans le processus de la révolution. Il ne souhaitait pas non plus la victoire des Khmers Rouges, parce que la voix du communisme ne fût jamais son choix. Pour lui, Lon Nol et Pol Pot se battaient l'un contre l'autre, non pas comme des ennemis, mais comme des concurrents, parce que l'un comme l'autre voulaient faire une révolution pour changer l'esprit millénaire khmère. L'un comme l'autre ne jamais détestait, comme lui, la monarchie khmère. Tous les trois, depuis leur jeune âge, avaient des rapports privilégiés avec la maison royale. Leur vie s'était baigné dans ce milieu et combien de fois, qu'ils profitaient de ce système. Ils avaient toujours un point faible vis-à-vis de Sihanouk, parce que ce dernier est roi avant d'être un homme politique. Keng Vannsak avait toujours rêvé que le Cambodge ait doté un régime politique comme aux Royaume-Unis, c'est-à-dire une monarchie constitutionnelle. La révolution qu'il souhaite faire, c'était dans ce sens. Ainsi après avoir aidé Lon Nol pendant quelque temps, il préférait s'exiler à Paris comme ambassadeur khmer à l'UNESCO pour se mettre à l'abri de bourdonnement politique khmère dans une révolution qui ne la croyait pas.

Ung Mung, député de la circonscription de Kompong Speu, était « le mieux élu » de tous les députés en 1966. Après la destitution du prince Sihanouk, il jouait un rôle de juriste dans le domaine de droit constitutionnel. C'est lui en tant que député et Docteur en Droit (thèse : L'assainissement au Cambodge, Université de Paris 1963) que Lon Nol avait confié la mission de diriger un comité constitutionnel d'élaborer le projet d'inspiration parlementaire. Il reprit cette mission en tant que Président de la commission juridique et

constitutionnelle dans le cadre du Parlement après la prolongation du mandat parlementaire.
Dès le départ, le problème de l'élaboration de la Constitution va se présenter comme une lutte entre les parlementaires, soucieux de consacrer leur prééminence et l'exécutif désireux d'établir un régime de concentration des pouvoirs. Le 29 Août 1970, le projet constitutionnel d'inspiration parlementaire, appelé « projet Ung Mung », fut publié. Celui-ci souleva un tollé général chez les parlementaires parce qu'il était trop penché vers le régime présidentiel. Une majorité des parlementaires pensaient que Ung Mung fût l'instrument de Lon Nol et l'essentiel pour ce dernier était sans doute de retrouver un poste de ministre qu'il attend encore. Beaucoup de gens jasaient que le ce tollé était plus motivé par l'hostilité à l'égard de l'auteur du projet que ses défauts intrinsèques et fut habillement exploité par l'exécutif.

Douc Rasy, cet authentique juriste formé à l'école du libéralisme des Facultés françaises rêva toujours d'implanter la démocratie libérale au Cambodge (thèse de doctorat – Paris 1957 « Les frontières en la faute personnelle et la faute de service en droit administratif français »). Cette ambition jointe au style de vie très européanisé du personnage, écrit Philippe AYRIVIE, le fit très vite qualifier de leader de la droite. Dans l'ancien régime, seul avec Sim Var, il osa affronter la colère de Sihanouk. Mais surprenant ses compatriotes par son comportement trop occidental et son indépendant d'esprit, au lendemain du la chute de Sihanouk, il fut tenu à l'écart. Il dut se contenter d'un poste assez fictif de Conseiller de Gouvernement et de la direction du journal « Réalités Cambodgiennes » qui devint son instrument personnel, le moyen d'expression de ses convictions libérales.

Député depuis 1958, Douc rasy était le meilleur porte-parole des parlementaires. Lui seul osa encore affronter les militaires et tenter de faire obstacle à leur montée au nom d'un idéal, peut-être inadapté à la situation cambodgienne, mais personne ne pouvait mettre en

doute la sincérité. Fin 1971, à la suite d'une série d'articles retentissants, il perdit la direction du journal « Réalités Cambodgiennes ». Après quoi, il créa une revue bilingue (khmer/français) « Salut khmer » pour poursuivre son combat politique. En 1973, il accepta un poste d'ambassadeur plénipotentiaire en Grande Bretagne, Belgique, Hollande et Danemark.

Phung Ton était un intellectuel de gauche (thèse de doctorat « la crise cambodgienne » Paris 1954) qui avait refusé de rejoindre le maquis pendant la guerre et après la victoire des Khmers Rouges, il fut accusé d'agent CIA par ces derniers et fut tué à Cheuk Ek comme des milliers des Khmers innocents. Pendant la République Khmère, Phung Ton se mit à l'écart du nouveau régime. Il avait donné quelquefois du conseil dans le domaine de droit au gouvernement khmer. Partisan de la réforme radicale de la société khmère, il était catalogué par le régime sihanoukiste de progressiste, non pas communiste. Il faut noter que les relations du prince Sihanouk avec les grands intellectuels de gauche n'étaient jamais sous-tension, mais de distance, par son respect au monde communiste. En revanche, il était ferme avec les militants de base de gauche, les instituteurs par exemple. Dans la revue NAM n° 17 (Éditions Atlas), en 1968, 40 instituteurs soupçonnés d'avoir des sympathies pour les communistes ont été jetés d'une falaise, les mains et les pieds liés, par la police.

Avec le régime républicain, Phung Ton fit tout pour maintenir son statut de progressiste vis-à-vis de Lon Nol. La réforme de la société khmère, pour lui, devrait passer par la voie socialiste modérée : réformer en profondeur le système d'éducation nationale et appliquer l'économie socialiste. Dans sa thèse de doctorat, Phung Ton essayait de démontrer qu'il y ait une injustice sociale dans la société khmère, parce qu'il y ait l'exploitation de classe supérieure sur celle d'inférieur. Pour lui, la République Khmère n'est pas une solution pour réformer la société khmère en crise, parce qu'elle n'ait pas la

base populaire pour la soutenir : la République Khmère est une révolution du palais, une lutte pour le pouvoir entre les hommes de la classe dominante, tels que Lon Nol, Sirik Matak, In Tam, Son Gnoc Thanh etc. Il attendait en vain comme la majorité des progressistes khmers une révolution authentique, parce qu'après la République Khmère, ils furent exécutés tous, y compris les gens du maquis tels que Hu Nim et Hou Youn et les autres, par Pol Pot. On sait que l'intellectuel ait tout le temps pour penser à son idéal, mais Pol Pot avait refusé d'accorder ce temps à tous les Khmers instruits. Ce dernier disait que ces gens auraient tout le temps d'y penser après leur mort.

La lutte pour le pouvoir

La manifestation estudiantine dans la capitale contre Sirik Matak le 10 mars 1972 sonna aussi le glas de l'agonie de ce dernier. La lutte pour le pouvoir fut déclarée par Lon Non avec un appui de Son Gnoc Thanh et ses fidèles, appelés les Dangrêk (nom d'une chaîne de montagne), avec Hang Thun Hak à la tête. Ils arrivèrent à convaincre Lon Nol qu'il est le temps d'accélérer le processus de changement de l'ancien régime. Depuis le 18 mars 1970, l'esprit républicain continuait à habiter dans le corps monarchique. C'était absurde pour les Dangrêk : On ne peut faire l'omelette sans casser les œufs. Sirik Matak, prince de sang, à la tête du gouvernement républicain ne rime pas avec la volonté de la jeunesse républicaine, dit Son Gnoc Thanh à Lon Nol. Ce dernier était séduit par l'idée de son Conseiller spécial, mais il lui répondit par une question : Comment faut-il faire ?

1. Il faut remplacer immédiatement les fonctions du Chef de l'État par celles du Président de la République. Pour le faire, il faut demander à S.E. Cheng Heng de démissionner de ses fonctions du Chef de l'État.
2. Il faut dissoudre immédiatement l'Assemblée constituante parce que cette Assemblée Nationale travaille contre l'esprit républicain.
3. Il faut immédiatement désigner un Président de la République. Ce serait vous (Lon Nol) qui soit légitime pour assumer cette

fonction : une suite logique de la révolution après l'abolition de la monarchie.

4. Il faut immédiatement former un nouveau gouvernement composé des républicains authentiques et des hommes qui sont fidèles à vous.

Et prince Sirik Matak ?

Le prince Sirik Matak est homme fini. Il s'incarne l'ancien régime. Il est détesté par la jeunesse, disait Son Gnoc Thanh. Il faut que vous vous mettiez l'écart de lui parce qu'il pourrait vous entraîner dans la chute fatale. Sacrifier un ami pour sauver un pays, n'est pas une trahison. C'est plutôt une qualité pour un homme d'État.

Qui sera son remplaçant ? dit Lon Nol.
Ce sera moi (Son Gnoc Thanh). Je pourrais vous aider dans deux domaines :

1. Améliorer vos relations avec des Américains qui sont ce temps-ci « très mauvaises ».

2. Rehausser votre prestige auprès de la jeunesse. Les jeunes perdent toute la confiance en ce moment à la République.

Lon Nol acceptait la proposition. Et le plan imaginé par les Dangrêk se déroulerait comme prévu :

- 10 Mars 1972 : M. Cheng Heng démission de son poste du chef de l'État. Lon Nol remplace Cheng Heng. Il annonce la dissolution de l'Assemblée Constituante.
- 12 Mars 1972 : Sirik Matak donne sa démission du poste du Président du Conseil Délégué.
- 13 Mars 1972 : Dans un message à la nation, Lon Nol se proclame « Président de la République Khmère » et, en même temps, il définit le rôle du président de la République.

- 14 Mars 1972 : Prestation de serment du nouveau président de la république.
- 15 Mars 1972 : Lon Nol annonce la formation prochaine d'un nouveau gouvernement.
- 16 Mars 1972 : Sirik Matak annonce à la radio sa décision de se retirer de la vie politique.

Malgré tous les coups bas de Lon Non, Sirik Matak refusait le combat contre ce dernier au non toujours de l'amitié au Maréchal Lon Nol. Il préférait, en effet, annoncer sa retraite de la vie politique. Il disait à mon père avec son équanimité habituelle : « Affronter contre Lon Non, c'est comme aller pêcher dans une rivière sèche ».

Le 20 mars 1972, Son Ngnoc Thanh fut désigné Premier Ministre par Lon Nol, Président de la République. Après quoi, Son Ngnoc Thanh forma un gouvernement apolitique pour ne pas susciter la peur de Lon Nol de le voir comme concurrent. Beaucoup des ministres étaient des techniciens (Mau Say, Ith Thuy), des hommes fidèles à la personne de Lon Nol (Thappana Gninn, Kâng Kéng, Un Tramuch), des hommes neutres (Long Boret, Chau-Xéng Ua, Oung Heam), un homme appartenant du groupe des Dangrêk, Khy-Taing Lim, un homme de Lon Non, Thach Chia et un poids lourd du Parlement, Yèm Sambaur.

La mission de Son Ngnoc Thanh, d'une part, était de rehausser l'image de la République Khmère à l'étranger qui s'était dégradée par le massacre des ressortissants vietnamiens par les extrémistes khmers, et la corruption ; d'autre part, était de regagner la confiance de la jeunesse assoiffée de la liberté. Il cumulait les portefeuilles du premier ministre et ministre des affaires étrangères. Il avait choisi un jeune de la nouvelle génération politique, Thach Chia, comme ministre de l'éducation nationale. Thach Chia était proviseur du prestigieux lycée Sisowath (le nom était « Phnom Daun Penh » après l'abolition de la monarchie). Il était populaire dans les milieux lycéens de la capitale par son charisme et son dynamisme. De

formation de philosophie, il savait trouver les mots et les verbes pour séduire les jeunes adolescents. Mais dans les milieux estudiantins, il n'avait pas pignon sur rue. Il cherchait en vain à gagner la confiance des membres de l'Association Générale des Étudiants khmers. Quant à Son Ngnoc Thanh, malgré son statut de l'opposant historique du prince Sihanouk, il n'était jamais considéré comme un héros national par la nouvelle jeunesse. Le prince Sihanouk, durant quinze ans de pouvoir, avait réussi au moins d'imprégner l'image de traitre à la nation et suppôt des Thaïlandais et des Vietnamiens du Sud, à Son Ngnoc Thanh. La nomination ce dernier au poste du premier ministre n'était pas la main tendue à la jeunesse, mais plutôt un poison dans le verre d'eau pour elle. Son Ngnoc Thanh s'était exilé trop longtemps au Sud-Vietnam, il perdit donc la réalité du Cambodge et son charisme de leader naturel dans une révolution dont il n'était qu'un invité à partager la victoire inachevée. En outre, son choix de s'appuyer sur Lon Non pour revenir au pouvoir lui fit perdre toute la crédibilité vis-à-vis de l'élite politique et intellectuelle. Même Hang Thun Hak, leader du groupe des Dangrêk, qualifié de supporteur inconditionnel de Son Ngnoc Thanh, était aussi prudent dans ses relations avec son maître de pensée. Il préférait rester en dehors du gouvernement dirigé par ce dernier pour l'observer plutôt d'être dans la mêlée politique. Il avait douté déjà sur la conception de pouvoir de Son Ngnoc Thanh, qui était née d'une expérience démocratique superflue. Il faut savoir que Son Ngnoc Thanh était chef de rebelle armée contre le régime du prince Sihanouk pendant deux décennies, il est normal que pendant cette période longue et dans la jungle, la démocratie n'était pas une recette pour une lutte armée.

Le passé héroïque de Son Ngnoc Thanh dans les années 50 n'était pas mis en exergue par le régime républicain pour ne pas froisser l'image héroïque de Lon Nol. Un mois à peine au pouvoir, le 24 avril 1972, le Premier Ministre Son Ngnoc Thanh ordonna l'ordre d'arrêter Koy Pech, leader des étudiants, parce que ce dernier avait insulté en public, à la télévision d'Etat, Lon Nol de « dictateur ». Koy Pech se

réfugia dans la Faculté de Droit où les étudiants firent feu de tout bois pour empêcher la police militaire pénétrer dans l'enceinte universitaire pour l'arrêter. Le Premier Ministre décida de fermer les universités. Le 27 avril, les policiers militaires tirèrent sur les étudiants. Il n'y eut pas de morts, mais quelques blessés. Les élites politiques s'en indignèrent. Cependant, Lon Nol se posait aussi la question sur l'efficacité de son Premier Ministre. Il demanda à Sirik Matak de revenir sur sa décision. Les deux se rencontrèrent, en effet, avec la présence de mon père, OP Kim Ang, pour parler l'avenir du pays, la République Khmère, les prochaines élections présidentielles et les conditions de retour de Sirik Matak dans l'arène politique. Mon père avait expliqué cependant en détail à Lon Nol l'innocence de son frère, le commandant de la Police Militaire, OP Kim Aun, dans l'affaire de fusillade devant la Faculté de Droit et des Sciences Économiques. Le 10 mai 1972, Lon Nol nomma Sirik Matak son Conseiller Spécial.

Après le référendum constitutionnel daté du 30 avril 1972, la République Khmère enfin eut sa Constitution. Trois grands partis politiques avaient été créés : Parti Sociaux-Républicains regroupant les hommes de Dangrêk et ceux de Lon Non. Hang Thun Hak était à la tête du parti, le Parti Républicain et le Parti Démocrate.

Le Parti Sociaux-Républicains :
Dans son programme politique, ce parti s'affirme sans équivoque son attachement au principe républicain khmer dont on retrouve les idées dans le livre de Lon Nol, institué le « Néo-Khmer ». En matière de politique extérieure, le Parti s'affirme son attachement à la « neutralité du Cambodge ». Le développement économique doit être servi comme base de développement social pour lutter contre l'inégalité entre les riches et les pauvres, s'affirme le Parti. Celui-ci croit à la victoire militaire, parce que le Bouddhisme est supérieur au Communisme et les Khmers sont des descendants du peuple d'Angkor, un peuple guerrier et bâtisseur d'une grande civilisation.

Ces idées sont le prosélytisme de la culture Khmer-Mon, les prémisses de la théorie de race des nationalistes khmers.

Le Parti Républicain :
Sirik Matak était Chef du Parti. Ce Parti prône une république moderne dont la fondation est la loi, la vertu et l'économie libérale. Le progrès du pays doit être rimé avec le bien-être du peuple souverain. La neutralité du pays est la voie dans sa politique extérieure. Le Parti ne croit pas à la victoire militaire. La solution doit être cherchée par la voie de négociation entre les parties en conflit. Mais sans avoir une armée forte pour s'étayer la négociation, ce serait le chaos en face des forces communistes. Avant d'entamer la négociation avec l'adversaire, il est donc nécessaire que la République Khmère soit forte sur le champ de bataille. C'est sur ce point-là que Sirik Matak marque sa différence avec Son Sann, ancien Premier Ministre, réfugié en France après le 18 mars 1970. Ce dernier voulait s'instaurer tout de suite les pourparlers entre les parties belligérantes khmères, Sihanoukistes, Républicains, Khmers Rouges et les autres, pour sortir le pays de la guerre. Avec ses tropismes, Son Sann voulait donc s'incarner la « Troisième voie », c'est-à-dire la « Solution de paix ».

Le Parti Démocrate :
Le Parti est créé par In Tam. Il veut être l'héritier du Parti Démocrate créé dans les années 40 par le prince Yuthivong. Pour In Tam, son parti serait une « solution pour le pays » : le point de rassemblement de toutes forces démocratiques khmères, non pas pour faire la guerre, mais pour faire aussi la paix. Il pense qu'il pourra jouer le rôle de trait d'union entre le prince Sihanouk, la République Khmère et les Khmers Rouges modérés, tels que Khieu Samphan, Hou Youn, Hu Nim. Sa ligne politique n'est pas tellement différente à celle de Son Sann. L'écart entre ces deux points de vue se trouve de préférence dans la personnalité des deux hommes. In Tam était un démocrate-conservateur, quant à Son Sann, il était un démocrate-

libéral. Le premier était une bête politique et avait l'énergie nationale en lui, quant au second, il était une élite politique.

Les élections présidentielles :
Trois candidats en lice pour les élections présidentielles prévues au mois de juin 1972 : Lon Nol, In Tam et Keo An. Un intellectuel, un politicien et un militaire qui parlent leurs solutions politiques aux Khmers afin que ces derniers fassent leur choix parmi eux un Président de la République.

Keo An : Professeur de Droit veut s'incarner le « Renouveau » dans ces élections. Le « renouveau khmer » n'est pas le « néo-khmer » de Lon Nol, dit-il :
« La rupture totale avec le passé est une voie de salut du pays en décadence. En effet, on ne devrait pas l'utiliser comme les instruments de l'ambition, mais comme arguments à bâtir le renouveau khmer. Notre peuple avait perdu le sourire depuis le XIIIe siècle, pourquoi les savants occidentaux continuent de parler le « Sourire khmer ». Et nous, les Khmers, en acceptons sans avoir cherché même pas à comprendre. Le déclin de notre Nation, et pourtant, nous nous le ressentons tous les jours, parce qu'il envahit notre conscient et notre subconscient. Notre sourire n'est plus un sourire de joie, de confiance en soi, mais plutôt celui d'indifférence croissance, de scepticisme, puis de renoncement. Ce déclin est perçu par l'opinion comme étant le résultat de l'insuffisante qualité, voire de l'incapacité, des dirigeants politiques. Le Maréchal Lon Nol en a compris, il a destitué le prince Sihanouk en croyant les choses s'arrangeraient d'elles-mêmes. Mais malheureusement il garde le système de gouvernance de l'ancien régime parce qu'il en était bénéficiaire comme l'ensemble des hommes du 18 mars. Garder le prince Sirik Matak au pouvoir est l'exemple de l'esprit d'immobilisme du Maréchal. Moi, je propose donc une alternative radicale : Il faut changer le système, pas seulement l'abolition de la monarchie. Il faut bâtir une nouvelle république ».

In Tam : Le concurrent de Keo An répond à ce dernier sans ambages parce qu'il sente être attaqué par ce dernier :
« Mais notre système politique depuis la nuit des temps s'est bâti en posture d'autodéfense, c'est-à-dire que les décisions nécessaires pour en éliminer les défauts, ou en corriger les abus, devraient être prises par ceux qui en sont, consciemment ou non, les bénéficiaires. Il faut du temps pour réformer un système qui est vieux comme le monde. Le changement radical et brutal est déjà proposé par les Khmers Rouges radicaux. Je ne crois pas que M. Keo An accepte de travailler avec eux pour bâtir sa nouvelle république. Pour sortir le pays de la guerre, je propose donc de négocier directement avec le Prince Sihanouk, pas avec les Khmers Rouges. La réconciliation avec Samdech (Sihanouk) nous permettrait d'isoler les Khmers rouges de la Chine. Chou En Lay, ami du Samdech, va choisir Samdech et fera la pression sur les Khmers Rouges d'abandonner la lutte armée. Il faut faire vite parce que bientôt les Américains vont quitter le Vietnam en laissant le sort du Sud-Vietnam aux mains des communistes vietnamiens et nous, aux mains des Khmers Rouges et aux communistes vietnamiens. Samdech avait commis sans doute des erreurs, mais nous avions aussi fait des erreurs en amenant la guerre chez nous au grand dam du peuple khmer ».

In Tam raisonnait ainsi comme Nicolas Machiavel :

« C'est que les hommes aiment à changer de maître dans l'espoir d'améliorer leur sort ; que cette espérance leur met les armes à la main contre le gouvernement actuel ; mais qu'ensuite l'expérience leur fait voir qu'ils se sont trompés et qu'ils n'ont fait qu'empirer leur situation : conséquence inévitable d'une autre nécessité naturelle où se trouve ordinairement le nouveau prince d'accabler ses sujets, et par l'entretien de ses armées, et par une infinité d'autres charges qu'entraînent à leur suite les nouvelles conquêtes » (Extrait du livre le prince) . In Tam disait : « Je ne pense pas que le peuple khmer veut avoir un nouveau dirigeant khmer qui vient accabler ses sujets ».

Lon Nol : Le Maréchal Lon Nol, malade, est sur la chaise roulante. Il est le candidat de statu quo. Son livre le « Néo-Khmer » est sa ligne politique qui s'affiche les grandes ambitions collectives des Khmers. Mais ces ambitions sont plutôt les vagues de fonds venues des profondeurs de l'humiliation nationale, ou portées par les grandes injustices collectives. Durant la campagne électorale, il ne sort guère de sa résidence de « Chamcar Môn » où il rêve de rebâtir la grande nation khmère comme dans le temps angkorien. Sa candidature est soutenue par le Parti Sociaux-Républicains et c'est celui-ci qui fait la propagande en son nom.

On a le droit de poser une question : Pourquoi le prince Sirik Matak ne se présentait pas sa candidature aux élections présidentielles ? On pourrait dire parce qu'il aurait fait un pacte avec son ami Lon Nol. Mais non. Sirik Matak voulait seulement créer un parti politique, mais il n'aurait jamais exprimé son désir de se présenter sa candidature aux élections présidentielles. Pourquoi ? C'est personnel. Supposons que Lon Nol n'aurait pas été postulé au poste Président de la République, est-ce que le prince Sirik Matak pourrait se présenter sa candidature ? C'est toujours non. Le candidat qui aurait pu porter la couleur du Parti Républicain serait M. Cheng Heng, ex-Chef de l'Etat. Il faut savoir que Cheng Heng fût une bête électorale. Il avait été élu député sans interruption jusqu'à la chute du Prince Sihanouk. Président de l'Assemblée pendant le règne de ce dernier, qui fit de lui la troisième personnalité de l'Etat, après la reine mère et le Chef de l'Etat. Il aurait eu une forte chance de battre facilement In Tam et Keo An dans les élections présidentielles.

Cette question, nous, mes feux frères et moi, avons déjà posé à notre père. Sa réponse était ainsi : « Depuis le début des évènements du 18 mars, le prince Sirik Matak avait toujours dit clairement à ses proches, y compris à Lon Nol qu'il ne veut pas être le remplaçant de Sihanouk pour éviter qu'on l'interprète comme un conflit dynastique, Sisowath contre Norodom dont il représente la branche Sisowath.

Pour le Prince, le Premier Président de la République Khmère doit être un homme issu du peuple, pas un homme issu de la famille royale ».

On pourrait qualifier la candidature de Keo An de « Changement ou de Renouvellement » de M. In Tam de « Retour du Prince Sihanouk ou de Négociation » et de Lon Nol de « Statu quo » et la non candidature de Sirik Matak de « Renoncement ».

Le 4 juin 1972, le Maréchal Lon Nol fut élu Président de la République Khmère. Keo An dénonça immédiatement les fraudes électorales. In Tam fut le grand vainqueur dans la capitale, même au sein de l'État-Major Général des Armées. Si les élections étaient libres et équitables, In Tam aurait été élu à la place de Lon Nol. Mais l'avenir du pays serait toujours incertain parce que, ni le prince Sihanouk, ni In Tam n'auraient pas pu faire grande chose pour sortir le pays du bourbier communiste, parce qu'ils étaient déjà dépassés, tous les deux, par la politique américaine en Indochine : « Le désengagement de la guerre au Vietnam ». Cette politique supprimait toute chance, ni à la République Khmère avec Sihanouk ou sans Sihanouk, ni au Sud-Vietnam de gagner la guerre contre les forces communistes. Comme dirait l'autre : « Les communistes vietnamiens ont gagné la guerre contre les Américains, non pas sur les champs de bataille, mais à Washington ».

Les élections législatives :
Le mois de septembre 1972, les élections législatives s'enchainèrent celles du Président de la République. Le Parti Républicain et celui du Démocrate refusèrent d'y participer. In Tam n'acceptait plus de jouer le rôle de « bon perdant », pour la deuxième fois, en reconnaissant les résultats des élections législatives dont on savait d'avance qu'ils seraient truqués. Il disait : « Accepter l'élection de Lon Nol comme Président de la République, c'est pour montrer au public qu'il y a une amitié inébranlable entre les hommes du 18 mars, mais, accepter pour la deuxième fois des fraudes orchestrées par Lon Non pour que

son Parti gagne les élections législatives, c'est d'accepter de cautionner le crime contre la démocratie ». Le refuse de Sirik Matak était plutôt diplomatique. Il disait : « La situation de guerre dans le pays ne permettrait pas à la République Khmère d'organiser les élections législatives dans les bonnes conditions ».

Mais Son Ngnoc Thanh, Premier Ministre, Hang Thun Hak, Chef du Parti Sociaux-Républicains, récusèrent l'accusation d'In Tam et ne partagèrent pas non plus l'argument de Sirik Matak. Ils donnaient une garantie à Lon Nol que les élections législatives pussent organiser sous la protection de l'Armée. En outre, la république Khmère avait besoin toutes les institutions constitutionnelles pour qu'elle fût présentable à l'Assemblée Générale de l'ONU dont le siège du régime républicain fut revendiqué par le GRUNK, gouvernement d'exile du Prince Sihanouk. Quant à Lon Nol, pour consolider sa légitimité présidentielle, il avait aussi besoin l'Assemblée Nationale et le Sénat, il était donc audible à tous les conseils qui fussent favorable à son désir intime et légitime. Du côté des Américains, ils fermèrent les yeux et laissèrent Lon Nol faire.
Les instructions de Washington à son ambassadeur à Phnom-Penh étaient précises :

Ne pas s'immiscer dans les affaires politiques intérieures khmères.
Aux élections législatives, le 3 septembre 1972, le Parti Sociaux-Républicains remporta 126 sièges à l'Assemblée Nationale et le 17 du même mois, la totalité des sièges au Sénat. Il devint le Parti au pouvoir. Il donna naturellement un nouveau corps à la République Khmère. Serait-il capable d'y donner aussi un nouveau souffle ?

Comme Premier Ministre et Ministre des affaires Étrangères, Son Ngnoc Thanh aura un combat à livrer dans des prochaines semaines contre le gouvernement du Prince Sihanouk en exil à Pékin : La représentativité de la République Khmère à l'ONU. Le 12 octobre 1972, 132 pays prononcèrent pour la République Khmère. Le Premier Ministre fut réjoui du résultat. Propulsé à la cime de la

gloire de sa mission à l'étranger, mais affaibli par les mauvais résultats dans les affaires intérieures du pays, Son Ngnoc Thanh donna sa démission de son poste du Premier Ministre au Président de la République en espérant que ce dernier lui nommer Vice-Président de la République sans investiture populaire. Pour le Parti Sociaux-Républicains, ce poste du Vice-Président était un poste clé, compte tenu de l'état de santé de Lon Nol, à conquérir pour empêcher Sirik Matak de revenir au pouvoir par cette voie. Il fallait à tout prix forcer en vain Lon Nol à nommer Son Ngnoc Thanh à ce poste, parce que pour Lon Nol, Son Ngnoc Thanh avait commis une erreur grave en tant que Chef du gouvernement : empêcher la police militaire de tirer sur les étudiants. C'est un échec pour Son Ngnoc Thanh. Il avait eu le soutien de ses partisans « les Dangrêks ou Thanhistes », dont il était un symbole et une carte tenue en réserve pour eux, mais il était vieux et coupé du pays depuis longtemps.

En Août 1973, Son Ngnoc Thanh retourna à Saigon pour vivre auprès de son frère qui était Sénateur du Sud-Vietnam, et rompra définitivement avec Lon Nol et reprendrait peut-être pour le compte d'une politique américaine, sud-vietnamienne que cambodgienne le recrutement des troupes K.K.K. (Khmers du Kampuchéa Krom). Longtemps, ces Khmers de basse Cochinchine (K.K.K.) servirent de troupes élites au Sud-Vietnam. Bien payés, bien armés, vivant en dehors des normes légales, animés d'un esprit de corps et d'un idéal de « para », pour les uns, ce sont des Khmers authentiques, pour d'autres des mercenaires redoutables à la solde des Américains et des Sud-vietnamiens. En tout cas, Son Ngnoc Thanh était leur tête politique. Pendant la guerre, un grand nombre des K.K.K. furent servis dans la 7e B.I. dont le Commandant était le Colonel Thach Ren qui était un des fidèles inconditionnels de Lon Nol.

La victoire de Lon Nol ?

Le refuse de Sirik Matak du poste du Vice-Président et la démission de Son Ngnoc Thanh du poste de Premier Ministre, serait-il interprété comme une victoire totale de Lon Nol ?

Lon Nol devint pour le Cambodge le premier Chef de l'Etat élu au suffrage universel. La célébrité anthume pour lui était pesante. Il était à la tête d'un pays nostalgique. Il voulait sans doute restaurer la grandeur khmère comme son ennemi Pol Pot. Avec l'accord de paix signé à Paris, tout pourrait s'arrêter la guerre civile, tout devrait s'arrêter là. Mais Pol Pot voulait continuer sa guerre, sa lutte de classe. Il refusa donc de signer l'accord de paix avec Lon Nol.

Thèse de Philippe AYRIVI :

« Certains seraient tentés d'affirmer qu'elle marque la fin des espoirs de tous ceux qui dans le Cambodge républicain conservaient en dépit des déceptions et des échecs un minimum d'idéal et de sens national. Il est en effet des limites au-delà desquelles l'analyse scientifique ne peut étouffer le jugement de valeur.
À s'en tenir à la première cependant la réponse est relativement simple. L'échec des tentatives pour obtenir le départ de Lon Nol marque deux choses :

- Sur le plan politique, la fermeture à la négociation et au dialogue que les plus lucides à Phnom-Penh et notamment S.E. Cheng Heng auraient souhaité amorcer avec l'autre côté.

- Sur le plan social l'accaparement du pouvoir par l'armée. Ce sont les chefs militaires en effet et en particulier le frère du Maréchal qui ont incité celui-ci à se maintenir au pouvoir coûte que coûte. Leur « jusqu'au-boutisme » s'alimente davantage de la certitude d'accroître démesurément en quelques mois leur fortune personnelle que de l'espoir de remporter le moindre succès militaire. L'exemple est d'ailleurs contagieux et gagnera tous les échelons de la hiérarchie. Les chefs de corps trafiquent sur la solde des militaires, volent les pensions et les indemnités des familles des disparus. Très vite le bruit circulera que les armes, canons et munitions « pris » par l'adversaire leur ont été probablement vendus.

Tous les chefs militaires bien entendu ne témoignent pas de la même incapacité technique, ni de la même rapacité financière, certains tomberont au combat, d'autres s'efforceront de remonter la pente ».

On pouvait se poser encore et encore sur signification de la victoire de Lon Nol, mais tout le monde le savait que les grands bénéficiaires de cette victoire fussent les Dangrêk et Lon Non. Hang Thun Hak, Chef du Parti Sociaux-Républicains fut propulsé à la cime du pouvoir. Le jour où il fut nommé Premier Ministre par Lon Nol pour remplacer Son Ngnoc Thanh, le 17 octobre 1972, Hang Thun Hak disait à Keng Vanssak : « Il est temps que mes hommes sortent des bois pour s'exercer pleinement leurs talents de révolutionnaires authentiques. La République Khmère a besoin ces hommes pour faire des vraies réformes ».

Hang Thun Hak, né le 2 Août 1924, diplômé de l'art dramatique de Paris, Recteur de l'Université des Beaux-arts de Phnom-Penh, était un des lieutenants de Son Ngnoc Thanh. Quand ce dernier avait décidé de prendre le maquis pour lutter contre le régime du Prince Sihanouk en 1954, Hang décida de ne pas le suivre. Il pensait qu'il soit utile en ville que dans la jungle de la montagne de Dangrêk. Hang n'avait pas tort de rétracter à cette aventure, parce que depuis 1954, Son Ngnoc Thanh et ses Khmers serei menait une lutte sans issue qui les avait progressivement coupés de leurs racines nationales et aux yeux des Khmers, ils avaient réduit au rang qu'instruments entre les mains de forces étrangères.

À Paris, dans les années 50, étudiant, Hang fréquentait le milieu de la gauche khmère. Pendant la période où le Prince Sihanouk était au pouvoir, Hang faisait tout pour éviter d'être remarqué par Samdech (Sihanouk). Il s'était caché dans son métier de recteur et de metteur en scène conseil dans des fils dont Sihanouk était acteur, producteur et metteur en scène. Son image s'était toujours collé à Son Ngnoc

Thanh, malgré son adhésion au mouvement politique de Sihanouk, le « Sangkum Reasr Niyum ».
Hang Thun Hak serait-il un homme de gauche ?

Keng Vanssak, contemporain de Hang, aimait toujours plaisanter quand il parlait de Hang : « S'il était un homme de gauche, Lon Non et tous ses soldats soient aussi des hommes de gauche ». Pour Keng, Hang est avant tout un thaniste.

Les « Thanistes, ce sont les démocrates, restés fidèles à leur idéal, qui ont gardé le souvenir des luttes de l'indépendance, au cours desquelles Son Ngnoc Thanh avait été leur leader. En 1942, Son Ngnoc Thanh et Pach Chhoeun croient le moment venu de réclamer l'indépendance du Cambodge. Mais leur mouvement put être brisé dans l'œuf par les autorités françaises. Pach Chhoeun était condamné le 19 décembre 1942 par la cour martiale de Saigon. Son Ngnoc Thanh, avec l'appui nippon, put s'enfuir au Siam, puis passer au Japon où il effectua un stage de deux ans à l'École de la Grande Asie Orientale. Le 9 mars 1945, l'armée japonaise stationnée en Indochine avec le gouvernement de Vichy, élimina l'Administration et les forces armées françaises au Vietnam et au Cambodge. Devenus les seuls maîtres de l'Indochine française, les Japonais donnèrent au Cambodge une indépendance. Le 12 mars le Roi Norodom Sihanouk dénonça les traités et conventions portant établissement et organisation du protectorat français et proclama l'indépendance du Cambodge. Cependant, les Japonais firent revenir Son Ngnoc Thanh de Tokyo au début mai. Le 1er juin, il fut nommé Ministre des Affaires Étrangères. Le 14 août, Son Ngnoc Thanh ordonna l'arrestation des autres ministres et s'installa lui-même comme le Chef du gouvernement. Après la capitulation du Japon, le 15 août, Son Ngnoc Thanh affirma, en tant que Chef du gouvernement du Cambodge indépendant, son intention de maintenir l'indépendance du pays. Le 16 octobre 1945, il fut arrêté pour activité anti-alliée sur les ordres du général Leclerc et fut amené manu militari en France.

Ainsi prendre fin la période de lutte pour l'indépendance du Cambodge de Son Ngnoc Thanh.

Son retour au Cambodge le 30 octobre 1951 fut triomphal. De l'aéroport de Pochengton à Phnom-Penh, une distance d'environ dix kilomètres, les gens se massèrent pour l'accueillir en héros national. Les Khmers âgés, adeptes de la croyance mystique, prirent Son Ngnoc Thanh comme le messie légendaire, nommé Preah Bath Thommeuk et les jeunes instruits le virent comme le père de l'indépendance nationale. Son Ngnoc Thanh avait eu sans doute une ambition pour son pays, mais celle-ci se heurtait vite à celle de son jeune roi, Norodom Sihanouk. L'incompatibilité de caractère entre ces deux personnages se conduisait inévitablement à des conflits de personnalité qu'ils se transformaient au fil des années en conflit politique. Lâché par ses amis politiques, menacé par la police royale, Son Ngnoc Thanh se voyait contraint de choisir la voie du maquis pour continuer sa lutte contre son roi. Au mois de mars 1952, il quitta discrètement la capitale. Ainsi prendre fin la période de la vie politique démocratique de Son Ngnoc Thanh.

Pour les jeunes générations, le thanisme n'avait en tant que tel aucune valeur politique. Elles s'intéressaient peu à cet homme du passé qui menait un combat sans espoir, dans l'ombre de ceux qu'elles croyaient être les ennemis héréditaires du Cambodge. Beaucoup sans doute n'étaient pas loin d'accepter la qualification de traître que décernait le Prince Sihanouk. En revanche, le nationalisme à leurs yeux restait une valeur et un idéal.

On connait les Thanistes historiques, mais ceux de la République Khmère, seraient-ils Républicains ?
Keng Vanssak avait toujours dit que Son Ngnoc Thanh ne fût pas un Républicain. Le Thanisme était limité à la lutte pour l'indépendance nationale et la promotion du nationalisme khmer au Cambodge. Un nationalisme sur un modèle de Sun-Yat-Sen, père fondateur du Parti National Populaire ou Kuonmintang. La doctrine du Docteur Sun-Yat-

Sen est simple ; elle est fondée essentiellement sur les « Trois Principes » : il est une nation chinoise qui doit prendre conscience d'elle-même et de son unité, et qui doit s'affirmer. Le peuple est souverain. Chaque citoyen se doit à son pays, à la « société chinoise ». Ces Trois principes du peuple sont des principes de Démocratie, de Nationalisme et de la Justice Sociale.

Son Ngoc Thanh n'avait jamais prononcé un seul mot de la république dans des conversations politiques avec ses amis et ses partisans avant son départ pour le maquis. Pendant le régime sihanoukiste, Hang Thun Hak et Son Ngnoc Thanh n'avaient eu aucun contact. Chacun de son côté, Hang comme beaucoup d'autres intellectuels, formés en Occident, acceptait la politique du prince Sihanouk et évitait d'être un homme des conflits avec ce dernier. Hang n'était pas considéré non plus comme un républicain. Il était nationaliste comme Son Ngnoc Thanh.

Les Thanistes auraient été devenus républicains après les évènements du 18 mars pour des raisons stratégiques pour la conquête du pouvoir que celles d'idéologie, selon Keng Vanssak.

Quand Hang Thun Hak fut nommé Premier Ministre, les gens attendaient que ce dernier fît sortir ses hommes des bois pour lui aider dans ses missions qui seraient sans doute très difficiles à accomplir. Quand les noms des membres du gouvernement furent annoncés à la radio, les gens commençaient à se poser des questions : les Dangrêks seraient-ils nombreux ? Seraient-ils des hommes de Lon Non ?

À travers les noms des ministres, on comprenait tout de suite que Hang Thun Hak n'avait pas une équipe propre à lui pour gouverner. Presque tous les ministres étaient les hommes de Lon Nol, de Lon Non et les apolitiques. Un inconnu qui sortit de l'ombre, Keam Reth, marchand des bois, fut désigné Ministre de l'Information. Keam Reth aurait été un agent de liaison de Son Ngnoc Thanh pendant le régime

du prince Sihanouk. Au ministère des Affaires Étrangères, un journaliste et parlementaire de renom, Long Boreth, remplaça Son Ngnoc Thanh. Je parlerai son cas plus tard.

En outre, la promotion de Lon Non était éclatante. Nommé ministre attaché à l'Intérieur, chargé de Libération et de l'Édification (Développement Communautaire), de la Mobilisation Générale et du Ralliement, Lon Non était un ministre politique de Hang. Un ministère taillé pour lui afin qu'il contrôle toutes les activités du gouvernement. Sa première déclaration à la presse internationale était ainsi :

« Ma tâche, vue dans la perspective exaltante d'une prochaine paix, est fondée sur la volonté de rallier et de rassembler toutes les énergies de notre peuple en vue d'assurer son développement, tâche de pacification dans le sens noble du mot, de reconstruction, de mobilisation des âmes et des volontés, de ralliement des égarés ou des incertains ; tout ceci en vue de l'édification du Cambodge de demain. C'est une tâche immense que l'on ne peut aborder sans appréhension, car elle contient et recouvre l'essentiel du devenir du Cambodge ».

Quand Lon Non parlait de la paix, on savait qu'il en parle au nom de son frère, non pas au nom de Hang. Lon Non, maintenant ministre, avait une autre ambition : Remplacer son frère au cas où ce dernier serait dans l'incapacité d'exercer ses fonctions pour raison de santé. Son Ngnoc Thanh et Hang Thun Hak étaient servi par Lon Non comme un moyen d'ascension au pouvoir. Profité de la maladie de son frère et de l'absence d'une vraie équipe politique de Hang, Lon Non avait créé un cabinet bis qui agissait derrière le dos de son Premier Ministre. Il était une sorte de Vice-Président de la république et Premier Ministre bis. Il n'hésitait plus à utiliser tous les moyens pour combattre contre tous ceux qui osent barrer sa route pour le pouvoir. Il a violé la Constitution, il s'est parjuré, il est hors la loi. Mais il a l'amour de son frère qui est Président de la République. On faisait souvent la comparaison Lon Nol et Lon Non aux frères Ngô Dinh

Diêm (Président de la république du Sud-Vietnam 1954-63) et Ngô Dinh Nhu.

Revenons au gouvernement de Hang Thun Hak. Sa mission principale était de préparer la négociation de paix avec les Khmers Rouges. Celle-ci devrait se faire en conformité avec des accords de paix de Paris entre les Américains et les Nord-Vietnamiens dont le contenu était en train de peaufiner entre ces deux parties. Les Américains avaient demandé à Lon Nol de tenir prêt et d'accepter ces accords le jour où ils seront signés. Hang Thun Hak donnait un délai de trois à six mois pour concrétiser le programme gouvernemental fondé sur trois grandes lignes politiques : Rassembler tous les Khmers ; Une république Khmère pacifique, neutre et non-alignée ; Pour un cessez le feu général sous contrôle international et retrait de toutes les forces nord-vietnamiennes et Viêt-Cong.

Le 30 octobre 1972, le gouvernement khmer créa un Comité Nationale pour la Paix et la Concorde. Le 3 novembre 1972, Long Boreth, nouveau ministre des Affaires Étrangères fit une réponse par téléphone de New York à l'Institut Franco-Khmer que le point 7 de l'accord conclu entre les U.S.A. et le Nord-Vietnam correspond parfaitement à la position de la République Khmère depuis deux ans qui souhaite que les affaires khmères se règlent entre les Khmers. La république Khmère est donc prête à accepter cet accord de paix. Mais à Phnom-Penh, il y avait la rumeur qui se répandait dans des milieux politiques et étudiants que Lon Nol avait déjà eu le contact direct avec le prince Sihanouk pour négocier la paix. Le 8 janvier 1973 ce dernier démentit cette rumeur et déclara qu'il ne souhaite pas négocier la paix avec Sihanouk.

Le 27 Janvier 1973, les accords de paix furent signés à Paris entre les U.S.A. et le Nord-Vietnam, qui mettra un terme à la guerre du Vietnam. Le Nord-Vietnam projeta de se retirer du Cambodge.

Lon Nol ordonna immédiatement la cessation unilatérale de toute offensive militaire sur tous les fronts pour permettre aux forces communistes vietnamiennes (VC/NVN) de retirer leurs troupes du territoire khmer. Les Khmers Rouges s'estiment trahis par leur allié vietnamien. Le 28 janvier, le gouvernement de Hang Thun Hak organisa la grande manifestation publique de 3 jours dans tout le pays pour célébrer le retour de la paix.

Mais Lon Non soupçonnait son Premier Ministre de trahir son frère en cherchant à négocier discrètement avec le Prince Sihanouk et certains Khmers Rouges qui étaient des anciens Khmers Issarak. Lon Non voulait la paix sans le partage du pouvoir. Pour déstabiliser Hang, Lon Non n'hésitait pas à ordonner discrètement le Syndicat des Ouvriers et Agriculteurs d'organiser une manifestation contre la personne de Hang Thun Hak. Tout le monde le savait que ce syndicat travaille pour Lon Non. Les manifestants peu nombreux et sans enthousiasme marchèrent en deux colonnes à la queue leu leu devant toutes les facultés et lycées pour attirer l'attention des jeunes avec leurs banderoles sur lesquelles on pouvait lire un seul slogan « Nous n'avons plus la confiance en la personne de Hang Thun Hak, Premier Ministre ». C'était la manœuvre grotesque et suicidaire. En tant que Ministre de la Mobilisation générale, Lon Non voulait démontrer à son Premier Ministre qu'il fût capable de mobiliser les ouvriers et agriculteurs. Pendant les élections législatives, il avait ordonné à ses proches de créer un parti politique dont le nom était Pracheachoun (Parti du Peuple), ancien nom du parti communiste khmer dans les années 40, pour montrer aux gens qu'il avait le contact avec les milieux des Khmers communistes. Lon Non devint dangereux pour la démocratie et même pour la République Khmère.

Le 8 février 1973, les enseignants firent la grève et occupèrent la Faculté de Pédagogie de Phnom-Penh pour réclamer leur salaire non payé. Le 17 Mars 1973, dans la matinée, un Commando d'hommes armés tenta de pénétrer dans la Faculté de Pédagogie pour délivrer des personnes séquestrées par les grévistes. Une

fusillade éclata, il y a eu deux morts et un blessé. Les rumeurs attribuent cette action à Lon Non, ministre attaché à l'Intérieur. Dans l'après-midi, un avion de chasse T28 piloté par So Photra, époux de la princesse Botum Bopha, fille de Sihanouk, largua des bombes sur le palais présidentiel de Chamcar Môn. Lon Nol était indemne, mais la caserne de la garde présidentielle était complètement détruite. Il y avait beaucoup de morts. Le gouvernement décréta les mesures d'urgence qui l'amenèrent à suspendre toute la presse privée y compris les journaux des partis. Le 19 Mars 1973, le gouvernement de Hang Thun Hak prit des mesures contre les membres de la famille royale. Sirik Matak était assigné en résidence surveillée. Cette mesure divisa les membres du gouvernement en deux camps, les pour et les contre. Les partisans de la paix négociée avec le Prince Sihanouk auraient vu cette mesure comme un obstacle à poursuivre la négociation de la paix. En revanche, les ministres qui ont voté la sanction à l'encontre de la famille royale étaient les partisans de la paix dont la république serait un centre de ralliement des adversaires de la république. Hang s'était obligé d'accepter cette utopie, parce que Lon Nol voulait ainsi. Ce dernier se laisse persuader par son frère qu'il y ait du complot de la famille royale avec la bénédiction de Sirik Matak contre la république. La paranoïa du complot s'emparait de Lon Nol.

Le 4 Avril 1973, Lon Non donna sa démission de son poste du ministre attaché à l'Intérieur pour faire rendre gorge Hang Thun Hak. Il était le seul à faire, parce que Thach Chia et les autres refusèrent de suivre la rocambolesque aventure de Lon Non. Le lendemain, son Comité de la défense nationale (COC/DN) décida de déférer les 9 membres de la famille royale devant le Tribunal militaire. Ce comité avait créé par Lon Non qui disposait de pouvoirs illimités et exerçait parallèlement au gouvernement et l'état-major général des Forces Armées nationales khmères (FANK), c'est un Etat dans l'Etat et personne n'osait le critiquer. Cette décision de COC/DN, approuvée sans doute par les dodelinements habituels de Lon Nol, poussa Hang Thun Hak à donner sa démission de ses fonctions de Premier

ministre pour désapprouver les intrigues de Lon Non. Pendant que la République Khmère était la chiasse pour faire face à tous problèmes militaires, sociaux et politiques, Lon Non continuait de chercher une alliance du sabre et du goupillon pour faire du mal à ses adversaires politiques. Fi ! que c'est mauvais ! Mais Lon Non illustre le mot de Cocteau : « Le talent fait ce qu'il veut ; le génie fait ce qu'il peut ». Le talent c'est Hang Thun Hak ; le génie c'est lui. La démission de Hang était le moyen pour lui de donner une cohérence à sa politique et à sa vie, c'est-à-dire faire rimer ses principes et ses actes.

La réconciliation

Le 17 avril 1973, Hang Thun Hak vit Lon Nol au palais présidentiel de Chamcar-Môn pour présenter sa lettre de démission de ses fonctions du Premier Ministre de la République Khmère. Dans son fauteuil roulant Lon Nol était calme, voir même mélancolique. Il posa lentement la question à Hang :

« Excellence, pourquoi désiriez-vous abandonner les charges historiques qui vous permettrait d'amener la République vers la paix héroïque ? ».

En entendant cette phrase prononcée avec une voix pleine d'affection, Hang était aux bords des larmes. Dans son esprit envahit par la tristesse et le révolte de voir un chef de guerre dont la maladie le clouait au fauteuil roulant à l'image du Président Franklin Roosevelt (1882-1945), Hang, metteur en scène de formation, cherchait des mots ou des phrases de William Shakespeare (1564-1616) qu'il avait appris par cœur pendant ses études de l'art dramatique à Paris pour faire une réponse appropriée à la question de Lon Nol. Avec la gorge nouée par une émotion sentimentale dans une ambiance de paternité avec le Maréchal, Hang répondit avec une voix tremblante :

« Lauk Séna Pramouk (Monsieur le Maréchal), ma mission est d'arrêter vite la guerre, avant que la plaie devienne incurable ; car, tandis qu'elle est fraîche, il y a grand espoir de la guérir. Hors aujourd'hui, j'estime que je ne sois pas dans la mesure d'accomplir mes devoirs en tant que Premier ministre. C'est pourquoi, j'aimerais mieux renoncer prématurément les charges que vous m'avez confiée que de revenir plus tard ici pour vous annoncer le déshonneur de notre république. Je ne voudrais pas être le Premier ministre qui est l'opprobre de la République Khmère ».

Lon Nol respirait un grand coup et semblait être dans ses pensées qui succèdent aux pensées ; et pas une de ses pensées qui ne pense à la gloire de la République Khmère. Son cerveau, plus actif que la laborieuse araignée, ourdit de pénibles trames pour envelopper les adversaires de cette République, il entendit cette annonce comme un noir ouragan qui emportera son ambition au ciel ou en enfer. Il regarda Hang avec des yeux de vieux tigre terrassé par le vieillissement et la maladie et dit avec une voix base :

« Excellence, mettez votre courage à l'épreuve. Les sauvages Khmers Rouges sont en armes et trempent la terre khmère de sang de notre peuple. Vous êtes aujourd'hui à la tête d'un gouvernement composé des hommes d'élite, choisir votre stratégie victorieuse et tenter votre chance contre les communistes, ennemis de notre religion ».

Lon Nol avait eu toujours une forte conviction que les Khmers Rouges sans avoir le soutien des forces communistes vietnamiennes seraient incapables de gagner l'armée républicaine. La paix imaginée par Lon Nol, ce serait une paix dont la République soit le ciment de la nation khmère. Le refuse de Samdech (Sihanouk) de négocier avec la République démontre encore plus que les khmers rouges sont encore faibles et cherchent à gagner le temps pour renforcer leurs positions après le retrait des forces du Nord-Vietnam et Viêt-Cong du Cambodge. Pour Lon Nol, le temps travaille plus

pour la République Khmère que pour les Khmers Rouges : 1. Avec les effectifs de 30 000 hommes maximum, les Khmers Rouges seront incapables d'occuper tous les territoires laissés par les communistes vietnamiens ; 2. Ils ne seront plus ravitailler en munition et matériels de guerre sans avoir le support logistique des Vietnamiens ; 3. Leur prolongation de guerre sera condamnée par l'opinion internationale ; 4. Ils seront détestés par le peuple khmer pour leur doctrine anti-religion ; Ils seront abandonnés par la Chine, parce qu'elle cherche une détente avec les États-Unis ; 5. La force sihanoukiste se désolidarisera avec ses alliées Khmers Rouges, parce qu'elle ne soit pas communiste ; Samdech (Sihanouk) se sera obligé de revoir sa position, parce qu'il doive céder à la pression de ses partisans. L'analyse de la situation du Cambodge après les accords de paix signés à Paris, était aussi celle de l'État-Major Général des Forces Armées Nationales Khmères. Lon Nol était donc soutenu par l'armée dont les effectifs étaient 220.000 hommes. Quant aux Américains, ils étaient sceptiques à cette analyse, non pas parce qu'ils n'y croient pas, mais plutôt qu'ils n'aient plus les moyens pour soutenir cette ambition. Pour eux, il y avait une seule solution pour le Cambodge : Appliquer intégralement les Accords de Paix de Paris, c'est-à-dire plus d'aide militaire et économique à la République Khmère. Quand l'ambassadeur des États-Unis disait ceci à Sirik Matak, celui-ci se révoltait contre la position de Washington. La seule question qu'il avait donc posée au représentant des États-Unis était simple :

« Le Prince Sihanouk refuse de négocier la paix avec la République Khmère, Excellence quels sont les moyens des États-Unis dont ils disposent pour obliger Sihanouk et ses alliées à respecter les accords de paix ? ».

« La Chine et le Nord-Vietnam, répondit-il, bien entendu, les États-Unis sont toujours là pour surveiller l'application des accords de paix ».

On savait que Sirik Matak n'était pas partisan de la poursuite de la guerre, mais la fin de celle-ci avec les conditions auxquelles la République Khmère devant accepter serait une solution de paix injuste pour le peuple khmer. Pourquoi serait-elle injuste ? Les États-Unis cessaient de fournir l'aide nécessaire à la République Khmère, comment serait-elle capable de maintenir la pression aux Khmers de l'autre côté (les Khmers Rouges) afin qu'ils accepteraient de venir à la table de négociation. Sans aide, les 220 000 soldats républicains, n'ayant plus les moyens d'accomplir leurs devoirs militaires, deviendront sans aucun doute un problème pour la République Khmère. En outre, elle devrait faire face aux problèmes alimentaires, sanitaires et économiques de la population qui était sous son contrôle dont le nombre était plus de 5 millions d'habitants. Sans parler l'effet psychologique de cette population qui avait choisi le camp de la liberté en apprenant que les États-Unis lui laissent tomber après seulement deux années de lutte contre le communisme. La paix recherchée par Sirik Matak et ses amis du Parti Républicain aurait été une paix sans vainqueur, ni vaincu. Une paix pour le peuple khmer dont l'aspiration à la vie meilleure serait le cœur de la paix. L'aide américaine permettrait à la République Khmère de réaliser une vraie paix avec les Khmers de l'autre côté.

Hang Thun Hak n'était pas sur la ligne politique de paix de Lon Nol et celle de Sirik Matak. Il eut une conviction que dans les deux parties khmères en conflit armées, il y eût des Khmers progressistes qui seraient prêts à se parler pour trouver une solution de paix convenable. Pour Hang, les intellectuels de gauche étaient des nationalistes comme ceux des Sihanoukistes inconditionnels. Les communistes étaient minoritaires au sein du FUNK (Front Uni National du Kampuchéa). Quant aux intellectuels de droite, ils étaient avant tout progressistes de tendance républicaine. Les libéraux et républicains purs et durs étaient minoritaires au sein de la République Khmère. Les progressistes étaient donc majoritaires dans des deux camps, ils seront les acteurs principaux dans la négociation de la paix. La royauté ou la république, pour Hang, les

gens s'en foutent après qu'ils aient goûté le goût amer de la guerre. Cette réflexion, Hang n'en dit pas à Lon Nol, parce que son désir de démissionner de son poste était ailleurs : Il ne pouvait plus supporter les agissements de Lon Non en dehors de la cadre institutionnelle. Ce point-là aussi, il n'en dit pas non plus au grand frère de Lon Non, Président de la République.

Lon Nol accepta la démission de Hang Thun Hak sans comprendre le pourquoi. Mais quand il commença à consulter des personnalités pour remplacer son Premier ministre démissionnaire, il s'apercevait qu'il n'y avait personne qui lui dit « j'accepte ce poste ». Il en parla donc à son vieil ami, Sirik Matak, en demandant à ce dernier de lui aider à trouver une solution à cette crise politique. Sirik Matak proposa à Lon Nol de créer un Haut-Conseil politique composé des hautes personnalités dont les membres étaient : Lon Nol, Président, Cheng Heng, Vice-Président, Sirik Matak et In Tam, membres. Le 24 avril 1973, ce Conseil fut créé par l'ordonnance du Président de la République. Les enjeux de cette création étaient nombreux : 1. Établir la confiance dans le cadre de réconciliation entre tous les acteurs politiques de la République Khmère ; 2. Créer un espace de dialogue entre les partis politiques ; 3. Créer un pôle de décision concertée dans le cadre de la politique de négociation de la paix avec les Khmers de l'autre côté ; Rétablir l'image de l'union nationale vis-à-vis de l'opinion internationale, en particulier celle du Congrès et du Sénat des États-Unis qui devraient discuter sur l'aide militaire et économique américaine pour le Cambodge.

Mais l'enjeu immédiat du Haut-Conseil politique était d'établir un plan de paix de la République Khmère pour proposer au FUNK. Cependant, il y en eut quatre qui circulaient dans les milieux politiques de la République Khmère que j'ai déjà cités ci-dessus. Résumons-les : 1. Lon Nol voulait une paix dont la République Khmère serait considérée comme un acquis pour le peuple khmer ; 2. Le Parti Républicain, dont Sirik Matak était leader, souhaitait une paix équitable entre les parties khmères en conflits ; Le Parti

Démocrate, dirigé par In Tam, voulait une paix dont le Prince Sihanouk serait le nouveau leader national ; Le Parti Sociaux Républicains, représenté par Hang Thun Hak, voulait une paix dont la force des progressistes serait une nouvelle force nationale. Les discussions au sein du Haut-Conseil politique s'annonçaient difficiles à trouver une voix commune. Lon Nol ne voulait pas le retour du Prince Sihanouk comme leader national, Sirik Matak démontrait que le plan de paix signé à Paris entre États-Unis et le Nord-Vietnam affaiblirait la République Khmère. In Tam et Hang Thun Hak se rapprochaient leurs positions pour avoir une proposition commune. L'ambassadeur des États-Unis lisait les comptes rendus des débats avec l'impatience, parce que Washington voulait savoir la solution de la République Khmère dans la négociation de paix avec le FUNK.

Le 10 mai 1973, la Chambre des Représentants des États-Unis s'opposa à l'intervention de l'US Air Force au Cambodge. La nouvelle n'était pas une bonne pour la République Khmère. Sans intervention aérienne, l'armée républicaine serait contrainte d'abandonner certaines positions où la force communiste était active. L'offensive des Khmers rouges et les nord-vietnamiens seraient imminents pour gagner du terrain. Vu la situation critique, le Haut-Conseil politique proposa In Tam et Hang Thun Hak de former un gouvernement dont In Tam était Premier ministre. Celui-ci en accepta avec ses conditions : Libérer les cinq enfants et quatre proches de Sihanouk, lesquels seront libre de quitter le Cambodge. « Cette libération, dit-il, me permettrais dans le premier temps de nouer des dialogues avec l'ancien Chef de État qui est pour moi le cœur de notre négociation de la paix ». Hang Thun Hak approuva cette idée et demanda la participation des membres du Parti Républicain au gouvernement pour montrer à Sihanouk qu'il y eût un consensus de tous les partis politiques dans la recherche d'une solution de paix négociée avec ce dernier. Lon Nol et Sirik Matak en acceptèrent. Le 10 mai 1973, In Tam fut désigné Premier ministre. Le 15 mai, la Commission des crédits du Sénat des USA décida à l'unanimité de ne plus accorder un dollar au Président Nixon pour les opérations

militaires au Cambodge. Le 31 mai, les cinq enfants et quatre proches de Sihanouk furent libérés. Ils étaient libres de quitter le territoire. Le 20 Juin, le colonel Oum Manorine, beau-frère de Sihanouk et tous anciens collaborateurs de ce dernier incarcérés depuis le 18 mars 1970 furent libérés et ils étaient libres de quitter le territoire. In Tam ouvrit la porte de la République Khmère au Prince Sihanouk. Il chercha en vain de contacter directement avec ce dernier pour connaître ses conditions et ses intentions pour cesser la guerre meurtrière. Le Haut-Conseil politique donna la carte blanche à In Tam pour cette mission, appelée par ce dernier la « solution Sihanouk ».

Le 27 Juin 1973, le Président Nixon opposa son veto à l'amendement des deux Chambres du Congrès interdisant de poursuivre les opérations aériennes de bombardement sur le territoire khmer au-delà du 30 Juin 1973.

Le 29 Juin 1973, la Chambre des Représentants des USA adopta un amendement fixant au 15 Août la date de la suppression des fonds alloués aux opérations aériennes au-dessus du Laos et du Cambodge.

Sans nouvelle du Prince Sihanouk, le 6 juillet 1973, In Tam avec l'accord du Haut-Conseil politique ordonna à Long Boret, Ministre des Affaires Étrangères de faire de proposition de paix en six points au nom de la République Khmère au FUNK (Front Uni National du Kampuchéa) qui fut rejetée immédiatement par celui-ci.
Khieu Samphan en explique dans son livre « L'histoire récente du Cambodge et mes prises de position, Edition l'Harmattan 2004 ». Voici un extrait de son livre :

« Négocier dans les conditions de 1973 avec Lon Nol, comme le souhaitaient les communistes vietnamiennes, revenait à se mettre à la remorque de ses derniers, et faire dépendre la destinée du pays de la stratégie vietnamienne. Et sur l'autre front, garder le Cambodge

dans leur orbite, c'est-à-dire conserver Lon Nol au pouvoir, était pour les Américains, une composante cruciale de la stratégie ayant abouti au cessez-le-feu. Ils s'y employèrent par des bombardements extrêmement sauvages, sur toute la première moitié de l'année 1973. En dépit de tout, les combattants Khmers rouges avancèrent avec plus d'acharnement que jamais pour couper les voies de ravitaillement des forces de Lon Nol et se rapprocher de Phnom-Penh. Mais leur pénurie de munition et la puissance aérienne américaine parvinrent à donner un sursis à Lon Nol » (Sic).

Le 15 Août 1973, ce fut la date de cessation des interventions aériennes US Air Force au Cambodge. La situation économique était critique, mais l'armée républicaine tenait bon face à l'offensive des forces communistes dans tous les fronts. Mais un bon nombre de fonctionnaires, d'intellectuels et d'étudiants quittaient la ville pour rejoindre le côté adverse dans le maquis et pour ceux qui avaient les moyens décidèrent de quitter le pays pour la France.

En 1973, Phnom-Penh était devenu une ville délabrée et surpeuplée : sa population oscillait entre deux à trois millions d'habitants. Pendant la nuit, la capitale continuait toujours à briller de ses feux, ses remparts de sacs de sa étaient hérissés de mitrailleuses 60. Mais, les rues étaient désertées. À partir de 22 heures, les rares voitures qui circulaient encore ne s'attardaient plus. Tous les bâtiments gouvernementaux portaient plus ou moins les marques de guerre. Phnom-Penh était manifestement en « État de guerre ». Partout de sévères barricades en planches avaient été érigées. Des sacs de terre s'empilaient contre les murs des écoles, des Ministères et des banques. Les jardins publics mal entretenus n'avaient plus rien de pittoresques, décorés de fil de fer barbelé. La plupart des grandes maisons de commerce étaient fermées. Les meilleurs restaurants et cafés n'étaient plus les mêmes. Chaque jour, devant leur ministère, les fonctionnaires passaient des heures à arpenter les trottoirs pour leur entraînement militaire. Dans la cour des lycées et des facultés, les élèves et étudiants faisaient leurs

exercices de combat. Les terrains de football étaient transformés en terrain d'entrainement militaire. On a l'impression que la capitale se prépare à repousser l'offensive des forces communistes. En tout cas, les Républicains purs et durs disaient à haute voix que le Maréchal Lon Nol est toujours là pour « mener une guerre sainte contre les démons communistes ou les athées ». Mais cela n'avait plus de vigueur pour remonter le moral de la population. Le Maréchal perdit de l'influence qu'il avait eue au début de la chute du prince Sihanouk. Son autorité diminua progressivement, affaiblie par la maladie, la guerre et la dégradation de l'économie du pays. Une telle situation créait un mécontentement général, surtout parmi les étudiants et intellectuels.

Vu la situation du pays, le 27 août, Sirik Matak prit la plume pour écrire une lettre au Prince Sihanouk, son cousin, pour demander à ce dernier d'accepter la négociation de la paix entre les parties khmères. Voici l'extrait de cette lettre :

« …Sentant qu'il est encore temps pour vous de faire une honnête autocritique et de vous corriger, j'espère pouvoir m'adresser à vous, dans ultime appel pour contribuer à sauver la patrie. La chose est faisable, si en toute conscience, vous admettez que vous êtes vous-même le seul responsable de la chute de la monarchie khmère et de nos malheurs présents, ainsi que de la liquidation de notre neutralité dans cette guerre d'Indochine et même devant les Nations non-alignées… ».

Le Prince Sihanouk ne s'était même pas donné la peine de répondre à son cousin. Sirik Matak disait aux membres de la Haute-Conseil politique ainsi : Sihanouk est-il vraiment libre de s'exprimer en Chine ?

Pour montrer une volonté d'en finir avec la guerre, le 9 octobre 1973, à l'occasion du deuxième anniversaire de la proclamation de la république Khmère, Lon Nol proposa aux "Khmers de l'autre côté"

d'entamer des négociations ; ce que le GRUNK (Gouvernement d'Union Nationale du Kampuchéa) rejeta cette proposition. Le 10 octobre 1973, l'URSS reconnut le GRUNK comme seul représentant légitime du Cambodge. Quant aux Américains, depuis l'arrêt des bombardements au Cambodge, ils avaient essayé d'ouvrir le dialogue avec le Prince Sihanouk. Ce dernier accepta d'abords de recevoir un émissaire puis s'y refusa quelques jours après en déclarant au New-York Times que « cela revenait à mettre un tigre et un chien dans la même cage. Les problèmes ne seraient réglés que lorsque le premier dévorerait le second. Et il en serait ainsi au Cambodge. Nous sommes le tigre et Lon Nol et les siens sont des chiens en fuite ».

Considérant que sa solution de paix, appelée « Solution Sihanouk » est au point mort, le 14 octobre 1973, In Tam présenta la démission de son gouvernement, qui fut refusée par Lon Nol. Mais la solution proposée par In Tam était fortement critiquée par le groupe de Lon Non. Il voyait dans cette solution une manœuvre de Sirik Matak pour restaurer la monarchie. Voici ses reproches :

« Malgré ses jugements très sévères à l'encontre de son cousin, le Prince Sirik Matak, faute d'avoir pu diriger la République Khmère à son profit, s'est par la suite, rallié à Sihanouk dans un Front Royaliste, lequel est animé par In Tam et Cheng Heng, Sosthène Fernandez, en vue de restaurer la monarchie ».

Ce groupe incita Lon Nol à renoncer le plan de paix proposée par In Tam et à dissoudre le Haut-Conseil politique. Lon Nol y refusa. Il demanda à In Tam de former un nouveau gouvernement et cette fois-ci, il invita tous les chefs des partis politiques à y participer. Ce gouvernement devrait poursuivre l'effort dans la recherche de solution de paix avec les « Khmers de l'autre côté ». Le 24 octobre 1973, le second gouvernement d'In Tam fut présenté à l'Assemblée Nationale. Hang Thun Hak, chef du Parti Sociaux-Républicains, était le Premier vice-premier ministre, chargé des relations avec le

Parlement et de la Coordination des départements de Négociation et de Paix, de la Culture et de l'Action sociale ; Mon père, OP Kim Ang, leader du Parti Républicain, était deuxième vice-premier ministre, chargé Départements des Travaux publics et de la Coordination des Départements du Développement communautaire, du Travail et du Bien-être populaire, des Postes et Télécommunications et du Tourisme.

Le 27 Octobre 1973, dans une déclaration à la presse, Sihanouk annonça son intention de rester définitivement en Chine et d'y mourir avec sa mère. Le Premier ministre In Tam vit dans cette déclaration comme un signe d'ouverture ou d'assouplissement de la position du Prince Sihanouk envers la République Khmère. Il proposa donc au Haut-Conseil politique de laisser partir la Reine Kossamak, la mère du Prince Sihanouk, en Chine pour rejoindre son fils. Celui-ci accepta la proposition d'In Tam. Le 5 Novembre 1973, la Reine Kossamak, accompagnée d'une suite de 43 personnes, dont 15 membres de la famille royale, quitta le Cambodge pour Canton à bord d'un avion d'Air France spécialement affrété par le gouvernement républicain. Le même jour, à 16 h 30, un chasseur T28 piloté par le lieutenant Pich Lim Kuon, largua des bombes sur le palais présidentiel. Lon Nol était indemne. Ce geste n'était pas un cas isolé, car en 1973, comme j'ai déjà dit, il y eut un grand nombre des fonctionnaires civils et militaires qui décidèrent de rejoindre le maquis avec une forte conviction que la République Khmère serait bientôt morte. Il est intéressant de prendre le cas de Noun Khoeung pour examiner la motivation de son choix de rejoindre le maquis après une participation active à construire un nouveau régime fondé sur une vision historique et une projection sur l'avenir du Cambodge basée sur une base scientifique. Son cas est important à étudier, parce qu'il était un intellectuel engagé dans cette voie.

Le cas de Noun Khœung :
Noun Khœung, historien et auteur d'un livre célèbre, intitulé « La marche vers l'Ouest et l'Indochine en l'an 2000 », était une icône de

la « conscience nationale » pour la jeunesse khmère dans les années 70. Tout le monde s'empressait de lire son livre. En 1973, il décida de rejoindre le maquis au lieu de demander une bourse d'étude pour venir à Paris faire sa thèse pour le doctorat. Pourquoi ce choix ?

Je cherche d'abord à savoir la motivation de M. Khieu Samphan de gagner le maquis en 1967. Dans son livre M. Khieu Samphan en explique ainsi :

« 1. Si j'ai été amené à quitter Phnom-Penh en 1967, c'était bien par la force des choses. Ce n'était pas de ma part une décision délibérée d'abandonner mes activités parlementaires pour m'engager dans la voie de la lutte révolutionnaire. 2. À partir de ce moment, emporté par les tourbillons des évènements, protégé par un mouvement qui ne correspondait a priori ni à ma formation ni à mes opinions de vie comme intellectuel et parlementaire, je n'ai pu que tenter de réagir face aux multiples péripéties en préservant au mieux des possibilités ce que me dictait mon éthique ». (Sic).

M. Khieu Samphan voulait placer trois éléments dans son choix : 1. Contexte de l'époque ; 2. Réaction aux évènements politiques ; 3. Morale « Intellectuel ».

Depuis le début de la première page jusqu'au dernière page de son livre, M. Khieu Samphan ne s'exprime inconsciemment que sa peur dans ses prises de position. D'abord la peur de Sihanouk/Lon Nol, ensuite la peur de Pol Pot et enfin la peur de prendre la responsabilité en tant que Chef de l'État d'un régime qui a causé plus de deux millions de morts des Khmers innocents. Et on savait que jamais cette peur n'a abandonné l'esprit de M. Khieu Samphan. Une peur un peu honteuse, tant l'irénisme est de rigueur, dit Christophe Barbier, éditorialiste de la revue l'Express. Je ne donne pas non plus raison à M. Khieu Samphan de son choix de poursuivre la collaboration avec Pol Pot après l'intervention des forces

vietnamiennes au Cambodge en 1979. Bien que je n'approuve pas cette intervention, je constate que les Khmers rouges provietnamiens après 23 octobre 1991 voulaient investir, les prochinois voulaient encore se venger. Nous aurons l'occasion d'en débattre plus tard.

Revenons au cas de M. Noun Khœung. Son choix était-il basé sur la peur ?
L'art politique est contraint de naviguer entre « realpolitik » et « idéal politik », écrit Egard Morin, philosophe et sociologue français, dans son livre « La Voie » (Edition Fayard 2011). L'action politique, ajoute-t-il, s'est toujours fondée implicitement ou explicitement sur une conception du monde, de l'homme, de la société, de l'histoire, c'est-à-dire sur une pensée.

Quelle était la pensée de Noun Khœung ? Historien de formation, Enseignant de métier, Révolutionnaire de choix, il fallait lire attentivement son livre pour comprendre sa pensée « du politique ». Claude Lefort, philosophe français, le contradicteur d'Egard Morin dans un débat sur le thème « Vive la politique » (CD - Edition Libération 2007), fait la distinction entre la pensée « du politique » et la pensée « de la politique ».

La pensée du politique : Quand on parle du politique, on parle de la société politique, c'est-à-dire la société qui régit par la manière dont se définit le pouvoir politique qui donne une unité à la société. Le synonyme de la société politique est le régime politique. Mais, on préfère parler de la société politique, parce qu'elle met plus en évidence le caractère du pouvoir, la délimitation de son exercice et l'origine du pouvoir. La société politique représente une structuration de la société, c'est-à-dire des mœurs du peuple. Un exemple, le communisme ou la monarchie ou la république est une société politique dans laquelle le pouvoir est déterminant pour transformer la mentalité ou les mœurs du peuple tout entier.

La pensée de la politique : C'est un secteur non politique dans la société, parce que dans la société tout n'est pas toujours politique. Un secteur particulier de pouvoir qui n'est pas déterminant pour transformer la mentalité ou les mœurs du peuple tout entier. Un exemple : la politique agricole, la politique de la santé publique etc.

Par ses connaissances sur la société politique khmère, Noun Khœung voulait informer ses compatriotes par son livre du danger du Cambodge, si celui-ci ne changerait pas sa pensée du politique, c'est-à-dire la structure mentale de la société, laquelle est appelée par les Khmers « Praleung khmer » (l'Esprit khmer). Dans ce « Praleung khmer », il y aurait déjà une conception du monde d'Egard Morin : l'homme, la société et l'histoire, c'est-à-dire sur une pensée dans l'action politique.

« Il fallait changer l'homme, dit Noun Khœung, parce que la conception du « Bon Khmer » (Khmer Mean Pouch) qu'on nous a apprise jusqu'à ce jour est erronée. Le « Bon Khmer » n'est ni une race, ni une caste. Qu'il possède une « capacité d'adaptation » dans l'évolution de l'humanité, c'est-à-dire la « perfection » face aux changements ».

« Il fallait changer la société, ajoute-t-il, parce que la conception de la société khmère qu'on nous a faite croire n'est pas exacte. La société khmère n'est ni une société conservatrice, ni une société traditionnaliste. Qu'elle soit dynamique dans le monde où la concurrence est rude ».

« Il fallait réétudier l'histoire, souhait-il, parce que l'histoire qu'on nous a enseignée dans les écoles ne reflète la réalité khmère. L'histoire, n'est ni la morale, ni le tribunal, ni l'instrument du pouvoir. Qu'elle soit les éléments de réflexion pour construire l'avenir ».

Le jeune Noun Khœung découvrait son idéal dans la République Khmère. Mais, après deux années de participation active dans cette

république, il en était déçu. La déception est-elle sa seule motivation pour qu'il change le camp ? Si c'était le cas, je préfère de ne pas faire le commentaire.

Revenons à la journée du 5 novembre 1973. À 16 h 30, un chasseur T28 piloté par le lieutenant Pich Lim Kuon, largua des bombes sur le palais présidentiel. Lon Nol répondit à cette colère par tendre la main aux Khmers de l'autre côté. Le 30 novembre 1973, il déclara qu'il serait prêt à rencontrer Sihanouk.

Le 4 décembre 1973, l'Assemblée générale de l'ONU commença à examiner la résolution présentée par 32 pays et visant à rétablir les droits légitimes du GRUNK. Le 6 décembre, elle décida, par 53 voix contre 50 et 21 abstentions, de repousser à l'année suivante l'examen de la question de l'attribution du siège du Cambodge à l'ONU. Le 7 décembre, In Tam présenta la démission de son gouvernement, qui fut acceptée par Lon Nol. Il quitta Phnom-Penh, avec l'accord de ce dernier, en emmenant un bataillon d'infanterie avec lui pour s'installer tout près de la frontière thaïlandaise. Il disait à Lon Nol, c'est pour cultiver du riz qui nous manque tant en ce moment. In Tam choisissait la voie d'exile politique, mais à l'intérieur du pays, comme d'autres personnalités khmères qui suivaient cette voie en acceptant des postes à l'étrangers. La réconciliation tant souhaitée par le Haut-Conseil politique devenait donc un déchirement de cœur entre les amis qui avaient choisi à la date du 18 mars 1970 d'embarquer ensemble dans un navire pour emmener avec eux le Cambodge dans un monde meilleur.

La menace de la force communiste était réelle. La situation devenait alarmante. Ce n'était plus alors qu'une question de temps. La lassitude était générale. Tout le monde n'attendait que la fin de guerre et la paix. Les choses en étaient là lorsqu'il y eut à Pékin d'importantes tentatives de négociation de paix au Cambodge entre la Chine et les États-Unis. À la suite de l'arrêt des bombardements imposés par le Congrès américain, les États-Unis n'étaient plus en

position de force pour forcer la Chine à cesser d'aider les Khmers rouges. Dans ses mémoires, Nixon écrivait : « Après le vote, je ne restais plus que des mots pour menacer ». Ainsi la grande démocratie qui acceptait de déposer ses armes aux pieds de la force communiste.

L'illusion

Dès les premiers mois de 1974, l'armée républicaine contenait encore l'offensive des Khmers Rouges. En octobre 1973, elle repoussait une occupation de la ville de Kompong Cham par les Khmers Rouges. Une opération militaire combinée entre l'infanterie, l'aviation et la marine khmère qu'elle eut montée avec succès. C'était les fusiliers marins qui pénétrèrent les premiers dans la ville pour chasser les Khmers Rouges. Le général Sosthène Fernandez, Commandant en Chef des Forces Armées Nationales Khmères, disait à ses Commandants d'unités d'opération ainsi : « Messieurs, nous attaquons les ennemis par la voie fluviale. C'est par cette voie, nous pénétrons dans la ville occupée. Nous frappons les ennemis à l'endroit où ils croient que nous soyons vulnérables ». Comme Vô Nguyên Giảp répétait à ses officiers avant chaque assaut la phrase de Bonaparte, l'Empereur des Français : « Là où une chèvre passe un homme peut passer ; là ou un homme passe un bataillon peut passer ». La ville de Kompong Cham fut libérée après trois jours de combat. Lon Nol hémiplégique utilisait en effet cette victoire pour agrandir un peu la République Khmère. Malgré la résistance des forces républicaines contre l'offensive de celles des communistes, le Congrès américain intervint et imposa au Président Nixon la restriction sur les aides économiques et militaires au Cambodge ; aides fixées à 377 millions de dollars US, soit à peu près la moitié de celles de l'année précédente. L'effet psychologique de cette restriction était dévastateur pour la République Khmère. Un petit nombre des étudiants, mais très actifs, applaudissaient la décision du Congrès américain et le demandaient de ne plus donner un dollar à la République Khmère. Quelle illusion !

À partir de 1974, il y avait peu des civils qui croyaient encore à la victoire des militaires. En revanche, dans l'armée, il y avait encore beaucoup des officiers de tous rangs qui n'acceptaient pas d'entendre le mot de défaite, parce que dans tous les fronts, ils continuaient de se battre avec leurs hommes contre des ennemis qui n'étaient pas invincibles à leurs yeux. Un ami officier me disait :

« Dans ma zone, les Khmers Rouges ne peuvent pas occuper un endroit plus de deux jours, mais nous non plus. La victoire n'a encore pas choisi son camp, n'est-ce pas ? Nous pourrions encore gagner cette guerre, mais eux aussi. Tu sais quelquefois, pendant la nuit, j'ai entendu des soldats khmers rouges qui pleurent de la douleur de leurs blessures pour réclamer la présence de leur maman, la voix des gamins, comme nos soldats aussi. Quelle tristesse ! ».

À 22 ans, à la tête de sa compagnie d'infanterie dont la moitié des soldats avaient l'âge entre 13 à 16 ans, mon ami avait l'air d'un vieux soldat de 40 ans. Je ressentais qu'il était dubitatif mais toujours fidèle à son idéal d'être un combattant dans le camp de la liberté. Début 1975, il a été tué au front en faisant ses devoirs de soldat. Je ne cite pas son nom parce que je préfère qu'il se repose en paix parmi des soldats inconnus qui avaient donné leur vie pour la patrie.

In Tam présenta la démission de son gouvernement de négociation de paix à Lon Nol, parce que les partisans du Prince Sihanouk lui laissaient entendre qu'il était une persona non grata pour ce dernier. Les efforts qu'il avait faits pendant plusieurs mois pour nouer le contact avec l'ancien Chef de l'État s'avéraient donc pour lui un échec. Il disait à ses proches et aux membres du Haut-Conseil politique :

« Si Samdech (Sihanouk) ne voulait pas de moi comme interlocuteur, je partirai à la campagne pour cultiver du riz avec mes enfants et les autres membres de ma famille. J'ai vingt-neuf personnes à nourrir ».

Il fallait chercher maintenant un homme dont la personnalité était moins politique, mais connue dans les milieux de chancellerie, pour poursuivre la négociation de paix. Long Boret était l'homme de la situation. Il avait un profil d'un « modéré » au sein de la république Khmère. Journaliste talentueux, Écrivain connu, homme politique expérimenté, il avait en outre un projet pour dénouer des problèmes de la paix. À la date du 13 décembre 1973, Long Boret accepta de former un nouveau gouvernement.

Le 26 décembre, la liste des membres du gouvernement fut publiée. Un gouvernement composé seulement des membres de deux partis politiques, Républicain et Sociaux Républicains. Le parti d'In Tam, Parti démocrate, ne participait plus à ce gouvernement d'union nationale. Le nom de Hang Thun Hak, chef du Parti Sociaux Républicains, ne figurait pas non plus sur liste du Cabinet de Long Boret. Hang, un des artisans du plan de paix et chef du parti au pouvoir, se retirait du gouvernement, parce que son nom était cité aussi par l'entourage du Prince Sihanouk comme une persona non grata.

Depuis le retour de Son Ngnoc Thanh au Cambodge, le nom de Hang était collé à nouveau à celui de ce dernier. Or on savait que Son Ngnoc Thanh était pour le Prince Sihanouk un traître à la nation. Pour la République Khmère, la non-participation de Hang au gouvernement de Long Boret et la démission d'In Tam avaient, avait un objectif de faire un pas de plus vers les Khmers de l'autre côté. Mon père, OP Kim Ang, était premier vice-premier ministre et ministre des Travaux publics dans le cabinet de Long Boret. Ses tâches étaient assurées la gestion des affaires courantes du gouvernement pour permettre à Long Boret de se consacrer toute son énergie dans la négociation de paix dont les six points étaient toujours en vigueur après la démission d'In Tam. Dans son livre « La République Khmère », M. Ros Chantrabot cite les six points, à savoir : 1. Application stricte et immédiate par toutes les parties de l'article 20 de l'accord de Paris du 27 janvier 1973 ; 2. Retrait

immédiat du territoire khmer de toutes les forces étrangères ainsi que leurs armements et munitions pour permettre au peuple khmer de régler ses propres problèmes sans ingérence étrangère et en dehors de toute pression extérieure ; 3. Réactivation de la Commission Internationale de Surveillance et de Contrôle dans le pays pour qu'elle y supervisent l'application efficace de l'article 20 de l'accord de Paris « Le gouvernement donne l'assurance qu'il est prêt à leur accorder toutes les facilités indispensables à l'accomplissement efficace de leur tâche » ; 4. Accepter l'intervention d'un cessez-le-feu immédiat entre les forces de toutes les parties ; 5. Pour parler avec les Khmers de l'autre côté, en un en lieu à fixer d'accord parties, en vue de parvenir à la cessation des hostilités et à la réconciliation nationale ; 6. Appel pressant à tous les pays signataires de l'acte final et au Secrétaire général des Nations-Unies pour qu'ils aident à faire accepter le présent plan de paix par toutes parties concernées.

Le FUNK rejeta toute idée de compromis avec la République Khmère. Khieu Samphan, Vice-Président du Gouvernement d'Union Nationale du Kampuchéa (GRUNK), et Commandant en chef de l'Armée de Libération Nationale du Peuple Cambodgien fut accueilli avec presque tous les honneurs dus à un Chef d'État, en Chine en 1974. Lors d'un banquet officiel donné en son honneur, il critiqua violemment toutes les manœuvres qui conduisaient au cessez-le-feu, à des négociations et à la paix. Il offrit, en cette occasion, un « lance-grenade » à Chou Enlai qui « le pointa vers le plafond ». Le chef des Khmers Rouges demanda ensuite aux dirigeants chinois de s'engager à lui fournir une aide militaire importante, ce qui lui fut accordé. Il faut signaler que c'est grâce à ces nouvelles armes que les Khmers Rouges purent mener, dès 1974, des combats plus intenses contre la République Khmère. Partout où Khieu Samphan allait, dans les pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe de l'Est, il fit la même déclaration martiale : « Toutes les négociations avec Lon Nol sont exclus ». Quand le Chef de guerre des Khmers Rouges, Khieu Samphan, visita la Roumanie, Ceausescu tenta de parler de

la paix au Cambodge avec lui, celui-ci répondit : « Le GRUNK combattra jusqu'à la victoire finale ».

Le Premier ministre Long Boret prit le contact avec l'ambassadeur français en Chine, M. Manac'h. Ce dernier encouragea à la République Khmère à négocier avec le Prince Sihanouk. Il était convaincu que, malgré tout Samdech (Sihanouk) restait « le plus grand espoir du peuple khmer ». Il était pleinement conscient que, si les Khmers Rouges arrivaient les premiers à Phnom-Penh, ils refuseraient de partager le pouvoir avec Sihanouk. Pour Manac'h, il était donc essentiel que le Prince entrât dans la capitale avant les Khmers rouges, dont M. Khieu Samphan était Commandant en Chef des Forces Armées communistes.

Pour y parvenir, Manac'h avait un plan tout simple. Il estimait que les États-Unis devaient accepter et préparer le départ de Lon Nol, puis organiser, dans la capitale Phnom-Penh, des manifestations spéculaires pour réclamer le retour du Prince Sihanouk. Le Prince quitterait alors Pékin pour se rendre à Phnom-Penh où il présiderait un gouvernement de réconciliation nationale. Long Boret y croyait. Quant au Sirik Matak, il était dubitatif à ce plan, qualifié de « rudimentaire ». Il disait à Lon Nol : « Samdech (Sihanouk) est l'ombre de la paix, il n'aurait aucune influence sur les Khmers Rouges, parce que la Chine ait déjà choisi ces derniers. On n'entend que le nom de Khieu Samphan. Il est partout et reçu aux pays étrangers comme un vrai Chef de l'État et Chef de guerre. Il est radical et parle toujours au nom du GRUNK et FUNK. Il parle de la victoire, mais jamais de l'avenir ». Lon Nol répondit à son ami par une question : « Que faire ? ». « Que faire ? » n'est pas une réponse, lui répondit Sirik Matak, « comment faire ? » serait un point d'interrogation plus appropriée à la situation actuelle. Lon Nol coupa la parole du cousin de Samdech (Sihanouk) et dit avec débit saccadé et les yeux fermés : « Je suis disposé à m'écarter comme S.E. In Tam si cela devrait permettre des pourparlers de paix ». Me promenant dans les livres, j'ai trouvé une phrase de Richelieu ; celui-

ci disait à Louis XIII : « A un moment donné, le pouvoir exige de tout homme d'État qu'il sache renoncer aux – sentiments des particuliers – et se mutiler, s'amputer d'une part de soi-même ».

En proposant ce plan, l'ambassadeur français à Pékin n'ignorait pas que les Khmers Rouges seraient furieux, mais ceux-ci devraient accepter devant le « fait accompli ». Leurs soldats, selon Manac'h, déserteraient certainement par milliers si on leur ordonnait de continuer à se battre et ce en dépit de leur endoctrinement contre Sihanouk. Après s'être entretenu avec les grandes personnalités politiques chinoises, Manac'h espérait bien que Pékin soit disposé à envisager une telle initiative. Quelle illusion !

Comment faire ? Sirik Matak avait soulevé cette question devant Lon Nol. Mais pour y répondre, il n'avait pas besoin amonceler des arguments pour convaincre ce dernier. Pour lui, il n'est pas question de déposer les armes avant la négociation de paix et de dissoudre l'armée républicaine après la signature des accords de paix avec le Prince Sihanouk ou le FUNK. L'armée devrait être le garant de l'application des accords de paix. Bien sûr, celle-ci devrait être placée sous le contrôle de la Commission Internationale de Surveillance et de Contrôle (CIC). Sirik Matak savait que les Khmers Rouges vont camper sur leurs positions et ne lâchent que pour des raisons tactiques. Si la République Khmère est faible, ils vont endurcir leurs positions belliqueuses et réclameront notre capitulation comme une seule condition valable pour eux.

Le 31 mars 1974, Lon Nol et Sirik Matak décidèrent de mettre fin aux activités du Haut-Conseil politique. Un nouvel organe de décision fut créé pour le remplacer, appelé « Comité Exécutif » dont les membres étaient, Lon Nol, Sirik Matak, Long Boret et le général Fernandez Sosthène. Ce Comité avait pour objectif de coordonner les activités politiques et militaires dont la présence du Commandant en Chef du FANK, le général Fernandez, était nécessaire. Le même jour, Sirik Matak fut nommé par le Lon Nol Haut-Assistant du

Président de la République qui permettrait à celui-ci de présider le Comité en cas d'absence de Lon Nol pour des raisons diverses.

Le plan de paix de Long Boret fut critiqué par les Républicains radicaux dont l'animateur principal aurait été Lon Non. Exilé à l'étranger depuis mai 1973, en tant qu'ambassadeur itinérant, à la demande adressée à Lon Nol et à l'ambassadeur des États-Unis, de l'ensemble des hautes personnalités politiques, Lon Non fut toujours actif et continua de donner ses ordres à ses hommes depuis Paris et Washington. Il semblait que l'attentat contre le Premier ministre Long Boret, commis le 26 avril 1974, fût une des œuvres de ces Républicains radicaux.

Que voulaient-ils ? Qui étaient-ils ?

On les trouvait partout. Ils étaient minoritaires, mais agissant dans les milieux des étudiants, des lycéens, des diverses associations des jeunes diplômés, des associations professionnelles, des organisations syndicales, l'armée etc. Parmi ces révolutionnaires sans visage, il y avait sans doute des vrais nationalistes qui adhéraient au clan par une simple vocation de servir la patrie et le Maréchal Lon Nol, mais il y avait beaucoup des opportunistes qui y faisaient partie pour bénéficier uniquement des divers avantages qu'on leur offrait et parmi ces gens, il y avait des hommes de main qui faisaient des choses que la morale réprouve. Ces radicaux voulaient négocier directement la paix avec les Khmers Rouges sans passer par le Prince Sihanouk. Ils étaient antimonarchistes et détestaient le Prince Sirik Matak. Pour eux ce prince n'était que le tænia dans le corps de la République Khmère. Voici leurs propos :

« Sirik Matak et ses partisans sont les anciens « pieds » et suppôt de Sihanouk qui se donnent encore une certaine importance dans un parti politique récemment créé [Parti Républicain], en vue de tromper le peuple khmer et de soutenir à nouveau Sihanouk. Tant il est vrai que les « pieds » et les « cerveau-mouton » ne peuvent se passer

d'un Maître dont les insultes et le mépris à leur égard deviennent pour eux, des bénédictions sacrées. Seul Sihanouk prend au sérieux les condamnations qu'il a prononcées contre les « traîtres faux républicains ».

Le retour au pouvoir de Sirik Matak, à la demande de Lon Nol et des Américains, rendaient ces radicaux fous de rage. L'attentat contre le Premier ministre Long Boret aurait été leur avertissement à Sirik Matak et aux membres du gouvernement qui cherchaient la solution de paix par le retour du Prince Sihanouk au pays.

Le 27 avril 1974, 340 Khmers Rouges à Stung Kampot et le 29 avril, 1 600 Khmers Rouges à Pursat se rallièrent l'armée républicaine. Ces ralliements devenaient un sujet de conversations dans la capitale. Certains disaient que ces ralliements fussent organisés par les Radicaux pour détourner l'attention du public et à Lon Non de l'attentat contre le Premier ministre dont ils étaient suspectés d'être les auteurs. Certains autres pensaient que ces Khmers Rouges étaient des hommes du Prince Sihanouk qui ne voulaient plus servir dans les rangs du FUNK dont la propagande contre le retour de ce dernier au pouvoir commençait à se sentir pour eux. Cependant, à Phnom-Penh, la confusion était totale. Les étudiants et lycéens réclamèrent à la République Khmère de cesser immédiatement toutes les activités militaires, ils demandaient aussi aux Américains de ne plus aider le Cambodge. Ils occupaient les universités, les lycées et les rues. Malgré la publication du plan de paix de gouvernement, ces jeunes ne cherchaient plus à comprendre la situation dramatique du pays et n'y proposaient pas non plus d'autres solutions adaptées. Il n'y avait plus de dialogue possible entre le gouvernement et ces jeunes. Cette situation s'obligea, le 15 mai 1974, le Parlement à voter une loi proclamant la Nation en danger.

Après l'attentat contre le Premier ministre, mon père m'ait demandé d'être son garde du corps. Il m'a dit qu'il ne fit plus confiance à personne dans ses déplacements officiaux et privés. Escorté par une

jeep avec un officier et six soldats à bord, quant à ma place, j'étais avec lui dans la voiture officielle, le 4 juin 1974, mon père quittait habituellement la maison vers 9h30 pour rejoindre son ministère des Travaux Publics qui se situait à côté du Wat Phnom. Devant le Ministère de l'Éducation Nationale, il y avait une foule des jeunes, presque tous des lycéens, qui barraient le boulevard (Norodom), mais ils n'ont pas installé des barricades dont les voitures pouvaient passer en roulant doucement.

« Nous sommes obligés de ralentir notre voiture. Deux jeunes, dont je les connais assez bien, marchent vers notre voiture. Nos regards se sont croisés. Je fixe mon regard sur le premier qui continue d'avancer vers la voiture et je dis au chauffeur de continuer de rouler doucement et à mon père que je connais bien celui qui vient vers nous. Je ne sais pas pourquoi, ce dernier, après quelque instant d'hésitation, me fait signe de passer ». Ainsi nos deux voitures ont pu traverser la foule.

Quelques heures plus tard, j'ai appris que ces jeunes étaient venus au Ministère de l'Éducation Nationale pour prendre l'otage le Ministre, Kéo Sangkim et son conseiller, ancien ministre, Thach Chia. Et après-midi, ces deux otages ont été tués par un inconnu dans le lycée Preah Yukanthor (18 mars pendant la République Khmère). Ayant appris la mort de ces deux ministres, mon père présenta sa démission à Long Boret. Il disait à ce dernier avec un ton furibond et répétait à Sirik Matak et Lon Nol pendant la réunion des chefs du partis politique :

« Si le gouvernement est incapable de défendre un de ces membres, comment pourrait-il défendre la population contre les Khmers Rouges. Je suis donc responsable, parce que c'est ma mission d'assurer les affaires courantes du gouvernement. En tout cas, il fallait avoir quelqu'un de haut rang du gouvernement pour assumer cette responsabilité. Tu (Boret) ne peux pas démissionner, parce que

ta capitulation serait interprétée par ceux qui voulaient déstabiliser le gouvernement et le plan de paix comme une victoire totale ».

Dans cette affaire, en fait, mon père était en colère contre les membres du Comité Exécutif dont Lon Nol, Sirik Matak et Long Boret. Après sa démission du gouvernement, il quitta le pays pour la France quelque temps pour se reposer et je savais que cela n'était pas dans son habitude.

« Au milieu de l'après-midi, Keo Sangkim et Thach Chia ont été emmené par les lycéens vers le mouvement de l'indépendance. Mon père a été informé par son frère OP Kim Aun, alors Lieutenant-Colonel de la Police Militaire, que la force de l'ordre aurait eu une possibilité d'extirper ces deux otages de ses ravisseurs, parce que vingtaine de ses membres, habillés en civil, ont arrivé à s'approcher de corps à corps de ces otages. Il suffisait de les extirper de la foule, dont le nombre des jeunes était de trentaine de personnes seulement, et les emmènerait ensuite au quartier général de la Police Militaire qui se trouvait à peine centaine de mètre delà : Elle attend donc l'ordre du gouvernement pour le faire, Bang (Grand frère), dit mon oncle à son frère. Mon père a immédiatement informé Long Boret et Sirik Matak de cette aubaine. La réponse du « Comité Exécutif » se faisait toujours attendre. Quelque temps après, ces lycéens ont emmené leurs otages dans un lycée et ont enfermé dans une salle de classe qui se trouvait au premier étage du bâtiment. Ils ont fermé en outre toutes les portes du lycée où le nombre des jeunes n'était plus trentaine, mais centaine ». Comment fallait-il faire pour libérer ces deux otages dans ces conditions sans utiliser les moyens militaires ? Mon père s'en voulait de ne pas sauver la vie de ses collègues. Il en parlait souvent.

L'assassinat du docteur Keo Sangkim et Thach Chia était l'œuvre des détracteurs sans visage qui tentaient encore une fois de détruire le gouvernement par intérieur après leur échec de l'attentat contre le

Premier ministre. C'était un assassinat politique, un acte délictueux. Quelle illusion !

Le 16 juin 1974, le gouvernement de Long Boret fut remanié. Pan Sothi remplaça mon père. Deux poids lourds du gouvernement ne souhaitaient plus poursuivre leurs missions dans le second gouvernement de Long Boret, c'étaient Chhan Sokhum et Trinh Hoan, les compagnons du 18 mars.
Lon Nol réagissait à cet assassinat en faisant une nouvelle proposition du plan de paix au GRUNK qui fut rejetée immédiatement par celui-ci le 9 juillet 1974. Le 15 du mois suivant, une démonstration de force fut organisée par l'armée républicaine pour montrer aux Khmers de l'autre côté la solidité de la République : Parade militaire devant le stûpa du Bouddha.

Début septembre 1974, Lon Nol disait à Sirik Matak qu'il souhaitait le retour de son petit frère Lon Non au pays après plus d'un an d'exil en France et aux États-Unis. John Gunther Dean, ambassadeur des États-Unis au Cambodge n'était pas favorable à ce souhait, quand Sirik Matak lui en informait. Il fallait Lon Nol lui-même usait tous les moyens pour que Dean concédait à sa demande. En outre, ce retour, dans la situation politique où la République Khmère étant en train de faire face, aurait été mal vu par le personnel de l'ambassade des États-Unis au Cambodge, parce qu'il tenait Lon Non comme responsable de l'attentat manqué contre le chargé américain Thomas Enders en 1972.

Au retour de l'exil de Lon Non, le 20 septembre 1974, au Cambodge, le département d'Etat, soucieux qu'il ne génère de nouveau troubles, demanda à l'ambassade américaine de le contrôler. La réponse de John Gunther Dean, ne se fit pas attendre : « … Ce problème aurait pu être évité si ceux qui devait prendre soin de Lon Non aux États-Unis avait fait correctement leur travail … » (Source Wikipédia – Lon Non).

Après le retour de Lon Non au Cambodge, Lon Nol demanda à son frère d'aller rendre visite à toutes hautes personnalités de la République, Cheng Heng, Sirik Matak, In Tam, Hang Thun Hak et mon père, pour leur expliquer tous les malentendus qu'il pourrait avoir eu entre lui et ces personnalités. Avec mon père, Lon Non parlait plus de son frère que de la politique. Mon père remarquait que Lon Non, sous ses apparences un peu nonchalantes, est d'une intelligence éminente. Sa vision sur l'avenir de la République Khmère se révéler d'une grande acuité. Plus il l'a écouté, plus il l'a apprécié. Mais cela, conclut-il, n'était que la partie émergée de l'iceberg.

John Gunther Dean fut envoyé au Cambodge par le département d'État pour mettre en application des accords de paix. Il soutenait sans réserve le plan de paix de la République Khmère. Il s'appuyait la solution de paix de Long Boret qui n'était que celle d'In Tam, appelée la « **Solution Sihanouk** ». Dean connaissait le Prince Sihanouk et l'appréciait. Il a rencontré le Prince pour la première fois vers la fin de 1953. Alors qu'il était en poste au Vietnam, il avait été envoyé au Cambodge en qualité de Représentant de la Mission d'Aide américaine. Il croyait comme Manac'h, ambassadeur de France en Chine, que le Prince Sihanouk seul sût parler au cœur, après le départ des troupes communistes vietnamiennes du Cambodge, pour sortir ce pays de la guerre civile. Il avait informé au département d'État par plusieurs télégrammes sur le danger des Khmers Rouges : Si on laissait les Khmers Rouges de parvenir au pouvoir, il aura de « bain de sang ».

Dean usait tous les moyens pour obliger Lon Nol à respecter l'accord de paix et l'imposer à sanctionner des chefs militaires corrompus. Beaucoup des officiers généraux ont été mis à retraite d'office pour cause officielle d'ancienneté, tels les majors-généraux Peou Lim Var, Chuon Chhum et Chhay Lay ; les brigadiers-généraux Pring Tum, Sok Chiep, Tum Yam, Ouk Sam, Dan Men et Pen Randa.

27 novembre 1974, l'Assemblée générale de l'ONU adopta, par 58 voix contre 56 et 20 abstentions, une résolution présentée le 18 Octobre 1974 par 23 pays et demandant aux parties khmères d'engager des pourparlers ; aux États membres et au Secrétaire général d'y prêter assistance ; aux États membres de respecter l'issue des pourparlers et de ne rien faire avant que les résultats de ces efforts aient été examinés par l'Assemblée générale à sa trentième session.

À partir de décembre 1974 fut le début d'une grande offensive des forces communistes sur la rive orientale du Mékong, en face de la capitale. Cependant, les ingrédients d'une solution de paix n'étaient pas réunis entre les parties khmères et la situation du pays pourrait très vite se dégrader. L'armée républicaine n'était plus en mesure de sécuriser le Mékong, la seule voie fluviale de ravitaillement Saigon-Phnom-Penh. La route Kompong Som (Sihanoukville)-Phnom-Penh était aussi coupée par les Khmers Rouges. La capitale était encerclée. Les roquettes 122 de fabrication chinoise tombaient de plus en plus dans la ville de Phnom-Penh peuplée de plus de 2 millions d'habitants. La lettre ouverte des supérieurs des deux ordres bouddhiques adressée depuis le 17 février 1974 à l'opinion nationale et internationale, notamment à toutes les organisations religieuses du monde, pour dénoncer les bombardements des forces communistes dirigés contre les quartiers et les monastères peuplés d'innocents n'avait pas écho escompté. Mais la victoire finale n'avait pas encore choisi son camp. La ville de Phnom-Penh et sa ceinture de sécurité, appelée la région militaire spéciale (RMS) fut défendue par plusieurs divisions et de centaine des pièces d'artillerie 155. Ces pièces d'artillerie remplaçaient efficacement les avions pour défendre la capitale. L'idée du général Fernandez, Commandant en Chef des Forces Républicaines, était simple, même les généraux américains disaient souvent aux généraux sud-vietnamiens quand ils entendaient une critique acérée de ces généraux sur des savoirs des artilleurs de l'armée khmère : « Il fallait vous allez à Phnom-Penh, Messieurs des donneurs de leçon, pour apprendre à utiliser

l'artillerie ». L'efficacité était telle, jusqu'à même des chefs militaires nord-vietnamiens firent une remarque déplaisant aux chefs des Khmers Rouges qu'ils ne pourraient pas gagner la bataille de Phnom-Penh, parce que les canons de l'armée de Lon Nol étaient efficaces : « Pensez-vous à entamer la négociation de paix exigée par l'accord de Paris, après notre départ du Cambodge » (source : Livre noir des Khmers Rouges).

Voici l'œuvre : Le général Fernandez a aménagé des batteries d'artillerie d'une centaine de canon 155 mm au tour de la capitale, dépendant de l'armée de terre. Distantes les unes des autres de plusieurs kilomètres, elles ont pour mission de tirer ensemble et en même temps vers une zone qui se trouve dans le périmètre défensif de la ville où il y ait une concentration des forces ennemies. Elles sont groupées par 6 pièces d'artilleries. Ces tirs croisés des canons équivalent des interventions aériennes. L'avantage de ces dispositifs défensifs terrestres par rapport à l'aviation est qu'on puisse intervenir jour et nuit, beau temps ou pas, quant aux avions, ils puissent le faire quand la météo soit favorable. Bien entendu, on parlait de l'efficacité de ces dispositifs, en effet, par rapport aux moyens limités dont l'armée républicaine en disposait pour défense une ville dont la superficie est plus grande que Paris.

Les journalistes étrangers commençaient à écrire que bientôt les forces communistes vont gagner la guerre contre l'armée républicaine : « Les troupes de Lon Nol, bien que supérieures en nombre, ne sont capables que d'établir une ligne de défense à environ 25 km de Phnom-Penh. Et, même dans cette situation difficile, la corruption absorba le plus clair du temps et de l'énergie des dirigeants, et aussi la plupart des subsides américains. Les vivres destinés à la population sont revendus, les soldats ne sont pas payés et ils refusent à plusieurs reprises de combattre avant d'avoir touché leur solde. Quant aux citoyens les mieux lotis de Phnom-Penh, ils s'installent dans une confortable routine, comme s'ils sont anesthésiés. Plus personne ne travaille l'après-midi et les étudiants

obtiennent des sursis afin de ne pas interrompre leurs études. Le contraste avec le comportement des Khmers Rouges, parfaitement entraînés à la guérilla, est saisissant ».

Après la signature des accords de Paris, la confusion n'a fait que s'aggraver sur le terrain aussi bien au Sud-Vietnam et qu'au Cambodge. L'encre des accords de Paris n'était pas encore sèche qu'Hanoi et Saigon se battaient pour gagner du terrain avant que le cessez-le-feu devînt effectif. Les communistes avaient perdu de nombreuses positions pendant l'offensive de Pâques de 1972, et l'ARVN avait conservé les siennes en 1973. Elle avait même gagné environ 15% du pays à la fin de la guerre (source Nam, n° 17, page 541). Quant au Cambodge, la situation était différente. Les Khmers Rouges ne cherchaient pas à gagner du terrain. Ils concentraient leurs troupes pour lancer une offensive sur la capitale. Pour eux, Phnom-Penh tombe, la République Khmère disparait. Pol Pot et les autres leaders Khmers Rouges méprisaient le Prince Sihanouk et se méfiaient des Nord-Vietnamiens, mais ils jouèrent sur les deux tableaux : ils exploitèrent la popularité de Sihanouk pour affermir leur influence sur les paysans, et la puissance militaire des Nord-Vietnamiens pour rejeter Lon Nol.

Pour les Khmers rouges, il fallait prendre Phnom-Penh et le pouvoir avant la victoire des Nord-Vietnamiens sur les Sud-Vietnamiens et une éventualité de retour du Prince Sihanouk à Phnom-Penh pour présider un gouvernement d'Union Nationale. Ils savaient que le Prince n'avait plus le soutien des Chinois, parce que Chou End-Lai était gravement malade et celui-ci était le seul homme politique Chinois qui souhaitait voir le Prince revenir au pouvoir au Cambodge.

À la fin de l'année 1974, l'obstacle principal, pour les Khmers Rouges, semblait donc écarter pour eux. Quant au Long Boret, il continuait toujours à prendre contacter avec Samdech (Sihanouk) pour lui proposer le pouvoir avant la chute de Phnom-Penh. Quelle illusion !

La chute

Le 27 mai 1974, M. Valery Giscard d'Estaing a été élu Président de la République Française à l'âge de 48 ans. Lorsque celui-ci avait accédé à la Présidence, le Secrétaire de l'Élysée, Claude de Brossolette, lui avait montré les messages envoyés par Manac'h, ambassadeur français en Chine, depuis Pékin. Ces messages faisaient état des espoirs chinois d'un règlement de paix par voie de négociation entre les parties belligérantes khmères. Par une dépêche, Giscard d'Estaing demanda à son ambassadeur si la France pouvait « jouer encore un rôle utile au point où en étaient les choses ». La réponse de Manac'h fut « modérément pessimiste ». Il croyait encore que Chou Enlai souhaitait voir Sihanouk revenir au pouvoir au Cambodge. Mais depuis le printemps 1974, il lui semblait manifeste que la politique chinoise avait changé lors de la visite de Khieu Samphan en Chine.

Le 31 octobre, le Président de la République française fit sa première avance dans le règlement du conflit khmer. Il envoya un télégramme au Prince Sihanouk alors en visite à Alger. L'ambassadeur de France, Jean-Marie Soutou, fit part au Prince du souhait de son Président de la République de contribuer à mettre un terme à la guerre du Cambodge : La solution française, conçue par Manac'h, consistait à proposer au Chef de GRUNK, Prince Sihanouk, une formule d'un gouvernement d'union nationale dont le Prince exercerait une autorité pour élargir les bases de son gouvernement. Les Khmers Rouges feraient, certes, toujours partie du gouvernement, mais seraient quelque peu contrebalancés par d'autres personnalités. Ainsi le « successeur des rois d'Angkor » pourrait prendre en main la capitale. La population, les bonzes, l'administration et l'armée républicaine en seraient heureux, dit Manac'h. Le gouvernement de la République Khmère était favorable à cette formule et prêt à recevoir le Prince Sihanouk à Phnom-Penh. L'ambassadeur américain au Cambodge était informé de l'espoir de

Manac'h. Il lui avait écrit pour l'encourager à « ouvrier le dialogue avec Sihanouk ». Paris, Washington et Phnom-Penh étaient sur la même ligne politique pour offrir le pouvoir au Prince Sihanouk.

Se saisissant de cette solution, Sihanouk critiqua violemment les Américains qui lui demander de négocier avec Lon Nol : « Les Américains n'ont pas le sens des réalités, dit Sihanouk. Je possédais un mouchoir blanc. Ils l'ont trempé dans de l'encre bleue. Absurde ! Le mouchoir est devenu rouge. Maintenant, ils veulent le teindre à nouveau en blanc. Eh bien, ce n'est pas possible ».

Malgré cette déclaration incendiaire, le 25 novembre 1974, Manac'h rencontra le Prince Sihanouk. Ce dernier avait compris que la France lui donnait une dernière chance de retrouver sa place dans son pays. Manifestement, il s'inquiétait des « promesses » qu'avait pu faire Chou Enlai aux Khmers Rouges. Il déclara : « Si les États-Unis feraient partir Lon Nol et sa clique. Je suis prêt à retourner à Phnom-Penh ». Le Prince Sihanouk savait bien que les Khmers Rouges s'opposeraient à un tel compromis. Il insista donc auprès de l'ambassadeur Manac'h pour que la proposition française fût gardée secrète.

Manac'h se rendit alors à Paris. Il en informa le Président Giscard d'Estain. Il lui exposa ses entretiens avec le Prince Sihanouk en soulignant qu'il fallait agir vite et discrètement. Le Président Giscard d'Estaing en accepta. Le 2 décembre 1974, le Quai d'Orsay fit savoir au Département d'État que le Président français souhaitait discuter du problème cambodgien à la Martinique où le sommet France-États-Unis devrait avoir lieu pendant lequel le Président Ford, qui venait juste de remplacer le Président Nixon, et le Président français devraient faire connaissance et discuter des problèmes internationaux. Il n'y eu aucune objection de la part des dirigeants américains à cette demande française.

Le 13 décembre 1974, le Président Giscard d'Estaing partit pour la Martinique. Le jour suivant, il présenta la proposition de Manac'h au Président Gérald Ford et Henry Kissinger. Dans un climat détendu, la proposition fut bien accueillie. Kissinger demanda au Président français d'envoyer à Washington un haut fonctionnaire français pour mettre au point les détails avec le département d'Etat. Le lendemain matin de cette réunion, un communiqué officiel sur les entretiens fut publié avec l'accord des deux Présidents, dans lequel le projet de règlement du problème khmer par voie de négociation y figurait. En voici les termes : « …En ce qui concerne le Cambodge, ils (les deux Présidents) ont exprimé l'espoir que les parties adverses entament bientôt les négociations plutôt de poursuivre les affrontements militaires ».

Certains historiens pensaient que ce communiqué portait un coup fatal au projet de Manac'h, parce qu'il attirait immédiatement la méfiance des Khmers Rouges. Toutes tentatives pour mettre fin à la guerre par la solution politique seraient rejetées par ces derniers et ils feraient tout pour y étouffer. Selon une expression de William Shawcross (Une tragédie sans importance), ce coup de communication constituait un « renversement total de la politique française envers le Cambodge, ce qui ne répondait nullement à la politique du moment ».

À la vue du communiqué, le Prince Sihanouk fut catastrophé. Il fit savoir à Manac'h que les dirigeants Khmers Rouges avaient maintenant compris ce qui se tramait. Pour se protéger, le Prince s'empressa de faire une déclaration politique dénonçant l'inadmissible ingérence de la France dans les affaires du Cambodge. Le plan de Manac'h était « littéralement tuée dans l'œuf ». Dans la capitale chinoise, les dirigeants chinois exigèrent que Manac'h leur expliquât la politique française concernant le Cambodge.

À la télévision, le Président Giscard d'Estaing déclara : « Très franchement, le communiqué reflète de façon imparfaite ce que je voulais dire… des négociations entre les parties semblent peu souhaitables dans la situation présente. Il faut chercher d'autres formes d'évolution politique, d'un type différent, et que nous considérons nous-mêmes souhaitables. J'ai fait part au Président Ford de nos préoccupations dans ce domaine…une solution politique qui ne se ramène pas exactement à des négociations entre les parties ». Peu après Noël, Manac'h envoya un télégramme au Quai d'Orsay pour l'informer que son plan était tellement compromis qu'il valait mieux l'abandonner. Selon des proches du Prince Sihanouk, après l'abandon de la solution française, le Prince se trouvait dans un état de profond abattement. Tous les espoirs qu'il avait eu quelques jours auparavant s'étaient à présent envolés en fumée.

Ma lecture de cette histoire est différente que celle de William Shawcross. Dans l'esprit de Washington et de Paris de l'époque, la communication du sommet de Martinique 1974 concernant le Cambodge aurait eu pour but de faire sortir le Prince Sihanouk de l'ombre des Khmers Rouges. Les deux Présidents, Américain et Français, ont parlé du Cambodge dans leur communiqué commune, c'est pour faire comprendre à la Chine et les autres pays du bloc communiste que les États-Unis et la France, deux puissances du monde libre, soutiennent le règlement du problème khmer par la solution politique, dont la « Solution Sihanouk ». Les hautes personnalités de la République Khmère étaient tous favorables à cette solution, tels Lon Nol, Sirik Matak, Cheng Heng, In Tam, Long Boret, Heng Thun Hak, le général Fernandez Sosthène, Commandant en Chef de FANK. Au mois de novembre 1973, ils ont laissé le message au Prince Sihanouk par des intermédiaires qui étaient des personnalités khmères dignes de foi, comme le Prince lui-même avait précisé dans son télégramme, daté du 10 janvier 1975, adressé aux correspondants de l'AFP. En voici la teneur :

« …selon ces personnalités, Sirik Matak, déçu par son propre nouveau régime, par Lon Nol et par les Américains, les a priés de dire à Monseigneur N. Sihanouk que lui, Sirik Matak, considérait Samdech Sihanouk toujours comme son patron (Sic), patron qu'il voulait servir de nouveau.

Quant à M. Sosthène Fernandez, il m'a même fait dire que non seulement Samdech N. Sihanouk restait son patron (Sic), mais que lui, Sosthène Fernandez, était prêt à exécuter à Phnom-Penh lui-même tout ordre (Sic) que Samdech voudrait bien lui donner. Je n'ai donné aucune réponse.

Cheng Heng aussi a chargé certaines personnalités accompagnant Sa Majesté ma mère en novembre 1973 de Phnom-Penh à Canton veut reprendre des démarches auprès de moi. Cheng Heng « cherchait un moyen pour à la réconciliation » (Sic).
Un autre détail plus sensationnel encore et authentifié par le Président Houari Boumediene, Chef de l'État algérien lui-même, lors d'une audience qu'il m'a accordé au moment où je devais prendre congé de lui, à Alger, après avoir assisté au 20e anniversaire du déclenchement de la révolution algérienne.

Le Président Boumediene a bien voulu me révéler que M. Long Boret, le Premier ministre du régime de Phnom-Penh, avait, lors de son premier séjour 1974 à New York pour assister au commencement de la 29e session de l'Assemblée Générale de l'ONU, … il (Long Boret) désirait se rallier au Prince N. Sihanouk et au FUNC et qu'il se tenait prêt, dès maintenant, (Sic) à exécuter les hautes instructions (Sic) de Monseigneur Sihanouk (Sic). Bien entendu, je n'ai donné aucune « instruction » à M. Long Boret.

Voilà la vérité. Je n'ai pas besoin de « diviser » les « Républicains » pour « Régner ». Ils se divisent tout seuls dépris le lendemain de leur putsch du 18 mars 1970 sans que Sihanouk ou FUNC aient besoin de s'en occuper ».

On savait que Sirik Matak, homme des décisions promptes et qui sait, mieux que tout autre, sacrifier son intérêt immédiat à celui de son pays, accepta de se rallier à la démarche d'In Tam et de Long Boret, parce qu'il sentait que les États-Unis seraient prêts à abandonner la République Khmère pour leurs propres intérêts : Quitter le Vietnam avec les soldats américains détenus dans les prisons de Hanoi. Sirik Matak disait souvent à mon père que le seul point positif dans l'accord de paix de Paris pour les Américains, c'est l'échange des prisonniers de guerre entre eux et des nord-Vietnamiens. En tout cas c'est son seul but recherché, le reste ce n'est plus leurs affaires.

L'arrivée de John Gunther Dean, ambassadeur américain, au Cambodge en 1974, changea un peu la donne. On savait que la mission première de ce dernier était de faire appliquer l'accord de paix de Paris par Lon Nol, parce que Washington avait eu de doute qu'il fût le principal obstacle. Mais une fois sur le terrain, Dean constatait, comme Manac'h vu de Pékin, qu'il y eût une possibilité de rapprochement entre la République Khmère et le Prince Sihanouk. Il travaillait avec le gouvernement du Cambodge pour réaliser cet objectif et faisait savoir au département d'État que cette option fût possible. Kissinger était prêt à jouer la carte Sihanouk pour aboutir une solution de paix négociée entre les parties khmères. La République Khmère avait encore la force potentielle pour forcer les Khmers Rouges à négocier, mais elle manquait d'un leadership charismatique pour conduite cette force. Sihanouk pourrait jouer ce rôle pour mettre un terme à la guerre.

Le communiqué de Martinique était une étape nécessaire pour s'adresser le message officiel au prince Sihanouk que la France et les États-Unis et les autres pays du monde étaient prêts à jouer sa carte, parce qu'on ne pouvait plus attendre longtemps, le temps presse. Malheureusement après donné un faux espoir à Manac'h et Dean, Samdech (Sihanouk) renonça de suivre ce courant de paix

négociée. En effet, la France renonça définitivement de jouer sa carte diplomatique dans le problème khmer. Quant au Kissinger, il poursuivit son plan de paix dont la tragédie khmère est sans importance pour lui. Quand Sirik Matak avait appris le continu du programme de son cousin, il disait à mon père : « C'est la deuxième chute du Prince Sihanouk, après le 18 mars 1970 ».

Au mois de Février 2009, John Gunther Dean, disait : « Le Cambodge n'était qu'un élément de la lutte anti-communiste. À un moment donné, les États-Unis ont lié ensemble la guerre du Vietnam et le Cambodge, et il en a été ainsi jusqu'à la fin. C'est la raison pour laquelle la solution négociée que j'avais prônée dès mon arrivée à Phnom-Penh était voué à l'échec ». (Propos recueillis et traduits de l'Américain par Hangsa Keith – 25 février 2009). Il rajoutait : « Quand j'ai rencontré pour le premier fois le Prince en 1953, il est homme très agréable et courtois. Le courant est passé tout de suite entre nous. Il nous avait extrêmement bien reçus, ma femme et moi. Nous avions été invités à assister à des courses de pirogues sur le fleuve et aussi à des soirées dansantes où il chantait à l'orchestre. Il chantait souvent pour honorer ses hôtes de marques et il avait chanté pour ma femme et moi ».

Mais cette relation amicale du passé ne permettait plus à présent de teindre à nouveau le mouchoir de Samdech en blanc, comme disait le Prince : « … mon mouchoir est devenu rouge. Maintenant, les Américains veulent le teindre à nouveau en blanc. Eh bien, ce n'est pas possible ».

Mais la République Khmère ne se laissait pas abattre et continuait de croire au miracle. Au mois de janvier 1975, mon père fit une réponse à une des questions à un petit groupe des étudiants de la Faculté de Droit qui furent venus le voir à sa résidence :
« Excellence, dit leur porte-parole, la République Khmère est faible et sans aide américaine, comment pourrait-elle faire face à l'offensive des Khmers rouges ? ». En voici sa réponse : « Si sa

faiblesse servait de solution à la construction de la paix dans notre pays, pourquoi ne pas souhaiter qu'elle soit ainsi. Mais si elle servait de socle à la destruction du pays, pour moi, ce serait une occasion de prendre sa faiblesse à bras-le-corps. Il n'y a rien plus dur que de reconnaître la réalité de cette faiblesse. C'est pourtant le moment de voir ce que nous pouvons faire avec cette contrainte. Le seul accident qui peut mettre en péril la République Khmère, c'est l'effondrement de ses forces armées. Or ces forces sont encore là. Elles résistent mieux qu'on le croyait à l'offensive des Khmers Rouges ».

Au cours de la saison des pluies 1974, les Khmers Rouges purent mener une offensive contre l'armée républicaine, c'est parce qu'ils venaient de recevoir de la Chine Populaire une aide militaire importante, aide que les dirigeants Chinois avaient accordée à Khieu Samphan lors de sa visite à Pékin en avril. Dès début janvier 1975, ils lancèrent une nouvelle et la dernière offensive contre Phnom-Penh. Hanoi ne refusa plus à la demande de Pékin de livrer des armes aux Khmers Rouges. Il devint évident que ces derniers disposaient de bien plus d'armement qu'ils n'en avaient jamais eu. Quant aux soldats républicains, ils étaient fatigués et mal remis de récents et sanglants combats de la saison de pluies. Ils s'étaient battus avec le plus grand courage pour défendre la capitale. Mais ils attendaient toujours une aide complémentaire d'urgence de 222 millions de dollars US que le Président Ford avait demandée au Congrès des États-Unis. Ford disait : « Si le Congrès n'agissait pas dans les quelques semaines à venir, le Cambodge tomberait certainement aux mains des communistes, faute de munition ». Malheureusement pour des soldats républicains, l'aide qu'ils espéraient pour poursuivre leurs luttes contre la force communiste ne vint jamais.

Dès décembre 1974, les pluies avaient cessé de tomber. Les eaux se mirent à baisser. Les berges se rapprochèrent. Le lit du Mékong se rétrécit pour ne plus devenir qu'un étroit chenal, long de 120 km,

par lequel transitaient les convois de ravitaillement entre Saigon et Phnom-Penh. Au début février 1975, cette seule voie fluviale de ravitaillement et de communication était encore utilisable entre la capitale assiégée et l'extérieur. Mais, toutes les routes menant à Phnom-Penh étaient coupées par les Khmers Rouges. Pour asphyxier la capitale, le Haut Commandement des Khmers rouges plaça ses troupes le long des berges du Mékong entre la frontière sud-vietnamienne et la ville de Neak Luong, une des bases opérationnelles avancées de la marine nationale, située à 60 Km environ de capitale. Les unités mobiles des Khmers Rouges tirèrent des roquettes sur les convois de ravitaillement. Bon nombre de bateaux avaient sombré avec équipages. Les convois devinrent vulnérables que jamais. Il apparaissait que la marine khmère n'était pas en mesure de protéger ces convois. Pour faire face à cette situation préoccupante, le Haut Commandement de l'armée républicaine élaborait une nouvelle stratégie pour sécuriser le Mékong. Les opérations combinées entre la force terrestre, aérienne et fluviale étaient montées. Les Khmers Rouges changèrent de tactiques en utilisant une nouvelle arme invisible, mais mortelle. Pendant la nuit, ils tendirent des cordes de nylon et des câbles métalliques en travers du fleuve étroit jusque à l'endroit où l'eau était profonde. Ces cordages reposaient sur des flotteurs de bambou et y étaient attachés de petites mines qu'ils firent sauter depuis la rive quand les bateaux passaient au-dessus d'elles. Plusieurs des bateaux du convoi vide furent coulés, bouchant ainsi la voie du chenal. Pour dégager la voie et sécuriser le fleuve 24h sur 24, l'armée républicaine semblait cette fois ci dans l'incapacité de trouver des nouveaux remèdes. Il n'y avait assez d'hommes disponibles et les opérations combinées trop grand, trop coûteux et trop compliqué avaient été vite abandonnées. Il faut noter à la fin du mois de mars, la marine khmère avait perdu presque le quart de ses navires et 70 % de ses hommes dans sa mission de protection de la voie d'approvisionnement et de communication du Mékong.

À la mi-février, la quantité du riz maximale pour chaque personne était de 270 grammes par jour. L'Organisation Mondiale de la santé estimait que le minimum vital est de 450 grammes/jour. Dès 1974, la malnutrition posa déjà de graves problèmes dans les zones contrôlées par la force républicaine, et surtout dans capitale où le nombre de la population était environ 3 millions d'habitants. Après la fermeture du Mékong, il n'y eut peu ou pas du tout de nourriture. La faim s'étendait à toutes les classes de la société. Depuis le début de l'offensive, à la saison sèche, les blessés ramenés dans la ville étaient de l'ordre de 600 par semaine. Leurs familles se traînaient derrière eux, campant où elles pouvaient. En quelques semaines, les hôpitaux se transformèrent en taudis insalubres où gisaient des jeunes soldats aux blessures béantes, non soignées, faute de médicaments.

En vue d'empêcher la famine dans la capitale, Washington dut recourir au système de pont aérien assuré par des DC8 et C130, au nombre d'une quarantaine par jour, transportant du riz et des munitions à la population assiégée et à l'armée. Malgré ces approvisionnements, la quantité de riz ne suffisait pas pour nourrir des habitants de Phnom-Penh.

Les étudiants et les journalistes pointaient le doigt vers le Haut Commandement Militaire. Pour eux, c'était la faute du responsable de l'armée. Ce désastre humain était la conséquence directe de ses erreurs en matière de jugement et de stratégie : Le mépris de la réalité ou, plus exactement, la sous-estimation de l'ennemi. Le Haut Commandement Militaire aurait dû comprendre, dès le début, que la défense du Mékong était d'une importance capitale. Pour Phnom-Penh, c'était une question de vie ou de mort. Il fallait à l'armée concentrer le gros de ses forces pour défendre les deux principales voies d'approvisionnement : le Mékong et la route reliant Phnom-Penh à Kompong Som.

Dans la presse internationale, on décrivait que l'armée de Lon Nol était un ramassis de recrues mal entraînées – la plupart n'était encore que des écoliers -, conduites par des officiers ignorant tout de la technique militaire, mais doués d'un réel talent pour se remplir rapidement les poches. Ces soldats fantômes donnèrent naissance à un dicton : ces troupes fictives n'avaient été levées que dans le but que leurs officiers s'approprient leur solde. L'exemple le plus frappant en était fourni par un cas de manque d'effectif qui s'était produit à Siemreap. Un chef de bataillon blêmit lorsqu'il lui fut ordonné de se porter avec toute son unité au secours de Phnom-Penh. Cela faisait des années qu'il déclarait avoir quatre cents hommes alors qu'en réalité, il n'en avait que quarante ! Ce cas était-il un cas exceptionnel ou de propagande d'ennemi ?

On disait que la défense de Phnom-Penh et du Mékong s'avéra impossible pour raison de corruption dans les rangs de l'armée ; le résultat des combats se trouvait faussé dès le départ. Les pertes augmentaient jour après jour. Les soldats fantômes menèrent leurs camarades à la défaite. En quelques semaines seulement, bon nombre d'unités virent leur effectif se réduire jusqu'à 30 %. Beaucoup d'officiers avaient déserté. Le moral des troupes était au plus bas, mais les soldats continuaient de se battre encore et encore pour défendre la liberté et leurs propres familles. On a bien remarqué que, depuis le début de l'offensive des Khmers rouges, les soldats républicains avaient fait preuve d'une bravoure extraordinaire. Mais l'acte de bravoure individuelle ne suffisait pas pour gagner la guerre quand la stratégie globale était absente.

Début mois de mars 1975, le périmètre de défense de 25 Km au tour de la capitale était percé plusieurs endroits par les Khmers Rouges. Le sifflement strident des obus de 105 et des roquettes 107 déchirèrent le silence de la nuit de la ville de « Dame Penh ». D'innombrables projectiles communistes venant de toutes parts se mirent à pleuvoir et à éclater avec fracas sur les maisons. Le 11 mars, le général Fernandez, Commandant en Chef du FANK fut

convoqué par le Président de la République, Commandant Suprême des Forces Armées. Ces deux généraux commençaient à discuter sur la situation politique et militaire du pays. Malgré la situation militaire étant chaotique, les deux chefs militaires savaient observer la règle de bienséance. Lon Nol disait au Commandant en Chef du FANK :

« J'ai acquis la certitude que l'impression de flou qui ressort de notre stratégie de défense de la capitale. Les dernières semaines ont montré que les forces communistes, qui s'exercent dans notre périmètre de défense de la ville, menacent directement les habitants par des tirs des roquettes et des canons. Général, nous avons peut-être surestimé nos forces et négligé de tenir suffisamment compte, comme dit dans la presse nationale, de l'action des ennemis qui savent profiter de la fatigue de nos soldats après l'offensive des ennemis pendant la saison des pluies passée. Cette situation risque de compromettre l'action politique du gouvernement : négociation de paix avec les Khmers Rouges. La force armée et celle de la politique sont la pierre angulaire de cette politique ».

Le général Fernandez était impatient de savoir si sa faute serait citée après qu'il eut entendu la phrase « négociation avec les Khmers Rouges » prononcée devant lui pour la première fois par le Maréchal Lon Nol. Depuis le début de l'offensive des Khmers Rouges, le Général avait toujours informé les membres du Comité Exécutif de la République que les éléments ennemis avaient infiltré dans le périmètre défensif de la ville par des flots de réfugiés qui étaient de milliers par jour. Il fallait attendre que Phnom-Penh fût bombardé par leurs roquettes, lesquelles étaient cachées et transportées dans le périmètre défensif par des Khmers Rouges déguisés en réfugiés. Plusieurs canons 105 mm étaient pris par des commandos ennemis, mais la moitié de ceux-ci étaient non actifs, faute de munition. Les obus de canons n'étaient plus approvisionnés par les Américains depuis quelques semaines déjà. Ayant entendu la remarque de Lon Nol, en voici la réponse du général Fernandez à ce dernier :

« Lauk Sénépramouk (M. le Maréchal), vous le saviez aussi bien que moi la défense de Phnom-Penh dans la situation actuelle n'est pas facile, mais nos lignes de défense sont intactes. Certes, dans notre périmètre défensif, il y a des commandos d'ennemi qui s'opèrent pendant la nuit pour tirer des roquettes et canons sur la capitale, mais ces actions ne mettent pas en péril nos dispositifs militaires. Bien entendu, ces tirs nocturnes traumatisent la population et déclenchent son mécontentement contre l'armée et le gouvernement. Pendant quatre ans, Phnom-Penh était épargné par la guerre. Aujourd'hui les Khmers Rouges veulent concentrer leurs troupes pour attaquer cette ville. Lauk Sénapromouk, je leur dis qu'ils viennent. Je le dis, non pas par vanité, mais par réalité, parce que le moral de nos troupes est encore élevé malgré le défaut d'aide américaine. Il fallait que le gouvernement demande à la population de - se solidariser avec notre armée dans cette bataille décisive qui pourrait durer pendant toute durée de la saison sèche, - creuser la tranchée et de réactiver les ilots du quartier (comité de défense du quartier) pour défendre la ville contre l'infiltration d'ennemi. La guerre, Lauk Sénapromouk, est une affaire de tout le monde, civil et militaire. Il est peut-être temps pour nous de décréter la mobilisation générale pour combattre contre les communistes ».

Lon Nol écouta son chef militaire avec attention. Le ton du général Fernandez était martial et convaincant, mais Lon Nol avait attendu depuis le début de l'entretien d'un autre langage de ce dernier : son excuser de ne pas bien défendre la capitale. Lon Nol se lâcha les nerfs suite à des galères de guerre depuis déjà quatre ans et à la rengaine du général Fernandez pour lui rassurer qu'on pourrait encore gagner la guerre par la voie militaire. Il regarda son chef de guerre et dit avec un débit de vitesse de fusée. C'est le cœur qui parlait :

« Général Sosthène, on m'a récemment dit, ce qui est important pour vous, c'est le fauteuil du Commandant en chef des Forces Armées.

Le Premier ministre, le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat et aussi l'ambassadeur des États-Unis m'ont demandé de négocier directement avec les Khmers Rouges, parce que Samdech (Sihanouk) n'a pas répondu à notre requête. Vous êtes le seul à continuer de parler de la guerre et de la victoire militaire. Général, je vous demande avec qui et avec quoi vous comptez faire cette guerre ».

Étouffé par cette accusation abjecte qui blesse son amour-propre, le général Fernandez cherchait l'air qui restait encore dans son poumon pour respirer afin de pouvoir en répondre.

« Lauk Sénapromouk, je fais la guerre parce que vous et le gouvernement m'avez demandé de la faire. Si aujourd'hui vous et le gouvernement jugent que cette guerre n'est plus nécessaire pour défendre le pays contre les communistes, comment ose-je, en tant qu'un simple exécutant, de contester la volonté générale qui s'exprime au nom de la République. En ce qui me concerne, Lauk Sénapromouk, avec tout mon respect que je vous dois, je ne crois pas à une paix possible avec les Khmers Rouges si nous étions faibles. Comme vous venez me dire la politique et le militaire doivent être ensemble dans la situation actuelle de notre pays. Les ennemis nous frappent avec leurs deux mains, gauche et droite, M. le Maréchal, il fallait que nous les esquivions avec deux mains aussi, politique et militaire. Chercher à négocier avec les khmers Rouges dans la situation actuelle, c'est comme nous cherchons à supplier les ennemis à nous laisser la vie sauve sans contrepartie. D'abord, ces Khmers Rouges ne veulent pas négocier avec nous, parce qu'ils croient à leur victoire militaire. Quant à nous, nous n'y croyions plus, comment pourrions-nous convaincre nos soldats de défendre nos lignes avec ce pessimisme ? M. le Maréchal, je veux aussi la paix comme toutes les personnalités que vous venez de citer leurs fonctions, mais ce qui est important pour moi dans cette paix, c'est le rôle et la place de notre armée dans la négociation avec les ennemis. Si cette préoccupation n'était pas légitime à vos yeux, il ne

me reste de vous présenter ma démission de mes fonctions de Commandant en Chef des forces Armées. M. Maréchal, dans toute ma vie militaire, je n'ai qu'une seule ambition : Servir ma patrie que j'aime ».

C'était le tour de Lon Nol d'être essoufflé par les mots pathétiques du général Fernandez. Mais, au lieu de chercher à comprendre ce dont ce dernier parle par des explications complémentaires, le Maréchal se laissait dicter par son orgueil d'un chef qui ne voulait pas entendre le mot « Démission » d'un subordonné. Sa réponse était donc spontanée : accepter sans ambages cette demande. Cette démission s'expliquait encore plus que la République Khmère souffrît d'un déficit de dialogue entre « le politique et le militaire » et qui s'imprégnait des réalités si complexes de la guerre.

La démission du général Fernandez et l'autorisation de Lon Nol à ce dernier de quitter le pays pour quelque temps à l'étranger, trois mois pour raison de santé, furent saluées par les Radicaux comme une victoire politique. Ils interprétèrent ce départ précipité comme un limogeage pour faute professionnelle et s'assurèrent que la menace de coup d'État contre Lon Nol fût écartée. Sirik Matak, pour eux, n'aurait eu plus d'appui escompté dans l'armée. La voie du pouvoir était donc à nouveau libre. Mais ce départ inattendu n'était pas une option prévue du gouvernement de Long Boret et des Américains, parce qu'il n'apporterait rien de plus à la solution de paix. On se posait même la question, est-ce que Lon Nol ait perdu la tête pour laisser partir le général Fernandez dans une situation critique à laquelle le régime républicain était en train de faire face : les Khmers Rouges étaient à la porte de la capitale et le Mékong était coupé à hauteur de Neak Loung. Les Américains demandaient au général Fernandez de rester quelques mois en Thaïlande au cas où l'armée aurait besoin de lui.

Le général Sosthène Fernandez fut remplacé par le général Sak Sutsakhân, alors ministre de la Défense Nationale. Ce dernier

cumulait les fonctions, ministre et commandant en chef des forces armées. Au début de la guerre, le général Sak était Chef d'État-Major Général du FANK (Force Armée Nationale Khmère). Il fut remplacé par le général Fernandez après la défaite de l'opération Chen-La II. Sak était l'aîné de promotion de Fernandez, il fit partie de la première promotion de l'École Militaire, quant au Fernandez, il était en deuxième promotion. Ancien élève aussi de l'école de guerre de France, comme son prédécesseur, le général Sak comptait redresser la situation militaire. On espérait bien que ce changement apporterait à l'armée une modification importante en matière de stratégie, et contribuerait par là-même à relever le moral des troupes. Mais l'ambassadeur des États-Unis, Japon et ceux des autres pays de l'ASEAN ne croyaient plus à la capacité de Lon Nol de gouverner le pays. Pour eux, le départ de ce dernier permettrait au Congrès américain d'accorder une aide supplémentaire à la République Khmère afin qu'elle pût résister à l'offensive des Khmers Rouges jusqu'à la saison des pluies, pendant laquelle les trois quarts du territoire khmer serait sous l'eau et la voie du Mékong serait à nouveau opérationnelle pour la Marine. Il faut noter que pendant la capitale Phnom-Penh fut encerclée par les Khmers Rouges, les autres grandes villes du pays ne furent pas menacées par ces derniers. Le général Sak avait encore confiance en capacité de l'armée à rebondir, si l'aide américaine promise arrivait en temps et en heure au Cambodge. Quand Dean, ambassadeur des États-Unis, parla au Premier ministre Long Boret d'une option de départ de Lon Nol pour permettre au Président Ford de renégocier avec le Congrès sur la question de prolongation d'aide au Cambodge, ce dernier promettrait à Dean d'en discuter avec Lon Nol. Sirik Matak était favorable à cette suggestion.

Le 23 mars, Long Boret, le général Saukham Khoy, Président du Sénat et le général Sak Sutsakhân, parlèrent ce projet à Lon Nol : Ils suggèrent à ce dernier une retraite temporaire tactique à Hawaï afin que le Cambodge obtienne une aide américaine et une marge de manœuvre pour les pourparlers entre les parties khmères en conflit

armé. Lon Non était aussi favorable de la retraite temporaire de son frère, parce qu'il fit partie de cette haute délégation pour suggérer à Lon Nol de quitter le pays. Le Président de la république exigeait un document écrit pour lui assurer que pendant son absence, il ne serait pas question de transférer le pouvoir de la République Khmère au gouvernement communiste sans passer par un accord de paix dont la formation d'un gouvernement d'union nationale serait le seul but du traité de paix. D'autre part, s'il observe que le gouvernement khmer n'obtiendra pas l'aide complémentaire des États-Unis pendant son absence, il pourra revenir au pays pour continuer la lutte contre la force communiste. Le 28 mars, le Premier ministre Long Boret envoya un document à Lon Nol pour confirmer les exigences de ce dernier. Long Boret précisa dans ce document que les Américains ne travaillaient pas à la reddition de la République Khmère. Cette phrase rassura davantage Lon Nol. Le 1er avril 1975, il quitta le pays avec une indemnité d'un demi-million de dollars à titre d'encouragement. Le jour de départ de Lon Nol, les Khmers Rouges réussirent dans l'après-midi, à enfoncer les dernières lignes de défense de la ville de Neak Luong à l'issue d'un long et terrible combat. La chute de cette ville stratégique fut fatale, tant sur le plan stratégique que psychologique. Les soldats des 1ère et 2èmes divisions, gardant les abords Sud de la ville, avaient jeté leurs armes et leur uniforme, pour partir avec leurs familles vers la capitale.

Le gouvernement de Long Boret, remanié le 21 mars 1975, fut impuissant devant cette désertion en masse. Dans ce gouvernement, le troisième, présidé par Long Boret et le dernier de la République Khmère, mon père ne souhaitait pas y participer. C'était un gouvernement technique dont la mission était de poursuivre la négociation de paix avec les Khmers Rouges. Désespéré, Long Boret invita Chau Sao à une réunion exceptionnelle dans laquelle tous les leaders des partis politiques furent conviés à y participer. Je ne me rappelle pas la date exacte de cette réunion, c'était quelques jours après le départ de Lon Nol. Ce jour-là, j'ai accompagné mon père à la Présidence du Conseil des Ministres, le

siège du chef de gouvernement. J'ai été dans le hall du bâtiment, j'ai vu arrivée M. Chau Sao. Il était venu tout seul à la réunion. Quelques minutes plus tard, je l'ai vu repartir avec sa voiture « 2CV ».

Dans la voiture, sur le chemin de retour à la maison, mon père m'avait dit : « Boret a demandé à Chau Sao de présider un gouvernement de transition de pouvoir au Prince Sihanouk. Chau Sao a refusé cette proposition en disant que la République khmère est morte, il fallait qu'elle demande la reddition. « Messieurs, je ne suis pas un nécromancien qui saurait ramener la mort à la vie ».
Qui était Chau Sao ? Un des leaders des progressistes khmers, comme Phung Ton, qui avait refusé de rejoindre le FUNK. Il avait participé avec In Tam à créer le parti démocrate, mais toujours refusé d'entrer au gouvernement de la République Khmère.

Réduit au désespoir, l'ambassadeur américain fit ses préparatifs de départ. La première partie du personnel de l'ambassade fut évacué, le 3 avril, sous les tirs de roquettes. Et en raison de la rapidité avec laquelle les Khmers Rouges s'approchaient de la capitale par le sud, et de l'aéroport par le Nord, Dean voulait évacuer tout le restant du personnel le 5 avril, mais Kissinger refusa. Le 6 avril, Dean offrit un dernier dîner en l'honneur des journalistes américains qui se trouvaient à Phnom-Penh. En cette occasion, il leur déclara qu'il ne voulait pas abandonner le Cambodge aux communistes.

Le départ de Dean fut retardé par une « extraordinaire démarche de la dernière minute de Kissinger. De son côté, le Prince Sihanouk, en Chine, avait aussi par désespoir repris secrètement contact avec les Américains, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France à Pékin. Sur sa demande, Pung Péng Chéng, son chef de cabinet, avait rencontré, l'ambassadeur de France et John Holdridge, adjoint de Georges Bush, en service au bureau de liaison américain. Durant l'entretien, Pung dit à Holdridge que le prince avait une faveur à demander au Président Ford de sauver des pellicules de films. Il s'agissait de films documentaires qu'il avait réalisés sur le

Cambodge dans les années soixante. Ces films se trouvaient dans son ancienne résidence à Phnom-Penh. Kissinger donna l'ordre à Dean de les retrouver. Il demanda ensuite à Bush de chercher à rencontrer le Prince Sihanouk. Ce dernier refusa de le recevoir, pensant peut-être qu'il était trop tard pour faire quoi que ce soit. Le 11 avril, le Président Ford déclara qu'il était désormais « trop tard » pour voter une aide au Cambodge. Cette déclaration découragea énormément Phnom-Penh alors que les Khmers Rouges avaient ramené leurs 6 000 soldats de Neak Luong et qu'ils s'apprêtaient à lancer une attaque de grande envergure contre le flanc sud de la capitale.

Au Nord-Ouest de la capitale, les Khmers Rouges avaient enfoncé les dernières lignes de défense de la 7ème division des FANK. Celle-ci avait manqué de munitions pour pousser les ennemis. Les Khmers Rouges se dirigeaient rapidement vers l'aérogare de Pochentong. Le pont aérien de riz et de munitions avait été définitivement interrompu. Ce fut le 11 avril 1975 que Kissinger décida qu'il fallait « ramener le Prince Sihanouk au Cambodge ». Sur ordre de Georges Bush, Holdridge rencontra de nouveau Pung Péng Chéng. À l'ambassade de France à Pékin, le diplomate américain expliqua que le Président Ford était à présent convaincu que le seul Prince pouvait mettre un terme à la guerre. Pourrait-il demander aux Chinois de mettre un avion à sa disposition pour revenir à Phnom-Penh ? Les États-Unis promettaient de ne pas quitter le Cambodge avant son arrivée. Kissinger ne voulait imposer aucune condition. Derrière ses lunettes noires, Pung sourit et dit à Holdrigde, tout en lui serrant la main, qu'il en parlerait au Prince.

Le 12 avril à 5 heures du matin, Holdrigde rencontra pour la dernière fois Pung. Il lui annonça que le périmètre de Phnom-Penh diminuait si rapidement que les Américains partaient sur le champ. Le même jour à 6 heures, Dean fit part aux membres du gouvernement et aux hautes personnalités khmères de son offre des places dans ses hélicoptères qui allaient partir dans les deux heures. À sa grande

surprise, la seule personnalité importante qui se présenta ce jour-là pour le départ, était le général Saukham Khoy, le Président de la République par intérim. Et on savait qu'à la veille de ce départ, ce Président avait déclaré aux quelques journalistes étrangers en reprochant les États-Unis. En voici la teneur : « Les États-Unis ont conduit le Cambodge dans cette guerre. Mais lorsque cette guerre est devenue difficile, ils se sont retirés ». S'essuyant les yeux avec un mouchoir, il continuait : « Certains Cambodgiens disent que si les États-Unis cessent d'aider le Cambodge, nous devons nous retourner vers une grande puissance : la Russie. Nous pourrons changer de politique et devenir socialistes. La Russie nous aiderait alors ». Des Khmers qui avaient dit au général Saukham Khoy que le Cambodge pût compter sur la Russie étaient des Radicaux dont Lon Non était un des animateurs. Ces radicaux s'affichaient qu'ils fussent socialistes et eussent des bonnes relations avec des Khmers Rouges modérés, c'est-à-dire des Khmers Rouges nationalistes et non communistes. En effet, Lon Non avait refusé de suivre son grand frère à Hawaï, parce qu'il aurait l'espoir de collaborer avec ces Khmers Rouges nationalistes pour changer le régime républicain en une autre république avec l'aide de l'URSS : la république socialiste.

Le 12 avril 1975, à 7 heures du matin, le Prince Sirik Matak, Long Boret, mon père et des autres personnalités khmères déclinèrent l'invitation de l'ambassadeur américain. Le Prince Sirik Matak fit savoir à Dean par lettre qu'il ne voudrait pas quitter son pays natal.

Le départ des Américains avait laissé à la population de la capitale une terrible déception. Abandonner ainsi un pays au beau milieu de la lutte contre les communistes, c'était comme « livrer un agneau au tigre ». Hélas, personne n'y pouvait plus rien. Il ne restait plus qu'à se plaindre. C'est ainsi que s'exprime avec émotion Um Sim, ambassadeur de la République Khmère à Washington : « Soyons francs, vous avez profité de nous, de notre manque d'expérience. Comme vous êtes bien plus malins que nous, vous avez bien réussi à nous entraîner dans cette guerre… Si les États-Unis avaient

respecté notre neutralité, tous ces combats, ces tueries, et tout le reste ne se seraient pas produits ».

Invité à répondre à cette accusation, Kissinger déclara : « Ce qui s'est passé au Cambodge est extrêmement douloureux. Nos adversaires politiques parlent de notre intervention au Cambodge comme si nous n'avions pas eu assez d'une guerre sue les bras et comme si nous avions engagé un pays neutre juste pour le plaisir. En réalité, nous sommes allées au Cambodge parce qu'il y avait 60 000 soldats nord-vietnamiens dans les refuges, tout au long de la frontière. Nous avons capturé 15 000 et nous avons saisi 20 000 tonnes de matériel. À la suite de quoi, nos pertes au Vietnam sont passées de 100 à 50 hommes par semaine, puis à 10. Nos opérations cambodgiennes ont empêché les Nord-Vietnamiens de lancer, comme prévu, des offensives dans les régions 3 et 4 contre Saigon et dans le delta. Nous avons fait cela pour protéger l'évacuation de nos troupes du Vietnam et, à ce point de vue-là, le Cambodge a été une réussite. De plus, dès le départ, en 1970, nous nous sommes abstenus de toutes activités au Cambodge, autres que celles qui pouvaient aider au retrait de nos troupes. Nous avions fixé une limite de 50 kilomètres pour notre pénétration et avions évité des opérations qui auraient pu être interceptées comme un soutien au gouvernement de Phnom-Penh. J'avoue que j'ai beaucoup d'admiration pour le gouvernement cambodgien qui est resté en place après notre départ, et je regrette que, pendant ces derniers jours, nous n'ayons pu lui livrer de munitions. Je n'en suis pas fier ».

En dépit de la situation tragique, l'armée républicaine continua à se battre avec courage et détermination qui stupéfia certains journalistes étrangers. Beaucoup des officiers, plus vaillants, n'avaient pas eu le courage d'abandonner leurs troupes. Dans le feu de l'action, officiers et soldats se battaient côte à côte jusqu'au moment où la défaite devint inévitable. Ils se battaient pour la liberté, pour leurs familles. C'était aussi pour défendre leur unité, leurs camarades, et parce qu'ils n'avaient nulle part où aller.

De son côté, le Comité Suprême de la République, dont les membres étaient : général Sak Sutsakhân (Président), Long Boret, Hang-Thun Hak, OP Kim Ang, général Thong Van Phan Moeung, général Ear Chhong (chef d'État-Major de l'Aviation), amiral Vong Sarindy (chef d'État-Major de la Marine), en désespoir de cause, chercha à organiser à cette occasion une reddition en bon ordre. Mais personne ne répondit à ses avances. Ce Comité fut le crée le 12 avril après la dissolution du gouvernement de Long Boret.

Le 13 avril, Phnom-Penh fit la fête de Chaul-Chhnam (Nouvel An Khmer). Bon nombre de gens pressentaient que la fin du régime était proche, mais ils refusaient délibérément de s'en préoccuper car, les 13, 14 et 15 avril, c'étaient les jours de fêtes traditionnelles. Chacun voulait profiter de la jouissance du nouvel an. Pourtant l'état d'urgence avait décrété par le gouvernement qui avait interdit toutes réjouissances et rendu obligatoire l'ouverture des bureaux. Mais pouvait-il aller à l'encontre des traditions ?

Le 14 avril 1975, un chasseur T28, de l'armée de l'Air largua 2 bombes sur l'État-Major des Forces Armées Nationales Khmères (FANK). Il y eut beaucoup de victimes. Le 16 avril à 18 heures, faute de munition, les soldats républicains avaient abandonné le front Nord de la capitale alors que les blindés se repliaient à l'Ouest. Au petit matin du 17 avril, un groupe de soldats aux cheveux longs, soi-disant révolutionnaires du régime républicain, longèrent le grand boulevard Monivong. Ils saluèrent en passant les habitants de la ville qui les acclamèrent timidement. À la hauteur de l'ambassade de France, une unité se détacha du groupe. Un homme s'avança, suivi de soldats chevelus, tous vêtus de noir, monta sur l'un des chars qu'il dirigea en direction de la ville où un feu bien nourri de mitrailleuses qui empêchèrent son char d'avancer. L'homme ordonna au conducteur de char de couper le moteur, redescendu du véhicule, s'avança courageusement, sans arme, au-devant des soldats républicains et désarma leurs armes avec de belles paroles. Ce fut

le moment le plus émouvant. Le sentiment de joie envahit alors tous les cœurs de gens qui étaient là. On pensait que la guerre avait pris fin ce jour-là. Le sentiment de haine disparaissait car les soldats des deux côtés s'embrassèrent en pleurant. Certains poussèrent un grand soupir de soulagement puisque l'effusion de sang avait pu ainsi être évitée. Les enfants dansaient d'allégresse sans avoir ce qui les attendait exactement dans un avenir proche.

En réalité ce spectacle, digne de roman des « Trois Royaumes », n'était qu'un coup monté de Lon Non et son clan pour emparer le pouvoir. Ce groupe des jeunes, dont le nombre était environ 200, placé sous le commandement de cet homme courageux, n'était que des partisans de Lon Non. Le chef s'appelait Hem Keth Dara, fils de Hem Keth Sana, ancien ministre. Je connaissais Dara. Il était copain de collège de mon grand frère Rithy. Il était venu souvent à notre maison. Il s'habillait toujours en noir, sa moto japonaise était aussi de couleur noire. Rithy ne le fréquentait plus après le collège. J'ai entendu parler qu'après le 18 mars 1970, il était parti en France pour poursuivre ses études de détective privé. En 1974 au Cambodge, je l'ai vu une fois devant chez lui, qui se trouvait derrière du lycée Preah Yukanthor, en uniforme militaire avec grade de capitaine et insigne de la 15ème Division dont Lon Non était commandant.

Après avoir désarmé quelques soldats républicains, Dara et sa bande poursuivirent leur chemin vers le ministère de l'information. À 9h30, il s'y présenta aux gardiens du ministère qu'il était Commandant général des Khmers Rouges et y entra avec quelques hommes de sa bande. Vers 10 heures, on entendait par la radio nationale la voix de Samdech Huot Tat, patriarche de la communauté bouddhique : « La guerre est finie. Nous sommes entre frères. Restez tranquille chez vous ». Quelques instants plus tard, ce fut le tour du général Mey Si Chân, chef du 3ème bureau de l'État-Major Général des FANK, qui ordonna aux officiers, sous-officiers, hommes de troupes des trois armées de cesser le combat : « La guerre est finie. Une négociation est en cours ». « Non », interrompit

brutalement une voix grave. « Il n'est pas question d'une négociation. C'est notre victoire militaire la plus totale ». Qui était cet homme ? Pourquoi était-il là avec la bande de Dara. Pourquoi Samdech Huot Tat et le général Mey Si Chân étaient-ils au ministère de l'information ce jour-là ?

Peu de temps après, les Khmers Rouges arrivèrent. Ils surgirent de tous les côtés de la ville. Ils étaient très jeunes, d'une quinzaine d'années à peine en moyenne, tous vêtus de noir avec des foulards à carreaux au cou, coiffés de la casquette chinoise, chaussés de sandales « Viêt-Cong ». Bardés de grenades chinoises, de lances roquettes B40, de fusils d'assaut AK47, la poitrine couverte de chargeurs, ils traversèrent la ville en silence, glacials, indifférents aux applaudissements des citadins qui se massaient sur les trottoirs pour les accueillir. En moins de deux heures, ils avaient le contrôle des carrefours. Ils s'étaient emparés des blindés et autres véhicules militaires. Ils avaient ramassé les armes abandonnées. Avec sévérité, ils avaient obligé les soldats républicains de tous les grades à quitter leurs uniformes.

Le soulagement premier, ressenti par les habitants de la capitale quelques instants auparavant, commença à se dissiper. L'allégresse fit place à la consternation, puis à l'inquiétude, et enfin à la peur. Une chape de plomb tomba subitement sur la ville de Phnom-Penh. Après ce 17 avril 1975, le peuple khmer tout entier était victime et témoin des années de pouvoir sanglant des Khmers Rouges. Plus de deux millions de morts inutiles pour une utopie dans laquelle la haine meurtrière était le seul but.

Conclusion

La chute ou l'échec de la République Khmère était-elle plausible ? Les causes de la chute de la République Khmère seraient dans des diverses idées de chaque lecteur, selon sa sensibilité personnelle. Quant à moi, je n'ai aucune opinion là-dessus. Pourquoi ?

« Helgel aussi bien que Marx croyait que l'évolution des sociétés humaines n'était pas infinie, mais s'achèverait le jour où l'humanité aurait mis au point une forme de société qui satisferait ses besoins les plus profonds et les plus fondamentaux. Les deux penseurs avaient ainsi établi une « fin de l'Histoire » : pour Hegel, c'était l'État libéral ; pour Marx, la société communiste. Cela ne signifiait pas que le cycle naturel de la naissance, de la vie et de la mort allait s'arrêter, que des évènements importants allaient cesser de se produire ou que les journaux pour les raconter allaient cesser de paraître. Cela signifiait, en revanche, qu'il n'y aurait plus de progrès possible dans le développement des institutions fondamentales et des principes sous-jacents, parce que toutes les grandes questions auraient été résolues ». (Extrait du livre de Francis Fukuyama – La fin de l'Histoire et le dernier homme).

Postface :
J'ai dédié cette chronique à mon père qui a donné sa vie, comme beaucoup de patriotes khmers, pour ses idées : « désir de la démocratie » et aussi à tous ceux, connus et inconnus qui ont écrit sur la République Khmère, mais, pour des raisons personnelles, décidaient de ne pas en porter à la connaissance du public. J'ai récupéré leurs idées et leurs témoignages, parce que je pense qu'il est important que ces idées doivent être trouvé leurs places dans le « droit de mémoire » dont le peuple khmer ait droit de savoir. Beaucoup de grands chercheurs et écrivains célèbres ont déjà publiés leurs travaux ou leurs livres sur la République Khmère, ma chronique n'est qu'une miette d'information complémentaire dont je

veux seulement imprimer la « mémoire de mon père » dans mon cœur. Si je parle un peu de lui, de moi et de ma famille, ce n'est pas dans le dessein d'ambition quelconque. Ma famille est une famille ordinaire qui ne mérite pas d'avoir une place dans l'histoire de mon pays. Je demande donc à ceux qui ont lu cette chronique de m'en excuser.

Je suis content de déterminer cette chronique, après avoir commencé à l'écrire en 1991, pour ne plus reparler de la République Khmère, non pas parce que je la haïssais, mais pour vivre ma vie avec le mouvement du temps. Le monde change, le temps change, je change aussi. Je ne vis plus dans le passé, je n'attends plus le futur, je vis dans le temps du présent. Je demande donc le pardon à tous ceux et celles que j'ai blessés dans mes années de jeunesse par mes actes ou mes propos déplacés ou outrageux. Je n'attends plus rien, je ne demande que la santé pour vivre ma vie d'un homme ordinaire auprès de ma famille dans le présent. Pourquoi tant de haines ?

Par Sangha OP
17 novembre 2011

Points de repère sur la vie de la République khmère

Cette chronologie permet aux lecteurs de suivre facilement mon récit sur « La République Khmère ». Elle donne aussi une vue globale sur la vie politique de cette république qui était née pour les uns comme un garant de l'avenir heureux du peuple khmer et pour les autres comme une annonce du cataclysme dans le pays. Mais après sa mort, le peuple khmer plongeait dans les ténèbres des Khmers Rouges dont la mort était son seul espoir de finir avec sa souffrance.

1970

- 6 Janvier 1970 : Le Prince Sihanouk quitte hâtivement le Cambodge pour la France avec sa famille.
- 3 Février 1970 : Le gouvernement de sauvetage de Lon Nol se saisit de l'affaire d'une importante contrebande d'étoffes en provenance de Hong Kong. Est impliqué, entre autres, le Colonel Oum Manorine, Secrétaire d'Etat à la Défense en surface et beau-frère de Sihanouk.
- 8 Mars 1970 : Manifestation contre les Viêt-Cong et les Nord-Vietnamiens à Svay Rieng, afin d'exiger leur retrait du territoire khmer.
- 11 Mars 1970 : Manifestation à Phnom-Penh contre les Viêt-Cong et les Nord-Vietnamiens. Les ambassades du Nord-Vietnam et du GRP sont mises à sac par les manifestants.
- 12 Mars 1970 : Le Prince Sihanouk adresse un télégramme au gouvernement et désapprouve l'attitude des manifestants.
- 14 Mars 1970 : Annonce du retour de Sihanouk à Phnom-Penh, on l'attend à l'aéroport, mais il se rend à Moscou.
- 16 Mars 1970 : Réunion sans aucun résultat entre la délégation khmère et la délégation du Nord-Vietnam/GRP. – Deuxième manifestation antivietnamienne à Phnom-Penh devant l'assemblée Nationale qui est réunie pour étudier l'affaire contrebande du Colonel Oum Manorine. Les manifestants exigent le retrait des troupes

VC/NVN des territoires khmers et condamnent ceux qui ont « vendu les terres khmères » aux Vietnamiens. En séance à huis-clos, certains députés avancent que Sihanouk doit être démis de ses fonctions de Chef de l'Etat. – Avec l'approbation de la Reine Kossamak, le gouvernement de Lon Nol a envoyé une délégation, composée du prince Kantol et de M. Yem Sambaur, pour exposer à Sihanouk de la situation réelle dans le pays. Sihanouk refuse de la recevoir.
- 17 Mars 1970 : Dans la soirée, Lon Nol annonce à la radio l'arrestation du Commandant Bou Hol, Chef de la police municipale, connu pour sa fidélité au prince.
- 18 Mars 1970 : Alors qu'il est en voyage officiel en URSS, le Prince Norodom Sihanouk est démis de ses fonctions du Chef de l'État par le Parlement khmer à 13h30.
- 19 Mars 1970 : Le Général Lon Nol lance un ultimatum aux Viêt-Cong et Nord-vietnamiens pour qu'ils retirent leurs troupes des territoires khmers dans un délai de 48 heures. – Appel radiodiffusé de Pékin du Prince Sihanouk, au soulèvement général des Khmers contre le gouvernement de Lon Nol.
- 20 Mars 1970 : Les États-Unis reconnaissent le nouveau régime de Lon Nol. - Rattachement de la J.S.R.K. (Jeunesse Socialiste Royale Khmère) au Ministère de l'Éducation nationale (auparavant elle dépendait directement du Chef de l'État).
- 21 Mars 1970 : Yem Sambaur est investi par l'Assemblée Nationale comme Ministre des Affaires Étrangères (en remplacement du Prince Norodom Phurissara).
- 23 Mars 1970 : Proclamation de Sihanouk. Appelle tous les Khmers à former un Front uni national du Kampuchéa (FUNK).
- 24 Mars 1970 : Renouvellement du Comité Central du Sangkum Reastr Niyum. In Tam est élu Président, Trinh Hoanh Secrétaire Général. Création d'un Comité Nationale de Sauvetage.
- 26 Mars 1970 : Soutien sans réserve des députés khmers rouges Khieu Samphan, Hou Youn et Hu Nim, partis pour le maquis.

- 26-27 Mars 1970 : Troubles de Kompong Cham ; lynchage par des pro-Sihanoukistes de deux députés de la circonscription, marche des émeutiers sur Phnom-Penh.
- 28 Mars 1970 : Promulgation d'une loi de plein pouvoir au gouvernement de sauvetage.
- 29 Mars 1970 : La colonne de voiture, occupées par des manifestants, venant de Kompong Cham, se dirige vers Phnom-Penh pour réclamer le retour de Sihanouk est arrêtée par l'armée. Les manifestants, manipulés par les communistes vietnamiens, sont sévèrement réprimés par l'armée. – Les troupes Nord-vietnamiennes et Viêt-Cong lancent des offensives contre l'armée khmère à partir des territoires khmers.
- 30 Mars 1970 : Le Gouvernement de Sauvetage annonce l'entrée des troupes Viêt-Cong dans la région de Snoul et de Kratié. Perte des provinces du Nord-Est.
- 2 Avril 1970 : Le Ministère de l'Information dément que le Gouvernement ait pris contact avec M. Son Ngoc Thanh. Libération des détenus politiques.
- 4 Avril 1970 : Appel du gouvernement de sauvetage "invitant" les corps constitués et toutes les couches sociales à faire connaître leur avis sur la monarchie et la République Kret (Loi) 198/70/CE portant suppression du Haut Conseil du Trône.
- 7 Avril 1970 : Date de compagne en faveur de la République dans la presse de langue khmère.
- 8 Avril 1970 : Le Mouvement du "Sangkum Reastr Niyum" invite le gouvernement de sauvetage à transformer d'urgence le Cambodge en une République.
- 11 Avril 1970 : - Marche de la Concorde Nationale. Discours du Général Lon Nol : "Nous promettons d'envisager par tous les moyens, mais toujours dans la légalité, l'établissement du régime républicain au Cambodge. - Interdiction est faite aux ressortissants vietnamiens de circuler à Phnom-Penh de 18h à 6h. Début de la répression antivietnamienne.
- 28 Avril 1970 : Création du Comité Juridique et Constitutionnel chargé d'étudier et d'élaborer le régime républicain.

- 30 Avril 1970 : Intervention américano sud-vietnamien au Cambodge.
- 2 Mai 1970 : Ouverture de négociation entre Saigon et Phnom-Penh pour régler le sort des Vietnamiens du Cambodge.
- 3, 4, 5 Mai 1970 : Congrès du FUNK à Pékin et création du Gouvernement d'Union Nationale du Kampuchéa (GRUNK) présidé par Norodom Sihanouk. Ce gouvernement comporte deux parties : L'une basée à Pékin, l'autre en zone libérée du Cambodge et dans le maquis cambodgien.
- 14 Mai 1970 : Lettre du Prince Sirik Matak déclarant qu'il abandonne son titre royal.
- 16 Mai 1970 : - Autodissolution du Comité Central du Front National de Libération du Cambodge (Khmer Serei de Son Gnoc Thanh), ralliement au gouvernement de Sauvetage. - Ouverture de la Conférence de Djakarta sur le Cambodge.
- 19 Mai 1970 : Création à l'Assemblée Nationale d'un "Centre national pour le recueil des renseignements".
- 21 Mai 1970 : Communiqué radiodiffusé du Général Lon Nol : Jusqu'à présent, conformément aux vœux unanimes de nos compatriotes, la transformation de notre pays en république Khmère s'effectue rapidement et dans la bonne voie".
- 10 Juin 1970 : Occupation des temples d'Angkor par les forces communistes vietnamiennes.
- 13 Juin 1970 : Création du Comité chargé de suivre l'évolution des esprits et des idées de la République Khmère.
- 16 Juin 1970 : La Chambre crée en son sein un Comité exécutif chargé de suivre l'évolution de la situation politique et militaire du pays. Cette création provoque un conflit larvé avec le Gouvernement).
- 17 Juin 1970 : - Les Forces Armées Khmères perdent le contrôle du temple d'Angkor. – Création d'"assistants" conseillers auprès du Président du Conseil des Ministres.
- 25 Juin 1970 : Décret portant mobilisation générale.
- 27 Juin 1970 : Motion des Chambres accordant leur pleine confiance à Lon Nol et Sirik Matak.

- 30 Juin 1970 : Retrait des troupes américaines et persistance des bombardements américains des zones sous le contrôle des forces communistes vietnamiennes. Les troupes sud-vietnamiennes restent dans la province de Kompong Cham.
- 1er Juillet 1970 : Remaniement ministériel.
- 2 Juillet 1970 : Message de Cheng Heng, Chef de l'État : Je décide de confier les Généraux Lon Nol et Sirik Matak la mission de prendre les mesures qui s'imposent en vue de résoudre efficacement les graves problèmes de l'heure.
- 5 Juillet 1970 : Le Prince Sihanouk est condamné à mort par le Tribunal militaire.
- 1er Août 1970 : Le Journal Officiel remplace la mention Royaume du Cambodge par celle d'État du Cambodge. La Reine mère est contrainte de quitter le Palais-Royal.
- 3 Août 1970 : Suppression du Comité exécutif de l'Assemblée nationale.
- 14 Août 1970 : Annonce de la nomination de Son Gnoc Thanh "Conseiller du Gouvernement".
18 Août 1970 : Rentrée de l'Assemblée Nationale. Investiture du Gouvernement remanié.
- 25 Août 1970 : Les États-Unis d'Amérique accordent une aide à l'État du Cambodge de 40 millions de Dollars.
- 28 Août 1970 : Visite à Phnom-Penh du Vice-Président des États-Unis, Spiro Agnew. Lon Non, frère du Général Lon Non, réunit ses proches au Comité de Coordination de la Défense nationale (COC/DN) pour étudier la question de la proclamation de la république du Cambodge.
- 29 Août 1970 : Publication du projet constitutionnel d'inspiration parlementaire (projet Ung Mung).
- 25 Septembre 1970 : L'Assemblée Nationale proroge pour 6 mois la loi sur la Nation en danger (Kram 448/CE du 31/10/70).
- 5 Octobre 1970 : Décision des deux Chambres en séance commune de proclamer la République.
- 7 Octobre 1970 : Vote de la Loi proclamant la République.

- 9 Octobre 1970 : Cérémonie de proclamation solennelle de la république Khmère.
- 14 Octobre 1970 : Kram (loi) 450/70/CE voté par l'Assemblée Nationale portant sur la libéralisation du commerce d'import-export. Projet de libéralisation du secteur bancaire.
- 23 Novembre 1970 : Prolongation par le Chef de l'État du mandat de l'assemblée Nationale. Ouverture de la 1ère session de la 5ème année de l'Assemblée Nationale.
- Décembre 1970 : Querelle sur l'incompatibilité du mandat parlementaire et l'exercice de certaines fonctions (diplomates, gouverneurs, militaires).
- 25 Décembre 1970 : Décret-Loi établissant la censure (n° 15/70/DL CE).

1971

- 2 Janvier 1971 : Suspension du journal Khmer Ekhareach.
- 21 Janvier 1971 : L'aéroport international de Pochentong est bombardé par des roquettes 122 des forces Viêt-Cong.
- 8 Février 1971 : Le Général Lon Nol est frappé d'hémiplégie.
- 13 Février 1971 : Lon Nol quitte le Cambodge pour se soigner à Honolulu (U.S.A.) pour se soigner. Le Prince Sirik Matak assure l'intérim.
- 18 Février 1971 : Dissolution du Sangkum Reastr Niyum.
- 2 Mars 1971 : Signature des accords sur les aides américaines.
- 7 Mars 1971 : Le Colonel Lon Non crée le « Comité républicain ».
- 12 Avril 1971 : Le Général Lon Nol retourne au Cambodge.
- 20 Avril 1971 : - Le Général Lon Nol donne sa démission du Chef du gouvernement. Le Prince Sirik Matak continue d'assurer l'intérim. – Promulgation de la Loi Constitutionnelle confiant l'élaboration de la nouvelle Constitution à une Commission mixte élargie.
- 21 Avril 1971 : L'Assemblée nationale émet le vœu que Lon Nol soit élevé à la dignité de Maréchal.
- 30 Avril 1971 : Le Général est nommé Chef d'État-Major Général.
- 3 Mai 1971 : Fin de la crise ministérielle suite à la démission du Général Lon Nol.

- 6 Mai 1971 : Formation du nouveau gouvernement : Lon Nol, Président du Conseil ; Le Prince Sirik Matak, Président du Conseil Délégué ; In Tam, 1er Vice-Président du Conseil.
- 11 Mai 1971 : Yem Sambaur est élu Président de l'Assemblée nationale en remplacement d'In Tam.
- Mai 1971 : Conflit entre l'Assemblée nationale et le Gouvernement à propos de l'augmentation du prix d'essence.
- 9 Juin 1971 : Kret nommant Lon Nol Maréchal.
- 29 Juin 1971 : L'Assemblée proroge l'état de Nation en danger.
- 8 Juillet 1971 : Lon Nol demande le droit de vote pour les militaires.
- 21 Juillet 1971 : Censure votée contre le Ministre du commerce et de l'Industrie, M. Khun Thay Ly.
- Août 1971 : Déclenchement de l'opération militaire Tchen la. Objectif militaire : Contrôle le centre du pays.
- 8 Septembre 1971 : Création, dans le cadre de la mobilisation générale d'un comité militaire de coordination et de liaison avec la commission mixte élargie chargée de l'établissement de l'avant-projet de Constitution.
- Septembre 1971 : - Conflit entre l'assemblée nationale et le Gouvernement à propos de l'interpellation du Ministre du commerce, M. Sok Chhong. – Débat parlementaire sur le droit de vote des militaires. – M. Douc Rasy perd la direction de la revue en langue française les réalités cambodgiennes.
- 23 Septembre 1971 : M. In Tam donne sa démission.
- 18 Octobre 1971 : Dissolution des Chambres transformées en Assemblée Constituante. Ordonnance n° 1 conférant le Pouvoir Législatif au gouvernement et n° 2 proclamant la nation en danger. Remaniement ministériel.
- 20 Octobre 1971 : Manifestation des moines et des étudiants pour demander à Lon Nol d'accepter les fonctions de Chef de l'Etat et un remaniement ministériel.
- 21 Octobre 1971 : Conférence de presse du Ministre de l'Information, Long Boret : "Il n'y a pas eu le coup d'État".
- 25 Octobre 1971 : Communiqué de Long Boret, Ministre de l'Information, précisant que Lon Nol ne peut accepter la fonction de

Chef de l'Etat ou Président de la République tant qu'il n'y a pas de Constitution.
- 30 Octobre 1971 : Le Chef de l'Ordre Mahanikay proteste contre les tentatives de politisation de son ordre (manifestation des bonzes demandant l'accession de Lon Nol au poste de Président de la République).
- 8 Novembre 1971 : M. In Tam est élu Président de l'assemblée Constituante.
- 12 Novembre 1971 : Lon Nol demande à l'assemblée Constituante d'achever la rédaction de la constitution pour la fin janvier 1972, afin de pouvoir organiser un référendum le 15 Février 1972.
- 15 Novembre 1971 : La commission mixte arrête ses réunions et transmet ses travaux à l'Assemblée Constituante.
- Novembre 1971 : Les forces communistes lancent des opérations offensives. Nouvelle intervention massive des forces sud-vietnamiennes et des bombardements américains.
- 2 Décembre 1971 : Déroute de l'opération militaire « Tchen la ».

1972
- Février 1972 : L'Assemblée Constituante discute le projet de Constitution. Opposition de l'assemblée aux vues gouvernementales à propos de limitation le nombre des partis politiques et des références racistes du préambule.
- 25 Février 1972 : Conférence de presse de Kéo An, doyen de la Faculté de Droit. Il critique violemment Sirik Matak accusant ce dernier de corruption. Kéo An est révoqué de son poste. Cette mesure provoque le mécontentement des milieux estudiantins.
- 10 Mars 1972 : Manifestation des étudiants et lycéens hostiles au maintien au pouvoir de Sirik Matak.
- 10 Mars 1972 : M. Cheng Heng démission de son poste du chef de l'Etat. Lon Nol remplace Cheng Heng. Il annonce la dissolution de l'Assemblée Constituante.
- 12 Mars 1972 : Sirik Matak donne sa démission du poste du Président du Conseil Délégué.

- 13 Mars 1972 : Dans un message à la nation, Lon Nol se proclame « Président de la République Khmère » et, en même temps, il définit le rôle du président de la République.
- 14 Mars 1972 : Prestation de serment du nouveau président de la république.
- 15 Mars 1972 : Lon Nol annonce la formation prochaine d'un nouveau gouvernement.
- 16 Mars 1972 : Sirik Matak annonce à la radio sa décision de se retirer de la vie politique.
- 21 Mars 1972 : Son Gnoc Thanh est nommé Président du Conseil des Ministres. Un commando des Viêt-Cong attaque les faubourgs de Phnom-Penh.
- 25 Mars 1972 : Début des travaux du comité d'élaboration de la Constitution.
- 9 Avril 1972 : Publication du Projet constitutionnel.
- 11 Avril 1972 : Publication de l'ordonnance portant organisation du référendum constitutionnel.
- 23 Avril 1972 : - A la télévision, un étudiant de Droit, Koy Pech, qui doit y expliquer la constitution, insulte Lon Nol de dictateur.
- 24 Avril 1972 : Son Gnoc Thanh ordonne d'arrêter Koy Pech, des polices militaires encerclent la Faculté de Droit où ce dernier s'est réfugié.
- 26 Avril 1972 : Le gouvernement de Son Gnoc Thanh ordonne de fermer les universités.
- 27 Avril 1972 : Devant la Faculté de Droit, vers 10 h, la force de l'ordre ouvre le feu sur les étudiants. Selon le gouvernement, il y a 20 blessés. Selon des étudiants, il y a des morts, parmi lesquels, il y avait le fils du Général Srey Ya. Celui-ci nie cette rumeur. Le journal Norkor Thom écrit que c'est le Commandant OP Kim Aun qui a donné l'ordre à la force de l'ordre de tirer sur les étudiants. Le gouvernement annonce que ce coup de feu est l'œuvre des agents communistes pour but de déstabiliser ses actions.
- 30 Avril 1972 : Référendum constitutionnel : La Constitution est adoptée.

- Mai 1972 : Campagne pour les élections présidentielles. Trois candidats s'affrontent : Lon Nol, In Tam et Kéo An.
- 10 Mai 1972 : Sirik Matak est nommé par Lon Nol Conseiller spécial du Président de la République.
- 16 Mai 1972 : Grève des instituteurs contre une ordonnance présidentielle qui réforme le statut des fonctionnaires : "Cadre unique" pour les fonctionnaires.
- 4 Juin 1972 : Lon Nol est élu Président de la République. In Tam obtient une majorité des voix à Phnom-Penh. Kéo An dénonce des fraudes électorales.
- Août 1972 : Campagne pour les élections législatives. Le Parti Républicain de Sirik Matak, et le Parti Démocrate d'In Tam boycottent les élections. Seuls les Partis Social-Républicain (Lon Non et Hang Thun Hak) et Pracheachon, parti créé par Lon Non participent aux élections.
- 3 Septembre 1972 : Le parti Social-Républicain remporte 126 sièges de l'Assemblée Nationale.
- 8 Septembre 1972 : Violation manifestation populaire contre la rareté et la hausse des prix du riz.
- 17 Septembre 1972 : Élections pour le Sénat. Le Parti Social-Républicain remporte la totalité des sièges.
- 12 Octobre 1972 : À l'ONU 132 pays se prononcent pour la représentativité de la République Khmère. 11 pays votent contre la République Khmère : Albanie, Algérie, Chine Populaire, Congo, Cuba, Irak, Mauritanie, Roumanie, Sénégal, Syrie et Yougoslavie).
- 14 Octobre 1972 : Son Gnoc Thanh donne sa démission de son poste du Premier ministre.
- 17 Octobre 1972 : Hang Thun Hak est nommé Premier ministre.
- 28 Octobre 1972 : À l'ONU, la Commission de vérification des décisions de l'Assemblée générale approuve par 62 voix dont l'URSS l'octroi du siège du Cambodge à la République Khmère, contre 17 et 17 abstentions.
- 31 Octobre 1972 : Création d'un Comité Nationale pour la Paix et la Concorde.

1973

- 8 Janvier 1973 : Lon Nol déclare : Pas de négociation avec Sihanouk".
- 27 Janvier 1973 : Signature à Paris des accords américano-vietnamiens mettant un terme à la guerre du Vietnam. Le Vietnam projette de se retirer du Cambodge. - Lon Nol ordonne la cessation unilatérale de toute offensive militaire sur tous les fronts pour permettre aux forces communistes vietnamiennes (VC/NVN) de retirer leurs troupes du territoire khmer. Les Khmers Rouges s'estiment trahis par leur allié vietnamien.
- 28 Janvier 1973 : Grande manifestation publique de 3 jours organisée par le gouvernement pour célébrer le retour de la paix.
- 2 Février 1973, le Syndicat des Ouvriers et Agriculteurs déclarent n'avoir plus confiance en la personne de Hang Thun Hak, Premier ministre.
- 8 Février 1973, grève des enseignants qui n'ont pas reçu leur salaire avec occupation de la Faculté de Pédagogie de Phnom-Penh.
- 17 Mars 1973, dans la matinée, un Commando d'hommes armés tente de pénétrer dans la Faculté de Pédagogie pour délivrer des personnes séquestrées par les grévistes. Une fusillade éclate : Deux morts et un blessé. Les rumeurs attribuent cette action à Lon Non, ministre attaché à l'Intérieur. Dans l'après-midi, un avion de chasse T28 piloté par So Photra, époux de la princesse Botum Bopha, fille de Sihanouk, largue des bombes sur le palais présidentiel de Chamcar Môn. Lon Nol est indemne, mais la caserne de la garde présidentielle est complète détruite. Il y a beaucoup de morts. Le gouvernement décrète les mesures d'urgence qui l'amenèrent à suspendre toute la presse privée y compris les journaux des partis.
- 19 Mars 1973 : Le gouvernement de Hang Thun Hak prend des mesures contre les membres de la famille royale. Sirik Matak est assigné en résidence surveillée.
- 4 Avril 1973 : Lon Non donne sa démission de son poste du ministre attaché à l'Intérieur.
- 5 Avril 1973 : le Comité de la défense nationale décide de déférer 9 membres de la famille royale devant le Tribunal militaire.

- 17 Avril 1973 : démission de Hang Thun Hak de ses fonctions de Premier ministre.
- 24 Avril 1973 : Lon Nol crée par ordonnance un "Haut-conseil politique". Il est composé de Lon Nol (Président), Cheng Heng (Vice-Président), Sirik Matak et In Tam (membres).
- Mars-Avril 1973 : Sihanouk, président du FUNK, entreprend une tournée dans les zones libérées où il rencontre les chefs khmers rouges, Khieu Samphan, Son Sèn, Pol Pot, Hu Nim, Hou Youn.
- 10 Mai 1973 : In Tam est désigné Premier ministre. La Chambre des Représentants des États-Unis s'oppose à l'intervention de l'US Air Force au Cambodge.
- 15 Mai 1973 : La Commission des crédits du Sénat des USA décide à l'unanimité de ne plus accorder un dollar au Président Nixon pour les opérations militaires au Cambodge.
- 31 Mai 1973 : Cinq enfants et quatre proches de Sihanouk sont libérés. Ils sont libres de quitter le territoire.
- 20 Juin 1973 : Oum Manorine, beau-frère de Sihanouk et tous anciens collaborateurs de Sihanouk incarcérés depuis le 18 mars 1970 sont libérés et ils sont libres de quitter le territoire.
- 27 Juin 1973 : Le Président Nixon oppose son veto à l'amendement des deux Chambres du Congrès interdisant de poursuivre les opérations aériennes de bombardement sur le territoire khmer au-delà du 30 Juin 1973.
- 29 Juin 1973 : La Chambre des Représentants des USA adopte un amendement fixant au 15 Août la date de la suppression des fonds alloués aux opérations aériennes au-dessus du Laos et du Cambodge.
- 6 Juillet 1973 : Au nom de la république Khmère, Long Boret présente un plan de paix en 6 points, qui est rejeté par le FUNK (Front uni national du Kampuchéa).
- 15 Août 1973 : Cessation des interventions aériennes US Air Force au Cambodge.
- 9 Octobre 1973 : À l'occasion du deuxième anniversaire de la proclamation de la république Khmère, Lon Nol propose aux "Khmers de l'autre côté" d'entamer des négociations ; ce que le

GRUNK (Gouvernement d'Union nationale du Kampuchéa) rejette la proposition de Lon Nol.
- 10 Octobre 1973 : L'URSS reconnaît le GRUNK comme seul représentant légitime du Cambodge.
- 14 Octobre 1973 : In Tam présente la démission de son gouvernement, qui est refusé par Lon Nol.
- 22 Octobre 1973 : Remaniement du gouvernement In Tam.
- 27 Octobre 1973 : Dans une déclaration à la presse, Sihanouk annonce son intention de rester définitivement en Chine et d'y mourir avec sa mère.
- 5 Novembre 1973 : - La Reine Kossamak, accompagnée d'une suite de 43 personnes, dont 15 membres de la famille royale, quitte le Cambodge pour Canton à bord d'un avion d'Air France spécialement affrété par le gouvernement républicain. – À 16h30, un chasseur T28 piloté par le lieutenant Pich Lim Kuon, largue des bombes sur le palais présidentiel. Lon Nol est indemne.
- 30 Novembre 1973 : Lon Nol déclare qu'il est prêt à rencontrer Sihanouk.
- 4 Décembre 1973 : L'Assemblée générale de l'ONU commence à examiner la résolution présentée par 32 pays et visant à rétablir les droits légitimes du GRUNK.
- 6 Décembre 1973 : L'Assemblée générale de l'ONU décide, par 53 voix contre 50 et 21 abstentions, de repousser à l'année suivante l'examen de la question de l'attribution du siège du Cambodge à l'ONU.
- 7 Décembre 1973 : In Tam présente la démission de son gouvernement, qui a été acceptée par Lon Nol.
- 13 Décembre 1973 : Long Boret est désigné Premier ministre. Il forme un nouveau gouvernement.
- 17 Décembre 1973 : L'Assemblée générale de l'ONU rejette, par 55 voix contre 50 et 17 abstentions, un projet visant à ce que la délégation de la République Khmère ne soit plus accréditée auprès de l'ONU.
- Les généraux Sey Ung, gouverneur de Koh Kong, Mey Sichân, gouverneur de Kampot et commandant-adjoint de la 2e Région

militaire, et le général commandant la place de Takéo sont relevés de leurs fonctions pour corruption (Vente de munition et de douilles vides à l'ennemi).
- 26 Décembre 1973 : Publication de la liste des membres du gouvernement de Long Boret.

1974
- Janvier/Février 1974 : Les forces communistes lancent des roquettes 122 sur Phnom-Penh, y faisant des centaines de morts et de blessés parmi la population civile.
- 17 Février 1974 : Les deux supérieurs des deux ordres bouddhiques adressent une lettre ouverte à l'opinion nationale et internationale, notamment à toutes les organisations religieuses du monde, pour dénoncer les bombardements des forces communistes dirigées contre les quartiers et les monastères peuplés d'innocents.
- 31 Mars 1974 : Lon Nol met fin aux activités du Haut-conseil politique.
- 1er Avril 1974 : Sirik Matak est nommé haut-assistant du Président de la République. Création du « Comité Exécutif », composé de Lon Nol, Sirik Matak, Long Boret et général Sosthène Fernandez (Commandant en Chef du FANK).
- 26 Avril 1974 : Attentat contre Long Boret, Premier ministre.
- 27 Avril 1974 : Ralliement de 340 Khmers Rouges à Stung Kambot.
- 29 Avril 1974 : Ralliement de 1 600 Khmers rouges à Pursat.
- 13 Mai 1974 : Mise à la retraite d'office, pour cause officielle d'ancienneté, de nombreux officiers généraux, tels : les majors-généraux Peou Lim Var, Chuon Chhum et Chhay Lay ; les brigadiers-généraux Pring Tum, Sok Chiep, Tum Yam, Ouk Sam, Dan Men et Pen Randa.
- 14 Mai 1974 : Le Parlement vote une loi proclamant la nation en danger.
- 16 Mai 1974 : La presse locale et privée est autorisée à reparaître mais chaque Directeur de journal doit payer une caution de 1 600 000 Riels.

- 21 Mai 1974 : Arrestation d'enseignants et d'étudiants qui ont organisé des manifestations contre le gouvernement.
- Juin 1974 : Les manifestations des enseignants et d'étudiants se poursuivent.
- 4 Juin 1974 : Le Ministre de l'Éducation nationale, Kéo Sangkim et son conseiller, ancien ministre, Thach Chia, sont pris en otages par des étudiants et assassinés dans l'enceinte du lycée « 18 Mars 1970 » par des inconnus.
- 16 Juin 1974 : Remaniement du gouvernement de Long Boret.
- 9 Juillet 1974 : Nouvelle proposition de paix de Lon Nol est rejetée par le GRUNK.
- 15 Août 1974 : « Journée de l'Armée » : Défilé militaire des troupes armées devant la place Preah Cakaymoni Chetdey.
- 20 Septembre 1974 : Retour de Lon Non au Cambodge, après plus d'un an d'exil forcé à l'étranger.
- 26 Septembre 1974 : Le gouvernement dissout l'Association des membres du corps enseignant khmer (AMCEK) pour cause de subversion et activité antirépublicaines.
- 27 Novembre 1974 : L'Assemblée générale de l'ONU adopte, par 58 voix contre 56 et 20 abstentions, une résolution présentée le 18 Octobre 1974 par 23 pays et demandant aux parties khmères d'engager des pourparlers ; aux États membres et au Secrétaire général d'y prêter assistance ; aux États membres de respecter l'issue des pourparlers et de ne rien faire avant que les résultats de ces efforts aient été examinés par l'Assemblée générale à sa trentième session.
- Décembre 1974 : Début d'une grande offensive des forces communistes sur la rive orientale du Mékong, en place de la capitale.

1975

- Janvier 1975 : Poursuite de l'offensive des forces communistes visant à isoler la capitale.
- 7 Janvier 1975 : Le Prince Sihanouk déclare que plusieurs personnalités dont Cheng Heng, Sirik Matak, Long Boret et le général Sosthène Fernandez sont prêts à se rejoindre à lui.

- 13 Janvier 1975 : Le Président Ford demande au Congrès d'accorder une aide militaire de 222 millions de dollars et 100 millions pour l'assistance alimentaire au Cambodge.
- Mars 1975 : Durant les mois de Janvier-Mars, les forces communistes sont à la porte de la capitale où pleuvent les roquettes 122. Le Mékong est coupé à hauteur de Neak Luong.
- 21 Mars 1975 : Remaniement ministériel.
- 1er Avril 1975 : Lon Nol décide de quitter le Cambodge pour faciliter le gouvernement de la République de négocier avec Sihanouk. C'est une option USA.
- 12 Avril : Échec des tentatives de Long Boret pour le retour de Sihanouk. Évacuation et départ du personnel de l'ambassade des États-Unis du Cambodge, dont l'ambassadeur. Dissolution du gouvernement Long Boret et création d'un Comité Suprême destiné à passer les pouvoirs à Sihanouk. La France reconnaît le GRUNK.
- 14 Avril 1975 : Un chasseur T28, de l'armée de l'Air largue 2 bombes sur l'État-Major des Forces Armées Nationales Khmères (FANK). Il y a beaucoup de victimes.
- 17 Avril 1975 : Vers 9 h, début de la tentative de Lon Non pour s'emparer du pouvoir. Fin de l'après-midi, arrivée des Khmers Rouges à Phnom-Penh ; début du génocide et de l'évacuation de Phnom-Penh.

Sources : Livre de Ros Chantraboth – République Khmère ; Edition L'Harmattan. Philippe AYRIVIE- Thèse pour le doctorat en Science Politique (Mai 1975) – La république khmère : Structures constitutionnelles et réalités politiques. Livre du Norodom Sihanouk – Prisonnier des Khmers Rouges – Edition Hachette. Livre de David P. Chandler – Pol Pot Frère Numéro Un ; Edition Plon. Livre de Paul Dreyfus – Pol Pot – Le bourreau du Cambodge ; Edition Le Club.